LeMonde Job: WMQ1109--0001-0 WAS LMQ1109-1 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:09 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:unused N°:0001 Lcp:700 CMYK

Le Monde

www.lemonde.fr

55e ANNÉE – N° 16991 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Michelin : indignation face aux 7 500 suppressions de postes

L'ANNONCE par Michelin d'un plan de restructuration prévoyant la suppression de 7 500 postes en Europe malgré une hausse de près de 20 % de son bénéfice semestriel a provoqué un tollé politique et syndical tandis que le cours de l'action Michelin a bondi, jeudi 9 septembre, de plus de 12 %. C'est *« insupportable »*, a protesté Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. Robert Hue, secrétaire national du PCF, s'est déclaré *« révolté »*. *« Attention ! »*, a dit Lionel Jospin.

Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, tente de relativiser l'affaire : *« Il y a énormément d'entreprises qui réduisent leur personnel de 3 % par an* (...). *Ce ne sont pas des chiffres colossaux »*.

Lire page 16 et notre éditorial page 14

Scientologie : faut-il interdire les sectes ?

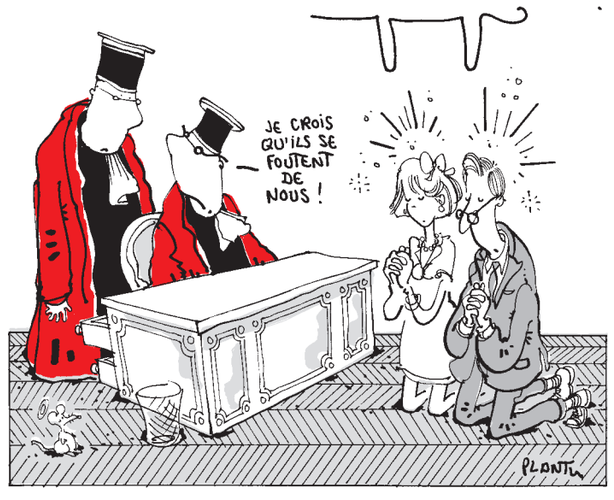
● La justice est-elle infiltrée par l'Eglise de scientologie ? ● Comment définir les sectes et comment les empêcher de nuire ? ● Les Etats-Unis tolèrent et l'Allemagne réprime : pourquoi ? ● « Le Monde » ouvre le dossier après les disparitions de documents judiciaires sur la Scientologie

LA POLÉMIQUE sur l'influence en France de l'Eglise de scientologie et sur le rôle des sectes est relancée, à quelques jours de l'ouverture à Marseille, d'un procès pour *« escroqueries »* intenté contre sept scientologues. La disparition de pièces judiciaires concernant la secte à Marseille et à Caen est apparemment le fruit d'une erreur matérielle. Mais, à Paris, l'hypothèse d'un vol est sérieusement avancée pour expliquer la disparition d'une partie du dossier instruit depuis 1989 sur plainte d'anciens adeptes. Un rapport parlementaire rédigé sous la présidence du député Jean-Pierre Brard estime que le phénomène sectaire *« a perdu en spiritualisme ce qu'il a gagné en mercantilisme »*.

Elisabeth Guigou, interrogée sur RTL, jeudi 9 septembre, a déclaré : *« On sait que ces sectes, celle-ci en particulier, sont extrêmement puissantes. Elles abusent des gens faibles, crédules, qui sont en situation d'infériorité ou de fragilité pour des raisons personnelles, professionnelles, familiales. Et je pense qu'il faut les empêcher de nuire. »* En réponse, Heber Jentzsch, président de la Scientologie aux Etats-Unis, a rétorqué qu'il tenait *« la ministre personnellement responsable de tout tort dont tout membre de la communauté scientologue pourrait être victime du fait de ces déclarations »*.

Faut-il interdire les sectes ? Comment les définir ? *Le Monde* ouvre le débat avec une enquête sur le phénomène sectaire et les débats sociaux et juridiques qu'il suscite. A l'étranger, les Etats-Unis et l'Allemagne ont adopté des attitudes diamétralement opposées face à la Scientologie. Les autorités américaines tolèrent les activités de l'Eglise, tandis que les Allemands se sont engagés, en 1996, dans un combat actif contre la secte.

Lire pages 8 et 9



AFP

REPORTAGE

Retour au Kosovo

2 – Une chape de silence en Serbie

Trois mois après la fin des bombardements de l'OTAN, le régime de Belgrade continue de garder secret le bilan réel de la guerre, alors que les tensions sociales s'aggravent dans un pays ruiné : le reportage de notre envoyée spéciale raconte la lente agonie de Kragujevac, une ville de 200 000 habitants paralysée par les destructions et les pénuries. p. 12-13

Chasse : fraude au permis

LE DIMANCHE 12 septembre, jour d'ouverture de la chasse pour une cinquantaine de départements du sud de la France, est attendu avec impatience par les chasseurs, mais aussi avec une certaine crainte par le reste de la population... Des gardes de l'Office national de la chasse, ainsi que la CFDT, mettent gravement en cause la formation des chasseurs et le laxisme, voire la fraude, qui préside aux conditions d'obtention du permis de chasse dans certains départements. La saison de chasse 1998-1999 s'est soldée par la mort de 40 personnes, avec un total de 259 accidents de toute nature, soit une augmentation de 17 % du nombre d'accidents en un an. 89 % des victimes sont des chasseurs.

Lire page 11

Des médecins français racontent Dili sous la terreur indonésienne

DARWIN
(nord de l'Australie)
de notre envoyé spécial

Le jour de l'annonce du résultat du vote en faveur de l'indépendance du Timor-Oriental, samedi 4 septembre, Dili, la capitale, était étrangement calme. *« C'était,* dit le chirurgien français qui a vu ensuite défiler les blessés, *le calme avant la tempête. »*

L'équipe de Médecins du monde (MDM), évacuée mardi 7 septembre vers Darwin, au nord de l'Australie, avait installé une salle d'opération de fortune dans une clinique de Dili, tenue par des sœurs carmélites. Peu après la proclamation du résultat du vote, qui donnait une majorité écrasante à l'indépendance, l'équipe médicale française – un chirurgien, un anesthésiste, un infirmier – a commencé à entendre des coups de feu. Les milices anti-indépendantistes passaient à l'action : *« D'abord, c'étaient des tirs sporadiques puis presque continus »*, précise l'anesthésiste. *« Les rues étaient désertes. C'était une ville fantôme. On ne voyait que des policiers et des miliciens qui circulaient »*, racontent les rescapés français de Dili.

Les blessés ont commencé à affluer au rythme d'une dizaine par jour, pendant trois jours, dans la petite clinique. Après la fermeture de l'hôpital, elle était devenue le seul centre chirurgical de la ville. Mais, parce que les gens *« avaient peur de circuler et pas de moyens de transport »*, ce n'était sans doute là *« qu'une infime partie des blessés »* de Dili, estiment les membres de l'équipe de Médecins du monde. *« Des blessures par balle, en grande majorité,* raconte le chirurgien, *mais aussi à coups de machette et de couteau. Un homme est arrivé avec trente-deux coups de couteau dans le corps. »* Selon les blessés, c'était là le *« travail »* des milices pro-indonésiennes, mais aussi, parfois, de la police indonésienne elle-même. Les blessés, ajoute le chirurgien, étaient *« des citoyens tout à fait ordinaires »*. Il y avait aussi des morts, dont un homme *« tué d'une balle derrière la tête »*, précise le chirurgien.

La situation s'est encore dégradée. L'équipe de MDM a été dévalisée deux fois par des hommes en civil armés, ressemblant à des miliciens anti-indépendantistes. *« Ils sont entrés dans notre maison les armes à la main. Le premier jour, ils ont pris la télé, le second l'argent, le téléphone, tout. »* Puis la clinique a été la cible de tirs. Une maison s'est mise à brûler tout près. *« Les malades voulaient partir. Ils disaient qu'on allait être attaqués »*, dit l'anesthésiste. L'équipe a décidé d'évacuer. Sur la route de l'aéroport, le chirurgien a vu *« la ville presque déserte, des maisons en feu, des gens regroupés qui montaient dans des camions, d'autres qui partaient à pied avec un matelas, un balluchon. L'exode... »*. Dans les rues, *« les miliciens pullulaient. Ils paradaient, très arrogants et effrayants. Ils montraient qu'ils étaient les maîtres de la rue »*.

L'équipe de Médecins du monde a peu de doute sur la complicité de la police indonésienne avec les miliciens. L'infirmier qui s'est rendu au poste de police pour être évacué raconte : *« Au commissariat, les miliciens entraient, sortaient, allaient dans le bureau central. J'ai même vu un milicien arriver avec un drapeau bleu de l'ONU et l'apporter aux policiers comme une offrande. »*

Jean-Baptiste Naudet

Lire nos informations pages 2 et 3 et un point de vue page 15

MICHELINE PELLETIER

THÉÂTRE

De Gaulle par Hossein

Robert Hossein met en scène Charles de Gaulle, *Celui qui a dit « non »*, à partir du 1er octobre au Palais des congrès de Paris. Le détenteur du record d'affluence dans les théâtres parisiens bénéficie, pour cette lourde machinerie historique, d'un budget de 40 millions de francs et de deux coauteurs de poids, Alain Peyrefitte et Alain Decaux. p. 29

Jacques par Charles

CHARLES PASQUA

*« **CHIRAC** est tellement content d'avoir une bonne image qu'il est persuadé que, même si la gauche gagnait les élections législatives, lui, il serait réélu »*, affirme Charles Pasqua dans un entretien au *Monde*. Il n'exclut pas que M. Chirac change *« d'avis »* sur la date de l'élection présidentielle.

Lire page 6

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 911 - 7,50 F

L'impôt, la TVA et la justice fiscale

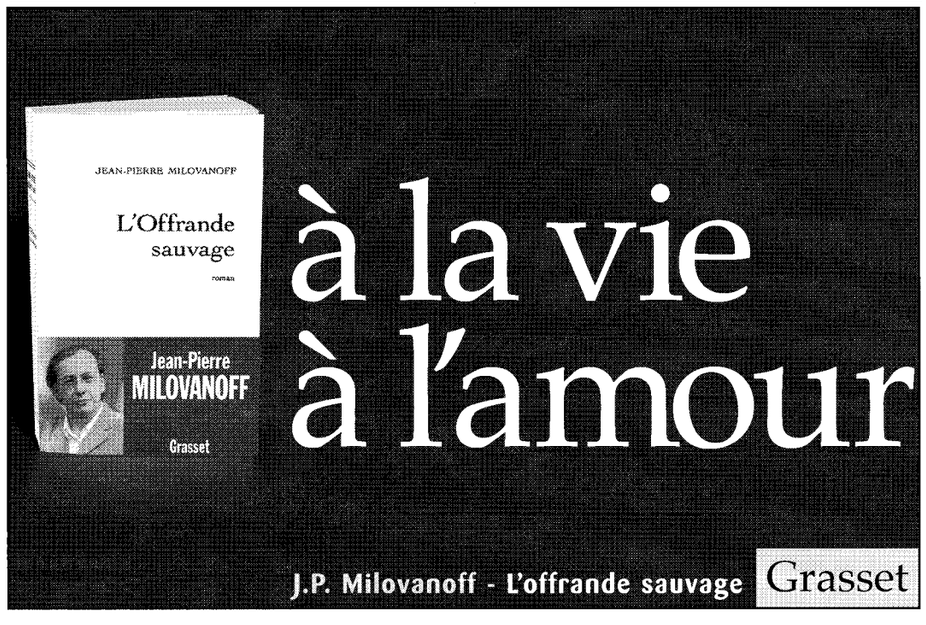
« IL S'AGIT de la plus forte baisse d'impôts depuis dix ans. » Dominique Strauss-Kahn n'est pas peu fier de pouvoir faire ce commentaire lorsqu'il annonce les 40 milliards de francs de baisses d'impôts qui interviendront en l'an 2000. Au cœur de ce dispositif, le gouvernement de Lionel Jospin a choisi de mettre la baisse – de 20,6 % à 5,5 % – du taux de TVA sur les travaux d'entretien du bâtiment. La mesure est coûteuse : quelque 19 milliards de francs. Répond-elle, pour autant, aux préoccupations de justice sociale et d'efficacité économique mises en avant par Lionel Jospin dans ses choix ?

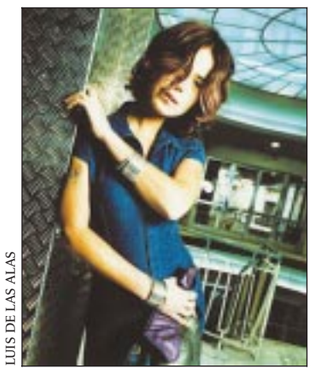
Le gouvernement pouvait, certes, difficilement en faire l'économie. Les socialistes, à l'Assemblée nationale et rue de Solférino, en avaient fait une affaire de principe. La gauche s'y était engagée. *« C'est l'impôt le plus injuste et le plus impopulaire »*, a coutume de répéter François Hollande, le premier secrétaire du PS. Il rappelle volontiers que la TVA touche dans la même proportion tous les Français, quel que soit leur niveau de revenu. Il est vrai que les impôts indirects pèsent particulièrement lourd en France, plus que dans tous les autres pays européens.

Puisqu'une diminution générale de la TVA était impossible car trop coûteuse (près de 30 milliards de francs par point de baisse) et ses effets pour les consommateurs loin d'être garantis (les entreprises ne la répercutant pas forcément dans leurs prix), le gouvernement s'est résolu à la cibler sur un secteur suffisamment concurrentiel. Dans quelle mesure un tel choix permettra-t-il de réduire d'abord l'*« injustice »* fiscale de la TVA que dénonce la gauche ? Une note de la direction de la prévision (DP) du ministère de l'économie, datée du 27 janvier 1999 et citée par *La Tribune* du 31 août, conclut qu'*« une baisse ciblée du taux de TVA sur les travaux d'entretien* (...) *bénéficierait essentiellement aux ménages les plus aisés »*. Selon la DP, elle apporte, en proportion de la dépense consacrée aux travaux d'entretien, un gain de 0,3 % pour le dernier décile de revenu contre à peine 0,1 % pour le premier.

Virginie Malingre

Lire la suite page 14




LUIS DE LAS ALAS

STYLES

A la mode espagnole

Après l'explosion créatrice de la *movida*, la mode espagnole était menacée de normalisation et d'uniformisation « par le gris ». Mais les femmes résistent, et de nouveaux stylistes leur donnent les moyens de conserver la dose d'anticonformisme qui fait leur personnalité. p. 24

International	2	Carnet	22
France	6	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie, jeux	27
Régions	11	Culture	29
Horizons	12	Guide culturel	30
Entreprises	16	Kiosque	32
Communication	18	Abonnements	32
Tableau de bord	19	Radio-Télévision	33

LeMonde Job: WMQ1109--0002-0 WAS LMQ1109-2 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:53 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0002 Lcp:700 CMYK

INDÉPENDANCE **Les Nations unies ont entrepris, vendredi 10 septembre, d'évacuer vers l'Australie 350 employés dont 160 Est-Timorais ayant travaillé avec l'ONU pour le référendum, et réfugiés dans la mission assiégée de Dili depuis le début des violences. Un millier de Timorais, également retranchés en ses murs, ont été transférés, sous protection militaire négociée, vers un secteur jugé plus tranquille. ● L'ARMÉE INDONÉSIENNE, maîtresse du jeu à Djakarta, lâche quelques concessions à présent que la menace de l'envoi d'une force internationale armée s'estompe. ● LE BILAN des exactions des milices pro-indonésiennes commence à se préciser : sans doute des centaines de morts, quelque 200 000 personnes déplacées. Dili, la capitale timoraise, est une ville en ruine où habitations et églises ont été détruites. Les Nations unies entendent y maintenir environ 80 personnes.**

Premier bilan du désastre timorais : 200 000 personnes déplacées

Un quart de la population a fui les violences ou a été déporté par les milices pro-indonésiennes. L'ONU évacue ses employés mais tente de maintenir une présence dans l'ancienne colonie portugaise. Dans les rues de Djakarta, quelques groupes commencent à contester le président Habibie

L'ÉVACUATION du siège de la Mission des Nations unies pour le Timor-Oriental (Unamet) à Dili a commencé, vendredi 10 septembre, alors que le bâtiment demeurait assiégé par les milices pro-indonésiennes. Les deux premiers avions australiens sont arrivés à Darwin (nord de l'Australie) avec à leur bord dix membres de la mission de l'ONU et 152 Est-Timorais. Environ 350 membres de l'Unamet devaient quitter Dili, dont quelque 160 employés timorais menacés de mort par les miliciens. Une cinquantaine de membres de la mission, dont le chef Ian Martin, ont en revanche décidé de rester à Dili, afin de protéger le millier de réfugiés qui séjournent dans l'enceinte du siège onusien. Des réfugiés arrivant à Darwin ont raconté que les miliciens ont ouvert le feu sur trois convois qui se rendaient à l'aéroport. Le porte-parole de l'Unamet, David Wimhurst, n'a pas confirmé ces incidents. *« Il n'y a eu aucun problème »*, a-t-il indiqué.

● **Les témoignages sur des massacres** perpétrés à l'encontre de la population est-timoraise se multiplient. Le mouvement de la résistance du Timor-Oriental (CNRT) en exil a affirmé, vendredi à Sydney, que les milices pro-indonésiennes ont massacré un groupe de réfugiés, dont des femmes et des enfants, sur une plage de la province. La branche allemande de l'organisation humanitaire Caritas International a annoncé jeudi que la plupart de ses quarante collaborateurs locaux ont été assassinés, et qu'au moins six religieuses et quatre prêtres ont été tués. L'évêque de Baucau, Mgr Basilio do Nascimiento, qui a fui dans les collines, comme l'évêque de Dili, Mgr Carlos Felipe Ximenes Belo, qui est en route pour le Vatican, répètent leur appel : *« Si une force internationale n'arrive pas très vite, nous serons bientôt tous morts. »* Selon la Croix-Rouge, le flot des réfugiés étant déportés ou fuyant vers le Timor occidental atteint le rythme de deux à trois mille personnes par heure. Autre témoignage, émanant d'une source proche du leader indépendantiste Xanana Gusmao à Djakarta : le père de ce dernier, Manuel Gusmao, aurait été assassiné mercredi à Dili. La nouvelle a été communiqué par des religieux arrivés au Timor occidental.

● **Le dirigeant indépendantiste et Prix Nobel de la paix 1996, José Ramos Horta, a accusé** vendredi à Auckland l'armée indonésienne de mener un *« massacre systématique »* qui *« a été organisé et planifié plusieurs mois à l'avance »*. Dans un entretien publié jeudi à Bruxelles par *La Libre Belgique*, il s'indigne de la différence de traitement du Timor et du Kosovo. *« C'est toujours la même hypocrisie mondiale ! Dans le cas du Kosovo, l'OTAN a bombardé unilatéralement sans attendre ni le mandat de l'ONU ni l'accord de la Serbie »*, a-t-il déclaré.

● **La perspective d'une intervention militaire internationale** s'éloignant, l'armée indonésienne a procédé à quelques concessions pour freiner des risques croissants de sanctions économiques internationales. Tout en dénonçant des *« abus choquants »*, le président Clinton n'a évoqué, jeudi soir, qu'un *« soutien approprié »* à une intervention internationale *« si l'Indonésie ne met pas fin à la violence »*.

PRUDENCE AMÉRICAINE

Le siège de la mission de l'ONU à Dili, capitale de l'ancien territoire portugais, a pu récupérer jeudi, sous forte escorte militaire, le ravitaillement déposé par l'armée de l'air australienne. L'alimentation en eau et en électricité du complexe onusien a été rétablie jeudi, de même que le téléphone. Les Indonésiens ont accepté que les mille Timorais encore réfugiés auprès de cette mission soient évacués, sous protection, vers Dare, un secteur jugé tranquille à proximité de Dili. Après l'évacuation partielle, vendredi matin, de la mission de l'ONU, quarante à cinquante volontaires, pour l'essentiel des policiers et des militaires, demeurent sur place et recevront probablement la visite, samedi, des cinq ambassadeurs du Conseil de sécurité. L'armée a accepté que les quelque cent soixante employés timorais de l'ONU prennent également l'avion de Darwin. Le mois dernier, sur une banderole de l'ONU installée en travers d'une avenue de Dili, on pouvait lire : *« Nous ne vous quitterons pas »*. L'Organisation internationale, cédant apparemment à l'entêtement de ses agents locaux, a donc évité, pour le moment, l'ultime humiliation.

Le président B. J. Habibie a répété à la délégation onusienne, vendredi, que Djakarta accepte *« toute assistance internationale à l'exception d'une assistance militaire »*, ce dont la communauté internationale a pris acte. Selon le porte-parole de Downing Street, *« à court terme, les seuls à pouvoir rétablir l'ordre et la paix sont les Indonésiens »*, auraient jugé Bill Clinton et Tony Blair, tout en s'accordant sur un soutien à une force de paix étrangère. Pour le moment, la Maison Blanche s'est contentée d'une mesure concrète symbolique, sans doute à l'intention d'un Congrès américain plus nerveux, en annonçant la suspension d'une aide militaire de moins de 3 millions de francs par an à l'Indonésie. La prudence américaine a été déplorée par le premier ministre australien, John Howard, lequel a reproché aux Américains de n'avoir pas exercé sur Djakarta *« autant de pressions que nous l'aurions souhaité »*.

Djakarta, où l'armée semble désormais dicter la ligne à suivre sur le Timor-Oriental, peut donc gagner davantage de temps. Tout en admettant que des *« éléments isolés »* des forces de sécurité avaient peut-être participé à des tueries, le ministre indonésien Ali Alatas a jugé insuffisant le délai de quarante-huit heures accordé par l'ONU pour rétablir le calme au Timor-Oriental (lequel délai s'est d'ailleurs écoulé entre-temps). *« Voilà deux jours seulement que la loi martiale est appliquée, et une amélioration se manifeste déjà. Donnez-nous un peu plus de temps »*, a déclaré jeudi Ali Alatas.

VERS UNE ACCALMIE ?

Certes personne n'est prêt à prendre pour argent comptant la déclaration d'Herminio Da Silva Costa, chef d'une milice pro-indonésienne, qui a affirmé jeudi : *« Nous avons tout arrêté. »* Toutefois, le premier ministre australien, John Howard, a confirmé des *« signes d'une légère amélioration »* au Timor-Oriental. D'autres sources affirment que l'armée semble reprendre les choses en main. Les violences se seraient calmées, même si les déplacements de population se poursuivent. Il est vrai qu'il ne reste plus grand-chose à piller. Une communauté internationale *« frustrée »* – l'expression est de Robin Cook, secrétaire au Foreign Office – paraît donc orienter ses efforts dans deux directions. D'un côté, entrouvrir la porte d'une aide humanitaire, dont le principe est accepté par Djakarta, pour renforcer la faible présence de l'ONU sur le terrain. De l'autre, maintenir la menace de sanctions contre l'Indonésie, en dépit des réticences américaines à le faire. Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI, a qualifié la situation au Timor-Oriental de *« désastre politique »*, et le Fonds a suspendu l'envoi d'une mission qui était attendue à Djakarta fin septembre.

Entre-temps, le climat politique s'est dégradé à Djakarta, où des groupes d'étudiants, d'opinions diverses, ont recommencé à descendre dans les rues depuis la réouverture, début septembre, des universités. La présidence dément avec vigueur que B. J. Habibie ait perdu le contrôle de l'armée. *« On se sert de toutes sortes de mesures pour discréditer le président, pour affaiblir sa position et pour lui faire porter la responsabilité de la victoire des indépendantistes au Timor-Oriental »*, a protesté jeudi son porte-parole, Dewi Fortuna Anwar.

L'entourage présidentiel fait aussi valoir que le véritable enjeu est le processus de démocratisation du vaste archipel amorcé avec la chute de Suharto en mai 1998, un argument auquel on prête volontiers l'oreille dans certaines capitales étrangères, notamment à Washington, où le gouvernement souhaite éviter toute détérioration supplémentaire des relations bilatérales avec Djakarta. Il reste que le rapport de forces, qui est sans doute toujours demeuré favorable à l'armée, l'est ouvertement depuis que le président Habibie a été contraint de décréter la loi martiale au Timor-Oriental à la demande du général Wiranto, ministre de la défense, contrairement à un avis émis à l'issue d'une réunion du gouvernement.

Jean-Claude Pomonti

● **Le premier ministre australien, John Howard, a accusé** vendredi les Etats-Unis de ne pas faire assez d'efforts pour imposer une opération de maintien de la paix au Timor-Oriental. *« Les Américains n'ont pas encore exercé autant de pressions que nous aurions souhaité »*, a-t-il dit. L'Australie, qui souhaite mener cette opération, a reçu mission des Nations unies à se rendre samedi à Dili, l'armée indonésienne comptant visiblement avoir ramené un semblant d'ordre d'ici là. Un porte-parole militaire, le général Sudrajat, a affirmé jeudi que la situation s'était calmée, deux jours après l'imposition de la loi martiale. Le haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Mary Robinson, doit visiter Dili samedi.

● **Le président portugais, Jorge Sampaio, a exprimé, jeudi à Genève, son *« indignation face au spectacle révoltant »*** au Timor et lancé un *« appel vibrant »* au rétablissement *« de la paix, de la dignité et du droit »* dans l'ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie en 1976 et qui vient de voter en faveur de son indépendance.

● **Bill Clinton, accusant Djakarta** de ne pas avoir réussi à mettre fin à des *« abus choquants »*, a demandé jeudi à l'Indonésie d'autoriser une intervention au Timor-Oriental mais a précisé qu'il n'avait pas pris de décision concernant une éventuelle contribution des Etats-Unis.

● **Le président portugais, Jorge Sampaio, a exprimé, jeudi à Genève, son *« indignation face au spectacle révoltant »*** au Timor et lancé un *« appel vibrant »* au rétablissement *« de la paix, de la dignité et du droit »* dans l'ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie en 1976 et qui vient de voter en faveur de son indépendance.

L'armée cherche à limiter les risques de sanctions économiques en procédant à quelques concessions

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

La situation semble s'être un peu calmée au Timor-Oriental, où une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU doit se rendre samedi 11 septembre, après avoir rencontré, la veille à Djakarta, le général Wiranto, ministre de la défense indonésien. La menace d'une intervention militaire internationale s'éloignant, l'armée indonésienne a procédé à quelques concessions pour freiner des risques croissants de sanctions économiques internationales. Tout en dénonçant des *« abus choquants »*, le président Clinton n'a évoqué, jeudi soir, qu'un *« soutien approprié »* à une intervention internationale *« si l'Indonésie ne met pas fin à la violence »*.

PRUDENCE AMÉRICAINE

Le siège de la mission de l'ONU à Dili, capitale de l'ancien territoire portugais, a pu récupérer jeudi, sous forte escorte militaire, le ravitaillement déposé par l'armée de l'air australienne. L'alimentation en eau et en électricité du complexe onusien a été rétablie jeudi, de même que le téléphone. Les Indonésiens ont accepté que les mille Timorais encore réfugiés auprès de cette mission soient évacués, sous protection, vers Dare, un secteur jugé tranquille à proximité de Dili. Après l'évacuation partielle, vendredi matin, de la mission de l'ONU, quarante à cinquante volontaires, pour l'essentiel des policiers et des militaires, demeurent sur place et recevront probablement la visite, samedi, des cinq ambassadeurs du Conseil de sécurité. L'armée a accepté que les quelque cent soixante employés timorais de l'ONU prennent également l'avion de Darwin. Le mois dernier, sur une banderole de l'ONU installée en travers d'une avenue de Dili, on pouvait lire : *« Nous ne vous quitterons pas »*. L'Organisation internationale, cédant apparemment à l'entêtement de ses agents locaux, a donc évité, pour le moment, l'ultime humiliation.

Le président B. J. Habibie a répété à la délégation onusienne, vendredi, que Djakarta accepte *« toute assistance internationale à l'exception d'une assistance militaire »*, ce dont la communauté internationale a pris acte. Selon le porte-parole de Downing Street, *« à court terme, les seuls à pouvoir rétablir l'ordre et la paix sont les Indonésiens »*, auraient jugé Bill Clinton et Tony Blair, tout en s'accordant sur un soutien à une force de paix étrangère. Pour le moment, la Maison Blanche s'est contentée d'une mesure concrète symbolique, sans doute à l'intention d'un Congrès américain plus nerveux, en annonçant la suspension d'une aide militaire de moins de 3 millions de francs par an à l'Indonésie. La prudence américaine a été déplorée par le premier ministre australien, John Howard, lequel a reproché aux Américains de n'avoir pas exercé sur Djakarta *« autant de pressions que nous l'aurions souhaité »*.

Djakarta, où l'armée semble désormais dicter la ligne à suivre sur le Timor-Oriental, peut donc gagner davantage de temps. Tout en admettant que des *« éléments isolés »* des forces de sécurité avaient peut-être participé à des tueries, le ministre indonésien Ali Alatas a jugé insuffisant le délai de quarante-huit heures accordé par l'ONU pour rétablir le calme au Timor-Oriental (lequel délai s'est d'ailleurs écoulé entre-temps). *« Voilà deux jours seulement que la loi martiale est appliquée, et une amélioration se manifeste déjà. Donnez-nous un peu plus de temps »*, a déclaré jeudi Ali Alatas.

VERS UNE ACCALMIE ?

Certes personne n'est prêt à prendre pour argent comptant la déclaration d'Herminio Da Silva Costa, chef d'une milice pro-indonésienne, qui a affirmé jeudi : *« Nous avons tout arrêté. »* Toutefois, le premier ministre australien, John Howard, a confirmé des *« signes d'une légère amélioration »* au Timor-Oriental. D'autres sources affirment que l'armée semble reprendre les choses en main. Les violences se seraient calmées, même si les déplacements de population se poursuivent. Il est vrai qu'il ne reste plus grand-chose à piller. Une communauté internationale *« frustrée »* – l'expression est de Robin Cook, secrétaire au Foreign Office – paraît donc orienter ses efforts dans deux directions. D'un côté, entrouvrir la porte d'une aide humanitaire, dont le principe est accepté par Djakarta, pour renforcer la faible présence de l'ONU sur le terrain. De l'autre, maintenir la menace de sanctions contre l'Indonésie, en dépit des réticences américaines à le faire. Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI, a qualifié la situation au Timor-Oriental de *« désastre politique »*, et le Fonds a suspendu l'envoi d'une mission qui était attendue à Djakarta fin septembre.

Entre-temps, le climat politique s'est dégradé à Djakarta, où des groupes d'étudiants, d'opinions diverses, ont recommencé à descendre dans les rues depuis la réouverture, début septembre, des universités. La présidence dément avec vigueur que B. J. Habibie ait perdu le contrôle de l'armée. *« On se sert de toutes sortes de mesures pour discréditer le président, pour affaiblir sa position et pour lui faire porter la responsabilité de la victoire des indépendantistes au Timor-Oriental »*, a protesté jeudi son porte-parole, Dewi Fortuna Anwar.

L'entourage présidentiel fait aussi valoir que le véritable enjeu est le processus de démocratisation du vaste archipel amorcé avec la chute de Suharto en mai 1998, un argument auquel on prête volontiers l'oreille dans certaines capitales étrangères, notamment à Washington, où le gouvernement souhaite éviter toute détérioration supplémentaire des relations bilatérales avec Djakarta. Il reste que le rapport de forces, qui est sans doute toujours demeuré favorable à l'armée, l'est ouvertement depuis que le président Habibie a été contraint de décréter la loi martiale au Timor-Oriental à la demande du général Wiranto, ministre de la défense, contrairement à un avis émis à l'issue d'une réunion du gouvernement.

Jean-Claude Pomonti

Les évacués timorais de la mission de l'ONU ont été mis à l'abri en Australie

DARWIN (nord de l'Australie)
de notre envoyé spécial

Après une semaine de siège dans le quartier général de l'ONU à Dili, le personnel de la mission d'assistance des Nations unies pour le Timor-Oriental (Unamet) a commencé à arriver, vendredi 10 septembre, à Darwin lors d'une opération aérienne massive d'évacuation menée par l'armée australienne. C'est sous les tirs, en l'air, des milices pro-indonésiennes triomphantes que le personnel de l'ONU a été transporté sous escorte de l'armée indonésienne vers l'aéroport de Dili avant de s'envoler vers l'Australie, à quelque 700 kilomètres.

Cependant, la mission de l'ONU au Timor-Oriental, qui avait organisé, le 30 août, le référendum sur l'indépendance déchaînant la colère des milices pro-indonésiennes, devait se poursuivre avec un personnel réduit à quelque quatre-vingts personnes, volontaires. *« Nous continuons, nous n'abandonnons pas »*, assurait à l'aéroport de Darwin un membre de l'Unamet évacué plus tôt dans la semaine. David Wimhurst, porte-parole de l'Unamet, soulignait que l'ONU avait *« promis aux Timorais de rester »* et que les membres de sa mission entendaient *« tenir leur promesse »*.

Neuf vols militaires australiens étaient prévus vendredi 10 septembre, entre Dili et Darwin, pour évacuer quelque 350 employés de l'ONU au Timor, dont 160 Est-Timorais. De crainte de mettre en danger l'opération, les Nations unies ont interdit aux évacués de Dili de faire, avant la fin de l'évacuation, des déclarations à la presse qui risqueraient de froisser l'armée indonésienne. Les Nations unies entendent peut-être aussi contrôler ce qui ressemblait de plus en plus à une révolte de leurs employés, furieux d'être abandonnés par la communauté internationale après avoir été envoyés pour organiser le référendum. Les évacués recevaient un briefing dès leur arrivée en Australie. Le premier avion à être arrivé à Darwin transportait du personnel local, est-timorais, de l'ONU, visiblement épuisé, que leurs collègues étrangers refusaient d'abandonner sur place de crainte qu'ils ne soient massacrés par la milice pro-indonésienne. Plusieurs employés est-timorais de l'ONU ont en effet été tués par ces miliciens. La veille, le sort des civils timorais qui s'étaient réfugiés dans la mission de l'Unamet à Dili avait été réglé : ils devaient être évacués vers la ville voisine de Dare, avec *« des garanties de sécurité »* de l'armée indonésienne pourtant largement accusée d'être derrière les massacres.

Après un rapide examen médical, les membres de l'Unamet arrivés à Darwin ont été conduits dans un camp de tentes dressé en urgence par l'armée australienne, protégé par la police, près de l'aéroport. Les Est-Timorais évacués après avoir obtenu un visa seront hébergés dans la communauté timoraise de Darwin qui compte quelque trois mille personnes. Le premier ministre John Howard a estimé que l'évacuation de la mission était un *« signe positif »* montrant *« un petit peu plus de coopération venant des autorités indonésiennes sur le terrain »*.

Jean-Baptiste Naudet

LeMonde Job: WMQ1109--0003-0 WAS LMQ1109-3 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:11 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0003 Lcp:700 CMYK

Indépendante ou non, l'ancienne colonie portugaise n'est plus qu'une terre brûlée

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Si le Timor-Oriental accède, dans les mois qui viennent, à l'indépendance, il le fera sur un tas de ruines. Un premier bilan des destructions indique que seuls des bâtiments publics ont été épargnés par la violence qui s'est déchaînée depuis l'annonce, le 4 septembre, du résultat du référendum.

Non seulement à Dili, la capitale, mais dans plusieurs autres bourgs de l'ancien territoire portugais, habitations, églises et commerces ont été pillés, détruits et incendiés par des miliciens pro-indonésiens et des soldats. La petite université de Dili a brûlé. Les véhicules de l'ONU ont été volés et des camions de l'armée ont été utilisés pour transporter une partie du butin au Timor-Occidental, la moitié indonésienne de l'île.

UN BILAN PATHÉTIQUE

Des ponts ont été endommagés et les plantations de café, l'une des rares exportations du territoire, en partie abandonnées. Même les entrepôts d'Etat ont été vidés de leur contenu. Les violences ont paralysé l'administration et, dès l'annonce d'un vote massif en faveur de l'indépendance, le personnel indonésien est parti se mettre à l'abri au Timor-Occidental et dans d'autres îles. Les Indonésiens représentent, par exemple, 80 % des effectifs dans l'enseignement secondaire et leur peur est telle qu'ils ne reviendront pas, quel que soit le cas de figure. Dans l'hypothèse du retrait de l'administration indonésienne, déjà paralysée par les violences, une documentation cruciale, de l'acte de naissance aux relevés d'impôts, pourrait disparaître.

Le bilan humain, de son côté, est carrément pathétique. L'ONU évalue à plus de 200 000, sur 850 000, le nombre des personnes déplacées ou évacuées en dehors du territoire, dont 50 000 au Timor-Occidental. *« Dili est une ville fantôme où il ne reste pratiquement rien à piller »*, a déclaré, vendredi 10 septembre, Ian Martin, chef de la mission de l'ONU, qui reste sur place. *« L'état de la ville,* a-t-il ajouté, *est une honte, et un nombre significatif de miliciens en sillonnent les rues entoute impunité. »* Dans les collines et les montagnes du Timor-Occidental, des dizaines de milliers de gens campent dans des conditions alimentaires et sanitaires catastrophiques. Ils n'osent pas regagner leurs foyers, dont beaucoup ont été détruits, par crainte des milices.

La hiérarchie catholique et les personnalités du mouvement indépendantiste ont été particulièrement visées. Aux dernières nouvelles, selon l'agence Fides, quinze prêtres et plusieurs religieuses auraient été tués. Ce serait également le cas du père, âgé de quatre-vingt-deux ans, de Xanana Gusmao, héros du mouvement indépendantiste réfugié aujourd'hui à l'ambassade du Royaume-Uni à Djakarta. De nombreux missionnaires étrangers ont été expulsés. L'un des deux évêques du Timor-Oriental a été blessé et s'est réfugié dans la montagne. L'autre s'est enfui à l'étranger. Un porte-parole de l'ONU a estimé, jeudi soir, que *« des centaines de gens pourraient avoir été tués »* dans la seule ville de Dili. Vendredi, à Auckland, José Ramos-Horta, Prix Nobel de la paix, a parlé de *« plusieurs milliers de morts »*.

Les miliciens avaient, dès le week-end dernier, des listes de gens à abattre et on redoute des centaines de morts. Les adultes arrêtés ont été triés selon leurs aspirations politiques : ceux qui étaient soupçonnés d'être des indépendantistes ont été transportés vers des destinations inconnues, tandis que les pro-Indonésiens s'entassent, dans leur majorité, dans des camps de réfugiés au Timor-Occidental. Les miliciens, dont beaucoup seraient originaires du Timor-Occidental, se sont comportés comme les nervis de l'armée indonésienne. Leur autonomie et leur capacité à se gouverner eux-mêmes semblent douteuses.

En dépit de l'assistance fournie par Djakarta, évaluée à quelque 600 millions de francs par an, et de nombreux travaux d'infrastructure entrepris depuis 1976, le Timor-Oriental était déjà, avant les destructions des derniers jours, l'une des « provinces » les plus pauvres d'Indonésie avec un revenu *per capita* nettement inférieur à la moitié de la moyenne nationale en 1997. A la même époque, seulement 27 % des foyers disposaient de l'électricité, contre 78 % en moyenne dans le reste de l'Indonésie. En une semaine de violences, un sérieux pas en arrière a été déjà accompli et personne ne sait au juste ce que l'avenir immédiat réserve. Que ces brutalités soient le résultat de décennies d'impunité ou qu'elles soient le fruit d'un message adressé aux autres séparatistes du vaste archipel, le Timor-Oriental ne s'en relèvera pas de sitôt.

L'IRRÉPARABLE

Les militaires indonésiens, maîtres de ce territoire pendant près d'un quart de siècle, n'en ont probablement pas encouragé la destruction pour en reprendre la gestion demain. Quant à la minorité de leaders locaux pro-indonésiens, elle continue de se rattacher à l'espoir d'une partition du territoire, les districts frontaliers du Timor-Occidental restant ainsi sous son contrôle.

En novembre, lors de sa première session, le nouveau Parlement indonésien devrait ratifier le référendum du 30 août au cours duquel 78,6 % des Timorais orientaux se sont prononcés pour la séparation de l'Indonésie. Les chefs des principaux partis politiques se sont engagés à respecter les résultats du vote, y compris une fois qu'ils ont été connus. Il faudrait donc un bouleversement de la scène politique indonésienne pour que l'institution qui avait voté l'annexion unilatérale du Timor-Oriental en 1976 ne lui rende pas sa liberté. Quoi qu'il en soit, même si les violences se calment un peu depuis le jeudi 9 septembre, l'irréparable a été commis.

J.-C. P.

Quand les médiateurs européens s'arrachent les cheveux...

APRÈS avoir passé une journée à disserter sur les droits de l'homme, les ombudsmen européens, réunis à Paris, jeudi 9 septembre, autour du médiateur de la République Bernard Stasi, ont bien failli ne pas voter une déclaration en faveur du Timor-Oriental... Les collègues du centriste français, qui cherche à redonner à sa fonction une véritable dimension politique, ont d'abord vivement applaudi Catherine Lalumière, ex-secrétaire générale du Conseil de l'Europe, qui leur a demandé d'user de leur magistrature d'influence pour obtenir la rédaction rapide d'une charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, véritable corpus de *« droit dur »*, qui se substituerait au *« droit mou »* présent dans les traités actuels.

Aussitôt, le médiateur belge francophone, Pierre-Yves Monette, a fait observer une minute de silence en faveur du Timor-Oriental, et son collègue portugais, José Pimentel, a souhaité que l'assemblée demande au secrétaire général de l'ONU l'intervention d'une *« force de paix »* dans cette ancienne colonie du Portugal. Les collaborateurs de M. Stasi et ceux de M. Pimentel ont alors mis en forme le projet de résolution, dans les couloirs du Centre Kléber. Craignant de ne pas être suivis sur un texte trop musclé, ils ont censuré... la *« force de paix »*, se contentant de *« solliciter l'intervention du secrétaire général des Nations unies »*.

En fin de journée, le médiateur anglais, Michael Buckley, président de séance, s'est fait discrètement tirer l' oreille par Bernard Stasi pour ne pas renvoyer au lendemain l'examen de ce texte, dont il ne voyait pas l'urgence. L'Irlandais, Kevin Murphy, a jugé qu'il y avait un *« problème technique à la dernière phrase »*, dans laquelle les ombudsmen *« invitent »* leurs gouvernements respectifs à *« rechercher tous les moyens pour parvenir à la résolution du conflit »*. *« Je n'ai pas à inviter mon gouvernement à quoi que ce soit, car ce n'est pas de ma compétence !*, a-t-il protesté. *Je peux à la rigueur dire que je le " soutiens" dans ses efforts. »*

Le médiateur des Pays-Bas, Marten Oosting, et son collègue belge néerlandophone, Herman Wuyts, ayant abondé dans ce sens, M. Stasi a fait valoir que *« que ce texte n'[aurait] aucun intérêt s'il n'est pas adopté par tous »*, et proposé de remplacer *« inviter »* par *« appuyer »*...

Cela ne suffisait pas, aux yeux du président de séance, qui a réclamé la suppression entière du paragraphe dans lequel les médiateurs, se disant *« attachés aux droits de l'homme »*, sollicitaient l'intervention du secrétaire général de l'ONU. M. Stasi est poliment sorti de ses gonds. *« Par souci du consensus »*, il a proposé de remplacer le verbe *« solliciter »* par celui de *« souhaiter »* : *« On a tout de même la possibilité d'émettre des vœux... »*, a-t-il protesté.

M. Oosting, qui n'avait manifestement pas compris l'intervention, en français, de M. Stasi, est revenu sur le dernier paragraphe, pour lequel il avait déjà obtenu gain de cause. L'assemblée se trouvant dans une certaine confusion, alors que l'heure de la photographie de groupe était venue, le président de séance a *« fait confiance »* à M. Stasi pour rédiger le texte tel qu'il avait été adopté. Mal lui en a pris : le paragraphe litigieux, certes amendé, a été maintenu, et l'ensemble communiqué victorieusement à la presse. Les médiateurs qui s'y étaient opposés ont vu dans cette affaire, quelques instants plus tard, une nouvelle *« manœuvre des Méditerranéens contre les Nordiques »*...

Rafaëlle Rivais

L'explosion d'un immeuble fait près de 70 morts à Moscou

La thèse d'un attentat terroriste se précise

Une déflagration a détruit, jeudi 9 septembre, un immeuble de la banlieue de Moscou. Beaucoup – la presse en tête – s'empressent d'y voir la main des *« bandits tchétchènes »* que les Russes combattent au Daghestan. Le maire, Iouri Loujkov, estime que *« l'écho de la guerre a retenti dans la capitale »*.

MOSCOU
correspondance

Il n'y avait, vendredi 10 septembre, plus aucune chance de retrouver des survivants sous les ruines d'un immeuble de la banlieue sud-est de Moscou, soufflé, jeudi matin, par une puissante explosion. Le dernier bilan faisait état de 69 morts et de 249 blessés, alors qu'une cinquantaine de corps se trouveraient encore sous les décombres.

La plupart des responsables privilégient aujourd'hui la piste terroriste. La violence de la déflagration, dont l'onde de choc a été ressentie à 800 mètres à la ronde, tuant plusieurs habitants des immeubles voisins, rend en effet, selon les experts, peu vraisemblable l'hypothèse de la fuite de gaz. Jeudi en fin de journée, les services du FSB (contre-espionnage), dépêchés sur place dès la première heure, estimaient que seul un engin explosif, équivalent à 400 kg de TNT, avait pu pulvériser de la sorte un bâtiment de huit étages. Dans un communiqué, Vladimir Stavitski, le chef du service de presse du FBS, indiquait qu'il pourrait s'agir d'explosifs industriels. Quelque temps auparavant, le porte parole du FSB n'excluait pas une explosion d'origine accidentelle. *« Dans les caves de nos immeubles sont parfois entreposées des matières tout à fait incroyables »* disait-il.

Sans attendre les conclusions de l'enquête, Iouri Loujkov, le maire de Moscou, présent sur les lieux du drame, a fait état d'*« indices »* montrant que l'explosion résultait d'un acte terroriste. *« Semblable »* ajoutait-il à celui de Bouïnaksk (Daghestan) qui, samedi 4 septembre, a provoqué la mort de soixante-quatre personnes dans un immeuble habité par des officiers russes. M. Loujkov estimait ainsi que *« l'écho de la guerre au Daghestan avait retenti dans la capitale »*.

Jeudi, dans la matinée, un interlocuteur anonyme, s'exprimant avec un *« fort accent caucasien »* a revendiqué l'attentat auprès de l'agence Interfax. *« Ce qui s'est passé à Moscou et à Bouïnaksk est un acte de vengeance, en réponse aux bombardements de villages en Tchétchénie et au Daghestan »* aurait-il affirmé. Quelques heures après, le FSB faisait savoir que l'appel n'était pas pris au sérieux.

Alors que les affrontements armés entre les militaires russes et les rebelles islamistes se poursuivaient autour de plusieurs villages de l'ouest du Daghestan, frontaliers de la Tchétchénie, la plupart des quotidiens accréditaient, vendredi, la piste terroriste islamiste. *« La guerre du Caucase est arrivée à Moscou »* titrait *Sevodnia*. Le journal estimait que les récentes explosions au cœur de Moscou – le 26 avril à l'hôtel Intourist, puis le 31 août dans un centre commercial à deux pas du Kremlin (qui provoqua la mort d'une femme) –, pourraient être liées à celle-ci.

Les médias russes ne se sont pas privés, ces dernières semaines, de se faire l'écho du durcissement de ton à l'égard des *« bandits tchétchènes »*. Comme s'il s'agissait de préparer l'opinion publique à une action « plus musclée » des forces russes. *« La Russie se défendra. Nous sommes attaqués. Et c'est la raison pour laquelle nous devons nous débarrasser du syndrome de culpabilité* [qui a suivi la défaite russe en Tchétchénie] », a déclaré Vladimir Poutine, le premier ministre.

Mardi 7 septembre, la chaîne de télévision privée NTV – qui pendant la guerre en Tchétchénie (1994-1996) fut l'un des rares médias critiques – a diffusé en *prime time* des extraits de vidéos, prétendument tournées dans des bases tchétchènes où sont détenus des otages, objets d'un fructeux business. On y voit les images terrifiantes d'un homme s'adressant à la caméra, qui est finalement exécuté à la hache par un homme cagoulé ; ainsi que plusieurs scènes de torture. NTV se garde bien de préciser que ce genre de cassettes, dont personne n'a encore confirmé l'authenticité, s'achètent librement à Moscou depuis plusieurs années...

Agathe Duparc

Alexandre Lebed a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle russe

KRASNOÏARSK
(Sibérie centrale)
de notre envoyé spécial

Alexandre Lebed n'est pas décidé à disparaître dans les marécages de la politique russe. Alors qu'à Moscou les candidats potentiels – Evgueni Primakov, Iouri Loujkov, Serguеï Stepachine et le premier ministre, Vladimir Poutine – soignent leur stratégie, Alexandre Lebed semblait, ces derniers mois, comme paralysé dans sa région de Krasnoïarsk, où il fut élu gouverneur en mai 1998. Sa popularité est en forte chute (aux environs de 5 %), et celui qui mit fin à la guerre de Tchétchénie, après être arrivé en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle de 1996, s'est fâché avec la plupart de ses partisans. *« Je n'ai pas d'amis »*, aime-t-il à répéter.

Jeudi 9 septembre, en recevant des journalistes français à l'occasion d'une visite de Charles Pasqua à Krasnoïarsk, Alexandre Lebed a, pour la première fois, annoncé qu'il avait *« l'intention de participer dans tous les cas à la prochaine élection présidentielle »* russe, prévue en juillet 2000. Il avait été jusque-là évasif, soulignant son manque de moyens financiers et s'en remettant à l'humeur du pays – *« si le peuple a besoin de moi, j'irai »*.

Cette fois, le général assure qu'il *« sera présent »*, écartant d'une phrase l'obstacle de son impopularité – *« un effet des médias »* – et en appelle aux mânes d'un autre général, français celui-là. *« Charles de Gaulle est entré dans l'histoire du monde en prouvant qu'un général pouvait diriger un Etat »*, assène-t-il. Et en Russie ? *« Un général le peut et il le doit. Dans la vie des pays, il y a des moments où les gens ont besoin de personnes qui ne sont pas standard. Cela s'est aussi passé avec Winston Churchill et Helmut Kohl. »*

« GOUTTE DE CERVELLE »

Recours ou sauveur, M. Lebed estime que la situation russe – *« un pays en ruine avec 75 % de sa population lumpenprolétarisée »* – exige de l'exceptionnel. Amateur de visions d'apocalypse, le gouverneur de Krasnoïarsk s'est dit *« à peu près sûr que les élections législatives du 19 décembre n'auront pas lieu »*. La fin de la présidence de Boris Eltsine ne sera que chaos, prédit-il. *« S'il lui reste une goutte de cervelle, Boris Nikolaevitch ne lâchera jamais le pouvoir. Il est un malade du pouvoir, c'est son milieu, il ne peut vivre sans. »*

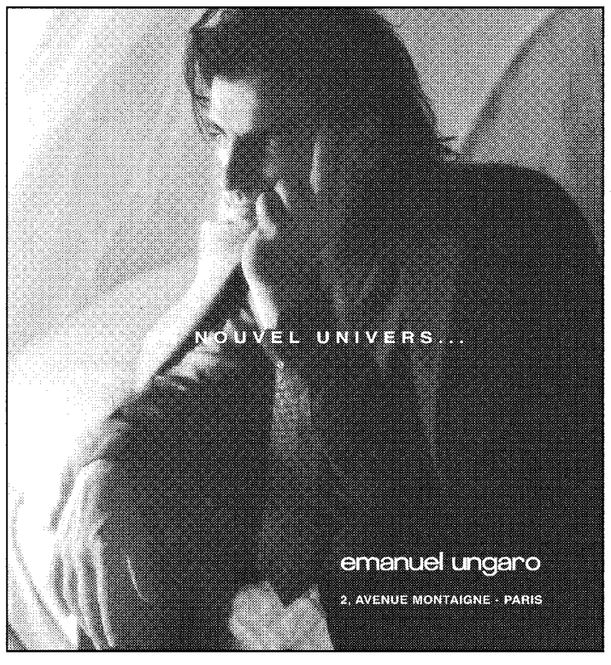
Sachant qu'il n'a une chance de l'emporter que dans une situation de crise paroxystique, le général accorde quelque crédit à un scénario développé par la presse russe et qui voit dans la guerre au Daghestan le moyen pour Boris Eltsine de décréter l'état d'urgence dans le pays et de suspendre le processus électoral. *« La guerre dans le Caucase a été planifiée*, accuse-t-il. *On a fait comme si cette région était ordinaire alors que c'est un univers à part. J'ai prévenu les trois premiers ministres successifs que la guerre allait éclater cet été. Rien n'a été fait. Au contraire, certains ont fait monter la bouillie. Tout cela a été organisé, c'est une variante de déstabilisation du pays, de terreur. »*

M. Lebed oppose volontiers l'humeur des provinces russes aux combinaisons moscovites. *« On en a marre et encore marre,* dit-il. *On est le seul pays où on écrit la "Famille" du président avec un grand F. »* Mais pourra-t-il à coup sûr être candidat ? Pour cela, il devra régler ses nombreux problèmes de gouverneur de Krasnoïarsk. Elu, il y a dix-sept mois, avec l'aval et les finances de l'oligarque Boris Berezovski, le général a multiplié les faux-pas, s'aliénant la plupart de ses soutiens locaux. Son parti est moribond, il ne présentera pas de candidats aux élections législatives, et ses nombreuses promesses de campagne n'ont pas été tenues. *« Je travaille seulement pour moi »*, répète Alexandre Lebed dont les conseillers ont valsé à plusieurs reprises.

Surtout, M. Lebed est engagé dans une lutte sans merci contre le parrain de la puissante mafia locale, Anatoli Bykov, qui avait sponsorisé sa campagne au poste de gouverneur. Cet ancien boxeur, reconverti dans les affaires par des moyens peu recommandables, est aujourd'hui en fuite à l'étranger. Son entourage serait mêlé à environ vingt-cinq meurtres, selon la presse russe.

Dans son bureau de Krasnoïarsk, le général, debout, les poings serrés et le regard noir, dénonce *« les bandits et leurs marionnettes »*. Mais de cette lutte, rien ne dit aujourd'hui qu'il parvienne à sortir vainqueur.

François Bonnet



LeMonde Job: WMQ1109--0004-0 WAS LMQ1109-4 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:37 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0004 Lcp:700 CMYK

Un accord entre les pouvoirs législatifs met fin à la crise politique au Venezuela

Un référendum sur la Constitution sera organisé avant la fin de l'année

L'Assemblée constituante (ANC), où les partisans du président Chavez occupent 92 % des sièges, et le Congrès ont signé, jeudi 9 septembre, un accord mettant fin à la guerre des pouvoirs législatifs, jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Les électeurs seront convoqués avant la fin de l'année pour l'approuver ; des élections générales seront organisées au plus tard en janvier 2000.

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant régional

Grâce à la médiation de l'Eglise catholique, l'Assemblée constituante (ANC), contrôlée par les partisans du président Hugo Chavez, et le Congrès, dominé par l'opposition, ont conclu un accord de cohabitation mettant un terme à quinze jours d'affrontements qui avaient terni l'image de la révolution chaviste.

La crise avait atteint son paroxysme à la fin août, lorsque la Constituante s'était arrogée les pouvoirs du Congrès et lui avait interdit de se réunir en séance plénière, tandis que des échauffourées opposaient partisans et adversaires du président Chavez autour du Capitole, au centre de Caracas.

L'accord *« d'autorégulation »* permet aux deux parties de sauver la face et définit les règles de la coexistence pacifique entre les deux Assemblées. Il n'est plus question de dissolution du Congrès, qui pourra siéger à partir du 2 octobre en session ordinaire. Députés et sénateurs, qui appartiennent en majorité aux partis traditionnels, accusés par Chavez d'être responsables de tous les maux du Venezuela, devront se limiter à l'examen du Budget et à la discussion de *« lois techniques »*.

L'Assemblée constituante, élue le 25 juillet et où les chavistes contrôlent plus de 90 % des sièges, réaffirme pour sa part son caractère *« souverain »* en n'abrogeant pas les deux décrets déclarant les pouvoirs judiciaire et législatif *« en état d'urgence »*.

Devenu le symbole de l'affrontement, le Capitole accueillera tant les constituants que les législateurs, a promis Mgr Baltazar Porras, le secrétaire de la Conférence épiscopale, qui a salué la *« maturité politique »* des parties en conflit. Le Congrès n'a pas renoncé à contrôler les dépenses de l'exécutif. Une commission de la Chambre des députés vient d'annoncer une enquête sur l'achat de huit vedettes israéliennes qui, selon le représentant d'une entreprise américaine, Swifship, aurait donné lieu au versement de pots-de-vin. La forte augmentation des fonds secrets dépensés sans contrôle par le pouvoir exécutif est également dénoncée par l'opposition.

« DISSOLUTION PROGRESSIVE »

Régulant la *« dissolution progressive du Congrès »,* selon le constituant chaviste Leopoldo Puchi, l'accord sauvegarde la légalité fondée sur la Constitution de 1961 jusqu'aux prochaines élections. La nouvelle Constitution doit être soumise à référendum à la fin de novembre ou au début de décembre prochain. Les électeurs seront une fois encore convoqués au début de l'an 2000 pour élire un nouveau Congrès et mettre un point final au conflit de légitimité à l'origine de la crise.

Ce n'est pas la première fois, depuis son arrivée au pouvoir il y a sept mois, que le président Chavez fait machine arrière pour désamorcer une crise. Les réactions internationales, notamment la *« préoccupation »* exprimée par le département d'Etat américain, l'ont incité à calmer le jeu, même si sa cote de popularité demeure supérieure à 70 % au Venezuela.

Pour redorer son image à l'étranger, l'ancien officier parachutiste, qui avait tenté de s'emparer du pouvoir les armes à la main en 1992, a lancé une campagne de relations publiques. *« Le monde se rend compte que je ne suis pas le tyran, le monstre, le Hitler, le Mussolini qu'on disait »*, a-t-il déclaré la semaine dernière à des journalistes étrangers.

Les ambassades vénézuéliennes sont mobilisées pour expliquer les raisons et les buts de la révolution chaviste visant, selon son chef, à mettre fin à quarante ans de régime corrompu qui ont plongé 80 % de la population dans la pauvreté, alors que le Venezuela regorge de richesses pétrolières et minières.

Le climat d'agitation politique est l'un des principaux obstacles à la reprise de l'économie, qui s'enfonce dans la crise. Selon la banque centrale, le produit intérieur brut a chuté de 9,6 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'an dernier. Le rapide redressement des prix du pétrole, dont le Venezuela est le troisième exportateur mondial, n'a pas suffi à dissiper la défiance des chefs d'entreprise, qui attendent de connaître les règles du jeu que fixera la Constitution de la Ve République.

L'analyste Gumersindo Rodriguez met en garde contre *« l'augmentation du risque pays en raison des disputes et des conflits institutionnels encouragés par le président »*. *« Ces tensions inutiles ont été habilement utilisées par les médias internationaux liés aux intérêts de nos créanciers externes »*, écrit-il dans le quotidien *El Universal.*

Jean-Michel Caroit

Destitutions en série dans la magistrature

***« Le nettoyage de la justice a commencé »*, a annoncé en gros titre *El Correo del presidente,* le quotidien dirigé par le président Chavez. Huit juges accusés de corruption ont été destitués par l'Assemblée constituante. Manuel Quijada, le président de la commission d'épuration, surnommé le Robespierre vénézuélien, a annoncé que quarante-huit autres magistrats pourraient prochainement subir le même sort.**

Selon le président Chavez, qui a fait de la lutte contre la corruption son principal cheval de bataille, plus de 3 000 plaintes ont été déposées contre des juges pour irrégularités ou corruption. Deux autres magistrats, Carmen Elena Penaccio et Arnoldo Echegaray, ont été suspendus pour avoir absous vingt-quatre banquiers accusés d'avoir provoqué le krach financier de 1994. L'Etat avait dû voler au secours des banques en faillite et l'opération de sauvetage avait coûté plus de 8 milliards de dollars au Trésor public.

Pour 2001, l'OUA envisage une « Union africaine »

Réunis en Libye à l'initiative du colonel Kadhafi, les chefs d'Etat africains se donnent un an de réflexion

DEMI-SUCCÈS pour le colonel Mouammar Kadhafi. L'homme fort libyen voulait profiter du trentième anniversaire de son arrivée au pouvoir pour lancer à Syrte, sa ville natale, les Etats-Unis d'Afrique. Mais les chefs d'Etat africains réunis pour un sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui ont débattu de ce projet d'*« Union africaine »*, mercredi 8 et jeudi 9 septembre, ont décidé qu'il sera officiellement lancé au prochain sommet ordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Lomé, dans un an.

Les quarante-trois responsables africains, réunis à 600 kilomètres à l'est de Tripoli, ont ainsi préféré se donner un délai pour mettre au point cette union que le colonel Kadhafi, hôte de ce quatrième sommet extraordinaire de l'OUA, aurait voulu voir se concrétiser avec l'an 2000. *« Ils ont estimé que le colonel Kadhafi précipitait les choses en proposant l'établissement d'une Union africaine dès le début de l'an 2000. Il y a encore beaucoup de choses à discuter »*, a-t-on ajouté de source diplomatique avant l'adoption du projet dans la soirée.

« Nous ne voulons pas précipiter les choses. Nous voulons réaliser l'Union africaine lentement mais sûrement », a estimé un participant au sommet. Le projet d'union devait cependant être contenu dans la *« Déclaration de Syrte »* rendue publique au terme des travaux du sommet.

« SOLUTION HISTORIQUE »

Il sera fondé sur la charte de l'OUA et le traité d'Abuja, signé en 1991, qui prévoit notamment de créer, dans un délai de trente ans, un marché commun africain, un parlement, une banque centrale, un fonds monétaire africain et une cour fédérale. *« Le traité d'Abuja est un peu vague concernant le calendrier d'établissement de ces organes. Le colonel Kadhafi voulait qu'ils soient mis sur pied immédiatement. Un compromis a été trouvé en décidant que le calendrier serait fixé à Lomé »*, a-t-on expliqué de source diplomatique.

Le colonel Kadhafi a tourné le dos aux pays arabes au profit de l'Afrique à la suite du soutien apporté par l'OUA pour la levée des sanctions internationales qui ont frappé la Libye (accusée d'avoir organisé l'attentat de Lockerbie) de 1992 jusqu'au début du mois d'avril. Il a récemment appelé à la création des Etats-Unis d'Afrique, *« solution historique »*, selon lui, aux conflits territoriaux qui ravagent le continent parce qu'elle permet la libre circulation des populations et évite des modifications de frontières que l'Afrique, attachée au principe de l'intangibilité des limites territoriales, ne pourrait pas accepter.

Mais, tenant compte des réticences de certains pays africains à modifier la charte de l'OUA pour rendre possible la création des Etats-Unis d'Afrique, le colonel Kadhafi a trouvé une solution : la mise en œuvre rapide du traité d'Abuja. Il appartiendra cependant au prochain sommet de l'OUA d'aller de l'avant dans ce projet très ambitieux au regard de la situation africaine. – *(AFP.)*

Le pétrole libyen au service de la diplomatie

La Libye, peu endettée, dispose d'importantes réserves de devises pour financer sa nouvelle politique africaine. Elles sont évaluées à quelque 4 milliards de dollars, selon le *MOCI (Moniteur du commerce international),* publié à Paris, et la hausse des prix du pétrole va améliorer ses recettes. Celles-ci devraient générer autour de 10 milliards de dollars en 1999, selon des estimations occidentales. Le pays a déjà accordé à l'Unesco une aide de 200 millions de dollars pour financer 2 500 bourses d'études par an, pendant huit ans, en faveur de la jeunesse africaine. Elle a également versé à l'OUA 4,5 millions de dollars représentant les arriérés de cotisations de sept pays africains, parmi les plus pauvres, menacés de sanctions, et notamment de se voir privés de leur droit de vote au sein de l'organisation.

Mustapha Tlass, général syrien et étudiant trop encombrant

LE GÉNÉRAL Mustapha Tlass a renoncé : il ne sera pas diplômé de l'Université française. Inamovible ministre syrien de la défense, plus réputé jusqu'à présent pour ses passions féminines que pour les sciences humaines, le général Tlass s'était consacré ces derniers temps à la construction d'un nouveau concept géopolitique : *« l'isthme syrien »,* recouvrant les territoires compris entre la Méditerranée, la mer Rouge et le Golfe.

Rédigée sous la direction du professeur Yves Lacoste, intéressé par le sujet, la thèse du ministre aurait dû être soutenue en février à Paris à l'Institut des langues orientales. Décalée pour cause de référendum présidentiel syrien, la soutenance avait été fixée ensuite au 11 septembre.

Le professeur Lacoste, qui enseigne à l'université Paris-VII, à Saint-Denis, avait admis à l'époque que cet étudiant peu ordinaire, ministre d'un régime peu démocratique, suscitait quelques irritations. *« Les premiers contacts ont été pris il y a huit ans par l'actuel ambassadeur syrien à Paris,* expliquait-il alors, sans s'émouvoir de la réputation sulfureuse de la famille Tlass. *J'ai donné mon accord à condition que le général joue le jeu. Il n'y a pas eu de passe-droit. Bien sûr, ça rouspétera ici ou là, mais tant pis. »*

Effectivement, cela a rouspété. Alors qu'un jury avait été constitué sous la présidence d'André Bourgey, ancien directeur du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (Cermoc) de Beyrouth, certains observateurs avaient tout d'abord mis en doute la maîtrise du français du ministre, alors que le « patron » de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, devait figurer parmi les membres de ce jury. Une cotutelle avec l'université de Beyrouth devait permettre au ministre de défendre l'ouvrage en arabe.

« ACCUSATIONS MOYENÂGEUSES »

Mais, début août, les insultes proférées publiquement par le général à l'encontre de Yasser Arafat entraînent le retrait du jury d'André Bourgey et de Boutros Boutros-Ghali. Puis la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) accuse le général d'*« avoir toute sa vie professé l'antisémitisme via des accusations moyenâgeuses »*. La Licra reproche plus précisément au général le contenu d'un de ses livres, *Le Pain azyme de Sion,* alors que la maison d'édition qu'il possède, parmi bien d'autres activités plus lucratives, publie, en arabe, *Le Protocole des sages de Sion,* un faux antijuif fabriqué par la police russe au siècle dernier.

Le juge parisien Hervé Stéphan ayant renvoyé le 1er septembre devant la cour d'assises de Paris pour *« crimes contre l'humanité »* l'ancien officier SS Aloïs Brunner, soupçonné de se trouver actuellement en Syrie – ce qu'ont toujours démenti les autorités syriennes –, le Centre Simon-Wiesenthal, qui pourchasse les criminels nazis, demande enfin le 6 septembre à la France de profiter de la visite du ministre pour demander à Damas l'extradition d'Aloïs Brunner. En pure perte. Le général, peu désireux de prêter le flanc aux critiques, avait déjà décidé deux jours plus tôt d'avertir par télécopie M. Lacoste de sa décision de ne pas soutenir sa thèse.

L'universitaire, qui déplore avoir été *« roulé »*, a découvert après coup qu'une première tentative du ministre avait suscité un tumulte identique il y a plus de dix ans.

Gilles Paris

Les commandements aériens de l'OTAN en Méditerranée vont être réorganisés

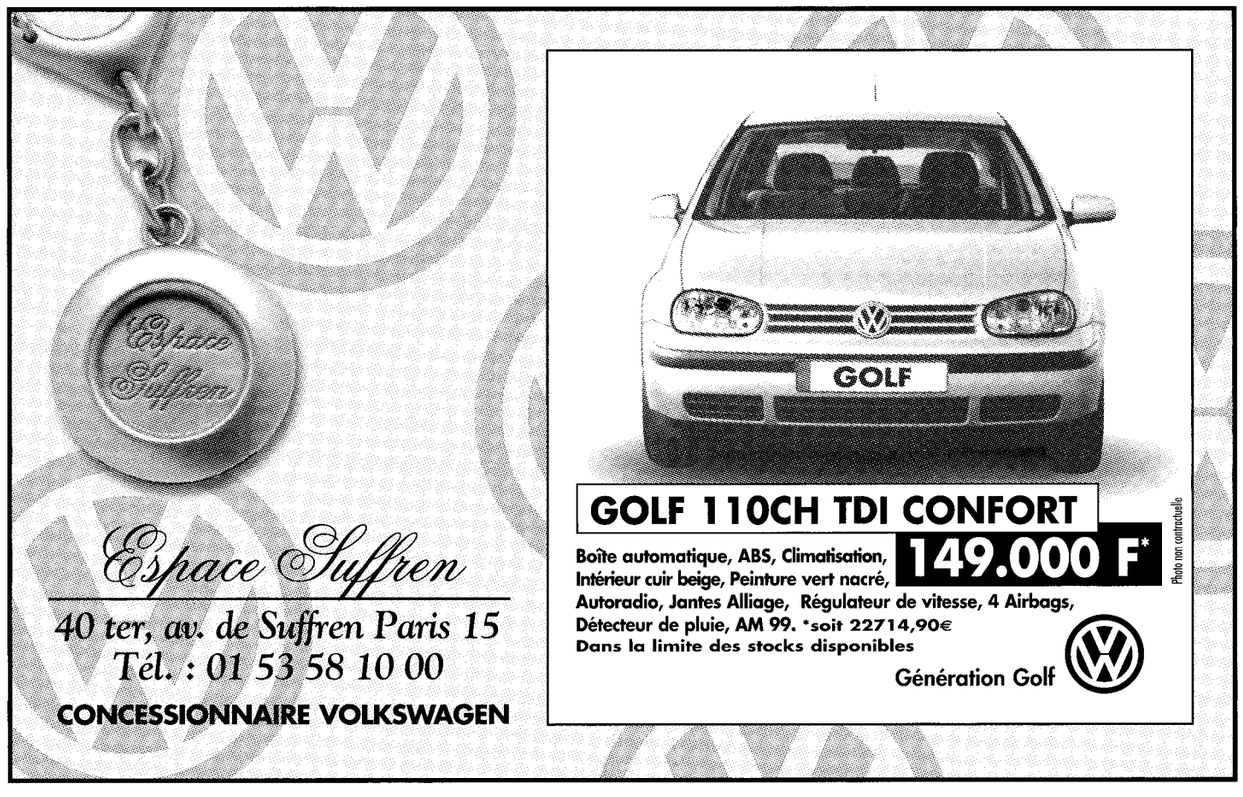
SUR LE MODÈLE de ce qui existe à Vicenza, en Italie, pour le contrôle des interventions aériennes dans les Balkans, l'OTAN va créer cinq centres d'opérations aériennes combinées (Combined Air Operations Centers, ou CAOC) pour renforcer le commandement du « flanc » sud de l'Alliance atlantique et pour superviser, de fait, l'activité des armées de l'air alliées face à d'éventuelles menaces en Méditerranée. C'est l'une des conséquences de l'opération « Force alliée » au Kosovo.

Responsable des opérations aériennes au-dessus de la Serbie et du Kosovo, depuis son PC improvisé de Vicenza qui a coordonné les missions d'un millier d'avions au plus fort des événements, le général américain Michael Short, commandant les forces aériennes alliées du Sud-Europe, à Naples, considère que cette zone est désormais plus stratégique que le Centre-Europe et qu'il convient d'en réorganiser le commandement. Il l'a confié à l'hebdomadaire spécialisé britannique *Flight International.*

A l'imitation du PC de Vicenza, qui continue de contrôler le trafic aérien militaire au-dessus des Balkans, cinq CAOC seront créés à Larissa (Grèce), Poggio Renatico (Italie), Monsanto (Portugal), Torrejón (Espagne) et à Eskisehir (Turquie). Ces centres d'opérations aériennes combinées sont destinés à surveiller l'émergence de menaces aériennes en Méditerranée, à exercer la police du ciel et à conduire les activités aériennes de l'OTAN dès le temps de paix. Ils seront servis par des personnels fournis par les pays hôtes – au moins la moitié des effectifs de chaque centre seront des locaux – et par plusieurs pays membres de l'OTAN, à commencer par la Hongrie, le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Le commandement des forces aériennes alliées du Sud-Europe, à Naples, est subordonné au haut commandement des forces alliées de la région, à la tête duquel se trouve un amiral américain. Il y a deux ans, la France avait cherché, durant les discussions sur la réorganisation de l'OTAN à la veille de son cinquantième anniversaire, à obtenir des Américains que le quartier général de Naples soit désormais confié à un Européen. Les Etats-Unis s'étaient opposés au souhait exprimé par Jacques Chirac.

Jacques Isnard



PERRONO - BIJOUX
Anciens - Occasions - Argenterie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations
Sélectionné par le guide "PARIS PAS CHER"
OPERA angle bd. des Italiens 4, chaussée d'Antin
ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

LeMonde Job: WMQ1109--0005-0 WAS LMQ1109-5 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:38 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1904 Lcp:700 CMYK

La Tchétchénie à nouveau bombardée par l'aviation russe

GROZNY. Des avions russes ont bombardé dans la nuit de jeudi 9 septembre à vendredi deux villages tchétchènes près de la frontière avec le Daghestan et ont également frappé des cibles à l'ouest de la capitale, Grozny. Le vice-président du Parlement tchétchène, Selim Bichaïev, avait affirmé jeudi que cent vingt-huit personnes avaient été tuées dans ces raids depuis dimanche.

Par ailleurs, le chef de l'état-major des forces armées russes, Anatoli Kvachnine, a donné une consigne de black-out sur la situation militaire au Daghestan, interdisant la diffusion d'informations sur les lieux de déploiement, les déplacements de troupes et les pertes. Il est également défendu de mentionner les noms des responsables militaires impliqués dans les opérations au Daghestan (Caucase russe) et les fonctions qu'ils exercent. – *(AFP.)*

Un leader de la gauche du SPD entre au gouvernement allemand

BERLIN. Reinhard Klimmt, ministre-président de Sarre battu aux élections régionales de Sarre du 5 septembre, a été nommé jeudi 9 septembre ministre fédéral des transports et du bâtiment. Il remplace Franz Müntefering, nommé secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD). En faisant rentrer dans son cabinet l'un de ses plus farouches adversaires au sein du SPD, le chancelier Gerhard Schröder donne des gages à la gauche du parti, l'incitant à respecter la discipline gouvernementale alors que le Bundestag commence à examiner le plan d'assainissement des finances publiques décidé par M. Schröder. Dauphin en Sarre d'Oskar Lafontaine, M. Klimmt a dit qu'il se plierait aux décisions adoptées à la majorité en conseil des ministres, même s'il continue de contester la réforme des retraites envisagée par M. Schröder. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **ARGENTINE : les anciens dictateurs Jorge Videla et Emilio Massera** seront traduits en justice pour l'enlèvement, entre 1976 et 1983, d'au moins 194 enfants nés en captivité, a annoncé, jeudi 9 septembre, la Cour fédérale argentine. L'ancien chef de la marine de guerre, Emilio Massera, et l'ancien chef de la junte militaire, Jorge Videla, avaient été arrêtés en 1998, pour crimes contre l'humanité perpétrés durant la dictature militaire contre des mineurs. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS :** le président américain, Bill Clinton, a annoncé jeudi 9 septembre le lancement d'un programme national de rachat des armes à feu aux particuliers, doté de 15 millions de dollars. Chaque arme sera payée 50 dollars et devra être rapportée dans les commissariats de police avant d'être détruite. Cette opération pourrait permettre de récolter 300 000 armes dans un pays où l'on estime que 200 millions d'armes sont en circulation. – *(AFP.)*

■ **ALGÉRIE : une cinquantaine d'islamistes armés repentis** se sont rendus mercredi à Texenna, près de Jijel (300 kilomètres à l'est d'Alger), ont annoncé, jeudi 9 septembre, plusieurs journaux. Ce groupe appartenant au Groupe islamique armé (GIA) d'Antar Zouabri est le plus important à se rendre depuis la promulgation de la loi sur la concorde civile le 13 juillet. Cette loi, qui amnistie partiellement ou totalement les éléments armés qui se rendent en fonction de la gravité de leurs actions, sera soumise à référendum le 16 septembre. – *(AFP.)*

■ **CÔTE D'IVOIRE : la tension politique s'est brutalement accrue** après l'annonce par le ministère de la justice de possibles poursuites judiciaires contre l'opposant Allassane Drahamane Ouattara pour *« faux commis dans certains documents administratifs »*. Le camp gouvernemental conteste à M. Ouattara, premier ministre (1990-1993) du *« père de la nation »* Félix Houphouët-Boigny, la nationalité ivoirienne, affirmant qu'il est burkinabé et ne peut pas se présenter à l'élection présidentielle de l'an 2000. M. Ouattara est rentré en juillet en Côte d'Ivoire après cinq années passées à Washington au Fonds monétaire international (FMI). Il a décidé, jeudi 9 septembre, de riposter et de porter plainte contre l'Etat. – *(AFP, Reuters.)*

■ **RWANDA : une journaliste, Hélène Nyirabikari,** a été arrêtée mardi et accusée de *« génocide »* pour avoir incité, par ses écrits, au massacre de Tutsis et de Hutus modérés de 1990 à 1994, a indiqué, jeudi 9 septembre, le parquet de Kigali. Une dizaine de journalistes rwandais sont en passe d'être jugés au Rwanda, et deux autres par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) d'Arusha (Tanzanie). – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : une très forte abstention a marqué,** jeudi 9 septembre, le vote du Parlement polonais sur la politique d'intégration européenne conduite par le gouvernement de coalition de centre droit de Jerzy Busek, qui prône l'adhésion de la Pologne à l'Union d'ici au 1er janvier 2003. Le vote a été acquis par 211 voix « pour », 42 voix « contre » et 143 abstentions. – *(AFP.)*

■ **IRAK : l'agence de presse officielle irakienne** a assuré jeudi 9 septembre que Barzan Al Tikriti, demi-frère du président Saddam Hussein, a démenti les affirmations d'un groupe d'opposants selon lesquelles il aurait fait défection et se serait exilé aux Emirats arabes unis. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : le groupe Disney s'est défendu,** jeudi 9 septembre, d'avoir donné un contenu politique à une exposition sur Israël dans son parc de Floride. Des pays du Moyen-Orient, la Ligue arabe, des intellectuels et des associations musulmanes américaines protestent contre un pavillon qui présente la ville de Jérusalem, annexée militairement en 1967, comme la capitale d'Israël, contrairement à la position officielle des Nations unies. – *(AFP.)*

■ **MALAISIE : le procès pour sodomie** de l'ancien vice-premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a été ajourné vendredi 10 septembre, car ce dernier semble bien être la victime d'une tentative de meurtre par empoisonnement à l'arsenic. *« Les analyses de l'urine de M. Anwar effectuées à Melbourne ont montré qu'il fait l'objet d'un empoisonnement à l'arsenic »*, a affirmé son avocat devant le tribunal. A la suite de ce coup de théâtre, le juge a décidé d'ordonner l'hospitalisation de l'ancien vice-premier ministre et l'ajournement de son procès jusqu'à ce que les médecins le déclarent apte à comparaître. – *(AFP.)*

Le FMI renoncerait à vendre de l'or pour réduire la dette

WASHINGTON. Le FMI pourrait renoncer à vendre une partie de ses réserves d'or (environ 10 %) pour financer la réduction de la dette des pays les plus pauvres. Cette hypothèse, avancée par l'ancien chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, et sérieusement envisagée, avait déclenché un tollé dans les pays producteurs, notamment en Afrique du Sud, et provoqué une baisse supplémentaire des cours de l'once, déjà à un niveau historiquement bas.

L'institution pourrait avoir recours à un tour de passe-passe technique pour trouver le financement nécessaire. Il consiste à réévaluer une partie de ses réserves. Celles-ci ont été inscrites dans ses comptes il y a vingt-cinq ans au cours de 46 dollars l'once, alors que l'or se négocie actuellement autour de 257 dollars. Le FMI propose de vendre et de racheter instantanément l'or et d'engranger la différence, ce qui lui permettrait de dégager un bénéfice de l'ordre de 1,1 milliard de dollars.

Le rapport Patten sur la police d'Irlande du Nord déclenche la colère des protestants

Le Sinn Fein réserve sa réponse

Le rapport de Chris Patten sur la police d'Irlande du Nord (RUC) provoque, comme prévu, la colère des protestants les plus ultras, dans la mesure où il accorde un rôle nettement accru à la communauté catholique. Alors que le Sinn Fein réserve sa réponse, le gouvernement de Tony Blair entend mettre en œuvre rapidement ces recommandations, lesquelles risquent pourtant de compliquer le processus de paix.

LONDRES
de notre correspondant

Satisfait du rapport Patten sur la transformation de la police d'Irlande du Nord – *« du bon travail approfondi »*, a complimenté Tony Blair –, le gouvernement britannique envisage de mettre en œuvre l'essentiel de ses recommandations dès la fin de cette année. A condition bien sûr que le processus de paix se poursuive et que les consultations qui vont durer deux mois avec l'ensemble des populations concernées, politiciens, magistrats, défenseurs des droits de l'homme, représentants laïques et religieux des communautés antagonistes, produisent un consensus acceptable. Force est de constater qu'à ce jour, tel n'est pas le cas. La controverse enfle.

« UN RAPPORT DE PACOTILLE »

Pour David Trimble, premier ministre désigné du futur et éventuel gouvernement bi-confessionnel et chef du principal parti protestant, Chris Patten et ses cinq commissionnaires auraient rendu un *« un rapport de pacotille »*, inutilement *« insultant »*, par surcroît, pour une force de police qui a perdu 302 hommes en trente années de « troubles ». Pour M. Trimble comme pour de nombreux protestants, à commencer par les policiers eux-mêmes, la transformation du Royal Ulster Constabulary en Service de police d'Irlande du Nord ne passe décidément pas.

L'interdiction, également préconisée par le rapport Patten, de hisser les couleurs de l'Union Jack au-dessus de chaque poste de police et le changement du serment d'allégeance, beaucoup plus centré dorénavant sur le respect des droits de l'homme que sur la fidélité à Sa Majesté la reine, ne passent pas non plus. Pour des populations qui se vivent toujours en conflit, le renoncement à certains symboles est douloureux.

Les protestants modérés conduits par M. Trimble sont à peu près tous d'accord pour admettre que leur police fonctionnerait sans doute mieux et serait à coup sûr plus unanimement respectée si elle comprenait une proportion réaliste de catholiques. Par un savant mélange de quotas confessionnels d'embauches et de mises à la retraite anticipée, le rapport Patten estime que les catholiques, qui comptent pour 45 % de la population et seulement 8 % dans l'actuel RUC, pourraient représenter 30 % de la future police dans les dix ans. Au SDLP, le principal parti catholique, le rapport est globalement bien accueilli, mais on trouve le calendrier un peu *« trop lent »*.

« JEUDI NOIR »

Pour parvenir à un semblant d'équilibre confessionnel dans la police, expliquait jeudi le dernier gouverneur de Hongkong, il est vital que l'image même du RUC, associée dans l'esprit catholique et républicain à la répression et aux abus des trente dernières années, se métamorphose radicalement.

Le changement de nom n'y suffira évidemment pas. Le remplacement de l'actuelle « Autorité » en charge du RUC par un bureau de dix-neuf membres, dont dix seraient désignés au prorata de leurs forces par les partis représentés à l'Assemblée locale, vise le même objectif. Mais inutile de dire que la perspective de voir deux représentants du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, être associés à la gestion et au contrôle d'une police rénovée, déclenche, dans le contexte politique actuel, une véritable levée de boucliers protestants.

« Un jeudi noir pour l'Ulster ! », s'est exclamé le « docteur no » de la politique locale, le révérend Ian Paisley. Reste à entendre les républicains sans le feu vert desquels les jeunes catholiques irlandais ne se rueront certainement pas aux guichets de recrutement et qui manifestaient justement jeudi à Belfast pour le démantèlement complet du RUC. Le Sinn Fein prend néanmoins le rapport Patten très au sérieux. Il a décidé de *« réserver sa réponse »* et entend *« consulter largement »* sa base, ses conseils juridiques et ses supporters, avant de la faire connaître.

Patrice Claude

BONNE RÉSISTANCE DES RÉSULTATS
DE TOTALFINA AU PREMIER SEMESTRE 1999
MALGRÉ UN ENVIRONNEMENT PEU FAVORABLE

Le Conseil d'Administration de TOTALFINA, réuni le 7 septembre 1999 sous la présidence de Thierry Desmarest, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1999.

Le chiffre d'affaires du Groupe TOTALFINA s'établit à 115,6 milliards de francs (17,6 milliards d'euros), en diminution de 2,9 % par rapport au chiffre proforma du premier semestre 1998. Le résultat opérationnel des secteurs d'activité s'élève à 7 976 millions de francs (1 216 millions d'euros), en baisse de 17,9 % par rapport au résultat opérationnel hors éléments non-récurrents proforma du premier semestre 1998. Le résultat net part du Groupe s'établit à 4 874 millions de francs (743 millions d'euros), en baisse de 15,8 % par rapport au résultat net hors éléments non-récurrents proforma du premier semestre 1998.

Le bénéfice net par action s'élève à 13,88 francs (2,12 euros), sur la base d'un capital dilué moyen de 351,1 millions d'actions au premier semestre 1999.

Comptes consolidés TOTALFINA

	1er sem. 99		1er sem. 98*		exercice 98*	
	M FRF	M€	M FRF	M€	M FRF	M€
Chiffre d'affaires	115 571	17 619	119 016	18 144	229 463	34 981
Résultat opérationnel des secteurs	7 976	1 216	9 715(1)	1 481(1)	17 162(1)	2 617(1)
Résultat net part du Groupe	4 874	743	5 787(1)	882(1)	10 070(1)	1 535(1)
Marge brute d'autofinancement	13 169	2 008	14 665	2 236	26 401	4 025
	FRF	€	FRF	€	FRF	€
Résultat net par action	13,88	2,12	16,45(1)	2,51(1)	28,67(1)	4,37(1)

* proforma
(1) hors éléments non-récurrents

EVOLUTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le cours moyen du baril de brent est en très légère baisse de 2 % à 13,42 $/baril au premier semestre 1999 contre 13,65 $/baril au premier semestre 1998. Le dollar est resté relativement stable à 6,02 FRF contre 6,06 FRF. La marge de raffinage européenne est en baisse de 45 % et s'est établie à 9,35 $/t contre 17,1 $/t.

- L'évolution de l'environnement (dollar, prix du brut, marge de raffinage européenne et marges pétrochimiques) a eu un impact négatif de 2,4 milliards de francs (360 millions d'euros) sur le résultat opérationnel des secteurs.
- L'impact négatif des effets retard dû aux prix du gaz et aux prix des produits raffinés a été de 590 millions de francs (90 millions d'euros). Les prix du gaz ont connu une baisse de 15 % par rapport au premier semestre 1998.
- L'impact de l'environnement a pu être compensé à hauteur de 1,2 milliard de francs (185 millions d'euros) par la croissance des secteurs d'activité, les efforts de productivité et les synergies dégagées par le rapprochement avec Petrofina.

Résultats opérationnels des secteurs

	1er sem. 99		1er sem. 98(2)		Variation	Exercice 98(2)	
	M FRF	M€	M FRF	M€		M FRF	M€
Amont	4 166	635	4 460	680	- 6,6 %	7 494	1 142
Aval	1 848	282	2 585	394	- 28,4 %	5 044	770
Chimie	1 962	299	2 670	407	- 26,5 %	4 624	705
Total	**7 976**	**1 216**	**9 715**	**1 481**	**- 17,9 %**	**17 162**	**2 617**

(2) proforma hors éléments non-récurrents

Amont : la production du secteur Amont s'élève à 1 116 000 barils équivalent pétrole par jour (bep/j) contre 1 097 000 bep/j au premier semestre 1998 (proforma). La production du premier semestre 1999 se décompose en 723 000 b/j de liquides et 393 000 bep/j de gaz. La croissance des productions en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique Latine a fait plus que compenser la réduction des productions résultant de la baisse des quotas décidés par les pays de l'OPEP, ainsi que l'effet des cessions (- 20 000 bep/j).

Aval : le résultat opérationnel de l'Aval est en baisse de 28,4 %. La forte baisse des marges de raffinage en Europe et aux Etats-Unis a été partiellement compensée par l'amélioration du point mort du raffinage européen et la progression des activités de commercialisation en Europe et Outre-Mer.

Chimie : le résultat opérationnel de la Chimie est en baisse de 26,5 %. Cela s'explique par la baisse des marges pétrochimiques alors que la Chimie de spécialités a continué à améliorer ses performances.

INVESTISSEMENTS ET MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

- La marge brute d'autofinancement s'élève à 13 169 millions de francs (2 008 millions d'euros) contre 14 665 millions de francs (2 236 millions d'euros) au premier semestre 1998.
- Les investissements bruts du premier semestre 1999 s'établissent à 15 483 millions de francs (2 360 millions d'euros) contre 14 461 millions de francs (2 204 millions d'euros) proforma au premier semestre 1998, soit une progression de 7 %.
- Les désinvestissements évalués au prix de cession ont représenté 3 259 millions de francs (497 millions d'euros), contre 2 910 millions de francs (444 millions d'euros) proforma au premier semestre 1998.
- Les capitaux propres s'élèvent à 93,4 milliards de francs (14,2 milliards d'euros) au 30 juin 1999. Le ratio de dettes nettes sur fonds propres du Groupe est de 45,6 % contre 42 % proforma au 31 décembre 1998, l'accroissement des investissements expliquant principalement cette progression.

PERSPECTIVES

Les synergies liées au rapprochement entre TOTAL et Petrofina sont mises en œuvre dans un climat de pleine coopération. Les montants de synergies attendus sont confirmés, avec un calendrier accéléré.

Au deuxième semestre 1999, TOTALFINA va pleinement bénéficier, grâce à la croissance de ses productions, de la forte remontée du prix du pétrole intervenue dans les derniers mois.

Le Conseil d'Administration de TOTALFINA a réaffirmé sa détermination à mener à bien le projet de rapprochement avec ELF qu'il a lancé le 5 juillet 1999. Ce rapprochement, qui repose sur un ensemble de compétences et d'actifs exceptionnels, aussi bien dans l'Exploration-Production que dans le Raffinage-Distribution et la Chimie, formera le quatrième Groupe pétrolier mondial. La combinaison unique de la croissance, des gains de productivité et des synergies devrait permettre au nouvel ensemble d'assurer une augmentation de plus de 20% par an de son résultat net pour les prochaines années, dans un environnement constant.

Le Conseil d'Administration de TOTALFINA constate que, depuis son lancement, son projet a été en permanence bien accueilli par les marchés, les parités des cours s'étant établies à un niveau très proche de son offre. En outre, le projet recueille une forte adhésion des actionnaires des deux groupes. Le Conseil renouvelle son souhait que ce rapprochement puisse faire l'objet d'un accord amical permettant d'accélérer sa mise en œuvre.

www.totalfina.com

24, cours Michelet - 92069 Paris La Défense Cedex
TOTAL FINA S.A. - Capital social : 3 494 074 360 euros - 542 051 180 RCS Nanterre

LeMonde Job: WMQ1109--0006-0 WAS LMQ1109-6 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:35 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0006 Lcp:700 CMYK

DROITE Charles Pasqua, qui prépare pour novembre le *« congrès fondateur »* du Rassemblement pour la France (RPF), précise, dans un entretien au *Monde,* que pour lui *« le souverainisme, au fond, c'est tout bonnement le social »*. Aussi distingue-t-il le succès de sa liste aux élections européennes de celui de la liste du seul Philippe de Villiers, en 1994, *« liste de droite, uniquement axée sur les valeurs conservatrices »*. ● *« CHIRAC est tellement content d'avoir une bonne image qu'il est persuadé que, même si la gauche gagnait les élections législatives, lui, il serait réélu »,* estime le sénateur du RPR, ajoutant que si le chef de l'Etat a écarté, le 14 juillet, l'hypothèse d'une élection présidentielle avant 2002, *« rien ne garantit qu'il ne changera pas d'avis »*. ● AU RPR, la bataille de la présidence s'aiguise autour de la candidature virtuelle de Nicolas Sarkozy.

Charles Pasqua n'exclut pas une élection présidentielle anticipée

Selon le président du RPF, Jacques Chirac « a eu raison » de se prononcer, le 14 juillet, pour le respect du calendrier institutionnel, « mais rien ne garantit qu'il ne changera pas d'avis » lors de la présidence française de l'Union européenne, au second semestre 2000...

« Aux élections européennes de 1994, Philippe de Villiers avait obtenu 12 % des voix avant de connaître un échec à la présidentielle de 1995. Pourquoi votre succès du 13 juin serait-il plus pérenne ?

– A l'époque c'était Villiers, et aujourd'hui c'est Pasqua plus Villiers. Dans de nombreuses régions, même si les scores des listes aux élections européennes de 1994 et de 1999 sont proches, la nature de l'électorat est assez différente. Cette année, nous avons recueilli sur notre liste un électorat plus populaire, qui a mordu, pour partie, sur celui du RPR, sur celui du Front national et, dans une moindre mesure, sur l'électorat de gauche. Nous avons été perçus comme une liste souverainiste, défendant l'unité nationale, et non pas comme une liste de droite, uniquement axée sur les valeurs conservatrices, et donc forcément un peu réductrice.

» Face au choc de la mondialisation, face à la course au fric, face à la mise en cause de tout ce qui a fait la force de la France, les gens sentent bien qu'en définitive les politiques français ont abdiqué. Le système économique est tel qu'il va entraîner la disparition du type de société qui le nôtre, et qui s'appelle la République. C'est la raison pour laquelle nous attirons des gens très au-delà des cercles de la droite traditionnelle.

– Comment peut-on espérer bâtir de fond en comble un parti un peu monothématique, même si l'idée centrale en est la défense de la souveraineté nationale ?

– Mais le parti ne sera pas monothématique ! Les missions de réflexion, que nous avons créées dans la perspective de notre congrès fondateur, se donnent pour objectif de donner un coup de projecteur sur le pays tel qu'il est, sur l'évolution de l'Europe telle qu'elle se dessine, et de dire quelle est notre vision du monde. Le mot de "souverainisme" ne me plaît pas outre mesure, mais c'est devenu une notion dans laquelle les gens se reconnaissent, parce que le souverainisme, au fond, c'est tout bonnement le social.

– LE RPF sera-t-il clairement un parti d'opposition au gouvernement actuel ou bien est-ce plus compliqué que cela ?

– Nous sommes un parti d'opposition à la cohabitation, dans ce qu'elle a d'hypocrite et dans ce qu'elle a de réducteur. Je dois dire à ce propos que je ne comprends pas l'attitude de Jacques Chirac. Ou plutôt, son attitude ne s'explique que d'une seule manière : Chirac est tellement content d'avoir une bonne image qu'il est persuadé que, même si la gauche gagnait les élections législatives, lui, il serait réélu.

» C'est aussi ce qui explique son attitude par rapport au RPR. La seule chose qu'il veut, c'est un RPR qui lui fiche la paix et qui soit donc aseptisé. C'est pourquoi le seul dont Chirac puisse être totalement sûr, paradoxalement, c'est Nicolas Sarkozy : celui-ci n'a pas d'assise politique personnelle, il est simplement persuadé que Chirac lui permettra de faire carrière. Sarkozy est un ambitieux, il sera entièrement entre les mains de Chirac.

– Le procès de la cohabitation vous amène-t-il à tracer un signe d'égalité entre le président de la République et le premier ministre ?

– La cohabitation conduit le président de la République et le premier ministre à être d'accord dans beaucoup de domaines, et leurs partis aussi. Tout le monde s'aligne, aujourd'hui. Quand Chirac est arrivé au pouvoir en 1995, il pouvait proposer le report de la monnaie unique de deux ou trois ans, il pouvait dire que les critères de convergence étaient secondaires par rapport à la lutte contre le chômage. Mais, au bout de six mois, il a cédé devant les marchés et devant Helmut Kohl. Quand Lionel Jospin est arrivé en 1997, il était dans la même situation, il pouvait refuser le pacte de stabilité. En fait, il n'a pas mis un mois pour se ranger.

» Il faut donc en tirer les conséquences. Il nous faut nous déterminer par nous-mêmes, en face des problèmes de notre temps, et ne pas nous sentir tenus par les positions ou les décisions que prennent le président de la République ou le premier ministre. Nous ne sommes plus dans ce dispositif : nous n'avons pas créé le Rassemblement pour la France pour revenir à la même table que Sarkozy, Bayrou et Madelin !

– Deux rendez-vous approchent : des renégociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce et la réforme institutionnelle de l'Union européenne. Quelle sera votre attitude ?

– Nous aurons un important travail de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion pour qu'on ne laisse pas les gouvernements et l'Europe faire n'importe quoi. Nous ne serons pas les seuls, comme le prouve l'affaire Bové.

> « Chirac est tellement content d'avoir une bonne image qu'il est persuadé que, même si la gauche gagnait les législatives, lui, il serait réélu »

» Quant aux réformes institutionnelles, la principale consiste à généraliser le vote à la majorité qualifiée, et à dire si la France pèse 10 ou 12 %. C'est donc la fin programmée des nations. Pour nous, c'est un *casus belli.*

– On a perçu une différence d'analyse entre ceux qui, comme vous, feraient volontiers l'impasse sur les élections municipales et ceux qui, comme Philippe de Villiers, veulent être présents dans tous les scrutins. La clarification a-t-elle eu lieu ?

– Il n'y a pas vraiment de différence d'analyse, dans la mesure où on ne peut pas adopter une position générale. Partout où on le pourra, nous présenterons des candidats. Mais il faudra que ce soit sous nos couleurs, en tout cas au premier tour...

– Et au second, vous vous désisterez pour les formations de droite que justement vous récusez ?

– Au second tour, nous ne ferons pas la politique du pire et, sous réserve de réciprocité, nous nous retirerons au profit des formations qui, sur l'essentiel, défendent les mêmes thèses que nous.

– Vous n'échapperez pas à une certaine contradiction...

– Je le sais. C'est pour cela qu'il ne nous faut présenter de candidats aux élections municipales que dans les endroits où nous serons en position de force. Je pense particulièrement à Paris, Lyon, Marseille, où le scrutin a lieu par arrondissement. Mais le grand rendez-vous, pour nous, ce sont les législatives. Là, nous serons présents partout, et sans aucun complexe : n'oubliez pas que, sur la base des européennes, nous devançons le RPR et l'UDF dans une majorité de circonscriptions.

– C'est ce que vous répondez, par exemple, à Charles Millon ou à ceux du Front national qui seraient tentés de frapper à votre porte ?

– Charles Millon n'est pas le seul, il y en aura bien d'autres. Il est certain que, dans une première étape, nous rencontrerons plus de gens de droite, mais je suis peruadé que ce n'est pas le seul vivier dont nous disposons. Quant au Front national, rien n'est possible avec les appareils, mais avec les électeurs ou, même, avec les élus ayant choisi de rompre, il n'y aura pas de problème dès lors qu'ils décideraient de nous rejoindre sur la base de notre charte, qui sera aussi humaniste que souverainiste.

– Vous avez déclaré que vous seriez présent à l'élection présidentielle. La multiplicité des candidats ne risque-t-elle pas d'être préjudiciable à la droite ?

– En 1995, cela ne l'a pas desservie. Mais dans la vie, on ne peut jurer de rien, surtout, ajouterai-je, avec Chirac. Supposons qu'au moment de la présidence française de l'Union européenne Jacques Chirac se rende compte qu'un certain nombre de choses vont à l'encontre de l'intérêt national... C'est assez peu probable, mais, s'il veut être candidat à un deuxième septennat, il faudra bien qu'il dise comment il se détermine. Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura un candidat pour défendre nos thèses.

– Le président a-t-il eu raison de dire, le 14 juillet, qu'il fallait respecter le calendrier institutionnel ?

– Oui, il a eu raison. Mais rien ne garantit qu'il ne changera pas d'avis. »

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

Appels au calme à droite

PLUS l'opposition est empêtrée dans ses luttes de pouvoir internes, plus les voix s'élèvent en son sein pour que cessent ces querelles. Après le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, dans nos colonnes (*Le Monde* du 10 septembre), c'est un autre des candidats potentiels à la présidence du RPR, Jean-Paul Delevoye, qui lance un appel dans un entretien à *La Croix* (daté 10 septembre). Evoquant sa candidature éventuelle, sans la confirmer, le sénateur du Pas-de-Calais déclare en effet : *« Si je me présente, ce ne sera pas au nom d'une tendance, mais pour rassembler et répondre à la demande d'écoute de la base de nos militants. »* Et il ajoute : *« Finissons-en avec la compétition entre les clans séguiniste, juppéiste, balladurien ou que sais-je encore. »*

Assurant qu'il ne se prévaudrait *« d'aucun soutien »*, notamment de celui, qu'on lui prête, du président de la République, M. Delevoye souhaite que la campagne pour la présidence du RPR se passe dans une *« totale équité »*. Il propose ainsi que, durant cette campagne, soit *« mise en place une solution transitoire »*, par exemple *« la désignation d'un secrétaire général adjoint »*, afin d'assurer à M. Sarkozy sa *« liberté de parole »*. En attendant, M. Sarkozy a reçu le soutien de Patrick Stefanini, ancien secrétaire général adjoint du RPR, proche d'Alain Juppé.

« QUERELLES DE BOUTIQUE »

Le président de Démocratie libérale, de son côté, n'est pas en reste. Dans un entretien au *Figaro* (daté 10 septembre), Alain Madelin admet que *« les problèmes de personnes, les querelles de boutique ont donné trop souvent le sentiment de l'emporter sur le débat d'idées et de propositions »*. *« Cela suffit maintenant ! »*, s'exclame-t-il. Sans se prononcer sur la campagne interne au RPR, il assure cependant que *« si Jacques Chirac est à l'évidence le candidat naturel du RPR* [à la prochaine présidentielle], *il reste une référence pour l'opposition »*. *« Celle-ci doit prendre garde à ne rien faire qui puisse l'affaiblir »*, conclut-il.

Charles Pasqua-Alexandre Lebed, un gaullien et demi

KRASNOÏARSK (Sibérie centrale)
de notre envoyé spécial

Il est comme ça, Charles Pasqua, toujours prompt à célébrer les vertus de l'amitié. Plus celle de Jacques Chirac, qui l'empêcha si longtemps de courir sous ses propres couleurs. Mais celle, par exemple, d'Alexandre Lebed, guerrier en Afghanistan, faiseur de paix en Tchétchénie et candidat malheureux à la présidence russe en 1996. Jeudi 9 septembre, M. Pasqua est arrivé à Krasnoïarsk, capitale de la Sibérie centrale, une région de trois millions d'habitants grande comme quatre fois la France. Le président du conseil général des Hauts-de-Seine est reçu par *« le général »*, comme il dit, élu en mai 1998 gouverneur de cette région, l'une des plus riches de Russie après Moscou et Saint-Pétersbourg, pour poursuivre un accord de coopération signé en décembre 1998.

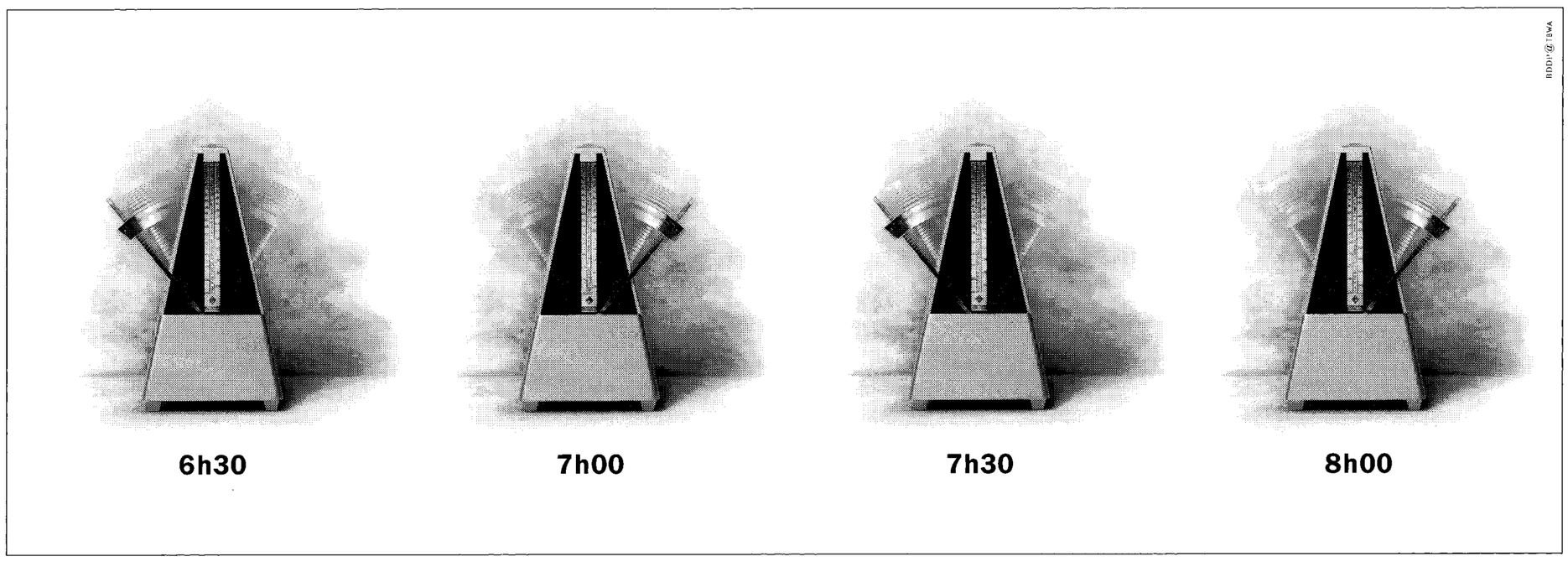
Ce serait presque un retour aux sources pour M. Pasqua. Krasnoïarsk est bien au-delà de l'Oural, cette frontière géographique d'une Europe chantée par l'épopée gaullienne. Pourtant, M. Pasqua voit en son hôte un modèle bien intéressant. *« A sa façon, il est un gaullien,* assure-t-il lors d'une première réunion. *Je suis séduit par la personnalité du général, j'apprécie beaucoup son intelligence. Il est attaché à l'indépendance et à la souveraineté de son pays, des notions qui me sont chères. Et je suis de ceux qui considèrent qu'une Russie forte est indispensable à l'équilibre européen. Il s'intéresse d'ailleurs à l'Europe, cette Europe qui doit se construire sur les nations. »*

Moins disert, M. Lebed, dont l'habitude est d'asséner aux journalistes quelques phrases définitives accompagnées de regards terribles, donne la réplique. *« Je suis un gaullien russe et M. Pasqua est une des personnalités les plus fortes en France... Vous en voulez plus ? »* Un ange musclé passe, vite chassé par cette bonne *« vieille amitié »*. En difficulté dans sa région et en chute dans les sondages, M. Lebed prépare une nouvelle campagne présidentielle *(lire page 3)*. Et puisque Alain Delon était venu le soutenir lors de l'élection au poste de gouverneur de Krasnoïarsk, ce voyage de M. Pasqua – certes autrement moins connu en Russie que l'acteur français – ne peut pas faire de mal.

Bien sûr, le président du conseil général des Hauts-de-Seine, qui *« n'aime pas trop que les étrangers s'occupent des affaires de la France »*, ne va pas *« s'immiscer »* dans la politique russe. Mais M. Pasqua se déclare convaincu *« qu'un jour ou l'autre, le général aura un rôle déterminant à jouer dans ce pays »*. M. Lebed se déride soudain. Peu avant, interrogé sur son affrontement avec le parrain de la mafia locale, il s'était ainsi décrit : *« Moi, je suis un chien qui mord de toutes ses forces son ennemi. »* Et voilà que l'amical M. Pasqua va même le consoler, expliquant que la popularité, cela va et vient, que personne n'aurait parié sur son avenir politique au lendemain de la défaite d'Edouard Balladur en 1995, que, sans organisation politique, on peut faire de grandes choses. M. Lebed put ainsi aborder en pleine forme la soirée de gala.

Il y fut question non plus de politique, mais de sport. En avril, l'équipe de rugby sibérienne avait battu une sélection des Hauts-de-Seine, lors d'un déplacement en France. Pour son match retour, le Stade français alignera ses joueurs dans le stade de Krasnoïarsk. *« Alors, on va parier !,* a lancé le général Lebed. *Je mets 3 400 roubles* [900 francs, le tiers du salaire du gouverneur]. – *Moi, je mets 2 500 francs,* a répondu M. Pasqua. *Mais comme je n'ai pas d'argent sur moi, je vous donne une lettre de crédit* [une serviette en papier gribouillée avec signature] », a-t-il ajouté avant d'en appeler à l'assistance : *« Là, je vois 500 francs à ma droite, là-bas, à gauche 300 dollars, allons-y, mesdames et messieurs ! »* Résultat du match, vendredi soir.

François Bonnet



LeMonde Job: WMQ1109--0007-0 WAS LMQ1109-7 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 12:43 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0007 Lcp:700 CMYK

Lionel Jospin distribue son programme à ses ministres

Le gouvernement, réuni en séminaire le 10 septembre, devait débattre des principaux thèmes de la rentrée avant l'intervention du premier ministre, lundi sur France 2

La régulation, l'intégration et la parité devaient figurer au menu du séminaire du gouvernement, réuni vendredi 10 septembre à Rambouillet (Yvelines). Cette rencontre de travail a été soigneusement préparée par les contributions que plusieurs ministres, dont Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, ont adressées au premier ministre. Elle devait permettre à M. Jospin de préciser le programme de la *« deuxième étape »* du gouvernement, annoncée aux universités d'été du PS à La Rochelle, le 29 août. Ce séminaire doit également préparer l'intervention du premier ministre, lundi 13 septembre, dans le journal de 20 heures de France 2. M. Jospin évoquera notamment la question des retraites sur laquelle le chef de l'Etat, Jacques Chirac, est intervenu vendredi, devant la Fédération internationale des personnes âgées *(lire page 34).*

POUR la deuxième fois depuis sa nomination à Matignon, Lionel Jospin réunit son gouvernement en séminaire, vendredi 10 septembre, dans le cadre champêtre de « l'espace animalier » de Rambouillet (Yvelines). Le 30 janvier, à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), il avait été question de méthode et de fonctionnement. Vendredi, la réunion, prévue pour durer huit heures, portera sur le programme de travail du gouvernement dans le cadre de la *« deuxième étape »* annoncée par M. Jospin le 29 août à La Rochelle, au cours de l'université d'été du Parti socialiste.

Ce séminaire a été soigneusement préparé. Plusieurs ministres – Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Daniel Vaillant, Claude Bartolone – ont adressé des contributions au premier ministre. D'autres, comme Martine Aubry, ont choisi le tête-à-tête pour faire part de leurs propositions. Le terrain a été aussi débroussaillé par le séminaire du cabinet du premier ministre, en présence de M. Jospin, le 4 septembre à Fontainebleau (*Le Monde* du 7 septembre). Le chef du gouvernement livrera, pour l'essentiel, les conclusions de cette réunion de travail lors d'une intervention, lundi 13 septembre, sur France 2. S'il a décliné l'invitation des Verts à s'exprimer lors de leurs journées parlementaires, les 24 et 25 septembre à Roubaix, il précisera son programme, le 27 septembre à Strasbourg, à celles du PS.

Trois thèmes devraient dominer le séminaire de Rambouillet : la régulation, l'intégration et la parité. M. Jospin devait introduire le débat par une intervention politique portant sur les projets à venir au Parlement (35 heures, budget 2000, loi de financement de la Sécurité sociale), les négociations internationales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et la préparation de la présidence française de l'Union européenne au second semestre 2000. Il fera le point sur les réformes politiques (la parité avec une traduction pour les élections municipales mais aussi un prolongement sur l'égalité professionnelle hommes-femmes ; le cumul des mandats ; la réforme du Sénat). Pour ne pas donner une impression d'immobilisme, au moment même où Jacques Chirac s'exprimera sur le sujet, M. Jospin devrait confirmer la volonté du gouvernement de poursuivre la concertation sur l'avenir des systèmes de retraites avant d'annoncer, à la fin de l'année ou au début de l'an 2000, ses grandes orientations.

M. Vaillant devait présenter le programme de la session parlementaire, en rappelant les textes qui doivent encore être adoptés définitivement (PACS, justice, audiovisuel) après des exposés de M. Strauss-Kahn, relayé par Jean Glavany et Marylise Lebranchu, sur *« la régulation de l'économie dans la mondialisation »*. Après le déjeuner, Mme Aubry reprendra, avec M. Bartolone, la thématique de l'*« intégration volontariste »* pour favoriser le passage, sur une décennie, d'une *« société d'assistance »* à une *« société de travail »*. Sous cet intitulé, il sera question de la jeunesse, de l'intégration des jeunes issus de l'immigration, de la précarité, des minima sociaux, de la santé, de la politique de la ville, des services publics locaux, du soutien aux fonctionnaires travaillant dans des zones difficiles. Jean-Claude Gayssot devrait faire le point sur l'état d'avancement de son projet de loi « Urbanisme, habitat, déplacement », préparé avec M. Bartolone et Louis Besson.

La *« régulation de l'économie »* englobe un sujet extrêmement large, qui portera tant sur la sécurité alimentaire, la réforme des circuits commerciaux de l'agriculture, en écho au mouvement paysan mené par José Bové et avant les négociations de l'OMC, que sur les enseignements à tirer des regroupements hexagonaux (Carrefour-Promodès) ou des tentatives avortées (BNP-Société générale). *« L'Etat doit être un régulateur et le garant de règles communes »*, avait insisté M. Jospin à La Rochelle.

Michel Noblecourt

Les agriculteurs de la FNSEA manifestent dans plusieurs dizaines de préfectures

DES RASSEMBLEMENTS, de 50 à 150 agriculteurs, se sont formés devant les préfectures de plusieurs dizaines de départements, vendredi matin 10 septembre, à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Les manifestants ont parfois déversé des fruits et brûlé des cagettes, sans *« bloquer »* à proprement parler les préfectures, comme l'avait annoncé la veille Luc Guyau, président de la FNSEA. Après avoir affirmé, mardi, qu'il n'était pas satisfait de son entretien avec le ministre de l'agriculture Jean Glavany (*Le Monde* du 9 septembre), M. Guyau avait appelé, jeudi, ses militants à bloquer toutes les préfectures, vendredi matin entre 6 heures et 10 heures, pour *« la défense de leurs revenus »*.

Dans la plupart des cas, les préfets ont reçu les délégations de la FNSEA. Au terme de l'opération vendredi dans la matinée, nous signalent nos correspondants, la mobilisation semblait avoir touché la quasi-totalité des régions, avec néanmoins une très faible présence des agriculteurs en Midi-Pyrénées. M. Guyau, aux côtés des manifestants de La Roche-sur-Yon (Vendée), s'est néanmoins estimé satisfait : *« Notre objectif n'était pas la masse mais chacun a compris le message global. »*

Selon la FNSEA, les manifestations de vendredi représentent *« un avertissement »* au premier ministre qui préside, vendredi, un séminaire gouvernemental, au cours duquel seront évoqués les rapports entre la grande distribution et la production, ainsi que les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'ouvrent fin novembre à Seattle *(lire ci-dessus)*. M. Guyau, qui estime que les agriculteurs *« ne sont pas assez entendus par le ministre de l'agriculture »*, espère être entendu de M. Jospin et affirme que la radicalisation, ou non, du mouvement engagé pour la défense des producteurs, *« dépendra des réponses apportées à nos revendications par Lionel Jospin »*. La FNSEA attend notamment la tenue d'une conférence agricole, courant octobre, qui ne doit pas se *« réduire à quelques ajustements »* pour M. Guyau.

Au terme du conseil national de la FNSEA, son président avait affirmé attendre des *« signes forts »* de la part du gouvernement, tout en rappelant les exigences du syndicat majoritaire : ouverture d'un débat avec la grande distribution afin d'adapter le dispositif législatif existant, dans l'optique d'une meilleure transparence et d'un rééquilibrage des pouvoirs ; révision du système de modulation des aides directes aux agriculteurs, qualifié d'*« injuste »* ; enfin, promotion du *« modèle agricole et alimentaire européen »* lors des négociations à l'OMC.

Par ses manifestations de vendredi, la FNSEA entendait reprendre la main sur le terrain – même si M. Guyau estimait *« ne l'avoir jamais perdue »* – et faire une démonstration de ses forces face à la montée en puissance de la Confédération paysanne. De son côté, le *« challenger »* de la FNSEA continue de soutenir les *« inculpés de Millau »* et dénonce *« l'acharnement de la justice »*. En signe de protestation, la Confédération a décidé de ne plus répondre aux convocations judiciaires et a notamment empêché trois de ses militants de se rendre au palais de justice de Millau, mercredi. Parallèlement, la Confédération monte un collectif de coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC, chapeauté par l'Observatoire de la mondialisation, et dont la majeure partie appartient au réseau Attac, issu des rangs de la gauche radicale.

De leur côté, les producteurs de lait qui protestent toujours contre la chute des cours, continuent leur *« tour de piste des enseignes de la grande distribution »*. Au programme de la semaine prochaine : rencontrer les directions de Leclerc, Auchan et Promodès pour obtenir *« une meilleure transparence dans les relations commerciales »*.

Isabelle Gaudin

Le PCF conseille au premier ministre de ne pas céder à « l'autosatisfaction »

DEPUIS la fin des vacances, le Parti communiste a entendu beaucoup de conseils sur ce qu'il devrait faire, être ou devenir. A Perpignan, fin août, Jean-Pierre Chevènement l'a *« exhorté à être fidèle à lui-même »* et à *« reconquérir son "F" »* (le « français » de *« PCF »*). A Lorient, le numéro 2 du PS, Jean-Christophe Cambadélis, vantait tout haut le *« nouveau positionnement »* du PCF, férocement hostile au *« social-libéralisme »* de Tony Blair et Gerhard Schröder et donc gardien affiché de l'ancrage à gauche de la coalition « plurielle ».

Le PCF, lui, s'est fait discret, se réservant pour la Fête de *L'Humanité* qui, du 10 au 12 septembre, se tient pour la première fois dans le parc départemental de La Courneuve, au Bourget (Seine-Saint-Denis). Officiellement, il s'agit de *« faire la fête sans boue »*, car les allées y sont goudronnées. En réalité, l'ancien parc paysager de La Courneuve devenait trop vaste pour un parti qui perd chaque année des milliers de militants. *« Trois jours de folie »*, annonce *L'Humanité*. Côté variétés, c'est Jacques Higelin qui tiendra concert, dimanche 12 septembre. Côté politique, Robert Hue a choisi de prononcer lui-même le discours, après un débat, la veille, avec des journalistes du *Figaro et de Valeurs actuelles*, sur son *« nouveau projet »*, à la veille du 30e Congrès du PCF, prévu pour février 2000.

Réuni jeudi 9 septembre, le comité national a donné le ton de cette rentrée. Lionel Jospin ne doit pas céder à l'*« autosatisfaction »*, se garder d'apparaître *« bien sûr de lui »* en dressant un *« bilan très laudatif de sa politique »*. *« On ne peut pas parler de plein emploi en 2010 et faire des exclus une "classe" durablement installée dans la société, comme le fait la "triple alliance" de Lionel Jospin,* confie Pierre Blotin. *Le débat politique et social ne peut se résumer à celui des rapports de force au sein de la majorité plurielle. »* Samedi, le débat que le numéro 2 du PCF aura avec son *alter ego* du PS, Jean-Christophe Cambadélis, donnera à M. Blotin l'occasion de rappeler que l'opposition entre réforme et révolution n'est pas tombée. Sur l'estrade, les deux gauches devront être bien visibles.

Le PCF se fera, pendant trois jours, le héraut du *« mouvement social »*. En commençant par dire sa *« révolte »* face aux 7 500 licenciements prévus chez Michelin *(lire page 16)*, où la direction de la CGT est « huïste ». L'invitation faite à Bernard Boisson, conseiller social du Medef, de débattre avec la secrétaire confédérale de la CGT, Maryse Dumas, sera aussi une bonne occasion pour rappeler aux militants communistes que le PCF sait hausser le ton.

Enfin, M. Blotin se promènera samedi *« bras dessus bras dessous »* avec Fodé Sylla, nouveau député européen élu sur la liste conduite par M. Hue, alors que Serge Guichard, responsable du département immigration au PCF, vient d'écrire à M. Jospin pour réclamer d'*« urgence »*, la régularisation des sans-papiers. Tout ceci n'empêchera pas la direction du PCF de déjeuner, samedi, avec une grosse délégation socialiste pour une discussion – officieuse – sur la préparation des municipales de 2001. Le principe des listes communes dès le premier tour étant acquis, la question est de savoir si le PS laissera au PCF des villes communistes historiques, reprises par la droite en 1995, comme Le Havre. Ce débat-là ne sera pas ouvert au public.

Ariane Chemin

Le PS et les Verts « cheminent ensemble »

Le PS et les Verts ont décidé, jeudi 9 septembre, de constituer des groupes de travail sur plusieurs sujets : sécurité et qualité sanitaires, 35 heures, *« urgence sociale »*, organisation du commerce, retraites. A l'issue d'une rencontre de plus de deux heures, qui n'a pu se tenir au siège des Verts, occupé par des sans-papiers, François Hollande et Jean-Luc Bennahmias, désireux de *« cheminer ensemble »* et de se rencontrer plus régulièrement, ont aussi décidé de constituer un groupe de travail sur les élections cantonales et municipales de 2001. *« On est prêt à envisager toutes les possibilités »*, a affirmé M. Bennahmias, secrétaire national des Verts. Les Verts ont réclamé l'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives, jugée par M. Hollande *« ni possible ni souhaitable »* avant 2002.

Le gouvernement veut renforcer l'action de l'ANPE dans les quartiers sensibles

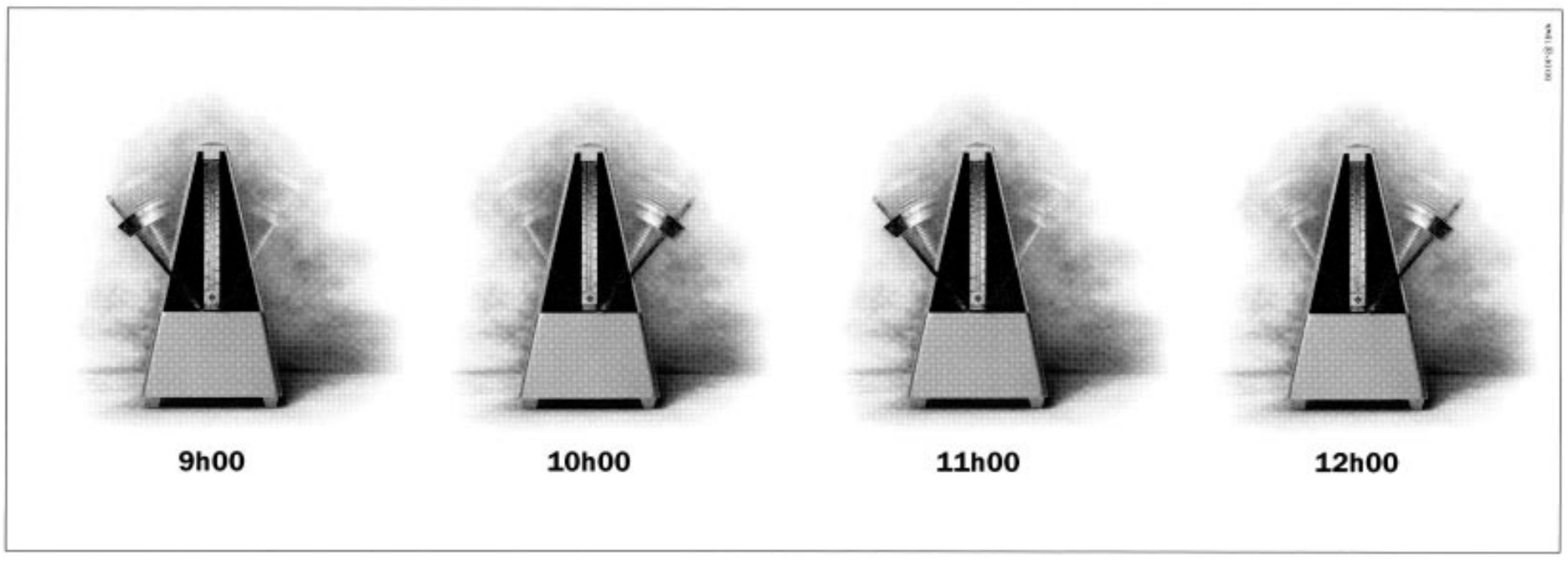
LE PLEIN-EMPLOI à l'horizon, un recul significatif dès à présent du chômage : depuis la rentrée, le gouvernement n'a pas cessé de dresser un séduisant panorama social. Le contexte s'y prête, puisque, selon la ministre de l'emploi, Martine Aubry, *« pour la première fois, les Français sont redevenus optimistes et pensent que le chômage peut baisser »*. Mais la reprise n'est pas accessible à tout le monde. Et le message de Lionel Jospin sur le plein emploi pourrait bien apparaître quelque peu décalé à une bonne partie des 2,7 millions de chômeurs, au moment où Michelin annonce 7 500 suppressions de postes *(lire page 16)*.

Jeudi 9 septembre, Mme Aubry et Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, ont donc encouragé l'ANPE à redoubler d'efforts pour les quartiers difficiles. Après une rapide visite, le matin, dans l'agence de Nanterre (Hauts-de-Seine), où 85 % des chômeurs inscrits résident en zone urbaine sensible, les ministres ont convié à déjeuner les 22 directeurs régionaux de l'ANPE ainsi que les 15 membres du conseil d'administration. *« Notre priorité, au moment où l'économie va mieux, et dans un souci de cohésion sociale, est d'offrir à tous l'aide et l'appui nécessaires pour qu'ils retrouvent une activité »*, a souligné Mme Aubry.

L'absence de diplôme n'est pas le seul obstacle. Alors que le nombre d'offres d'emploi est passé de 1,2 million en 1993 à 2,8 millions en 1998 et devrait atteindre 3 millions cette année, une domiciliation dans un quartier réputé difficile suffit à barrer la route d'une entreprise. *« Le phénomène de ghettoïsation a fait son œuvre ! »*, s'est exclamé M. Bartolone. Ce phénomène n'est pas neuf, mais, porteur d'explosion sociale, il est redouté par le gouvernement. *« On accepte mal que le train passe à côté de soi sans pouvoir monter dedans »*, a reconnu Mme Aubry, qui a incité l'ANPE à ne *« plus fermer les yeux »* sur les offres discriminatoires et à porter ces dernières *« devant les tribunaux »*.

L'objectif étant de *« conjuguer un traitement plus individualisé avec le traitement de masse »*, en 2000, les contrats de ville devront disposer d'équipes *« emploi insertion »* constituées autour de l'ANPE *« qui fournira au moins un agent »* par équipe et *« sa logistique informatique »*. L'agence teste par ailleurs une nouvelle méthode de placement, qui consiste à proposer des *« aptitudes »* plutôt que des diplômes. Les programmes Trace et « nouveaux départs » en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée seront aussi renforcés. Selon Mme Aubry, 50 % des 630 000 bénéficiaires sont, au bout de quatre mois, sortis de l'ANPE ou ont *« retrouvé un travail de plus de 78 heures »*. En 2000, le gouvernement fera un *« effort considérable »* en augmentant de 10,3 % les subventions de l'ANPE.

Isabelle Mandraud



LeMonde Job: WMQ1109--0008-0 WAS LMQ1109-8 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:02 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0008 Lcp:700 CMYK

SECTES La polémique sur l'influence de l'Eglise de scientologie en France et le statut des sectes rebondit à quelques jours du procès pour *« escroqueries »* intenté à Marseille contre sept scientologues. ● A MARSEILLE, une inspection a débuté pour expliquer la destruction de nombreux scellés dont certains concernaient la Scientologie. ● À PARIS, l'hypothèse d'un vol est avancée pour expliquer la disparition d'une partie du dossier, instruit depuis 1989 sur plainte d'anciens adeptes. ● LA SCIENTOLOGIE, qui compte 5 000 adeptes en France selon la police, tente en vain de se faire reconnaître comme une religion. ● UN RAPPORT parlementaire rédigé sous la présidence du député Jean-Pierre Brard estime que le phénomène sectaire *« a perdu en spiritualisme ce qu'il a gagné en mercantilisme »*. ● LES AUTORITÉS AMÉRICAINES tolèrent, depuis 1994, les activités de la Scientologie.

Plusieurs affaires judiciaires relancent le débat sur la Scientologie

Alors que la disparition des pièces judiciaires à Marseille et à Caen se révèle apparemment le fruit d'« erreurs matérielles », Elisabeth Guigou a estimé qu'il fallait empêcher les sectes « de nuire ». En réponse, le président de la Scientologie aux Etats-Unis a adressé des menaces publiques à la ministre

LE DÉBAT sur l'Eglise de scientologie est relancé. En quelques jours, deux affaires de pièces judiciaires manquantes – à Marseille et à Caen –, ont provoqué des polémiques sur cette secte qui compterait environ cinq mille adeptes en France. Interrogée sur RTL, jeudi 9 septembre, la garde des sceaux, Elisabeth Guigou, a déclaré : *« On sait que ces sectes, celle-ci en particulier, sont extrêmement puissantes. Elles sont fondées sur des réseaux économiques et des réseaux d'argent qui leur donnent des moyens d'action considérables. Elles abusent des gens faibles, crédules, qui sont en situation d'infériorité ou de fragilité pour des raisons personnelles, professionnelles, familiales. Et je pense (...) qu'il faut les empêcher de nuire »*. Mme Guigou a ajouté, à propos des scientologues éventuellement employés dans la fonction publique : *« Il y a certainement des gens qui se sont laissé abuser »*.

Ces propos ont suscité une vive réaction au siège de la Scientologie, aux Etats-Unis. Dans un communiqué rendu public à Los Angeles, son président, Heber Jentzsch, a indiqué qu'il tenait *« la ministre personnellement responsable de tout tort dont tout membre de la communauté scientologue pourrait être victime du fait de ces déclarations »*.

Ce débat, récurrent, a été relancé par l'annonce d'une destruction de pièces afférentes à des dossiers ouverts contre sept scientologues devant être jugés à Marseille du 20 au 22 septembre pour *« escroqueries »* (*Le Monde* du 9 septembre). Deux inspecteurs de l'inspection générale des greffes ont débuté, jeudi, l'enquête réclamée par la chancellerie. Ils ont interrogé le président et le procureur du tribunal ainsi que le greffier en chef et les fonctionnaires du greffe qui, en novembre 1998, ont procédé à la destruction des scellés saisis huit ans plus tôt dans les locaux de l'Eglise de scientologie.

PURGE ANNUELLE

Une cinquantaine de documents – dossiers d'adeptes sous forme de cahiers à spirale, livres, bribes de comptabilité – ainsi que deux électromètres (appareils de mesure des émotions, selon la secte) ont été incinérés dans un lot de plus de trois tonnes de scellés devenus propriété de l'Etat. Cette purge annuelle concernait 1 779 affaires classées ou jugées depuis plus de trois ans. *« Je suis convaincu que cet acte aberrant est une erreur »*, a déclaré au *Monde* Francis Fréchède, le procureur de la République. Aucun élément ne pouvant laisser penser à un acte volontaire de malveillance, il n'a pas ouvert d'enquête préliminaire. Une *« vérification interne »* a d'ailleurs déjà été menée en juin, lorsque le président et le procureur ont été alertés de la destruction.

La fiche recensant les pièces indiquait qu'un jugement avait été rendu le 23 janvier 1995. Aucune demande de restitution n'ayant été ordonnée, le greffe avait donc strictement appliqué le cadre de procédure pénale *(lire ci-contre)*. En fait, la fiche comportait une erreur : elle ne précisait pas qu'un appel avait été formé contre ce jugement qui, de plus, n'était pas une décision sur le fond mais un simple renvoi. *« L'erreur des employés du greffe est donc explicable du début à la fin ; il y a une logique dans cette erreur »*, indique-t-on au parquet. L'original du dossier était gardé dans une armoire forte, à côté d'autres dossiers sensibles. Les pièces détruites n'avaient été consultées par les parties durant les neuf ans d'instruction.

Au palais de justice, personne ne saisit donc l'intérêt qu'aurait pu avoir quelqu'un à faire détruire des *« preuves inutiles »*. Selon M. Fréchède, *« ce dysfonctionnement du greffe ne changera rien au procès »*. Ces explications ne satisfont pas l'un des avocats des parties civiles. Selon Me Jean-Michel Pesenti, *« les obstructions au bon déroulement des procédures sont chose courante dans les affaires de Scientologie. Même si une condamnation intervient, elle est d'ores et déjà émoussée par cette affaire »*.

Un second cas de pièces manquantes a été signalé, jeudi 9 septembre, entre Verdun et Caen.

« RIEN DE ROMANESQUE »

Cette affaire semble toutefois liée à une erreur de transmission de pièces. Eric Enquebecq, avocat général à la cour d'appel de Caen, évoque une *« simple erreur matérielle, rien de romanesque »*. Mieux : alors qu'un avocat nancéien avait affirmé, jeudi, que 110 pièces mettant en cause la secte avaient disparu au cours d'une transmission de procédure entre Verdun et Caen, le magistrat assure qu'*« aucune pièce n'a disparu »* et que *« rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que la Scientologie ait quoi que ce soit à voir avec ce dossier »*.

L'affaire elle-même commence en 1991, par une plainte pour *« séquestration »* déposée à Verdun. Elle vise deux femmes, Michèle et Lucienne de Bouvier de Cachard, qui affirment avoir voulu sauver leur fille et nièce, Anne-Catherine, de l'influence de son mari, qu'elles disent scientologue. En avril 1995, la cour d'appel de Nancy annule la plupart des pièces de procédure pour vice de forme. L'année suivante, le magistrat rend un non-lieu. Entre temps, le dossier a rebondi à Caen. Fin 1994, alors que la jeune femme s'apprête à donner un cours à l'université de la ville, ses deux parentes font irruption afin, dit-elle, de l'enlever. Nouvelle plainte, nouvelle nomination d'un juge d'instruction : le magistrat réclame, à Verdun, la copie du dossier.

Inutilisables légalement, les pièces frappées de nullité par la cour d'appel de Verdun ne sont pas transmises, conformément au code de procédure pénale. En janvier, Alain Behr, l'avocat des sœurs de Bouvier, découvre que 106 cotes manquent.

Que s'est-il exactement passé ? Oubli ? Perte ? Le parquet de Caen assure n'avoir jamais reçu les pièces réclamées. Le procureur de Verdun, Thierry Villardo, affirme que les pièces encore valables sont *« mineures »*. À Verdun, on exclut toute malveillance mais on reconnaît avoir commis *« une faute »* : lorsqu'en avril 1999, le parquet de Caen a une nouvelle fois réclamé les fameuses pièces, elles n'ont pas été transmises par le greffe de Verdun. *« Dès demain, ce sera chose faite »*, promet le procureur.

Nathaniel Herzberg et Luc Leroux à Marseille

Réglementation stricte pour la destruction des scellés

La destruction des scellés dans un dossier judiciaire, effectuée par le service des greffes des tribunaux, est une procédure strictement réglementée. Les scellés ne sont ainsi détruits qu'une fois le jugement devenu définitif. Selon le Syndicat des greffiers de France, le greffier responsable établit une liste très précise des pièces à détruire, mentionnant les procédures auxquelles elles sont liées, les éventuels appels et pourvois en cassation. Cette liste est ensuite signée par le greffier en chef, puis contresignée par un membre du parquet.

Véritables cavernes d'Ali Baba, les services des scellés conservent des objets aussi variés que des armes, des stupéfiants, des roues de vélo, des autoradios, etc. La loi sur l'efficacité de la procédure pénale, définitivement adoptée le 9 juin, a ramené de trois ans à six mois le délai au-delà duquel ces objets deviennent propriété de l'Etat, et sont soit vendus, soit détruits.

A Paris, l'amputation du dossier d'instruction a perturbé le cours de la justice

POUR ÉVITER de nouveaux déboires, une copie de ce qui reste du dossier d'instruction ouvert à Paris contre la Scientologie dort désormais dans un coffre-fort de la présidence du tribunal de grande instance. Il faut dire que cette disparition de pièces, découverte en octobre 1998, constitue le plus grave des incidents judiciaires dont a profité la secte en France. La volatilisation d'une partie du dossier instruit par la juge Marie-Paule Moracchini a considérablement contrarié la procédure pour *« escroquerie »* et *« exercice illégal de la médecine »* engagée, dès 1989, à la suite de plaintes d'anciens adeptes.

Croyant déceler une inertie à l'instruction, les victimes avaient fini par obtenir, en 1998, que la chambre d'accusation soit saisie afin de statuer sur le renvoi de l'affaire devant un tribunal. La juge Moracchini avait alors transmis son dossier à la chambre d'accusation. Las... Sur les dix tomes censés le constituer, on a alors découvert qu'un tome et demi (la totalité du tome IX et une moitié du tome XIII) manquait à l'appel. La magistrate a assuré avoir remis l'intégralité de son dossier. Elle n'en avait conservé aucun double, malgré les obligations du code de procédure pénale.

Le mystère de cette disparition n'a toujours pas été dissipé. Vol ou dysfonctionnement majeur des services judiciaires ? La première hypothèse est crédible, dans la mesure où un tri a été opéré au sein du tome VIII : seules les pièces cotées D 1938 à D 1982 se sont volatilisées. Les avocats des scientologues se sont engouffrés dans la brèche pour réclamer l'extinction des poursuites. Depuis, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a demandé à plusieurs reprises au juge Moracchini de reconstituer son dossier. En vain. Le 24 juin, lors d'une énième audience, l'avocat général Jacques Schmelck a requis la désignation d'un nouveau juge qui reprendrait l'instruction. Le 29 septembre, la chambre d'accusation doit se prononcer sur le sort qui sera réservé au dossier.

« EXORBITANTE MANNE FINANCIÈRE »

« Aucune investigation financière poussée n'a été ordonnée dans cette affaire, alors que l'exorbitante manne financière brassée par la secte constitue le nerf de sa guerre », déplore Me Nikolay Fakiroff, avocat de la mère d'un jeune homme qui avait déposé plainte après avoir versé 1 million de francs à la secte. Les masses d'argent brassées par cette multinationale sont en effet considérables. En novembre 1995, l'Eglise de scientologie de Paris a ainsi été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce, à cause d'un passif portant notamment sur 42 millions de francs d'impayés au fisc.

A l'audience, les scientologues ont produit un chèque d'un montant équivalent. Le chèque, qui avait transité par une banque luxembourgeoise, a été refusé en raison de l'origine incertaine de ces fonds. Un mois après la liquidation de l'Eglise de Paris, une Eglise de scientologie d'Ile-de-France a pris sa place.

Erich Inciyan

Les trente propositions de la commission parlementaire présidée par Jean-Pierre Brard

LE PHÉNOMÈNE sectaire *« a perdu en spiritualisme ce qu'il a gagné en mercantilisme »* et *« sa nocivité s'en est accrue d'autant »*. Ce constat figure en introduction du rapport rédigé par Jean-Pierre Brard, député (app. PCF) de Seine-Saint-Denis, au nom de la commission d'enquête sur *« la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes, ainsi que sur leurs activités économiques et leurs relations avec les milieux économiques et financiers »*. Rendu public le 17 juin, ce rapport de 347 pages – adopté à l'unanimité des membres de la commission présidée par Jacques Guyard (PS, Essonne) – démontre l'opacité de mouvements *« passés maîtres dans l'art d'utiliser à leur profit des cadres juridiques instaurés à de toutes autres fins »*.

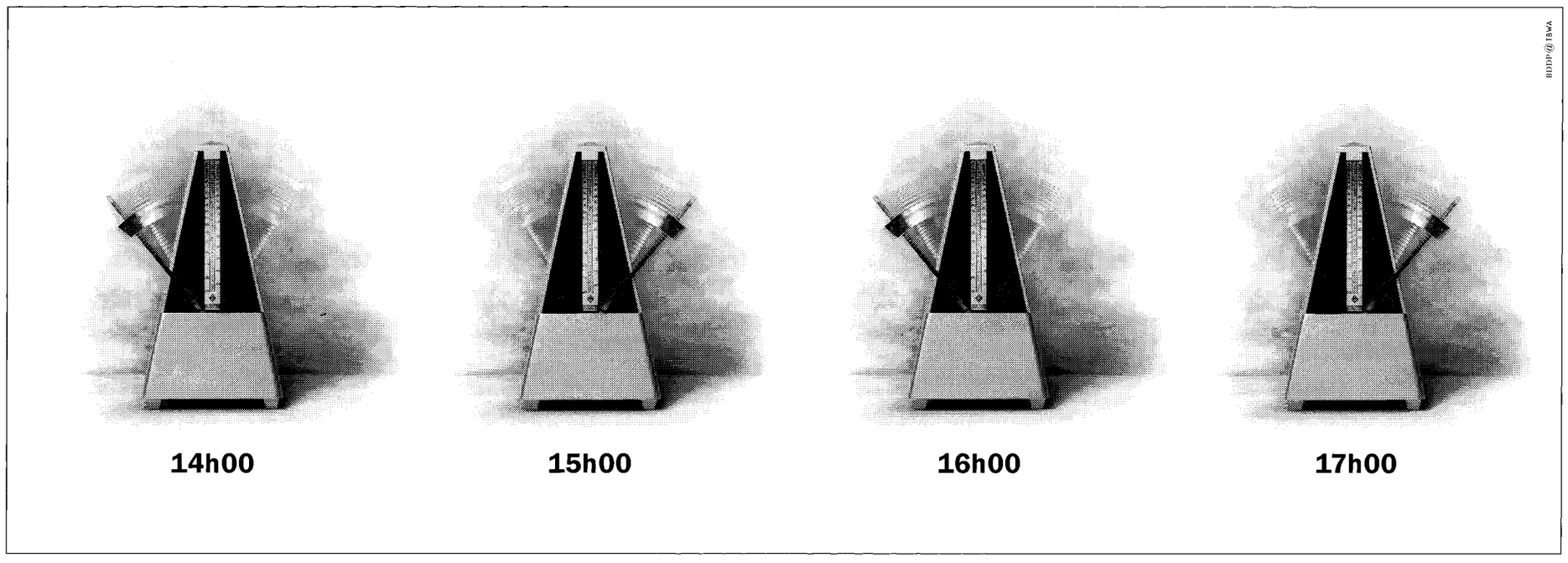
Bénéficiant, dans la plupart des cas, des avantages liés au statut d'association déclarée, parmi lesquels la présomption d'absence de lucrativité – qui entraîne l'application d'un statut fiscal privilégié –, les sectes recourent largement au bénévolat, ce qui leur offre un *« allègement considérable du coût de leurs activités »*. Le rapport souligne *« l'influence économique inquiétante »* des mouvements sectaires, très présents dans différents secteurs – commerce et distribution, formation professionnelle, développement personnel, éducation, médico-social. Ils font preuve, souligne le rapport, d'une *« exploitation habile des techniques commerciales »*.

« RAPPORT MORAL ET FINANCIER »

Selon le rapport, les deux sectes les plus riches sont les Témoins de Jéhovah (200 millions de francs annuels et un patrimoine de 1 milliard de francs) et l'Eglise de scientologie (budget de 60 millions de francs pour la France, de 300 millions en Europe). Le rapport explique, exemples à l'appui, comment les sectes ont recours à la fraude : infractions à la législation sociale, délits économiques et financiers et fraude fiscale, y compris dans leur dimension internationale.

La commission a adopté trente propositions : aménager le statut des associations en les obligeant, au-delà d'un certain budget (500 000 francs), à procéder à une assemblée générale annuelle et à établir un *« rapport moral et financier »* à l'intention de leurs adhérents ; rappeler aux préfets, par voie de circulaire, le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat inscrit dans la loi de 1905 ; aménager le financement de la vie politique pour éviter que des sectes puissent bénéficier de l'aide de l'Etat en présentant des candidats aux élections ; améliorer l'information et la formation des services de santé et faire désigner, par l'ordre des médecins, un représentant auprès de la mission interministérielle de lutte contre les sectes ; renforcer la réglementation de la formation professionnelle. Pour renforcer la lutte contre les fraudes, la commission proposait d'instaurer un *« délit de manipulation mentale »*, ou de créer, dans les cours d'appel, un poste de magistrat spécialisé dans les questions sectaires.

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon



LeMonde Job: WMQ1109--0009-0 WAS LMQ1109-9 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0009 Lcp:700 CMYK

Une pseudo-religion devenue une multinationale sectaire

LA SCIENTOLOGIE joue, auprès des opinions et des autorités judiciaires et policières, le rôle d'épouvantail qui était celui de la secte Moon dans les années 60. Cette multinationale sectaire déjoue les législations fiscales ou sociales, dispose d'armées d'avocats et de financiers dévoués, brasse des fortunes et s'abrite derrière des masques rituels. Par son vocabulaire et ses méthodes *« technologiques »*, elle affiche une touche de modernité qui manquait à Moon, mais elle lui ressemble par ses moyens massifs de communication et de pression sur les lieux de pouvoir. Elle affirme compter 30 000 adeptes en France – 7 millions dans le monde –, mais ils ne sont, en réalité, guère plus de 5 000 selon des sources policières.

Si nombre de groupes religieux ont évolué en simples « thérapies », la scientologie a fait le chemin inverse. Au départ, elle est issue d'un mouvement de contestation de la psychothérapie américaine né au début des années 50. Son fondateur, Ron Hubbard (1901-1986), passionné de science-fiction, incorpore à sa thérapie des éléments puisés à l'hindouisme et à d'autres traditions parallèles. Sa méthode, *La Dianétique* – l'ouvrage datant de 1950 a été vendu à plus de 10 millions d'exemplaires –, doit permettre à l'adepte, au moyen d'outils pseudo-scientifiques (l'*« électromètre »*, qui mesure les émotions), d'entreprises de *« purification »* (courses, sauna) et d'*« auditions »* répétées – et chèrement payées – de se libérer de ses névroses.

Elle vise la recherche d'un bien-être personnel (état de *« clair »*, atteint par grades successifs) et d'une *« purification »* que la scientologie veut étendre, notamment par ses campagnes antidrogues, au monde entier. Pour se protéger d'un corps médical hostile et bénéficier d'exemptions fiscales, Ron Hubbard transforme la scientologie en une *« religion »* sans Dieu. Elle prend le nom d'Eglise, obéit à une organisation hiérarchisée, emprunte des rites liturgiques (mariage, obsèques, ordinations) et propose des enseignements et des prières. Mais les enquêtes montrent que cette dimension religieuse est perçue de manière marginale par les scientologues, qui gardent souvent leurs croyances d'origine.

En France, les premiers procès, qui remontent aux années 70, mettent déjà en cause ses méthodes de recrutement, d'embrigadement et de financement.

RÉPUTATION DE « PIEUVRE »

Dès 1983, dans le rapport parlementaire d'Alain Vivien, la scientologie est qualifiée de secte nocive, coupable d'infiltrations dans les écoles, les administrations, les médias. Cette réputation de *« pieuvre »* va s'amplifier au fil des ans. Quinze ans après, en 1998, le rapport d'Alain Gest et de Jacques Guyard (PS) qualifie la scientologie de *« fer de lance des sectes psychanalytiques »* et dénonce ses dérives sectaires tragiques (*« démences, suicides »*).

A la suite du procès de 1997 à Lyon qui met en cause ses responsables régionaux, condamnés pour escroquerie, la Scientologie crie victoire. Dans un arrêt rendu le 28 juillet 1997, à la stupeur générale, la cour d'appel de Lyon affirme que l'Eglise de scientologie peut *« revendiquer le titre de religion et développer en toute liberté ses activités, y compris missionnaires, voire de prosélytisme »*. Mais l'Eglise déchante vite. Le parquet se pourvoit en cassation et, dans un arrêt du 30 juin, la Cour de cassation estime qu'il n'appartient pas au juge de se prononcer sur le caractère de religion d'une association.

En dépit des procès répétés et d'une réputation sulfureuse, forte des amicales pressions américaines, l'Eglise de scientologie continue de militer en France pour se faire reconnaître comme religion. Elle souhaite être considérée comme une association « cultuelle » (selon la loi de 1905), pouvant bénéficier d'exemptions fiscales, de legs et de dons, mais ses demandes ont toujours été refusées. Cette qualité est reconnue par le ministère de l'intérieur, en fonction d'une jurisprudence établie par le Conseil d'Etat autour de critères de respectabilité, d'universalité et de respect de l'ordre public. Mais ces critères ne suffisent plus pour déterminer les « bons » ou les pseudo-groupes religieux. Le rapport parlementaire de 1996 avait préconisé la création d'un haut conseil des cultes, consulté sur les demandes de reconnaissance. Ce projet est resté lettre morte.

H. T.

Entre tolérance et lutte active, Etats-Unis et Allemagne ont adopté des attitudes opposées face à la Scientologie

Les Américains viennent une nouvelle fois de critiquer l'Europe pour son hostilité aux sectes

WASHINGTON et BERLIN
de nos correspondants

Dans un rapport sur la liberté religieuse à travers le monde, rendu public jeudi 9 septembre, le département d'Etat américain vient de critiquer l'attitude de gouvernements européens – dont la France – envers les sectes, et en particulier les scientologues. L'ambassadeur Robert Seiple, responsable du dossier, a exprimé au *Monde* son *« inquiétude »* à propos des *« mesures vagues utilisées de manière vague pour ternir l'image de groupes honorables et sans tache »* et contre *« la guerre menée en France contre les sectes »*, terme qu'il récuse car inutilement péjoratif.

Depuis 1994, Washington s'en prend non seulement aux pays où l'on persécute certaines religions mais aussi à ceux qui *« poursuivent une politique qui conduit à la stigmatisation des religions minoritaires »*, selon M. Seiple. La première cible a été l'Allemagne, accusée de discrimination. Cette évolution de l'année 1994 est consécutive à l'accord intervenu entre l'Eglise de scientologie et l'IRS, le fisc américain. Dans un pays où la liberté religieuse est profondément enracinée, les autorités n'ont ni le pouvoir ni le désir de réglementer. Selon les critères de l'IRS, seul habilité à délivrer la reconnaissance officielle, les organisations religieuses peuvent être reconnues comme pouvant bénéficier d'une exemption fiscale si leur foi est *« véritable et sincère »*, et si elles ne se livrent au commerce de services et d'objets que de manière marginale.

TROIS ANNÉES DE NÉGOCIATIONS

Après vingt-six années de guerre ouverte et trois années de négociations avec l'IRS, les scientologues sont parvenus à obtenir cette autorisation. Selon les termes de l'accord, la Scientologie abandonnait ses plaintes et le fisc ses poursuites tout en accordant une exemption fiscale. En échange, les scientologues ont versé 12,5 millions de dollars et accepté un contrôle de leur bonne foi fiscale jusqu'à la fin de 1999. Jusqu'alors l'IRS, soutenu par les tribunaux, avait refusé ce statut à la secte à la *« nature commerciale »* et aux *« procédures financières à peu près incompréhensibles »*, selon un jugement cité par le *New York Times*. L'accord, qui avait surpris, avait été précédé d'une campagne de presse de la Scientologie contre le fisc. Le coût de procès, les menaces, voire l'utilisation de relations bien placées, ont peut-être contribué à décourager l'IRS. Depuis, la presse a souvent dénoncé les agissements des scientologues. La Scientologie a contesté certaines allégations, en a regretté d'autres et gardé son statut religieux.

En Allemagne, les autorités combattent en revanche activement l'Eglise de scientologie, considérée non comme une religion mais comme une entreprise à buts lucratifs et aux intentions non démocratiques. Cette chasse a été lancée par le gouvernement chrétien-social (CSU) de Bavière, fin 1996. Celui-ci a déclaré *persona non grata* dans la fonction publique tout membre de l'Eglise de scientologie. En mai 1997, les ministres de l'intérieur des Länder d'Allemagne ont décidé de faire surveiller l'organisation par les renseignements généraux.

En moins de trois ans, selon les renseignements généraux, le nombre des adeptes de la Scientologie en Allemagne serait passé de dix mille à moins de six mille, et la secte aurait perdu beaucoup de son influence. En août 1999, le directeur des renseignements généraux de Rhénanie du Nord-Westphalie, Fritz Achim Baumann, a déclaré que la puissance économique de la secte avait été *« fortement surestimée »* et qu'il n'avait pas d'informations sur un noyautage de l'économie allemande ou une mise en œuvre concrète d'un plan visant à saper la démocratie. Sa position reste pour l'heure minoritaire en Allemagne. Même si le dossier n'est plus aussi brûlant qu'il y a deux ans, les autorités allemandes ne comptent pas relâcher leur surveillance.

Patrice de Beer et Arnaud Leparmentier

TROIS QUESTIONS À...

CHRISTIAN BATAILLE

1 Divers travaux parlementaires, et plus récemment l'affaire des scellés de Marseille, soulèvent le problème de l'infiltration des sectes dans les pouvoirs publics. Cette question ne se pose-t-elle pas, aussi, dans la franc-maçonnerie ? En tant que député (PS, Nord), président de la fraternelle parlementaire depuis 1997, et membre du Grand Orient de France, pensez-vous que l'on peut oser un parallèle ?

La dernière fois que l'on a proposé de supprimer la franc-maçonnerie, c'était sous Pétain ! La franc-maçonnerie n'est pas une secte. Elle se situe, tout au contraire, dans le combat pour la République : liberté, égalité, fraternité ! Non seulement elle ne la menace pas, mais elle la renforce. Il ne s'agit pas d'un lieu d'endoctrinement mais de tolérance. Le problème, c'est que des petits groupes, aux noms mystérieux, orientaux, se réclament de la franc-maçonnerie, alors qu'ils n'entretiennent avec elle qu'un rapport lointain, et en ternissent l'image.

2 Il n'y a donc jamais, par « solidarité maçonnique », de tentative pour bloquer une loi ou favoriser l'élection d'un haut personnage de l'Etat ?

Ceux qui véhiculent cette idée sont extérieurs à la fraternelle parlementaire. Pour ma part, je n'ai jamais fait appel à un réseau quelconque. La période historique de la franc-maçonnerie parlementaire remonte à la fin du dix-neuxième et au début du vingtième siècle. On a eu, alors, des présidents de la République ou des ministres franc-maçons. Mais, que je sache, ni Chirac ni Jospin n'en sont.

3 Comment définiriez-vous le rôle de la fraternelle parlementaire ?

C'est un lieu de rencontre et de synthèse, qui rassemble des députés et des sénateurs de diverses obédiences et sensibilités politiques. Il y a des différences entre un RPR et un socialiste, mais l'on peut se retrouver sur la laïcité, ou sur les grands sujets internationaux. Si les franc-maçons choisissent la discrétion, en France, c'est qu'ils ont été persécutés dans le passé. Dans les pays anglo-saxons, les loges franc-maçonnes côtoient les enseignes de coiffeurs, dans la rue...

Propos recueillis par Clarisse Fabre

Lutte contre les sectes et défense des libertés

LA LUTTE contre les sectes est un terrain miné pour les Etats démocratiques. La France se fait montrer du doigt, notamment par les Américains, pour son excès de sévérité, mais forte de sa tradition laïque, d'associations dévouées à la protection des victimes et de médias vigilants, elle garde un cap qui protège les libertés (culte, association, réunion) et traque tout atteinte sectaire à l'ordre public, aux droits des mineurs, aux lois fiscales ou sociales.

ANALYSE

En l'absence de critères de « dangerosité », les risques d'arbitraire existent

De gauche comme de droite, les gouvernements répètent qu'une législation spécifique contre les sectes est inutile. Pour un motif de bon sens : l'arsenal policier et judiciaire existe. Encore faut-il l'appliquer dans toute sa rigueur. Or, devant les ratés de la machine judiciaire, spontanés ou provoqués, à Paris ou à Marseille, des voix se font à nouveau entendre pour aller plus loin. Pour interdire même l'Eglise de scientologie, quitte à nourrir les arguments de ceux qui les comparent aux juifs et aux francs-maçons sous la terreur nazie.

Les menaces ne manquent pas sur l'équilibre actuel entre chasse aux sectes et protection des libertés. Car les sectes redoublent d'agressivité. Elles sont de mieux en mieux équipées pour contourner les obstacles juridiques et financiers. Le paravent du *« religieux »* abrite des manipulations sophistiquées et des escroqueries juteuses. Et dans le *« gisement »* (Alain Vivien) des nouvelles thérapies et des entreprises de formation., elles prospèrent, masquées derrière des étiquettes innocentes.

Mais l'actuel climat de psychose antisectes a aussi ses limites. Il est entretenu par des élus qui cèdent à une émotion légitime après des drames comme celui de l'Ordre du Temple solaire (OTS). Puis par des cercles psychiatriques ou médiatiques où l'amalgame tient lieu d'investigation. Enfin par des associations antisectes, où il n'est pas rare de trouver les représentants d'une France « rationaliste » et d'une France « catholique » réconciliés pour défendre le « religieusement correct ». Les premiers sont présents parmi les rédacteurs des rapports parlementaires et au sein d'une association aussi active que le Centre Roger-Ikor. Les seconds se retrouvent plutôt dans les Associations de défense de la famille et de l'individu (ADFI), comme en témoignent la présence de prêtres ou de tracts (*« Jésus n'a pas voulu ça »*) distribués cet été en Bretagne.

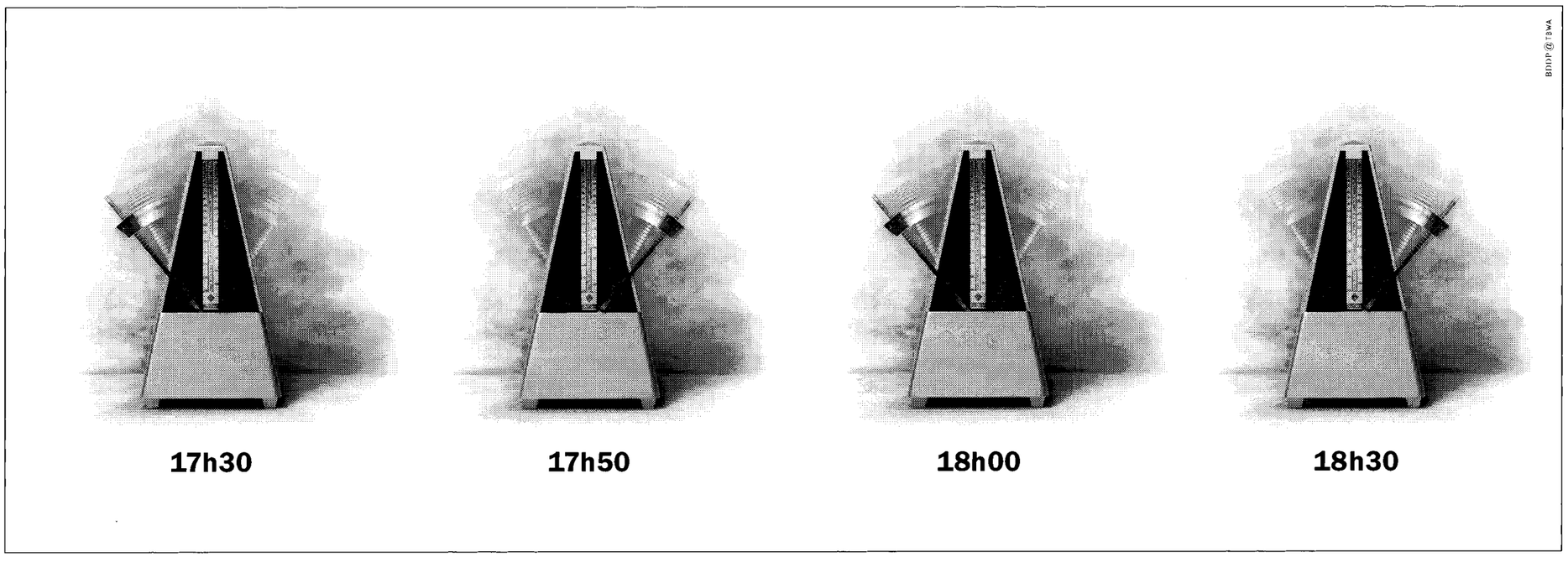
DÉFINITION JURIDIQUE

Contre le discours de stigmatisation des sectes, des avocats, des universitaires et des historiens tirent des sonnettes d'alarme. Aussitôt taxés de complicité, ils s'en prennent à des statistiques jugées fantaisistes, aux amplifications médiatiques, mettent en garde contre des informations qui ne viennent que des victimes. En l'absence de toute définition juridique de « secte » et de critères incontestables de « dangerosité », les risques d'arbitraire existent. Comment, par exemple, définir un délit de « manipulation mentale », comme certains le réclament ?

Ce débat s'est envenimé en France, le seul pays (avec la Belgique) à avoir publié une liste de 173 « sectes », dans le rapport Gest-Guyard de 1996. Etablie à partir de plaintes d'associations et d'investigations policières, sans valeur scientifique ni juridique, cette liste amalgame des sectes qui ont eu maille à partir avec la justice (comme l'OTS, la Scientologie ou le Mandarom) et des groupes thérapeutiques ou ésotériques parfaitement inoffensifs, comme la Rose-Croix ou l'anthroposophie.

A force de vouloir protéger des groupes minoritaires d'une critique excessive, on risque de tout blanchir. Mais la France « rationaliste » et la France « catholique » font face à la même montée de l'irrationnel, à la même éclosion de pratiques « sauvages » de médecine et de religion. Une politique de répression renforcée ne pourra jamais faire l'impasse sur le nécessaire travail d'éducation pour protéger les jeunes en particulier des propositions fumeuses qui prolifèrent sur le « marché du sens ».

Henri Tincq



LeMonde Job: WMQ1109--0010-0 WAS LMQ1109-10 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:41 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1909 Lcp:700 CMYK

Les caisses d'allocations familiales d'Ile-de-France tentent de justifier leurs dysfonctionnements

L'assurance-maladie connaît aussi des retards dans le traitement des feuilles de soins

Les présidents des huit caisses d'allocations familiales d'Ile-de-France ont tenté, jeudi 9 septembre, d'expliquer les dysfonctionnements qui perturbent depuis quelques mois le traitement des dossiers et le versement de certaines prestations sociales. Les syndicats de personnels, eux, mettent en cause la politique de réduction des effectifs, qui sont passés de 7 000 à 6 000 agents entre 1991 et 1997.

TOUT n'est pas si noir aux allocations familiales ! C'est le message que les présidents des huit caisses d'Ile-de-France ont voulu faire passer, jeudi 9 septembre, alors que la thrombose des dossiers constatée en juillet et en août commence seulement à se résorber et qu'il faudra encore quelques mois, de leur propre aveu, pour revenir à la normale (*Le Monde* daté 8-9 août). Qu'ils aient l'étiquette Medef, CFDT, CFTC, FO ou UNAPL (professions libérales), ils assurent cependant qu'*« il n'y a jamais eu de rupture de paiement pour les assurés dont les dossiers étaient complets »* et que le versement des minimas sociaux (RMI, allocation adulte handicapé, allocation de parent isolé) *« est resté prioritaire »*.

Au cours de l'été, le passage d'un système informatique propre à ces huits caisses d'allocations familiales (CAF) au système national Cristal utilisé dans les cent dix-sept autres a profondément désorganisé leur fonctionnement. De nombreux agents ont dû, ces derniers mois, suivre une formation de quinze jours pour s'adapter au nouveau logiciel, et une partie seulement d'entre eux a été remplacée pour traiter les dossiers du 1,7 million d'allocataires de la région parisienne (43,5 milliards de francs de prestations en 1999). A cela s'ajoute le surcroît de travail occasionné par le changement traditionnel, au 1er juillet, de certaines bases de calcul des prestations. Enfin, les CAF tournent à effectifs réduits durant l'été.

LE PROBLÈME DES EFFECTIFS

A Paris, les CAF ont été obligées, par exemple, de demander aux bailleurs sociaux d'avancer l'aide personnalisée au logement (APL) versée aux ménages modestes en attendant que le problème soit totalement résorbé en août. Pour répondre à l'urgence, les huit caisses ont pris des mesures d'urgence, comme la mise à disposition d'une centaine de techniciens supplémentaires, l'embauche de cinquante-cinq emplois-jeunes affectés aux guichets ou à l'accueil téléphonique, ou le recours aux heures supplémentaires. Des avances exceptionnelles ont été accordées aux personnes en grande difficulté.

Les gestionnaires des caisses se félicitent également d'avoir pu verser, autour du 25 août, les 1 600 francs de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) aux 333 000 enfants de moins de seize ans qui y avaient droit. Cela n'allait pas de soi, le gouvernement ayant décidé de l'accorder aussi, en 1999, aux familles modestes n'ayant qu'un enfant, ce qui a alourdi la tâche des agents des caisses. Redoutant d'être à nouveau sur la sellette au cas où le bogue informatique de l'an 2000 viendrait perturber le paiement des prestations dues au 5 janvier 2000, les gestionnaires des caisses envisagent de l'avancer aux derniers jours de 1999.

La crise actuelle n'a fait que révéler le caractère endémique du problème des effectifs des CAF, surtout dans les grandes métropoles, alors que le retour de la croissance n'a pas enrayé la montée de la précarité et que la charge de travail n'a cessé de croître avec la multiplication des bénéficiaires des vingt-cinq prestations gérées. Les agents doivent appliquer 15 000 règles de droit, vérifier 270 types d'imprimés et prendre en compte 250 faits sociaux ouvrant droit à une allocation dans un contexte de changement constant de la législation. Le tout avec des compressions d'effectifs qui, en Ile-de-France, sont tombés de 7 000 à 6 000 agents entre 1991 et 1997.

La fédération FO des employés et cadres a réclamé, jeudi, dans un communiqué, *« de l'argent pour financer de vraies embauches »*. Le problème se pose aussi dans les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM), dont l'informatisation (projet Sesam Vitale) a connu un démarrage difficile. Selon les responsables de la Caisse nationale d'assurance-maladie, soixante organismes affichent des retards de quinze jours à plus d'un mois dans le traitement des feuilles de soins.

Dans les CAF comme dans les CPAM, qui vont devoir gérer les six millions de bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU), certains directeurs redoutent une explosion sociale dans les mois qui viennent si le gouvernement se presse aussi lentement sur l'application des 35 heures.

Jean-Michel Bezat

La coopération franco-italienne renforce la lutte contre la Mafia sur la Côte d'Azur

Huit personnes interpellées depuis début 1999

NICE
de notre envoyé spécial

C'est un hôtel discret de Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes), loin du clinquant des grands palaces de la Côte d'Azur. Giovanni Tagliamento s'y était installé avec sa femme, après un séjour de quelques mois à Monaco. Il s'était fabriqué une fausse identité, grâce à des documents volés dans une préfecture italienne. Les gérants de l'établissement ignoraient son véritable nom. Dimanche 15 août, des policiers du service départemental de police judiciaire de Nice prennent discrètement position autour de l'établissement. L'interpellation s'effectue sans problème. Giovanni Tagliamento se laisse arrêter. Aujourd'hui écroué, il attend que la cour d'appel d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) se prononce sur son éventuelle extradition vers son pays d'origine.

L'homme est recherché en Italie, où les policiers le présentent comme un membre important de la Mafia napolitaine. Longtemps associé subalterne de Michele Zaza, un célèbre parrain de la Camorra, Giovanni Tagliamento serait désormais, selon les Italiens, un membre éminent du clan Altieri. Son nom avait été cité en 1990, lors de la tentative manquée de reprise du casino de Menton par des investisseurs en odeur de mafia.

Libéré et assigné à résidence à la fin de 1998 après avoir purgé une peine de quatre ans d'emprisonnement, il s'était enfui d'Italie, pour se réfugier en France, dans l'espoir d'y trouver une retraite tranquille. *« Aujourd'hui, dans son cas comme dans bien d'autres, la France obéit aux pressions italiennes,* proteste Luc Febbraro, l'avocat de Giovanni Tagliamento et de sept autres Italiens. *Tout est fait pour faciliter la collaboration, alors que dans le passé ce type d'extradition posait problème. Dans les années 80, la cour d'appel de Paris avait refusé celle de Michele Zaza pour association mafieuse, car ce délit n'existait pas en droit français. »*

« UNE SITUATION D'INSÉCURITÉ »

La Côte d'Azur a longtemps joué ce rôle de havre de paix pour les *« hommes d'honneur »* en délicatesse avec la loi de leur pays. Grands pontes ou sbires de la Camorra napolitaine ou de la N'Dranghetta calabraise, ils s'y tenaient tranquilles, évitant de commettre le moindre délit susceptible de troubler leur retraite. Les plus puissants continuaient à tirer dans l'ombre les fils de leurs affaires, tandis que les anonymes s'évertuaient à survivre grâce à l'aide de quelques compatriotes issus de familles du sud de la péninsule, qui ont émigré au début du siècle. Depuis quelques mois, le renforcement sensible de la coopération franco-italienne a mis à mal cette vieille stratégie. Sept personnes ont déjà été interpellées dans la région de Nice au cours des huit premiers mois de l'année.

Le cas de Giovanni Tagliamento a valeur d'exemple. Il était surveillé par les Italiens, qui ont pu le localiser, notamment par le biais d'écoutes téléphoniques. Naguère inutiles, ces informations ont été communiquées aux policiers français, grâce à l'officier de liaison italien installé à Nice depuis avril 1997. Il fait bénéficier la police française d'informations en provenance des trois services (la direction de l'investigation antimafia, la Guardia di Finanza et les carabiniers) impliqués dans la lutte antimafia. Elles permettent de faciliter les arrestations. *« L'intérêt pour nous, c'est de créer une situation d'insécurité permanente pour ces gens-là,* explique le chef de l'antenne de police judiciaire niçoise, *leur faire comprendre que nous ne sommes ni une terre d'asile, ni de repli, ni de planque. »*

AU PLUS HAUT NIVEAU

Pour une meilleure efficacité, la coopération franco-italienne est coordonnée au plus haut niveau. A Nanterre (Hauts-de-Seine), un groupe spécialisé de policiers rassemble de la documentation, échange en permanence des informations avec les Espagnols, les Allemands et les Italiens sur les dossiers de criminalité organisée. *« Nous cherchons à approfondir nos recherches sur les Italiens présents en France,* explique le commissaire divisionnaire Michel Quillé, responsable de ce service. *Qui les accueille ? Y a-t-il des filières organisées ? Les renseignements fournis par les Italiens s'améliorent. Toutes nos demandes obtiennent des réponses, à la différence de pays, comme la Russie par exemple. »*

Favorable à cette coopération renforcée, le parquet de Nice souligne cependant que les Italiens ont tendance à demander beaucoup. *« Après l'extradition, quand ils ont fait le tri, il ne reste pas toujours grand-chose »*, explique Didier Durand, le procureur adjoint. Le travail sur les opérations éventuelles de blanchiment d'argent sale mafieux sur la Côte d'Azur est, d'autre part, toujours aussi difficile. Début septembre, il n'y avait que deux dossiers d'instruction ouverts à ce titre à Nice. L'un visait un trafiquant d'héroïne installé à Miami qui avait acheté une villa dans le Var, l'autre un Italien suspecté pour les mêmes motifs, qui a été extradé vers son pays.

Pascal Ceaux

La brigade financière aurait établi une liste d'emplois fictifs à la MNEF

LES POLICIERS de la brigade financière auraient établi la liste d'une trentaine de personnes ayant touché des salaires de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) pour des emplois fictifs, selon *Le Parisien* du vendredi 10 septembre. Cette liste comprend Jean-Marie Le Guen, député (PS) de Paris, directeur médical à la MNEF jusqu'en 1993, déjà cité dans cette affaire dans un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur le fonctionnement de la MNEF, mais aussi Marie-France Lavarini, proche de Lionel Jospin, actuellement conseillère du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre.

En 1992, pendant dix-huit mois, Marie-France Lavarini aurait, selon *Le Parisien,* été salariée par la MNEF comme conseillère spéciale en communication d'Olivier Spithakis, alors directeur général de la Mutuelle. Les policiers de la brigade financière auraient longuement entendu deux responsables syndicaux de la MNEF, qui n'auraient *« jamais vu »* Mme Lavarini et qui, au sujet de Jean-Marie Leguen, auraient déclaré qu'il n'avait *« ni bureau ni téléphone »* dans les locaux de la Mutuelle.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le tueur en série Francis Heaulme a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle**, jeudi 9 septembre, par la cour d'assises du Pas-de-Calais, pour le meurtre d'un sexagénaire, dans la nuit du 4 au 5 janvier 1992 à Boulogne-sur-Mer. Le corps de la victime, Jean Rémy, 63 ans, avait été retrouvé le lendemain matin, portant les traces de cinq coups de couteau à l'abdomen et de plaies multiples au visage. Déjà condamné à deux reprises à la réclusion criminelle à perpétuité, en 1995 et 1997, ainsi qu'à vingt ans de réclusion pour des crimes commis en 1989 et 1991, il a été acquitté une fois, en 1997.

■ **CORSE : une perception des impôts de la commune de Brando, dans le nord de Bastia, a été la cible d'un attentat,** jeudi 9 septembre vers 23 h 30. L'explosion a causé de légers dégâts et n'a pas fait de blessés. L'attentat, qui n'a été ni revendiqué ni signé, intervient moins d'une semaine après la visite en Corse du premier ministre, Lionel Jospin.

LeMonde Job: WMQ1109--0011-0 WAS LMQ1109-11 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:02 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0011 Lcp:700 CMYK

Des gardes nationaux mettent en cause la formation des chasseurs

Alors que le dimanche 12 septembre marquera l'ouverture de la chasse dans le sud de la France, la question de la sécurité exacerbe les tensions. Les associations de protection de l'environnement réclament une réforme du permis ; les fédérations contestent l'ampleur de la fraude

DIMANCHE 12 septembre, jour de l'ouverture de la chasse dans une cinquantaine de départements du sud de la France, les amateurs de promenades dominicales de l'Aveyron risquent de devoir se choisir d'autres occupations... Deux lettres adressées, fin juin, au directeur de l'Office national de la chasse (ONC) par des gardes nationaux de la chasse, qui surveillent le déroulement des épreuves du permis de chasse, mettent en effet gravement en cause la formation reçue par les chasseurs du département. Dans un climat de tensions exacerbées entre les associations de protection de l'environnement et les milieux cynégétiques, ces documents illustrent un des *« problèmes aigus »* que le gouvernement entend régler par la concertation : celui de la sécurité. Ce problème a été occulté par les récents débats législatifs et les décisions de justice sur les dates d'ouverture et la chasse de nuit (*Le Monde* du 3 septembre).

Les deux lettres envoyées à l'ONC décrivent les conditions dans lesquelles la fédération départementale de chasse a fait passer, en juin, les épreuves de l'examen du permis de chasse, ouvert aux candidats âgés d'au moins seize ans. La première missive décrit le déroulement d'une épreuve pratique, au cours de laquelle les gardes ont pu noter l'*« absence quasi totale du matériel nécessaire et indispensable à une formation sérieuse sur le terrain »*. Les personnes chargées de la formation pratique n'ont pas traité certains sujets, comme *« le transport des armes, la sécurité, la prudence et les règles de correction en action de chasse »*, précise le document.

Plus grave : le même jour, les gardes nationaux furent témoins d'*« un incident de tir sur le stand »*, en l'occurrence le *« départ involontaire d'un coup de feu à munitions réelles, suite à la nervosité d'un candidat »*. L'épisode, sans conséquences, *« aurait pu être évité si les candidats avaient eu auparavant l'occasion d'être formés à des manipulations plus sérieuses »*, estiment les fonctionnaires, qui s'étonnent, par ailleurs, d'avoir vu un candidat se présenter à l'épreuve sans convocation et sans pièce d'identité, ce qui ne l'a pas empêché d'être accepté *« sans aucune difficulté de la part des responsables de cette formation »*.

Une semaine plus tard, les gardes assermentés surveillent la séance théorique de l'examen du permis de chasse. Parmi les candidats, cinq n'ont pas suivi la séance de formation pratique. Or il est nécessaire d'y participer avant de pouvoir se présenter à l'examen final, ce que leur font observer les fonctionnaires de l'ONC. *« Le directeur administratif de la fédération de chasse de l'Aveyron nous a contredit et a déclaré qu'il allait se débrouiller pour leur faire passer cette séance pratique »*, rapporte la seconde lettre transmise à l'ONC.

Les cinq candidats quittent alors la salle d'examen derrière un instructeur et reviennent une demi-heure plus tard, une attestation à la main, certifiant qu'ils avaient suivi la formation requise. *« Cette épreuve pratique s'est déroulée sur le parking d'un restaurant situé en face du siège de la fédération de chasse de l'Aveyron »*, ajoutent les gardes-chasse. *« Ces cinq candidats n'ont bénéficié d'aucune formation sérieuse,* concluent-ils. *Ils auraient dû en conséquence ne pouvoir se présenter qu'à l'examen du mois de septembre. »*

« NOMBREUSES MALVERSATIONS »

Pour Pierre Daillant, président de l'Union nationale des fédérations départementales de chasseurs, la fraude au permis de chasse est *« extrêmement difficile et ne peut se généraliser ». « Certains candicats ont pu être aidés partiellement, il y a trois ou quatre ans, dans quelques départements du Midi,* déplore-t-il. *Mais à 95 % c'est un phénomène qui n'existe pas. »* En revanche, le Syndicat national de l'environnement CFDT, majoritaire dans les établissements publics rattachés au ministère de l'environnement (ONC, parcs nationaux, agences de l'eau...), affirme que les témoignages des gardes-chasse de l'Aveyron viennent s'ajouter aux *« nombreuses malversations constatées depuis des années dans plusieurs départements »* : des cas de fraude ont déjà été constatés dans le Var, le Loir-et-Cher ou le Calvados, assure-t-il. Epreuves bâclées, examinateurs conciliants, réponses fournies aux candidats... le syndicat y voit la confirmation qu'*« un certain nombre de permis de chasse sont délivrés chaque année en toute illégalité, au plus grand profit des fédérations départementales de chasseurs »*, à qui l'ONC délègue la responsabilité d'organiser l'examen.

Une fois son permis en poche, le chasseur est en effet obligé d'adhérer à la fédération de chasse de son département, à qui il doit payer un timbre annuel variant entre 250 et 350 francs (38,1 à 53,3 euros). *« Avec la chute constante du nombre de permis de chasse délivrés, les fédérations ont intérêt à ouvrir le robinet »*, analyse Lionel Brard, membre de l'association France Nature Environnement. Une fédération de taille moyenne, qui compte aux environs de vingt mille permis, gère ainsi un budget qui dépasse 10 millions de francs. Celui-ci peut tripler dans certaines fédérations, comme celle de la Gironde, qui collecte les ventes de soixante mille timbres par an. *« Laisser aux fédérations départementales le soin de faire passer le permis de chasse, c'est comme si on permettait à l'Automobile-Club de France de faire passer le permis de conduire »*, ajoute le SNE-CFDT, qui accuse le gouvernement actuel de *« laisser perdurer des situations intolérables de non-droit »*.

« IMPÉRATIFS DE SÉCURITÉ »

L'intolérable, aux yeux des syndicalistes comme des associations de protection de la nature, consiste surtout à laisser filer dans la nature des porteurs de fusil peu ou mal formés, quand les accidents de chasse sont meurtriers : la saison de chasse 1998-1999 s'est soldée par la mort de quarante personnes. Même si, la saison précédente, quarante-quatre personnes avaient trouvé la mort, le bilan dressé par l'ONC enregistre, avec deux cent cinquante-neuf accidents de toute nature, une augmentation de 17 % de leur nombre en un an. Si 89 % des victimes sont des chasseurs, les non-chasseurs victimes d'accidents sont *« en majorité touchés à la suite d'une infraction »*, dont des tirs en direction d'une maison ou d'un chemin. *« On peut toujours estimer qu'avec 1,4 million de chasseurs et des dizaines de millions de cartouches tirées, ce chiffre en lui-même n'est pas catastrophique »*, a déclaré Gérard Tendron, directeur de l'ONC, dans un entretien au *Figaro* du 9 septembre, avant de plaider pour la réforme du permis de chasse. *« Dès 2002, un nouvel examen devrait voir le jour,* annonce-t-il. *Il fera une part importante à la pratique avec des épreuves de tir à blanc, de parcours de chasse et de tir au sanglier courant. L'ensemble de ces épreuves sera éliminatoire. »*

De son côté, le député PS de Côte-d'Or, François Patriat, chargé par le gouvernement d'une mission de concertation pour résoudre les conflits de la chasse, place les *« impératifs de sécurité »* au cœur des discussions qu'il mène depuis deux mois avec les acteurs du monde cynégétique. *« Aucun sanglier au monde ne vaut la vie d'un homme,* rappelle aux présidents des fédérations de chasse cet ancien vétérinaire, chasseur de « cochons ». *L'espace rural appartient à tout le monde. A vous de convaincre les promeneurs du dimanche que les chasseurs ne sont pas là pour les braquer ni pour les insulter. »*

Alexandre Garcia

Une ouverture échelonnée

Le code rural, modifié par la loi du 3 juillet 1998, établit les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse.

● **Ouverture.** Dimanche 12 septembre, la chasse (lapins, sangliers, chevreuils, cerfs, faisans...) sera ouverte dans cinquante départements du sud de la France. Les chasseurs du Nord devront attendre le 26 septembre. La chasse aux oiseaux migrateurs dans le domaine public maritime, objet de toutes les polémiques, a débuté dès le troisième samedi de juillet dans quatorze départements : Calvados, Charente-Maritime, Eure, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Landes, Loire-Atlantique, Manche, Nord, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Seine-Maritime et Somme. Ces départements ont été suivis, le quatrième dimanche de juillet, par l'Aisne, le Gard, le Morbihan et l'Oise pour la chasse aux canards de surface. Pour les autres départements du domaine maritime, l'ouverture s'est étalée du premier samedi au quatrième dimanche d'août.

● **Fermeture.** Le code rural impose une clôture générale de la chasse le 1er février. Seul le gibier d'eau peut ensuite être chassé : les dates de fermeture sont échelonnées, selon les espèces, du 31 janvier aux *« derniers jours de février »*.

Des députés veulent légaliser la chasse de nuit

Des députés UDF et RPR viennent de déposer deux propositions de loi sur la chasse de nuit, dont l'une reprend mot pour mot un texte adopté à l'unanimité par le Sénat le 23 juin, malgré l'opposition du gouvernement, représenté par la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet. Le texte, signé par vingt-quatre députés RPR, demande l'officialisation de la chasse de nuit, *« qui a toujours bénéficié de dérogations depuis plus d'un siècle ». « Il convient, dans l'attente d'une réflexion globale sur ce sujet, de rétablir les conditions d'un développement harmonieux de la prochaine saison de chasse au gibier d'eau dans les départements où ce mode de chasse est une véritable tradition »*, estiment les signataires. De leur côté, neuf députés UDF, au premier rang desquels Charles de Courson (Marne), ainsi que Jacques Barrot (Haute-Loire), retiennent les mêmes motifs, en estimant que *« les réponses de la ministre restent insatisfaisantes »*, en particulier sur la chasse de nuit.

DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE : Alain Audoubert, maire (PCF) de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), a dénoncé**, jeudi 9 septembre, la décision du Syndicat de traitement des ordures ménagères (Syctom), regroupant 90 communes d'Ile-de-France, dont Paris, d'engager les travaux de construction d'un incinérateur de déchets sur sa commune. Il appelle à une manifestation, le 16 septembre, contre ce projet d'une capacité de 415 000 tonnes par an, jugé surdimensionné par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Le plan d'élimination des déchets ménagers du Val-de-Marne est en cours de réexamen.

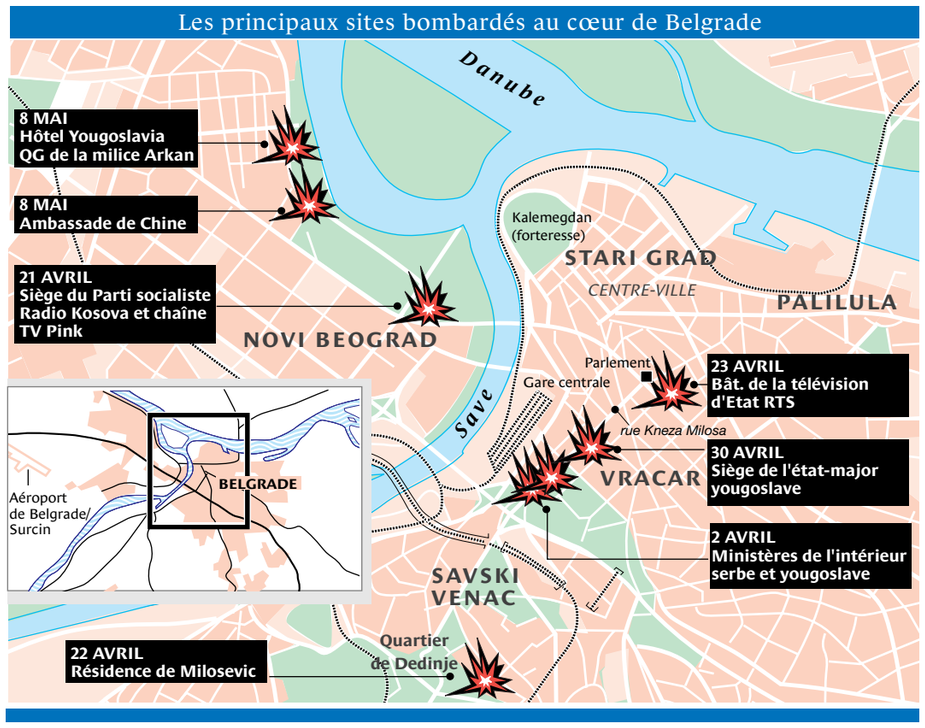
■ **POLLUTION : les automobilistes circulant vendredi 10 septembre dans l'Essonne devaient observer** une réduction de 20 km/h des vitesses autorisées, en raison d'un pic de pollution à l'ozone qui a entraîné, jeudi 9, le déclenchement du *« seuil d'information »* dans le sud de l'Essonne et des Yvelines, a indiqué Airparif, l'organisme de surveillance de la qualité de l'air pour la région parisienne. Le niveau 2 de pollution à l'ozone a également été dépassé dans l'agglomération toulonnaise (Var) et dans le nord-est des Bouches-du-Rhône, selon Airmaraix, l'organisme équivalent pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

LeMonde Job: WMQ1109--0012-0 WAS LMQ1109-12 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 08:49 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1911 Lcp:700 CMYK

Une chape de silence en Serbie

Slobodan Milosevic a fait état de « 462 soldats et 114 policiers » serbes tués à l'issue des bombardements. L'OTAN chiffre à « environ 5 000 » les victimes parmi les forces de sécurité yougoslaves, auxquelles il conviendrait d'ajouter environ 1 500 civils. Tandis que l'opposition manifeste, que les tensions sociales s'aggravent, le régime de Belgrade garde le secret sur le bilan réel de la guerre. Notre reportage à Kragujevac, ville de 200 000 habitants, siège des automobiles « Yugo », montre une cité à l'économie paralysée par les bombardements et les pénuries, où 20 000 réfugiés serbes du Kosovo et près du tiers de la population survivent grâce à l'aide humanitaire

Les principaux sites bombardés au cœur de Belgrade



LES morts en Serbie, après les bombardements de l'OTAN et la guerre du Kosovo, seront-ils un jour comptés ? Le seul document élaboré par des experts indépendants et évaluant les conséquences du conflit dans la république (hors Kosovo) est consacré aux destructions matérielles. Ce texte, « Bilan final », préparé par une association d'économistes, le Groupe des dix-sept, a été publié fin juin. Concernant les victimes de la guerre, on y trouve seulement une note en bas de page : *« D'après les déclarations officielles faites par les autorités yougoslaves durant le conflit, environ 3 300 personnes ont été tuées, dont 1 500 civils, tandis que plus de 15 000 personnes ont été blessées. Par la suite, ces chiffres officiels ont été considérablement révisés à la baisse en ce qui concerne le nombre de soldats et de policiers tués. »* Le rapport ajoute : *« D'après l'OTAN, environ 5 000 membres des forces de sécurité yougoslaves ont été tués, ce qui donnerait un total de 6 500 morts pendant la guerre. »*

Le 10 juin, alors que les frappes aériennes venaient de cesser, Slobodan Milosevic félicitait son armée et annonçait le bilan officiel des tués : *« 462 soldats et 114 policiers »*, affirmait-il. Dans un Livre blanc dénonçant les *« crimes de l'OTAN »* en Yougoslavie, présenté début septembre, les autorités yougoslaves parlent en outre de 2 500 morts, *« 80 % des victimes étant des civils »*. Nombreux sont ceux qui mettent en doute ces chiffres.

« Nous sommes dans l'obscurité. On peut bien sûr douter du bilan donné par les militaires, et aussi du nombre de victimes civiles avancé par le gouvernement, dit, à Belgrade, un représentant de l'opposition démocratique, Zarko Korac. *Mais comment se procurer une autre évaluation ? »* Même dans les villes tenues par l'opposition, ces informations sont tenues secrètes. A Kragujevac, une organisation de défense des droits de l'homme s'est heurtée au mur de silence des autorités lorsqu'elle a tenté, simplement, de savoir combien de jeunes appelés de la ville étaient morts au Kosovo.

La censure militaire a contribué au mystère : les journaux avaient reçu la consigne de ne publier aucun faire-part de décès de soldat ou de policier. Ces faire-part commencent aujourd'hui tout doucement à apparaître, des familles s'aventurant ici ou là à signaler par un petit encart la disparition d'un fils tué deux mois auparavant. Etablir un vrai bilan de cette guerre est un exercice à haut risque pour le régime de Milosevic. Saura-t-on jamais combien de jeunes appelés sont morts dans des bombardements de lieux non militaires ? Ce serait pour les autorités avouer que l'armée, en s'éparpillant hors des casernes, notamment dans des écoles, avait fini par prendre les habitants comme boucliers humains. La propagande préfère jouer l'amnésie, brodant sur le thème de la *« victoire »* remportée et de *« l'immense effort de reconstruction »* entrepris. Certains, dans les rangs de l'opposition, avancent que bon nombre de soldats seraient tombés lors des combats contre l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, et non pas tant à cause des bombardements. A Belgrade, une source dans l'administration, souhaitant l'anonymat, a indiqué que 4 500 noms de soldats décédés avaient été enregistrés à l'Académie militaire, l'un des principaux hôpitaux du pays.

Tandis que l'opposition manifeste, que les tensions sociales s'aggravent et que des élections anticipées sont mentionnées, le régime fait le gros dos et se garde bien de faire l'étalage des vies humaines perdues dans ce conflit. Dans plusieurs villes du sud de la Serbie, des « parlements de citoyens » – phénomène nouveau apparu durant les bombardements – avaient après tout réussi à briser l'hégémonie du pouvoir en le questionnant, notamment, sur le nombre des victimes : *« Est-ce notre guerre ou celle de Milosevic ? »*, interrogeaient-ils.

Pour le compte de « Action Yougoslavie », un regroupement d'ONG indépendantes, un militant de l'opposition à Belgrade, le professeur Milos Nikolic, a rédigé en juin un rapport intitulé « Evaluation préliminaire des conséquences de l'agression de l'OTAN sur la Yougoslavie ». Il y énumère les *« bombardements dans lesquels plus de dix civils ont été tués »* (en Serbie, hors Kosovo). Le 6 avril, à Aleksinac, un quartier résidentiel est bombardé *« par erreur »* par l'OTAN : 17 morts et plus de 30 blessés. Le 12 avril, un train de voyageurs est touché au moment où il passe sur un pont à Grdelica : 55 tués. Le 23 avril, le bâtiment de la télévision d'Etat RTS à Belgrade est frappé : 17 morts. Le 27 avril, un bombardement dans le centre de Surdulica fait 20 tués, dont 12 enfants. Le 7 mai, à Nis : 15 morts et 60 blessés. Le 30 mai, un projectile s'abat sur le pont de Varvarin, un jour de marché : 11 morts, 40 blessés et 6 disparus dans la rivière. L'OTAN a parlé à ces occasions de *« dommages collatéraux »*, sauf pour le bombardement de la télévision, considéré par l'Alliance comme cible légitime. A ce jour, aucune liste précise de toutes les victimes civiles des frappes aériennes n'a été publiée.

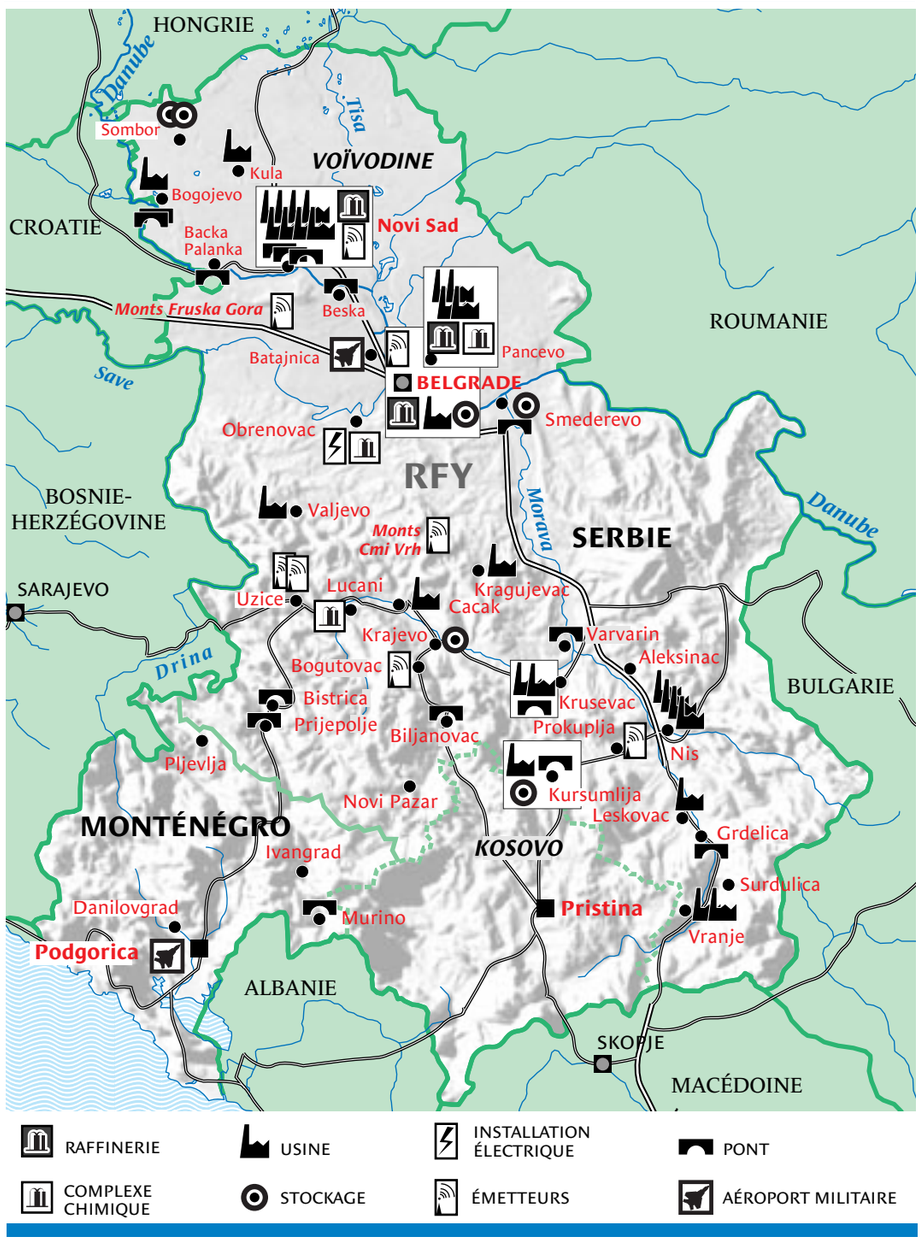
Les destructions matérielles causées par la guerre ont, elles, été énumérées. Selon le Groupe des dix-sept ont été endommagés ou détruits : plus de quarante-cinq ponts (les plus importants étant ceux de Novi Sad sur le Danube), un tiers de la capacité électrique du pays, deux raffineries (Pancevo, Novi Sad), une grande partie de l'industrie métallurgique, environ deux cents établissements scolaires, des hôpitaux, des bâtiments administratifs et gouvernementaux. L'appauvrissement brutal du pays est réel. Mais, sous un régime où les statistiques, surtout économiques, prêtent à discussion, l'évaluation des coûts est particulièrement aléatoire. Ainsi le bombardement des usines Zastava d'automobiles et d'armes légères, à Kragujevac, aurait-il officiellement causé des pertes de près d'un milliard de dollars. Or ces usines fonctionnaient depuis des années au ralenti et, de surcroît, la section consacrée à la production militaire n'a pas été détruite.

> Sous un régime où les statistiques, surtout économiques, prêtent à discussion, l'évaluation des coûts est particulièrement aléatoire

Quant aux conséquences politiques du conflit, elles restent à voir. Après douze années de pouvoir, quatre guerres perdues, le retrait militaire du Kosovo, le départ de quelque 170 000 réfugiés serbes de la province et une crise économique généralisée, Slobodan Milosevic devrait en toute logique être au plus mal. En plus de la contestation intérieure et des signes de défection dans son propre parti, le maître de Belgrade doit faire face à la fronde du Monténégro. La petite république, partenaire récalcitrant de la Serbie dans ce qui reste de Fédération, menace, depuis cette guerre, de déclarer son indépendance par le biais d'un référendum si une démocratisation n'intervient pas à Belgrade. Or, que l'Etat commun cesse formellement d'exister et Slobodan Milosevic, président fédéral, se retrouve aussitôt sans fonction. D'autant que depuis son inculpation pour *« crimes de guerre et crimes contre l'humanité »*, signifiée par le tribunal de La Haye pendant les bombardements, sa marge de manœuvre a rétréci.

Dina Petrovic

Principales destructions en Serbie (hors Kosovo) et au Monténégro



LeMonde Job: WMQ1109--0013-0 WAS LMQ1109-13 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 09:22 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0013 Lcp:700 CMYK

SASA STANKOVIC-STR/AFP

Samedi 17 juillet à Kragujevac, durant la première manifestation du parti de Vuk Draskovic, 15 000 personnes appellent à la démission de Slobodan Milosevic.

La lente agonie de Kragujevac, ville d'opposition

SUR l'autoroute filant de Belgrade vers le sud, soudain, une déviation. Le pont a été pulvérisé par les bombes. La chaussée s'arrête en plein vide. Deux mois après la guerre, le mal est réparé à la vavite. Des bulldozers ont frayé un passage à travers champs. Une couche de goudron a été posée. C'est du temporaire qui durera. La carcasse du pont, ses arêtes métalliques, sa ligne contortionnée demeurent. Plus loin, comme si de rien n'était, le péage fonctionne ! Quatorze dinars (quatre francs) sont prélevés par une dame qui voit passer de rares véhicules. L'essence est rationnée. Le pays est comme coupé du monde. Peu de camions, peu de voitures sur l'autoroute. Les panneaux affichent des destinations inaccessibles : Zagreb, Skopje...

La Serbie est recroquevillée sur elle-même. Depuis toujours, au cœur des Balkans, elle vivait du commerce. « *Sa prospérité*, a écrit un professeur britannique d'histoire médiévale, *venait d'une abondante production agricole, d'un commerce généré par sa position sur la route entre l'Europe et l'Asie Mineure, et sur l'exploitation des minéraux.* (...) *Le désir des rois et des princes de Serbie de marquer les esprits les poussait à entreprendre des constructions. Outre des routes et des ponts, ils élevaient des églises et des monastères...* »

Après la sortie vers Kragujevac, commence la ronde des petits trafiquants d'essence. Accroupis sur des tabourets, à côté de leurs voitures garées sur le bas-côté, ils proposent le fameux liquide dans des bouteilles en plastique. Pas du pur ! Il est coupé, recoupé, rallongé à l'eau. Il fait crachoter les moteurs, caler au démarrage, hoqueter à l'accélération. Quand on en achète, on dit sans conviction : « *Vous m'en donnez du bon, pas du mixte...* » Les trafiquants ne sont pas de la mafia, mais des gens ordinaires. Chômeurs, employés sans salaires, pères de famille, adolescents.

De la route, en approchant de la ville, on voit des grues immobilisées, des travaux suspendus. Un échafaudage d'où rien ne surgit. Tout s'est figé le 24 mars, début des bombardements. Rien ne se construit plus, les finances manquent. A une exception près ! A Pozarevac, des travaux ont été menés à bien, et vite. Une piste de skate board, un bateau de pirates... c'est Bambipark, le parc d'attractions pour enfants ouvert après la guerre par Marko, le fils de Slobodan Milosevic.

Kragujevac compte 200 000 habitants. La ville a longtemps vécu d'une production phare, l'usine automobile Zastava, où est née la fameuse « Yugo ». L'usine, qui s'étire sur des kilomètres, a été durement bombardée. Les premiers missiles sont tombés le 9 avril. La direction organisait des « chaînes humaines » : quelques centaines d'ouvriers devaient se tenir près des bâtiments, tels des vigiles chargés de décourager l'OTAN. Les familles étaient tétanisées. Mais, quelques heures avant que les premiers projectiles ne s'abattent, un ordre de dispersion a été donné. L'usine s'est vidée. Un message secret de l'OTAN est-il parvenu à Zastava ? Certains s'en disent convaincus.

Et puis, il y a cet autre mystère : la partie militaire de l'usine, la plus stratégique puisqu'en sortaient des armes légères et (jusqu'en 1995) des pièces de tanks et d'artillerie, a curieusement été épargnée par les missiles. L'OTAN a-t-elle mal visé ? Ou bien s'agissait-il de laisser intacts d'éventuels stocks de munitions dont l'explosion au cœur de la ville aurait causé un massacre ? Par « *miracle* », dit-on ici, personne à Kragujevac n'a trouvé la mort quand le ciel s'est mis à pleuvoir de l'acier.

Le 10 avril, le premier ministre de la Serbie, Mirko Marjanovic, s'est rendu dans cette ville tenue depuis 1997 par l'opposition et habituellement boudée par les officiels du régime. Devant les ruines de l'usine Zastava, il a déclaré : « *Ceci est la preuve que les bombardements ne visent pas à protéger les Albanais du Kosovo, mais à détruire la Yougoslavie et occuper le pays.* » Le soir, la chaîne d'Etat RTS a diffusé des images de « *trente-six blessés* » à Kragujevac : à l'hôpital, des têtes bandées, des bras encastrés dans le plâtre, des corps allongés. Un homme, filmé ce jour-là, a plus tard raconté à des amis qu'il s'était blessé à la jambe en effectuant des travaux dans sa maison de campagne et que, arrivé à l'hôpital, il avait eu la surprise d'être présenté aux caméras comme victime de guerre ! Il n'avait pas osé rechigner, l'heure était au patriotisme.

AFP/STR

Un pompier inspecte les dommages causés par les bombardements de l'OTAN sur l'usine d'automobiles Zastava.

Un vieux couple a rassemblé tous ses effets personnels et les meubles dans une seule pièce, le temps que le reste du modeste logement, soufflé par les déflagrations, soit réparé. Ils dorment dans ce bric-à-brac. La télévision diffuse des chansons de groupes folkloriques. Au plafond, un trou béant est recouvert d'une bâche en plastique. Les vitres ont été brisées. Des éclats de projectiles se sont nichés dans les murs. L'immeuble donne d'un côté sur l'usine Zastava, de l'autre, sur la caserne militaire Radomir-Putnik, qui a reçu plusieurs bombes. La dame a été blessée au bras. Comment explique-t-elle, deux mois plus tard, cette guerre ? « *L'Ouest pensait qu'en mettant la Serbie à genoux il pourrait contrôler la région. Je crois que les Américains voulaient mettre des bases militaires au Kosovo et en Albanie pour dominer les Balkans.* »

Les cheminées de l'usine Zastava ne fument plus. Mais est-ce nouveau ? La plupart des employés s'étaient depuis longtemps habitués à chercher ailleurs leur gagne-pain. Avant les bombardements, l'usine produisait environ mille voitures par mois. Voici quinze ans, elle en produisait autant en l'espace d'une demi-journée. La mort de l'ex-Yougoslavie avait déjà été, un peu, celle de Zastava. L'usine centrale était à Kragujevac, mais des pièces détachées venaient de Croatie, de Macédoine, de Slovénie, et, quand le pays a éclaté, les marchés ont été perdus. Avant les frappes de l'OTAN, environ 30 000 employés figuraient sur les listes de paie. Une fiction ! La plupart étaient en congés forcés. Seuls quelques-uns se rendaient au travail de temps à autre, en fonction des besoins. Zastava était à l'agonie à cause du système Milosevic. Les bombes l'ont achevé.

Il travaillait à Zastava depuis vingt-six ans. « *Mon premier jour, le 13 février 1973, je ne l'oublierai jamais, j'étais si fier de rejoindre une entreprise aussi prestigieuse, un fleuron de la Yougoslavie !* » Son salaire mensuel, comme celui des autres employés, a été plafonné depuis les bombardements à 300 dinars (80 francs). De quoi acheter quatre kilos de viande. Dans sa maisonnette, blottie derrière un jardin de roses, Radoslav Petrovic accepte de dire le fond de sa pensée. Mais accepte-t-il que son nom soit publié ? Il réfléchit puis dit d'un air décidé : « *Je n'ai pas à avoir peur, je ne dis que la vérité.* » Dans les milieux de l'opposition à Milosevic, on estime que c'est précisément ce genre de réaction qui annonce la fin du régime. Chez les ouvriers, dans les grandes entreprises verrouillées par le Parti socialiste au pouvoir, on ose des commentaires politiques, on prend le risque de s'exposer.

Radoslav Petrovic : « *Au début, en 1989, quand Milosevic parlait de protéger les Serbes au Kosovo, je le soutenais et j'ai même voté pour lui aux premières élections. Mais après, j'ai vu que la Yougoslavie était détruite, qu'il y avait la guerre en Croatie, en Bosnie. Et maintenant le Kosovo, c'est la fin... Jusqu'en 1990, la vie n'était pas mauvaise. Ça s'est effondré d'année en année. Les bombes ont tout arrêté, mais ça allait mal avant. Kragujevac est la ville la plus pauvre du pays. Ces dernières dix années, rien de bon n'est arrivé en Serbie.* »

Les bombardements n'ont pas créé la misère, ils l'ont aggravée. Aucune des usines de la ville, Zastava, Partisan, Prolétaire, Etoile rouge, ne fonctionne. Dans les magasins, on a remarqué des pénuries de lait, après la raréfaction du sucre et de l'huile alimentaire. Le problème le plus aigu, selon le maire, Borivoje Radic, c'est l'absence de chauffage à l'approche de l'hiver. Le système énergétique de la ville, dépendant à 80 % de celui de Zastava, est réduit à néant. Les bâtiments administratifs, 15 000 appartements, toutes les écoles et les jardins d'enfants sont pour l'instant condamnés au froid. On attend que le gouvernement débloque des fonds pour les réparations. Mais accordera-t-il cette faveur à une ville d'opposition ?

LA guerre a apporté un autre problème : 20 000 réfugiés serbes et tsiganes du Kosovo sont arrivés en ville, craignant les violences de l'UCK dans la province. La plupart sont hébergés dans des familles, d'autres campent dans un centre commercial et des écoles. La municipalité n'a pas de fonds à leur consacrer. Le régime de Milosevic ne veut pas entendre parler d'eux, si ce n'est pour clamer que, oui, ces déplacés commencent à rentrer chez eux au Kosovo. Ce qui à Kragujevac est manifestement faux.

« *Seule la moitié des réfugiés a accepté de se faire enregistrer. Ils ont peur que la police les force à retourner au Kosovo* », affirme Vesna Pajevic, chargée des questions sociales à la mairie. L'idée de créer des cantonnements, des zones protégées ? Slavica et Bosko, un couple parti de Pec après l'arrivée de la KFOR, sont catégoriques : « *Nous voulons retrouver notre maison à Pec. Nous ne retournerons jamais au Kosovo si c'est pour y vivre dans des ghettos pour Serbes !* »

Pour tous, la présence de ces réfugiés est la preuve criante, tangible, quoi qu'en dise RTS, de l'échec de la politique de Milosevic au Kosovo. Il faut se rendre à la sortie de la ville, dans l'immense bazar qu'est le marché aux puces, pour rencontrer un partisan inconditionnel de Milosevic disposé à s'épancher. Radoje est un vendeur bien mis qui écoule des fausses chemises et sous-vêtements Versace, Ellesse, Calvin Klein, produits dans la multitude d'ateliers clandestins qui émaillent le sud de la Serbie. Une partie de cette caverne d'Ali Baba est exportée vers la Bosnie (République serbe) et peut-être même plus vers l'Ouest. L'industrie de la contrefaçon est ici la seule activité à surnager et de nombreux ex-ouvriers de Zastava se sont reconvertis dans le textile.

Radoje est l'un d'eux. « *La seule raison de la crise économique dans ce pays, ce sont les sanctions que nous imposent les Occidentaux, ces agresseurs. Je voterai Milosevic, car il est le seul à leur tenir tête. Il n'est pas comme ces dirigeants de Macédoine qui ont accepté d'être occupés militairement.* » Mais le Kosovo ? « *Notre armée y retournera, c'est une question de temps.* »

Pour les réfugiés, les conditions d'hébergement sont souvent rudes. Les familles d'accueil ont peu de moyens. Une soupe populaire distribue mille repas par jour. Deux fillettes réfugiées, l'une tsigane musulmane, l'autre serbe, sont mortes électrocutées en prenant une douche à proximité d'une chaudière dans le centre commercial. Un jeune homme, père de famille, s'est suicidé parce qu'il ne savait plus comment faire face et nourrir les siens. Une équipe de psychologues travaille avec des enfants. Une pharmacie « humanitaire » a ouvert pour les femmes enceintes et les enfants de moins de quinze ans.

Mais, si Belgrade n'envoie rien, vers qui se tourner ? La seule aide véritable vient de l'Eglise serbe orthodoxe. Celle-ci « *se trouve obligée de remplir un rôle que le gouvernement n'assume pas* », constate un jeune prêtre, Zoran Krstic, qui s'est démené pour faire distribuer 16 500 paquets familiaux (conserves, lait, pain, savon...) pour les habitants de la ville dans le besoin, et encore 5 000 pour les réfugiés. Il évalue à 60 000 le nombre de personnes concernées par l'aide humanitaire. Soit plus d'une personne sur quatre dans la ville et ses environs immédiats. L'Eglise, par cette action, renforce son audience. Elle a appelé en juin Slobodan Milosevic à démissionner.

L'aide, celle qui arrive, vient essentiellement de Grèce et des autres Eglises orthodoxes d'Europe de l'Est. Les Occidentaux ont décidé de n'envoyer aucune assistance en Serbie qui puisse être récupérée par le régime à des fins politiques. Mais il faut compter aussi avec le vol pur et simple. Des syndicats italiens de Fiat, entreprise qui avait des liens avec Zastava, ont voulu aider un orphelinat de Kragujevac. Depuis un mois, les camions partis de Turin sont bloqués à Belgrade par la Croix-Rouge locale ! On craint qu'ils ne soient délestés d'une partie de leurs quatorze tonnes de cargaison d'équipements électroménagers et vêtements d'enfants pour l'hiver, comme cela s'est déjà produit pour d'autres convois.

CHAQUE jour à 19 h 30, sauf les dimanches, ils sont là, qu'il pleuve, qu'il vente. Ce samedi 28 août est leur 36e jour de protestation. Une foule familiale, des enfants juchés sur les épaules des parents, des enseignants, des employés, des artistes, des retraités. Mais, signe que la mobilisation n'est pas parfaite : peu d'ouvriers et pas de réfugiés. Ils réclament la démission de Milosevic, de la « *bande rouge* ». Tandis qu'à Belgrade l'opposition s'entre-déchire, à Kragujevac, elle se tient les coudes. Entre partis d'opposition, on s'est réparti en 1997 les postes à la mairie et au conseil municipal. On ne s'aime pas beaucoup, mais on coopère au nom d'un minimum de pragmatisme.

Un homme en particulier, Branislav Kovacevic, se bat, à partir de Kragujevac, pour que la Serbie se démocratise, s'européanise. Ancien directeur d'un centre culturel pour jeunes, licencié au début des années 90 parce qu'il dénonçait les guerres de Milosevic, il est le coordinateur de l'Union des partis démocratiques, la seule formation politique multiethnique de Serbie puisqu'elle inclut des représentants des Musulmans du Sandjak et des Hongrois de Voïvodine. Cet opposant allergique à tout nationalisme met en garde les Occidentaux : « *Si la KFOR n'organise pas le retour des Serbes au Kosovo ainsi que leur sécurité, Milosevic va l'utiliser à son profit.* » Et l'opposition, pour prévenir ce scénario, est tentée de s'emparer elle-même du thème...

La Serbie est en ébullition. Les mécontentements s'expriment. Mais une crainte sourde existe aussi de voir ces énergies déboucher sur de nouvelles violences. « *Le risque de chaos est là,* dit M. Kovacevic. *Toute personne qui veut s'occuper de politique en Serbie doit se poser la question du danger de guerre civile. Nous avons de très fortes tensions sociales et tant de choses se sont produites ces dix dernières années. Les gens voient bien qui a profité. Entre Milosevic et le peuple, il y a la police. Qui est armée.* »

Devant la mairie de Kragujevac, ce jour-là, on fête un mariage. Un groupe danse sur la pelouse au son d'un accordéon. Comme de coutume, le drapeau national figure dans le cortège, porté en triomphe. Le garçon d'honneur, ainsi que le veut la tradition, jette en l'air des pièces de monnaie, sur lesquelles se précipitent aussitôt des petits enfants tsiganes, comme une nuée de moineaux. Dans leurs guenilles, les gamins se tenaient en retrait en guettant ce moment.

« Seulement la moitié des réfugiés ont accepté de se faire enregistrer. Ils ont peur que la police ne les force à retourner au Kosovo »

Dina Petrovic

PROCHAIN ARTICLE
Les divergences de la toge et de l'épée

LeMonde Job: WMQ1109--0014-0 WAS LMQ1109-14 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:10 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1913 Lcp:700 CMYK

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Cynisme patronal

Le capitalisme du XXIe siècle serait-il parti pour avoir aussi mauvaise réputation que celui du XIXe ? Entre les réactions indignées d'une large partie de l'opinion politique, une presse quasi unanime dans la condamnation et des syndicats qui parlent de *« provocation »*, le moins qu'on puisse dire est que l'annonce faite par le groupe Michelin de la suppression de sept mille cinq cents emplois en trois ans alors même que ses résultats sont excellents ravive de vieux opprobres. Il n'y a guère que le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, pour ne pas se rendre compte que la dénonciation, parfois caricaturale, de l'*« horreur économique »* trouve ici une justification inespérée.

Entre mercredi 8 septembre, date de la conférence de presse, et jeudi 9 septembre, où la Bourse a enregistré une hausse de 12,5 % des actions du fabricant de pneumatiques, la démonstration en a été apportée en condensé. Tout en se félicitant de la bonne santé de l'entreprise, qui affiche une progression de 17,3 % de son résultat net au premier semestre, son président lâchait, tout à trac, qu'une baisse de 10 % du nombre des salariés était nécessaire pour améliorer la *« performance de demain »*. Une déclaration d'intention qui a réjoui les actionnaires, dès lors assurés d'excellentes perspectives.

Un tel divorce entre l'économique et le social, entre la logique financière et la cohésion sociale, n'est pas à proprement parler une surprise. Jean Gandois, avant d'accéder à la présidence du CNPF, devenu le Medef, avait déjà fait observer – pour le regretter – que l'époque se caractérisait par une divergence d'intérêts entre l'économie et l'entreprise, d'une part, la nation et la société, d'autre part. Mais cette fois-ci, nous y sommes, dans toute la brutalité de la preuve offerte par Bibendum. Après avoir accepté les restructurations, au nom de la crise et de la mondialisation comme autant de sacrifices à la compétitivité ou à la survie, il devient difficile d'admettre des efforts supplémentaires et ininterrompus, réclamés par la course en tête de champions mondiaux. Cette *« fuite en avant du capitalisme »* dénoncée par Robert Hue paraît d'autant plus insupportable qu'elle n'a pas de fin. Avec la croissance revenue, l'espoir était autre.

Pourtant, Michelin a su devenir le numéro deux mondial et ses effectifs dans le monde n'ont jamais été aussi importants. Simplement, le Vieux Continent n'est plus qu'« une zone géographique » parmi d'autres et, autant l'entreprise protège ses chercheurs et ses ingénieurs, autant les hommes chargés de la production semblent aujourd'hui se réduire à des coûts. Catastrophique en termes d'image et d'efficacité, désastreuse pour les hommes et les femmes concernés, l'annonce de Michelin montre qu'il y a aujourd'hui, dans la plupart des grands groupes mondiaux, deux catégories de salariés qui ont de moins en moins de liens. La fracture sociale traverse aussi les entreprises.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ;
Michel Kajman *(Débats)* ; Eric Fottorino *(Enquêtes)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le double secteur de l'essence

LE DOUBLE secteur de l'essence est un échec qu'il était facile de prévoir, sauf pour nos parlementaires qui l'avaient imposé contre le projet gouvernemental d'un secteur unique ; un échec retentissant s'il est exact que les trois premiers mois d'application – les plus favorables de l'année –, juin, juillet et août, n'ont rapporté qu'un supplément fiscal de 1 500 millions.

Il apparaît donc que les prioritaires ont pu facilement boucler leur circuit de vacances avec leurs attributions. Il va bien falloir enfin se rendre à l'évidence et abolir le privilège des prioritaires qui, grâce à notre relèvement économique, n'a plus aucune raison de subsister.

Mais d'après la législation en vigueur, c'est au Parlement qu'il appartient de fixer le prix de vente unique. Nous pouvons donc nous attendre à des débats passionnés, dès la rentrée des Assemblées. Le gouvernement présentera sans doute un projet qui, plongeant ses racines dans l'administration des finances, liera, une fois de plus, le problème de l'essence à celui des ressources budgétaires.

Et la question risque de se compliquer singulièrement du fait que le service des alcools possède un lourd excédent à écouler : les milliers d'hectolitres d'alcool provenant de la fermentation du sucre, qui nous est rationné, et que l'Etat paie 80 francs le litre, sept fois plus cher que l'essence !

De nombreux membres du Parlement sont convaincus de l'importance de l'automobile dans la vie moderne ; souhaitons que leur vote nous donne, cette fois-ci, une solution juste et viable.

(11-12 septembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les faux-semblants de la société de l'information

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, veut une grande loi pour organiser ce qu'il est désormais courant d'appeler la « société de l'information ». Il a récemment annoncé que son gouvernement travaillait à trois textes : l'un va créer un nouvel organisme de concertation déontologique qui regroupe acteurs privés et publics, l'autre vise à protéger les données personnelles, le troisième donnera un statut juridique à la signature électronique (*Le Monde* du 28 août). La France est le seul pays à aborder le virage des technologies de l'information en essayant de réguler globalement la nouvelle société.

Contrairement aux Etats-Unis, à la Finlande ou à la Grande-Bretagne, qui font le pari de l'ultralibéralisme, le gouvernement français, s'il est conscient de la contribution des nouvelles technologies de l'information à la croissance économique, se méfie des croyances qui leur sont associées. Internet n'est pas forcément synonyme de nouvel espace de liberté. On considère même en France qu'il peut constituer une menace pour la démocratie en supprimant le droit fondamental de la personne à disposer d'elle-même – si elle se trouve espionnée, fichée, traquée à son insu par des logiciels sophistiqués – et en favorisant l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt collectif.

C'est donc au motif (vertueux) de protéger le citoyen et à celui (moins avouable) de se protéger lui-même – puisque Internet, dans sa mise en œuvre finale, met à mal le principe de souveraineté des Etats – que le gouvernement cherche à encadrer les appétits hégémoniques des entreprises engagées dans la voie des mégafusions. Ce faisant, il se heurte à un nouveau messianisme véhiculé par les cyberentreprises : celui d'une nouvelle humanité, rendue possible par la technologie.

Philippe Breton, chercheur au Laboratoire de sociologie de la culture européenne à Strasbourg, affirme dans son livre *La Parole manipulée* (La Découverte) que de *« nombreux théoriciens* (...) *ont construit un nouveau discours d'accompagnement des nouvelles technologies, dont le contenu est éminemment politique et idéologique »*. Les entreprises qui se sont créées sur Internet (Amazon.com, Yahoo.com, Double Clic...), comme celles qui y voient un nouveau levier de croissance (Microsoft, Bertelsmann, Vivendi, etc.), alimentent depuis 1993, début de l'Internet commercial, un espoir collectif qui consiste à faire croire qu'en utilisant leurs produits, l'homme accédera à un monde meilleur, plus libre et plus égalitaire.

UNE NOUVELLE FRATERNITÉ HUMAINE ?

Dans ce nouveau monde, les hommes sont en relation constante les uns avec les autres, communiquent davantage et mieux, s'affranchissent des barrières de temps et d'espace, peuvent acheter le meilleur produit au meilleur prix sans se déplacer, en quelques secondes seulement. La publicité est le principal vecteur de cette idéologie. Dans les spots, la téléphonie mobile devient synonyme de nouvelle fraternité humaine, l'ordinateur personnel est le symbole du pouvoir rendu au consommateur, Internet et ses moteurs de recherche celui de l'accès pour tous à toutes les informations.

En vertu de cette foi nouvelle, les entreprises pourraient même être les garantes de notre bien-être commun grâce à des règles qu'elles définiraient elles-mêmes. C'est la voie empruntée par les Etats-Unis. *« On assiste aux Etats-Unis depuis plus de trois ans à de grandes manœuvres industrielles et capitalistiques (...) qui visent (...) à contrôler, à l'échelle mondiale, le marché de l'Internet et des nouvelles technologies de l'information et de la communication »*, constate Philippe Coste, chef du poste d'expansion économique français à San Francisco (Californie). Ces entreprises sont devenues, selon Philippe Breton, les auteurs d'*« une vaste entreprise »* destinée à *« persuader les foules de l'intérêt qu'il y aurait à étendre le secteur marchand à tous les secteurs de la société et à se débarrasser le plus possible de toutes les structures de régulation collective qui ne relèveraient pas de ce secteur, en premier lieu l'Etat »*.

De fait, ces entreprises règnent déjà en maîtres sur Internet. Dans son édition du 31 août, le *Wall Street Journal* raconte la façon dont Ford a fait retirer du site Web conçu par un citoyen américain, Robert Lane, des copies de documents internes qui faisaient état de problèmes mécaniques sur la Mustang Cobra, à la suite d'une erreur de conception. Le combat de cet amateur de Mustang aura duré peu de temps. Après avoir tenté de l'amadouer, le numéro 2 mondial de l'automobile l'a assigné devant les tribunaux avant d'obtenir de la société qui héberge son site qu'elle masque les pages incriminées.

La chaîne Dunkin'Donuts, elle, n'a même pas eu besoin d'aller jusque-là. Après avoir menacé de poursuivre un autre Américain, David Felton, qui animait un site de clients insatisfaits, l'entreprise de restauration le lui a racheté, estimant qu'il s'agissait d'*« une façon plus efficace de récupérer les commentaires et les demandes des clients »*. Même si David Felton se targue aujourd'hui d'avoir réussi à *« apporter la preuve qu'Internet est un outil très puissant (...) et qu'aucune entreprise n'est désormais intouchable »*, au final, c'est Dunkin'Donuts qui contrôle désormais ses détracteurs sur Internet.

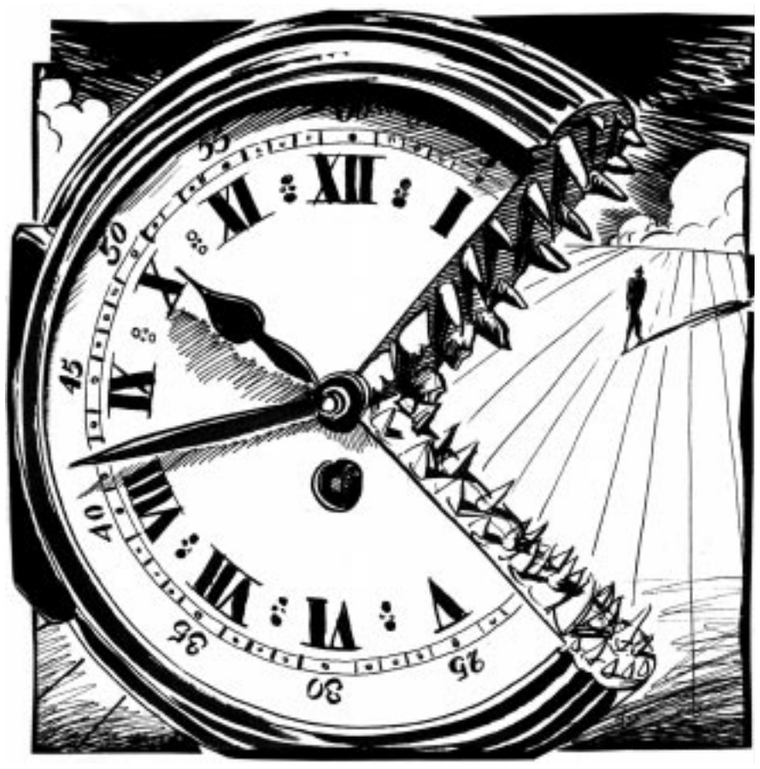
L'INTÉRÊT DE L'ACTIONNAIRE AVANT TOUT

Le mot d'ordre de ces cyberopérateurs, c'est celui de l'actionnaire, et non celui du client. Celui de l'intérêt privé et non de l'intérêt collectif. Les plus honnêtes d'entre eux le reconnaissent d'ailleurs. *« L'utopie actuelle d'un Internet égalitaire et libertaire va se prolonger dans beaucoup d'esprits, mais elle ne correspond pas à la réalité »*, confirme Joël de Rosnay, physicien et directeur de la stratégie à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Les chiffres disponibles attestent d'écarts qui se creusent. *« Les foyers blancs ont deux fois plus de chance de posséder un ordinateur que les afro-américains ou les hispaniques,* reconnaissait, en mai, le secrétaire d'Etat américain au commerce, William Daley. *Le fossé s'agrandit entre hauts et bas revenus et entre urbains et ruraux. »*

La mutation de notre société vers le tout-numérique est pourtant une formidable révolution. La troisième après les révolutions agraire et industrielle. Mais, aujourd'hui, il nous faut, écrit Edgar Morin, qui préside le comité scientifique Sciences et citoyens au CNRS, dans son livre *Introduction à une politique de l'homme* (Points-Essai), *« non plus croire que l'avenir est programmé, non plus essayer de le programmer, mais nous orienter en vertu de quelques idées maîtresses, notamment la trinité idéelle de la Révolution française :* lliberté-égalité-fraternité ». Cet exercice complexe oblige à repenser le rôle du politique dans un modèle social qui reste à inventer. La France s'y essaie.

Florence Amalou

L'ogre *par Nicolas Vial*



L'impôt et la TVA

Suite de la première page

Encore la DP ne tient-elle pas compte de la suppression partielle, en contrepartie de la baisse de TVA, des avantages fiscaux actuels, une suppression annoncée par Bercy. Aujourd'hui, les contribuables qui font de gros travaux chez eux peuvent déduire de leurs impôts jusqu'à 20 % de leurs dépenses, dans la limite de 8 000 francs par an. Cela ne concerne, certes, qu'un ménage sur deux, celui qui paye un impôt sur le revenu. Mais, pour les travaux d'entretien, en revanche, tout le monde, aujourd'hui, bénéficie d'un crédit d'impôt de 20 % des frais engagés et plafonné à 4 000 francs par an. La baisse de TVA est donc moins intéressante pour ceux qui répondaient à ces critères.

Et elle peut représenter un gain substantiel pour ceux qui réalisent des travaux importants, d'un montant bien supérieur aux plafonds actuels.

Deux économistes, Dominique Bureau et François Bourguignon, soulignent, dans le rapport qu'ils viennent de publier, dans le cadre du conseil d'analyse économique sur *« l'architecture des prélèvements en France : état des lieux et voies de réforme »*, qu'une baisse de TVA n'a pas les effets redistributifs présumés. Une réduction de la TVA atténue l'augmentation générale des prix. Or les plus modestes, ceux qui touchent le SMIC, les minima sociaux et les pensions de retraite vivent sur des revenus justement indexés sur l'indice des prix. *« Une fois pris en compte ces effets d'indexation, l'impact des baisses de TVA en termes de redistribution deviendrait en général défavorable »*, affirment les auteurs.

« Une mesure de ce type ne saurait donc être justifiée que par rapport à un objectif de créations d'emplois, mais en sachant alors que celui-ci entrera souvent en conflit avec l'objectif de redistribution », poursuivent MM. Bureau et Bourguignon dans leur rapport. *« Si cette mesure profite aux riches, mais qu'elle permet de créer des emplois peu qualifiés, qui sont aujourd'hui les laissés-pour-compte de la croissance, c'est très bien »*, estime Patrick Artus, directeur des études économiques de la caisse des dépôts et consignations, qui considère que le principal objectif des politiques économiques pour les cinq ans à venir doit être de soutenir le travail peu qualifié.

Pour qu'une baisse de TVA soit efficace en termes de créations d'emploi, encore faut-il qu'elle touche un secteur à fort contenu de main-d'œuvre. C'est bien le cas des travaux d'entretien du bâtiment. D'après une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) réalisée pour le compte de l'Assemblée nationale, une baisse de TVA ciblée sur les travaux d'entretien permettrait de créer entre 16 000 et 25 000 emplois, pour un coût par emploi allant de 300 000 à 800 000 francs par an. Les professionnels font des estimations plus optimistes, qui vont jusqu'à 45 000 créations d'emplois. Même en prenant les hypothèses les plus optimistes, c'est cher. *« Les aides à l'emploi coûtent en moyenne 100 000 francs par emploi créé »*, souligne M. Artus ; *« Si vous préférez, le salaire moyen d'un Français est de 110 000 francs par an »*, montant inférieur au coût de création d'un emploi généré par la baisse ciblée de TVA. Sans compter que le secteur du bâtiment, qui affiche aujourd'hui une forme olympique, a déjà du mal à embaucher.

ÉVALUER L'IMPACT

Du coup, le principal argument gouvernemental pour justifier la baisse ciblée de la TVA sur les travaux d'entretien devient la lutte contre le travail au noir. Mais il est, compte tenu même des inconnues liées à l'économie informelle, très difficile d'en évaluer l'impact. Selon l'Insee, l'économie informelle y représente environ 4 % des heures travaillées et 6 % du chiffre d'affaires déclaré des entreprises. *« Le travail au noir ne disparaîtra pas, même s'il doit diminuer. Les petits artisans désireux de limiter au maximum leurs cotisations et leur impôt sur les sociétés continueront à faire travailler des gens au noir »*, estime Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE.

« Ce n'est pas la meilleure mesure pour l'emploi. Une baisse des cotisations sociales pour le travail peu qualifié aurait été préférable », estime Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'OFCE. Dans son étude pour le compte de l'Assemblée nationale, cet institut de conjoncture a d'ailleurs calculé le nombre d'emplois que l'on aurait pu créer en utilisant les sommes consacrées à la baisse de la TVA à une réduction des cotisations patronales sur les bas salaires. Elle aurait permis de créer 53 000 emplois en un an, pour un coût par emploi de 120 000 francs.

« Quoi qu'il en soit, la baisse de TVA ciblée n'est pas une mauvaise mesure. Elle permettra de desserrer la contrainte budgétaire de certains agents », poursuit M. Fitoussi. Une baisse de TVA de près de 20 milliards de francs permettra de soutenir le secteur du bâtiment et libérera du pouvoir d'achat pour les Français. Soit. Mais le bâtiment, soutenu par une bonne conjoncture et des taux d'intérêt bas, affiche aujourd'hui une forme excellente. Quant à la consommation des Français, de manière plus générale, elle est au beau fixe. *« Nous aurons près de 3 % de croissance en 2000. Tous les indicateurs sont au vert : logement, investissement, consommation et même commerce extérieur. Dans ce contexte, il est inutile de stimuler la demande »*, estime, comme de nombreux économistes, M. Artus.

Virginie Malingre

RECTIFICATIF

RPR

Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article titré « Fiscalité : Bercy rejette les arguments de l'opposition », publié dans *Le Monde* du mardi 7 septembre, Jean-François Copé, chargé des affaires économiques au secrétariat national du RPR, n'est pas député de Seine-et-Marne. Il a été battu, lors des élections de 1997, par la candidate socialiste, Nicole Bricq.

LeMonde Job: WMQ1109--0015-0 WAS LMQ1109-15 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 09:22 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0015 Lcp:700 CMYK

Vous avez dit « classes moyennes » ?

par Claude Dargent

FORMALISÉE par Lionel Jospin – quelques années d'ailleurs après Michel Rocard – lors de l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle, la *« nouvelle alliance »* était en fait implicite depuis 1997. Une grande part de l'action gouvernementale est en effet incompréhensible si on n'a pas présent à l'esprit l'objectif majeur du premier ministre : tenir les deux bouts de la chaîne qui va des classes populaires, et notamment des exclus qui en sont largement issus, aux *« classes moyennes »*.

L'affirmation d'une nouvelle éthique politique comme le traitement du dossier de l'immigration traduisent la volonté de ne pas se couper des premières, et d'éviter de les jeter davantage encore dans les bras du Front national, dont on connaît la pénétration dans l'électorat ouvrier. La loi sur le PACS, la politique environnementale traduisent bien les aspirations des classes moyennes, diplômées et, comme telles, marquées par un fort libéralisme culturel. Du reste, le ralliement des couches moyennes salariées était déjà plus qu'amorcé : Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth notaient déjà il y a seize ans leur virage à gauche.

Pour autant, la formalisation de La Rochelle, jointe à l'annonce d'une baisse des impôts directs, pose un certain nombre de problèmes qui, non traités, peuvent constituer un piège redoutable pour ce gouvernement. Tout part d'une question : que met-on derrière la notion de classes moyennes ? Lionel Jospin l'a dit à La Rochelle : il n'est pas sociologue. Pour autant, l'usage d'un concept emprunté à la sociologie confronte, même si c'est indirectement, aux constats sur lesquels les sociologues travaillent, comme aux débats qui sont les leurs.

Un bref panorama de la société française permet de comprendre les lourdes ambiguïtés d'un terme commode. Aujourd'hui, en France, il ne reste plus dans la population active qu'un gros quart d'ouvriers, composante évidemment centrale des classes populaires. Et c'est dans ces familles ouvrières que l'on trouve le plus fréquemment d'ailleurs les chômeurs, classés par l'Insee dans la catégorie de leur dernier emploi.

Faut-il leur adjoindre les employés – quelque 30 % des actifs – ou ranger cette catégorie dans les classes moyennes ? Là n'est pas le problème politique majeur, puisque dans l'une ou l'autre hypothèse, les employés appartiennent, de toute façon, à la nouvelle alliance voulue par Lionel Jospin. Remarquons simplement qu'il y a quelque incohérence à séparer cette catégorie des ouvriers puisque les enquêtes socio-démographiques montrent la fréquence des ménages où l'homme est ouvrier et la femme employée, compte tenu de la forte féminisation de cette catégorie.

Avec les *« professions intermédiaires »*, terme que l'Insee préfère aujourd'hui à celui de cadres moyens (20 % des actifs), on se situe en tout cas clairement dans les classes moyennes. Cette catégorie constitue aujourd'hui une population clairement orientée à gauche. Mais un calcul rapide montre qu'on approche déjà 80 % des actifs... Si on inclut les cadres (ex-cadres supérieurs de l'Insee), c'est l'ensemble de la population salariée française qui se trouve prise en compte dans la nouvelle alliance, et on arrive à un peu moins de 90 %.

Les quelque 10 ou 11 % d'indépendants restants constituent-ils alors la classe supérieure ? Ce serait faire un usage bien abusif de cette notion. D'abord, parce qu'il y a là 7 % de commerçants et artisans, rangés depuis toujours parmi les classes moyennes. Ensuite, parce qu'on y trouve aussi les quelque 3 % d'agriculteurs en activité aujourd'hui, très majoritairement à la tête d'exploitations petites et moyennes.

Ne reste au bout du compte que 1 % de professions libérales, et moins de 1 % de chefs d'entreprise : voilà qui constitue une classe supérieure bien réduite... Bien sûr, une tripartition de la société française n'impose ni au sociologue ni à l'homme politique de se comporter en normalien qui doit équilibrer les trois parties de sa dissertation. Mais reconnaissons que l'usage politique du terme de classes moyennes repose sur une certaine ambiguïté.

Inclure les cadres supérieurs dans les classes moyennes, c'est donc faire quasiment disparaître les classes supérieures. Le bénéfice politique n'est pas pour autant évident : si les cadres moyens sont clairement favorables au gouvernement actuel, les données disponibles montrent que le bilan est beaucoup plus contrasté pour les cadres supérieurs. Certains sont massivement à gauche : les professeurs et les cadres de la fonction publique. Mais ce n'est plus le cas déjà des ingénieurs. Et les cadres commerciaux et administratifs d'entreprise, notamment issus des grandes écoles de gestion, sont clairement orientés à droite.

Peut-on attendre d'une baisse de l'impôt sur le revenu qu'elle modifie le comportement électoral de ces catégories réticentes à l'égard de la gauche ? C'est douteux. Le vote n'est pas le produit mécanique de l'intérêt individuel défini au sens purement économique du terme. A preuve : les professeurs, plutôt taxés, votent néanmoins à gauche. Du reste, en matière de baisse de l'impôt sur le revenu, la droite ira toujours plus loin que la gauche. Un impôt trop élevé peut dissuader des catégories culturellement portées à gauche de voter pour elle, mais sa baisse n'attirera pas aisément celles que leurs valeurs (réussite individuelle...) orientent à droite.

N'oublions pas d'ailleurs qu'une baisse des taux profitera également aux chefs d'entreprise et aux professions libérales, qui votent massivement à droite. Le smicard constatera alors que la baisse de l'impôt lui a rapporté quelques centaines de francs, et quelques centaines de milliers aux figures de proue du capitalisme français – ceux qui réalisent les fusions d'entreprises du moment. N'y a-t-il pas là un constat de nature à réactiver dans les classes populaires l'idée que, décidément, la gauche et la droite, c'est la même chose – voire qu'il n'y a que le FN ou un de ses avatars pour défendre les intérêts des petites gens ?

Dans la recomposition idéologique actuelle, un critère de démarcation semblait persister – la gauche lutte contre les inégalités, alors que c'est pour la droite un objectif secondaire, voire nocif. Il est essentiel que la première précise où elle en est sur cette question. Faut-il considérer que les inégalités de revenu ne sont plus désormais un objet de lutte prioritaire et qu'aujourd'hui ce sont d'autres inégalités qu'il faut combattre – celles qui limitent l'accès à l'emploi, ou qui touchent l'école, ou le patrimoine ? Si ces autres formes d'inégalité sont évidemment essentielles, ce choix serait néanmoins paradoxal, au terme d'une période où les écarts de revenus se sont accrus depuis une quinzaine d'années – notamment à cause de l'envolée des revenus du capital.

La nécessité d'une réforme fiscale fait consensus en France depuis bien longtemps. Mais c'est parce que chacun y met un contenu différent. Il y a évidemment matière à remise à plat de l'impôt sur le revenu. Les effets de seuil en bas de l'échelle peuvent effectivement décourager le retour à l'emploi. Et cet impôt pèse lourd sur les couches moyennes salariées – plus que sur les couches supérieures d'ailleurs, compte tenu de leurs capacités contributives respectives. Surtout, cet impôt est redoutable pour les personnes seules. Est-il d'ailleurs légitime que, *via* le quotient familial, en dessous du plafond heureusement abaissé récemment, l'Etat subventionne davantage les enfants de riches que les enfants de pauvres – qui, pour les moins aisés d'entre eux, de toute façon, ne paient pas l'impôt, donc ne profitent pas de cet avantage ? Mais faut-il vraiment restreindre la place de l'impôt progressif majeur de la fiscalité française, alors qu'il rapporte moins que beaucoup de ses équivalents européens ?

C'est dire combien la réforme fiscale envisagée suppose un équilibre délicat. Elle n'est pas forcément contradictoire avec la lutte contre les inégalités de revenus : il suffit, par exemple, de baisser les taux pour les tranches inférieures et moyennes, mais de les relever pour les tranches les plus élevées. Du point de vue de la théorie politique et sociale, cela suppose évidemment que la gauche clarifie la frontière supérieure qu'elle fixe aux classes moyennes. Et qu'elle ne cherche pas à faire plaisir à tout le monde – auquel cas, en politique des revenus, on court le risque de ne satisfaire personne.

> Inclure les cadres supérieurs dans les classes moyennes, c'est faire quasiment disparaître les classes supérieures. Le bénéfice politique n'est pas pour autant évident

Claude Dargent *est chercheur au CNRS, maître de conférences en sociologie à l'Institut d'études politiques de Paris.*

Timor n'est pas le Kosovo

par Thierry Tardy

L'OPÉRATION menée par les Occidentaux au Kosovo au cours du printemps a conduit certains analystes à conclure, sans doute hâtivement, à l'émergence d'une conscience internationale, fondée sur une certaine conception de la morale en politique, laquelle aurait, en grande partie, motivé l'intervention alliée contre un régime serbe génocidaire. En d'autres termes, les violations des droits de l'homme ne sauraient, à l'approche du troisième millénaire, être tolérées par les nations dites civilisées. L'on découvrait, dans le même temps, que, si les Occidentaux étaient prêts à tuer pour défendre ces grands principes, ils n'étaient en revanche pas disposés à mourir pour eux.

Une telle analyse fait pourtant fi d'éléments qui déterminent, avant tout, la décision d'intervenir militairement dans un pays. Ces éléments peuvent être réduits à la combinaison de deux facteurs : les intérêts en jeu et la faisabilité de l'action. Au Kosovo, nonobstant les ambiguïtés et incohérences de la politique occidentale, les intérêts en jeu étaient suffisamment forts pour motiver une intervention armée qui, malgré les obstacles d'ordre politique, juridique et militaire, s'est révélée possible.

> Les considérations d'ordre stratégique n'intègrent que marginalement celles qui sont déterminées par la morale

La situation au Timor est, à cet égard, parfaitement différente. Certes, des violations massives des droits de l'homme y sont vraisemblablement perpétrées, quelques jours après la tenue d'un référendum sur l'autodétermination supervisé et légitimé par l'Organisation des Nations unies.

Mais la comparaison avec le Kosovo s'arrête là ; car pour les Etats occidentaux (dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande), non seulement la situation au Timor n'entraîne pas, sur le plan stratégique, des bouleversements tels qu'une opération extérieure soit devenue nécessaire (l'Indonésie est traversée par de nombreux mouvements sécessionnistes qui pourraient se révéler très déstabilisants pour la région – Aceh, Irian Jaya, Moluques), mais la faisabilité de l'action est tout à fait hypothétique. La mise en place d'une opération d'interposition après un accord de cessez-le-feu, et avec le consentement du gouvernement indonésien, n'est pas chose impossible, mais il s'agirait là d'une opération radicalement différente de celle menée au Kosovo.

En revanche, une intervention armée, menée par une coalition d'Etats, avec ou sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, et contre la volonté de Djakarta, est tout à fait improbable. D'abord, les Etats occidentaux n'y sont pas prêts, ensuite les Etats de la région, Chine en tête, s'y opposeraient avec une autre fermeté que celle manifestée pour le Kosovo. L'Asie n'est pas l'Europe, Timor n'est pas le Kosovo, et ce qui est stratégiquement nécessaire et militairement possible en Yougoslavie ne l'est pas en Indonésie, quelles que soient, par ailleurs, les violations des droits de l'homme et l'indignation qu'elles suscitent.

Une nouvelle fois, l'ONU fera ce qu'elle pourra, et concentrera sur elle tous les reproches ; mais une nouvelle fois, la gestion par la communauté internationale de la crise au Timor montrera, tout comme celle du Kosovo, que les considérations d'ordre stratégique n'intègrent que marginalement celles déterminées par la morale.

Il ne s'agit pas d'affirmer que les violations des droits de l'homme sont ignorées des décideurs politiques. Bien au contraire, les évolutions de nos systèmes démocratiques font que toute intervention internationale doit être menée, au nom de la défense de principes moraux. Les Etats occidentaux l'ont bien compris, du Golfe au Kosovo. Le fondement même de nos démocraties repose sur la défense de ces principes et la condamnation de leurs violations. Mais la prise en compte de ces considérations relève davantage de l'indispensable rhétorique politico-diplomatique, à destination des opinions publiques et aux fins de légitimation de l'opération menée, que d'une réelle volonté d'agir au nom des droits de l'homme ou des dispositions du droit international humanitaire.

Thierry Tardy *est chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.*

LES ATTENTIONS FIAT

DMB&B

Les Fiat Bravo et Fiat Brava vous offrent de série : le double Airbag Fiat®, l'ABS, la direction assistée, l'autoradio RDS EON, l'antivol Fiat code, les vitres avant électriques, la condamnation centralisée des portes... sans oublier bien sûr le moteur Turbo Diesel Unijet JTD encore moins bruyant, moins polluant, plus économique et plus performant. *Jusqu'à 15 300F d'économie selon les versions. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 30 septembre 99 dans les points de vente participants.

FIAT BRAVO. FIAT BRAVA.
LE TURBO DIESEL AU PRIX DE L'ESSENCE.
JUSQU'A 15 300 F D'ECONOMIE*.

LA PASSION NOUS ANIME. FIAT

LeMonde Job: WMQ1109--0016-0 WAS LMQ1109-16 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:13 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1915 Lcp:700 CMYK

SOCIAL **L'annonce, mercredi 8 septembre, par Michelin d'un plan de restructuration prévoyant la suppression de 7 500 postes en Europe malgré une hausse de près de 20 % de son bénéfice semestriel a provoqué un véritable tollé politique et syndical. Il est *« insupportable d'assister à un scénario pareil »,* a réagi, vendredi 10 septembre, Bernard Thibault. ● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CGT a estimé, sur France 2, qu'il allait *« bien falloir se poser la question des pouvoirs politiques et syndicaux pour empêcher qu'on ait ce genre de scénario dans les entreprises ».* ● LA DIRECTION de Michelin a justifié cette restructuration par le renforcement de la concurrence, après le rapprochement en début d'année entre Goodyear et Sumitomo. ● CE PLAN est l'une des premières décisions que l'on peut attribuer à Edouard Michelin, 36 ans, à la tête du groupe depuis le mois de juin.**

Le plan de restructuration de Michelin provoque un tollé politique et syndical

L'annonce de 7 500 suppressions de postes en Europe sur trois ans, en même temps que des bénéfices en hausse de près de 20 %, entraîne de vives réactions. Lionel Jospin demande que la « priorité » du gouvernement en faveur de l'emploi soit « partagée par tous »

INCERTITUDE et incompréhension régnaient, vendredi 10 septembre, chez Michelin, 48 heures après l'annonce simultanée d'un plan de suppressions de 7 500 postes en Europe, et d'une hausse des bénéfices semestriels de près de 20 %. Lionel Jospin interrogé vendredi, à son arrivée au séminaire du gouvernement à Rambouillet, a commenté ces annonces en disant *« attention »* et en demandant que la *« priorité »* du gouvernement en faveur de l'emploi soit *« partagée par tous »*.

Le directeur Europe de Michelin, Thierry Coudurier, n'a pas apporté beaucoup plus de précision, jeudi, lors d'une conférence de presse à Clermont-Ferrand : *« Tous les secteurs seront touchés, mais je ne peux pas dire, aujourd'hui, si ce sera plus le tourisme, le poids lourd ou le pneu vélo. »* Hormis la confirmation de la fermeture de l'usine Wolber (450 emplois) à Soissons (Aisne) qui, précisément, fabrique des pneus de vélo, la direction n'a fourni aucune précision sur son plan.

Se voulant rassurant, M. Coudurier a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un plan social et que Michelin n'avait dit à aucun moment qu'il y aurait des licenciements : *« Ce n'est pas un plan social, c'est une stratégie européenne d'amélioration de la productivité. »* Il a souligné qu'une *« part non négligeable »* des suppressions de postes prévues serait constituée de départs en retraite et de départs naturels.

Reste que cette annonce a un goût amer pour les salariés qui ont décidé de se mobiliser, mardi 21 septembre, avec des débrayages et un rassemblement à Clermont-Ferrand. Michelin n'en est pas à son premier plan social : une dizaine a été annoncée depuis le début des années 80. Ce qui choque davantage, cette fois, c'est le contexte dans lequel cette restructuration est annoncée. Mais lorsque Michelin était au fond du gouffre, au début des années 90, les plans sociaux n'avaient pas la même résonnance. La direction en convient : *« Le groupe ne se bat plus pour sa survie mais pour préparer la performance de demain »,* a expliqué Michel Rollier, le tout nouveau directeur financier de Michelin.

« La communication de Michelin est un peu maladroite. Avec la publication de bons résultats, Michelin avait largement de quoi satisfaire les investisseurs », estime un intervenant de marché. *« Michelin n'avait peut-être pas besoin d'en rajouter sur le plan social »*, poursuit-il. Un vendeur d'actions françaises précise que *« Michelin a clairement soigné la communication vis-à-vis des investisseurs, surtout anglo-saxons, qui apprécient les efforts de restructuration permanents. Toutefois, il ne faudrait pas que cela entraîne un conflit social qui pourrait paralyser la production. Dans ce cas, l'action serait immédiatement sanctionnée. »*

ANTICIPATION

En tous cas, en Bourse, le titre a bondi de 12,56 % jeudi à Paris. *« La publication des bons résultats aurait entraîné une hausse des cours d'au moins 10 %. L'annonce d'un plan social n'a eu qu'un effet marginal »*, estime Philippe Barrier, analyste à la Société générale. *« En l'absence de précisions sur la portée du plan social, on ne peut que se livrer à des spéculations. Les charges dues au plan social pourraient atteindre 2 milliards de francs. Quant aux économies générées, on peut les estimer à 1,5 milliard de francs par an. Dans un contexte de forte concurrence, une partie de ces économies devront être rétrocédées au marché sous forme de baisse des prix »*, poursuit M. Barrier.

« La forte hausse du titre Michelin est essentiellement due à un effet de rattrapage, estime le responsable de la recherche d'une banque française. *Depuis douze mois, l'action Michelin avait accumulé un retard énorme face aux progressions très fortes des titres comme Renault et Peugeot. Ce retard était dû aux craintes des investisseurs. Michelin les avait habitués à publier de mauvais résultats semestriels. Or, ceux publiés le 9 septembre étaient nettement meilleurs que prévus. »*

Michelin avait-il anticipé les critiques suscitées par ses annonces ? La firme pneumatique avait, dès mercredi, justifié ses choix par le renforcement de la concurrence. Depuis plusieurs années, les trois grands acteurs du secteur, Goodyear, Michelin et Bridgestone, se partagent à eux seuls 60 % du marché et se livrent à une lutte acharnée. La croissance du marché du pneu reste très faible, de 1 % à 2 % par an. La seule façon de progresser est de gagner des parts de marché et d'améliorer ses gains de productivité.

La compétition s'est renforcée en début d'année, lorsque l'américain Goodyear s'est allié au japonais Sumitomo. Alors que, l'an dernier, Michelin se disputait encore le leadership mondial avec le japonais Bridgestone, la nouvelle alliance a changé la donne. Désormais la manufacture de Clermont-Ferrand se trouve reléguée à bonne distance de Goodyear et de ses 22 % de parts de marché.

Pourtant, en Europe, la zone touchée par la restructuration, Michelin, avec 32,3 % de parts de marché, dispose encore d'une bonne marge de manœuvre sur Goodyear, qui n'a que 19,1 % du marché. *« Nous essayons de réagir avant l'événement. Nos deux concurrents ont annoncé des intentions très vigoureuses en Europe, et il n'est pas facile de défendre une position de leader »*, explique M. Rollier. L'Europe constitue l'un des marchés les plus rentables de la planète. D'où le plan, dont l'objectif est d'améliorer la productivité du groupe de 20 % en trois ans. Pour cela, la manufacture de Clermont-Ferrand compte agir sur deux axes. Dans un secteur où la main d'œuvre représente 30 % du chiffre d'affaires, les efforts de compétitivité se portent inévitablement sur une réduction des effectifs.

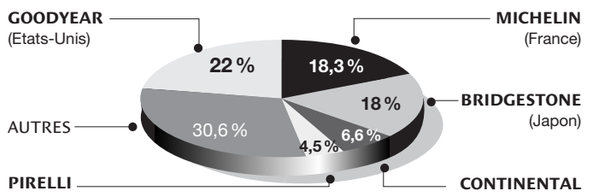
Parallèlement, Michelin veut développer sa stratégie multimarques qui a déjà fait ses preuves en Amérique du Nord afin de gagner des parts de marché, particulèrement sur les segments les plus porteurs. Les efforts doivent notamment passer par une modification de la répartition entre les lignes de produits. Aujourd'hui, Michelin réalise 65 % dans les pneus standards de petite dimension, dégageant les marges les plus faibles. Le groupe compte faire passer cette proportion à moins de 50 % au profit de pneus plus larges et plus rémunérateurs.

« L'important est que Michelin a convaincu les investisseurs de deux choses, affirme le responsable de l'équipe recherche d'une banque française. *Premièrement, qu'il entendait stopper l'érosion de ses parts de marché en Europe due à la hausse de la pression concurrentielle. Deuxièmement qu'il entendait adapter ses structures pour se préparer à un éventuel retournement du cycle économique aux Etats-Unis et en Europe. En prenant les devants, Michelin veut ainsi éviter de se retrouver dans la position qui était la sienne en 1992 et 1993, où il a dû se restructurer dans la douleur. »*

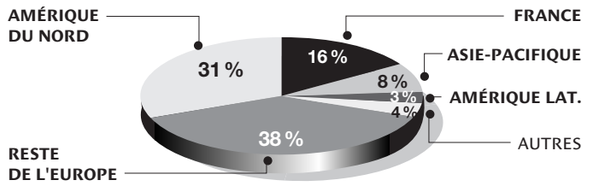
Stéphane Lauer et Enguérand Renault

Au coude à coude pour la deuxième place

PARTS DE MARCHÉ MONDIAL DES GRANDS GROUPES PNEUMATIQUES



CHIFFRE D'AFFAIRES DE **MICHELIN** PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES



Source : BT Alex. Brown, étude janvier 1999, Michelin.

82 sites dans le monde

Michelin employait, en 1998, 127 241 personnes dans le monde, dont un peu moins de 15 000 en France. En raison de ses acquisitions, surtout aux Etats-Unis, le groupe a, sur le plan mondial, accru ses effectifs. Il employait 114 397 personnes en 1994. Mais Michelin, à la discrétion légendaire, ne communique pas l'évolution de ses effectifs par continent. En 1998, ses 80 sites de production dans le monde se répartissent ainsi :

● **Europe :** 47 sites dont 24 en France, 7 en Allemagne, 4 en Espagne, 4 en Italie, 4 au Royaume-Uni, 2 en Hongrie, 1 en Suède ainsi qu'en Pologne.

● **Amérique du Nord :** 16 sites aux Etats-Unis, 4 au Canada et 2 au Mexique.

● **Amérique du Sud :** 2 sites au Brésil et 2 en Colombie.

● **Asie :** 4 usines en Thaïlande, 1 en Chine, 1 au Japon ainsi qu'aux Philippines.

● **Afrique :** 1 usine en Algérie et 1 au Nigeria.

PROFIL

UN « AMÉRICAIN » À CLERMONT-FERRAND

PENDANT que son ancien mentor, Carlos Ghosn, s'attaque à la restructuration de Nissan, pour le compte de Renault, Edouard Michelin s'essaie, à son tour, à l'exercice du *cost-cutting* (réduction des coûts). Avec moins de succès. Il est vrai qu'il s'apprête, lui, à porter le fer non pas dans un pays lointain, mais en Europe et en France, jusque dans cette Auvergne qui l'a vu naître. Les 7 500 réductions d'effectifs en Europe annoncées par Michelin s'inscrivent certes dans une longue série de plans sociaux depuis quinze ans. Mais cette décision est bien la première officiellement assumée par le fils de François Michelin, trois mois tout juste après sa nomination – son élévation devrait-on dire, du fait du système de cogérance commanditée qui règne littéralement sur l'entreprise – au rang de *« patron de Michelin »*, selon les termes du communiqué officiel envoyé en avril aux actionnaires.

A 36 ans, celui que son père qualifiait naguère, avec une certaine jubilation, d'*« iconoclaste »*, vient de démontrer qu'il n'avait a priori pas peur de l'icone Bibendum. Elevé dans les meilleures écoles privées, diplômé de Centrale, après un rapide parcours dans les usines du Puy et de Montceau-les Mines, c'est aux Etats-Unis que le quatrième et dernier fils de « Monsieur François » a fait ses classes de « patron ». Sous la houlette de M. Ghosn, il y a appris les règles du capitalisme mondial, sur les terres de l'éternel adversaire, Goodyear. Des règles qui ne s'embarrassent pas de circonlocutions lorsqu'il s'agit de trancher dans le vif pour rester compétitif et pour continuer à satisfaire les sacro-saints actionnaires vénérés de longue date chez Michelin.

« L'Américain », comme l'ont baptisé les vieux Clermontois du groupe, avait, à peine nommé, envoyé un premier signal en ouvrant ses usines aux analystes boursiers, en juin. Pas étonnant que la Bourse ait salué favorablement la double annonce des bons résultats et du nouveau plan social. Cynisme ou réelle volonté de transparence ? Edouard Michelin est désormais, de son propre fait, au pied du mur.

Pascal Galinier

Des réactions politiques et syndicales sévères

LES RÉACTIONS, pour la plupart indignées, se sont succédé, jeudi 9 et vendredi 10 septembre, après l'annonce des suppressions de 7 500 emplois sur les sites de Michelin en Europe.

● **CFDT :** *« C'est bien la logique financière qui prend le dessus, au détriment d'une véritable politique industrielle et commerciale »*, dénonce la CFDT-chimie, qui en veut pour *« preuve la forte progression de la valeur de l'action dès l'annonce de la réduction de 10 % des effectifs sur le territoire européen »*. Pour cette fédération, *« cette décision constitue une provocation face à la situation de l'emploi, qui doit encore être largement améliorée, notamment dans le cadre d'une réduction du temps de travail négociée, ce que refuse bien évidemment la direction du groupe Michelin »*.

● **CGT** : Bernard Thibault a réagi, vendredi, en jugeant *« insupportable d'assister à un scénario pareil »*. Le secrétaire général de la CGT a estimé, sur France 2, qu'il allait *« bien falloir se poser la question des pouvoirs politiques et syndicaux pour empêcher qu'on ait ce genre de scénario dans les entreprises »*. *« Depuis 1983, on bosse toujours plus. Et ça ne suffit jamais (...) On compte pour du beurre »*, a ajouté François Boisset, délégué central du groupe.

● **FO** : *« Monsieur Michelin a un sacré culot »* d'annoncer des suppressions de postes, *« alors qu'au semestre dernier il avait réussi à faire plus de 17 % d'amélioration de ses bénéfices »*, a protesté Marc Blondel : *« La réalité, c'est que M. Michelin veut rapporter plus d'argent pour ses actionnaires, dont lui-même au passage »*, a ajouté le secrétaire général de Force ouvrière. *« La variation boursière de Michelin fait éclater une belle légende, les entreprises citoyennes c'est du pipeau »*, a-t-il poursuivi.

● **CFE-CGC :** dans un communiqué intitulé *« Michelin, la honte »* la confédération des cadres, *« souligne que ces salariés qui vont perdre leur emploi ont précisément permis à Michelin d'obtenir de bons résultats »*.

● **Medef :** *« Il y a énormément d'entreprises qui réduisent leur personnel de 3 % par an. C'est un mécanisme parfaitement compris, négocié. Ce ne sont pas des chiffres colossaux »*. C'est ce qu' a tenté de relativiser, jeudi, le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, en ajoutant : *« Michelin, qui est une grande multinationale française dont nous sommes fiers, pour être dans la compétition en termes de rentabilité, doit s'adapter, se moderniser, s'équiper et faire un programme de réduction du personnel »*.

● **PS :** le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande a déclaré qu'*« il n'est pas acceptable qu'une grande entreprise puisse décider de supprimer des emplois* (...) *tout simplement pour faire plus de profits pour ses actionnaires »*. *« Dans un pays développé où le compromis social doit être à l'esprit de tous, il faut que l'on pense aux actionnaires, sans doute, mais aussi aux salariés »*, estime-t-il. Pour Gaétan Gorce, responsable national à l'emploi au PS, *« les Michelin apparaissent comme les hommes liges d'un Medef, dont l'agressivité à l'égard de la réduction négociée du temps de travail le dispute à l'archaïsme »*.

● **PCF :** le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, s'est dit *« révolté »* lors d'un point de presse jeudi. *« Le gouvernement doit réagir (...), nous ne laisserons pas faire »*, a-t-il lancé. Alain Bocquet, président du groupe à l'Assemblée nationale, a estimé pour sa part, vendredi que le gouvernement *« ne peut pas se contenter d'acter, de protester, de trouver cela choquant, il doit prendre des mesures, en particulier fiscales »*. *« Avec l'ultralibéralisme, on ne peut pas avoir une attitude mi-chèvre, mi-chou »*, a-t-il ajouté.

● **LO :** Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, parle dans un communiqué de *« provocation à l'égard du monde du travail »*. Elle estime que *« le gouvernement aurait le pouvoir de s'opposer aux choix d'un Michelin »* mais *« il n'en a pas la volonté politique »*.

● **RPF :** le secrétaire général du Rassemblement pour la France, Jean-Jacques Guillet, s'*« inquiète »* du *« pouvoir exercé par les fonds de pension anglo-saxons sur les entreprises françaises »* au *« détriment de l'emploi »* et demande *« le renforcement »* de ces dernières afin de *« lutter à armes égales face à la mondialisation »*.

Legrand®

Résultats semestriels et acquisitions

Le conseil s'est réuni sous la présidence de M. François Grappotte pour examiner les comptes du 1er semestre 1999.

Comptes consolidés	1999 M€	1999 MF	1998 MF	1997 MF	1996 MF	Évolution Sur 1 an	Évolution Sur 3 ans
Chiffre d'affaires	1147	7526	7327	6452	5785	+ 2,7 %	+ 30 %
Résultat opérationnel	177	1159	1192	993	794	- 2,8 %	+ 46 %
Bénéfice net	97	639	629	517	453	+ 1,6 %	+ 41 %

Après un début d'année très morose la conjoncture s'est progressivement améliorée, la croissance du chiffre d'affaires à structure et changes constants s'établissant sur l'ensemble du semestre à + 3,5 %.

Sur le plan des résultats et comme anticipé, le premier semestre reconduit globalement la performance du premier semestre précédent, après deux années de forte croissance.

Confiant dans le potentiel de son marché, Legrand renforce méthodiquement son offre produits, optimise son organisation logistique et poursuit son internationalisation.

Ainsi après le rachat au 1er trimestre 1999 de CEB, fabricant italien de tableaux et armoires électriques (chiffre d'affaires de 18 M€) et de l'activité appareillage d'installation tertiaire et industriel de General Electric aux Etats-Unis (chiffre d'affaires de 18 M$), Legrand vient de reprendre la division appareillage électrique du groupe Anam, leader sud-coréen en interrupteurs et prises de courant et qui fabrique également des disjoncteurs et des portiers ; sur ce marché porteur et en nette reprise, Anam réalise un chiffre d'affaires d'environ 160 millions de francs et emploie 260 personnes.

INFORMATION FINANCIERE - Tél : 01 49 72 53 53
MINITEL : 3615 CLIFF et 3615 COB/BDC (2,23 F/mn)
INTERNET : www-finance.legrandelectric.com

VaLEFI

LeMonde Job: WMQ1109--0017-0 WAS LMQ1109-17 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:34 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1916 Lcp:700 CMYK

EDF entre en lice pour la privatisation du quatrième producteur d'électricité allemand

Les ambitions du groupe français sont surveillées de près à Bruxelles

La privatisation d'EnBW, le producteur d'électricité de Stuttgart, suscite de nombreuses convoitises. EDF, qui veut s'implanter outre-Rhin, dispose de solides atouts par rapport aux autres candidats, allemands ou américains. Mais le groupe public ne fait pas l'unanimité, ses concurrents estimant que le marché français ne s'ouvre pas assez à la concurrence. Bruxelles est décidé à surveiller son comportement de près.

FRANCFORT
de notre correspondant

Les projets allemands d'EDF entrent dans une phase décisive. La compagnie française a déposé, jeudi 9 septembre, son offre pour la privatisation partielle d'un des principaux fournisseurs d'électricité du pays, EnBW (Energie Bade-Württemberg). Une candidature qui provoque déjà des remous : le premier producteur européen serait prêt à mettre 5 milliards de deutschemarks (2,56 milliards d'euros, près de 17 milliards de francs) sur la table pour emporter le morceau au nez et à la barbe de ses confrères allemands. EDF tient à réaliser cette année, selon les mots de son président François Roussely, une *« implantation stratégique en Allemagne par le biais d'une acquisition »*. L'actuel quatrième producteur du marché germanique lui donnerait un accès privilégié au sud-ouest du pays. Mais la compétition sera rude : cinq à dix prétendants sont sur les rangs. L'appel d'offres a attiré la plupart des grands producteurs allemands, dont les trois premiers du secteur, RWE, PreussenElektra et Bayernwerk. Des groupes étrangers, comme les américains Southern Energy et Enron, s'intéresseraient également au dossier.

Pour le moment, 34 % du capital d'EnBW sont mis en vente. C'est l'État régional du Bade-Wurtemberg qui a initié le mouvement en prévoyant de céder sa participation de 25,01 %. La ville de Stuttgart envisage aussi de vendre les 9 % qu'elle détient par l'intermédiaire d'une filiale (TWS). D'autres actionnaires municipaux pourraient se séparer de leurs titres, même s'ils n'ont pas encore pris leur décision. La commission chargée de conduire cette privatisation partielle sous la houlette du président du Land, Erwin Teufel (CDU), doit se réunir lundi 13 septembre pour déterminer les offres les plus intéressantes. EDF devrait très probablement faire partie des finalistes.

PRIS AU SÉRIEUX

La décision finale pourrait être prise fin novembre ou début décembre. Outre les conditions financières, les dossiers seront jugés *« en fonction de leurs caractéristiques en matière de politique industrielle et d'emploi »*, indique Konstantin von Klitzing, responsable de la transaction à la banque d'investissement mandatée par le gouvernement régional. Ces critères sont *« formulés de façon qualitative »*, sans chiffrage précis. Il s'agit, précise M. von Klitzing, *« de sauvegarder une entité capable de se développer dans le contexte d'un marché en plein changement »*.

Les chances d'EDF, partenaire de longue date d'EnBW dans le nucléaire, sont prises très au sérieux par les professionnels allemands. Le patron d'EnBW, Gerhard Goll, qui figure parmi les membres de la commission chargée d'étudier les candidatures, passe pour être assez favorable à une telle alliance stratégique. Le principal actionnaire, un organisme intercommunal qui détient 34,5 % du capital, semble un peu plus réservé et devrait être très attentif aux composantes « politiques » du projet. Certains s'inquiètent de l'arrivée du *« groupe monopolistique français »*.

Le président du directoire de RWE, Dietmar Kuhnt, est monté au créneau ces derniers jours pour dénoncer *« l'iniquité »* de la libéralisation en cours dans l'Union européenne, qui permet à l'opérateur français de se développer hors de ses frontières, alors que son marché national reste des plus fermés. Selon lui, une mainmise du groupe public français, très dépendant du nucléaire, sur EnBW serait en outre en contradiction avec le projet du gouvernement allemand de sortir de l'atome. Le commissaire européen à la concurrence partant, Karel Van Miert, a indiqué, mercredi 8 septembre à Bruxelles, qu' *« il va falloir regarder de plus près la façon dont EDF se comporte »*, suite aux plaintes de différents opérateurs européens.

Un an et demi après la large ouverture du marché allemand de l'électricité, l'éventuelle entrée d'EDF renforcera une concurrence déjà beaucoup plus dure que prévu. Après avoir réduit les tarifs consentis aux clients industriels, les producteurs se lancent dans la chasse aux particuliers. EnBW a vu en 1998 son chiffre d'affaires (8,15 milliards de deutschemarks, 4,2 milliards d'euros) se tasser du fait de la baisse des tarifs.

Tous les observateurs s'attendent désormais à une forte concentration dans la branche. Deux des principaux concurrents d'EnBW, PreussenElektra et Bayernwerk (respectivement numéro deux et trois), pourraient d'ailleurs prendre la première place du classement dans les prochains mois, devant RWE, si leurs maisons mères parviennent à boucler leur fusion (*Le Monde* du 2 septembre). Un rapprochement qui rend EnBW d'autant plus intéressant aux yeux de ses prétendants. L'entreprise glisserait alors de la quatrième à la troisième place allemande.

Philippe Ricard

NOMINATIONS

Un Américain numéro deux de LVMH

BERNARD ARNAULT, le PDG du groupe de luxe LVMH, a remanié son état-major. L'Américain Myron Ullman, ex-patron de Duty Free Shoppers (DFS), la firme de distribution rachetée en 1997, a été promu en juillet directeur général. Il est remplacé, à la tête de la division « distribution sélective », qui coiffe DFS, Séphora et Le Bon Marché, par Pierre Letzelter, jusqu'ici responsable du pôle « vins et spiritueux » (Moët Hennessy). Ce poste sera repris par l'actuel patron de Veuve Cliquot, Philippe Pascal.

Dans la division « mode et maroquinerie » (Louis Vuitton), Marianne Tesler a été recrutée pour prendre la présidence de Givenchy Couture. Mme Tesler était PDG de Nike France depuis 1996, après un parcours chez Whirlpool.

■ **LEVIS : Philip Marineau,** cinquante-deux ans, précédemment directeur général de PepsiCo Etats-Unis, a été nommé PDG de Levi Strauss. Ce transfert est un coup dur pour Pepsi. M. Marineau a lancé Pepsi One, un Pepsi à une calorie qui rencontre un grand succès aux Etats-Unis. Levis était à la recherche depuis neuf mois d'un successeur à Peter Jacobi, son précédent PDG. Le groupe textile est en grande difficulté sur son activité phare, le blue jeans. Levis a donc privilégié la recherche de nouvelles compétences marketing.

■ **BRED BANQUES POPULAIRES : Philippe Dupont,** le président, a nommé l'état-major du groupe. Il comprend Paul Loriot, directeur général de la caisse centrale des Banques populaires et de Natexis Banques populaires, Dominique Ferrero, également DG de Natexis, Yvan de La Porte du Theil, DGA de la chambre syndicale des Banques populaires, et Jean-Paul Dubus, directeur central de la chambre syndicale des Banques populaires.

■ **AUTODISTRIBUTION : Paul-Marie Chavanne** (quarante-huit ans, Centrale, ENA), ancien président du groupe Strafor-Facom, a été nommé président d'Autodistribution, ancienne filiale de Strafor-Facom reprise par un investisseur financier.

■ **DANONE : Dominique Poiroux** (ingénieur des mines, trente-six ans) a été nommé directeur général recherche-développement et qualité du groupe Danone. L'entreprise a choisi un profil classique pour succéder à Jim Kirk, un Américain qui a choisi de retourner aux Etats-Unis *« pour des raisons personnelles »* un an après son arrivée.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouët. Fax : 01-42-17-21-67

La BCE exprime sa confiance dans la croissance européenne

FRANCFORT
de notre correspondant

L'ultime conseil de la Banque centrale européenne (BCE) avant la pause estivale avait suscité de vives spéculations sur un éventuel resserrement de sa politique monétaire. Pour sa deuxième réunion de rentrée, la BCE a maintenu son principal taux directeur à 2,5 %, tout en laissant planer l'incertitude sur son attitude future. Fidèle à l'expression utilisée en juillet, son président, Wim Duisenberg, *« plus optimiste »* sur le plan conjoncturel, a estimé qu'une tendance à la hausse des taux *« point et continue de poindre peu à peu »*. Il a indiqué *« observer avec une grande attention »* certains développements monétaires dans la zone euro, qui peuvent néanmoins constituer *« une élévation des risques »* pour la stabilité des prix.

La progression de l'agrégat monétaire M3 (+ 5,6 % en juillet) et la hausse du crédit au secteur privé (+ 10,4 %) seront *« surveillées très attentivement »*. La progression du prix des produits pétroliers pourrait en outre continuer de jouer sur l'inflation (+ 1,1 % en juillet). Mais, pour le moment, *« les chances de maintien de la stabilité des prix sont bonnes »*, a fait valoir Wim Duisenberg.

Par ailleurs, la BCE se veut nettement confiante en matière de conjoncture. Les prévisions pour la zone euro attestent que la croissance du PIB devrait *« être un peu plus élevée que prévu actuellement »*. Elle devrait dépasser les 2 % cette année, et se situer au-delà de la fourchette des 2,25 %-2,5 % pour 2000.

EXPORTATIONS FAVORISÉES

Malgré les mauvais chiffres annoncés jeudi 9 septembre pour le deuxième trimestre en Allemagne, avec une stagnation par rapport au début de l'année, tout laisse penser, selon la BCE, que *« les chances d'un retournement économique durable sont bonnes »* dans la zone euro pour le second trimestre. La consommation des ménages demeure forte. Et les exportations peuvent profiter d'un environnement favorable : *« L'économie mondiale continue de donner des signes d'amélioration »*, a précisé le président de la BCE : *« La croissance aux Etats-Unis se poursuit et des signes (...) positifs ont été enregistrés au Japon. »*

Ces différentes déclarations devraient conforter la plupart des économistes qui tablent sur une hausse des taux pour le milieu de l'année prochaine. Les déclarations de Wim Duisenberg et de ses collègues européens ont ménagé le suspens depuis la mi-juillet. Certains experts croient même à un retournement du principal taux directeur – stable à 2,5 % depuis la dernière décision de baisse prise en avril – d'ici à la fin de l'année. *« Tout dépendra de l'évolution des choses en automne »*, considère un banquier central. Selon Wim Duisenberg, les négociations salariales pour l'an 2000 seront déterminantes en matière d'évolution des prix. Les risques actuels, comme la hausse des produits énergétiques, ne suffiraient pas à faire approcher de la barre des 2 % d'inflation en rythme annuel tolérés par la Banque centrale. A condition qu'ils s'accompagnent, affirme Wim Duisenberg, *« d'une modération salariale constante »*.

P. Ri.

Interventions de la Banque du Japon

La Banque du Japon est intervenue, vendredi matin 10 septembre, pour la première fois depuis juillet, pour tenter de stopper l'ascension de la monnaie japonaise, dopée depuis la veille par l'annonce d'une hausse surprise de 0,2 % du produit intérieur brut au deuxième trimestre. La Banque du Japon (BoJ) a commencé à vendre du yen alors que la devise nippone s'échangeait à 107,65 yens pour un dollar, soit son plus haut niveau depuis trois ans. *« Nous sommes intervenus ce matin »*, a confirmé le ministre des finances, Kiichi Miyazawa. L'action de la banque centrale a permis de faire chuter la monnaie nippone de plus de 2 yens face au dollar, à environ 110 yens.

LeMonde Job: WMQ1109--0018-0 WAS LMQ1109-18 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:13 S.: 111,06-Cmp.:10,12, Base : LMQPAG 09Fap:100 N°:1917 Lcp:700 CMYK

Canal+ brouille son image pour rajeunir son audience

Marquée par l'échec du duo Bedos-Belkacem et par les réactions négatives à l'arrivée de Nagui, la grille de rentrée de la chaîne cryptée illustre un tournant éditorial qui vise à séduire les jeunes futurs abonnés

UNE RENTRÉE mouvementée. Avec l'arrêt prématuré de « Bienvenue en France ! », magazine mort-né préparé par Guy Bedos et Florence Belkacem, et avec l'arrivée de Nagui aux commandes de l'émission quotidienne « Nulle part ailleurs » (NPA), le lancement de la nouvelle grille de Canal+ n'est pas passé inaperçu. Il amène certains à s'interroger sur l'évolution éditoriale de la chaîne cryptée, dont l'image devient floue aux yeux de ses inconditionnels.

La présence de Nagui, routard des plateaux de variétés, sur celui de NPA a dérangé bien des habitués de ce rendez-vous en clair présumé « branché ». Et l'explosion du duo Bedos-Belkacem à quelques jours du décollage de leur émission laisse un sentiment d'impréparation inhabituel sur une chaîne louée pour son professionnalisme.

Concernant le raté Bedos-Belkacem, Alain de Greef, directeur général de Canal+ chargé des programmes, assume son *« erreur »*. Lors de la phase de préparation, de février à juin, *« ils manifestaient une telle envie que j'étais optimiste,* confie-t-il. *Mais lorsqu'ils sont entrés dans le concret, cela a commencé à être la guerre entre eux. C'était donc voué à l'échec »*. Faute de couple, il va *« examiner les idées de l'un et l'autre »*. Selon lui, Florence Belkacem veut faire une émission politique, qui *« ne devrait pas voir le jour avant le printemps 2001 »*. Quant à Guy Bedos, M. de Greef s'est donné trois semaines pour discuter des projets de l'humoriste.

Pour déroutante qu'elle soit, l'expérience Nagui correspond, en revanche, à une volonté précise d'Alain de Greef : le rajeunissement de l'audience. Le recrutement de l'animateur est déjà un succès de communication pour la chaîne cryptée. Grâce à lui, *« "Nulle part ailleurs" est sans doute l'émission qui a le plus fait parler d'elle dans le paysage audiovisuel français »*, remarque Benoît Cassaigne, directeur général adjoint d'IP France. De plus, l'audience semble être au rendez-vous. Après dix jours, Nagui obtient une moyenne de 7,3 % de parts de marché auprès des quatre ans et plus, et 12,3 % auprès des 15-34 ans. La nouvelle recrue supporte très bien la comparaison avec ses devanciers, et notamment Guillaume Durand. Toutefois, comme Guillaume Durand, l'ancien présentateur de « Tarata » doit faire face à un effritement continu de son audience. L'effet de curiosité n'a opéré que le premier soir, mais le solde est encore largement positif.

VIOLENTES CRITIQUES

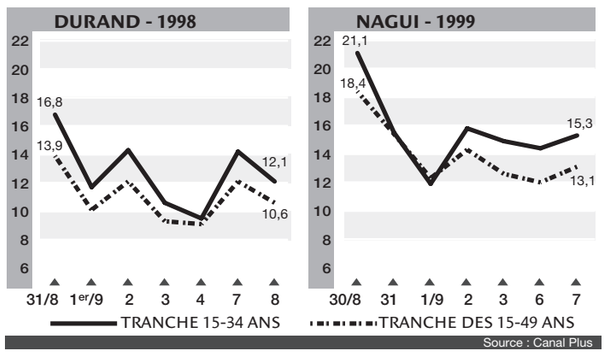
Désormais destiné principalement aux 15-34 ans – les futurs abonnés de Canal+, selon Alain de Greef –, NPA version Nagui déclenche de violentes critiques de la part des téléspectateurs plus âgés, ainsi que de certains professionnels. Pour ce spécialiste des programmes, *« le choix de Nagui est une erreur grossière »*, car il illustrerait *« la volonté de Canal+ de se frotter aux chaînes hertziennes et à leurs grandes audiences »*. L'animateur viendrait *« brouiller l'image de Canal+ »*. Pour lui, la chaîne cryptée aurait dû rester *« la télévision de l'innovation et une pépinière de talents pillée par les chaînes hertziennes »*. Au lieu de cela, l'arrivée de Nagui ressemble *« au recyclage de vieux talents »*.

Le milieu de l'édition s'émeut du changement de cap et de ton : NPA serait moins valorisante qu'auparavant pour les auteurs invités en plateau. Eloïse d'Ormesson, éditrice chez Denoël, avoue avoir été *« un peu effondrée »* en regardant les premières émissions, pas tant par Nagui lui-même que par *« l'environnement, qui n'est pas du tout celui de la culture du livre »*. Si Olivier Cohen, directeur des éditions L'Olivier, – dont Hubert Selby Jr fut l'un des premiers auteurs invités – avoue avoir trouvé les questions de l'animateur *« un peu superficielles »*, il ajoute : *« Il ne faut pas non plus s'attendre à autre chose. "Nulle part ailleurs" n'est pas une émission littéraire, mais un spectacle clownesque. »* Ce qui lui fait dire : *« Si un éditeur décide de participer à ce genre d'émission, il faut qu'il prenne ses responsabilités et cesse d'être hypocrite. »* Tous s'accordent à penser qu'il est encore trop tôt pour juger de l'impact sur les ventes.

Pour certains observateurs des chaînes hertziennes concurrentes, *« le problème est que NPA n'a plus une image aussi nette qu'il y a dix ans »*. Selon eux, l'émission ne serait plus *« une référence »*. *« Avant, il y avait Gildas, de Caunes et les Nuls ; des éléments très forts qui ont constitué des motifs d'abonnement »*. Ignorant ces attaques, Alain de Greef mise beaucoup sur les Robins des bois, une troupe de comiques *« dont l'impact, dans un premier temps, est forcément négatif »*, notamment auprès des habitués des Deschiens et autres nostalgiques des Nuls. Le directeur général a beau jeu de rappeler *« que, à leurs débuts, les Nuls ont eu mauvaise presse avant de devenir cultes »*.

Audience des sept premiers jours de « Nulle part ailleurs »

PARTS DE MARCHÉ EN POURCENTAGE



Source : Canal Plus

ARDENTS DÉFENSEURS

Canal+ ne manque pourtant pas d'ardents défenseurs. Un spécialiste de la programmation a toute confiance en *« l'intuition »* d'Alain de Greef. Pour lui, la réussite ou l'échec de l'opération Nagui *« dépendra de la capacité d'Alain de Greef à produire Nagui, qui, d'habitude, se produit lui-même et finit par s'autodétruire »*.

Dans les régies publicitaires, le propos est positif : *« La meilleure chose qui puisse arriver, c'est que Nagui relooke l'image de Canal+. »* C'est l'avis de Benoît Cassaigne, pour qui le rajeunissement de l'audience semble incontournable pour la chaîne cryptée. Pour séduire ses abonnés de demain, Canal+ doit *« s'inscrire positivement dans l'imaginaire des 15-25 ans »* d'aujourd'hui, analyse-t-il.

G. D.

TROIS QUESTIONS À...

ALAIN DE GREEF

1 Vous êtes directeur général de Canal+ chargé des programmes. Comment jugez-vous la première semaine de Nagui ?

C'est très bien ! Je suis très content des audiences. Celle de mercredi 8 septembre a été en baisse, mais c'était à cause du match de football Arménie-France diffusé sur TF1 de 18 heures à 20 heures, le créneau horaire de « Nulle part ailleurs » (NPA).

C'est encore instable et il n'est pas possible de tirer des conclusions avant la fin de la semaine prochaine. Il faut s'habituer aux choses, mais cela marche déjà très, très bien. Au quotidien, « NPA » est dans les temps de la première semaine animée par Guillaume Durand, qui était pourtant exceptionnelle.

2 Pourquoi avoir choisi Nagui pour présenter « NPA » ?

Mon objectif est de viser les jeunes de 15 à 25 ans qui sont les futurs abonnés de Canal+. Ce premier but est atteint. En plus, il est venu s'ajouter un public plus féminin. La trop grande continuité de la dernière année animée par Philippe Gildas et des deux ans présentés par Guillaume Durand était préjudiciable à l'émission. Cela ne pouvait durer.

Si le changement déroute, l'absence de changement entraîne l'encroûtement. J'avais besoin de quelqu'un qui apporte son dynamisme. Nagui, je le connais bien. Je l'apprécie depuis assez longtemps. L'an dernier, privé d'émission de télévision, il a presque pris une année sabbatique. Nous en avons profité pour parler de ce que l'on voulait faire ensemble.

3 Canal+ est réputée pour être une pépinière de jeunes talents. Ce n'est pas vraiment le cas de Nagui.

A Canal+, j'ai toujours fait alterner des vieux routiers de la télévision, comme Philippe Gildas ou Michel Denisot, avec des jeunes gens. « NPA » est une entreprise très lourde, il n'est pas possible de la confier à quelqu'un d'inexpérimenté. Cette émission est le poste d'animateur le plus compliqué qui soit. Il faut des années de radio derrière soi pour l'occuper.

Nagui, c'est mon choix, avec l'assentiment de Pierre Lescure, PDG de Canal+, et de Bibiane Godfroid, directrice de l'antenne et de la programmation. C'est Canal+ qui le produit. Nous avons souhaité changer « NPA », mais ne pas bouleverser.

Propos recueillis par Guy Dutheil

Les réseaux publicitaires FCB et Bozell fusionnent

LES ADMINISTRATEURS du septième groupe mondial de communication, l'américain True North, ont approuvé, mercredi 8 septembre à Chicago, le projet de rapprochement partiel des deux réseaux publicitaires, FCB Worldwide et Bozell Worldwide, présenté par la nouvelle direction. Avec un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de dollars, le nouveau réseau, implanté dans 85 pays sous le nom FCB, devient *« la cinquième marque mondiale de publicité »*, affirme le PDG, David Bell, arrivé à la tête de True North en mars.

True North va rapprocher ses agences implantées – faiblement – en Europe (l'enseigne y occupera la 17e place), en Amérique latine (4e), en Afrique (1re) et en Asie-Pacifique (10e). Aux Etats-Unis, FCB et Bozell continueront à fonctionner parallèlement afin de ne pas perdre de clients susceptibles de provoquer des conflits d'intérêt s'ils étaient servis par la même agence (comme Bank of America et la Chase Manhattan, à New York). En France, les 230 personnes de Bozell et FCB vont sans doute déménager. Philippe Gaumont, le président de FCB, présentera aux Américains son plan stratégique d'ici à deux mois.

La réorganisation du réseau FCB est, pour True North, une façon de combler le retard pris à l'international en raison de huit années de déchirement avec le groupe français Publicis. Depuis la dissolution, en mai 1997, de la joint-venture qu'ils avaient créée pour monter un réseau commun d'agences en Europe, chacun s'emploie à créer, plusieurs années après ses concurrents, son propre réseau international.

Deux ans après l'acquisition de Bozell, le groupe devrait continuer à grossir. La réorganisation du réseau publicitaire *« est une première étape dans la bonne direction »*, affirme M. Dell, qui donne désormais la priorité au développement en Europe. True North entend y *« réaliser des acquisitions stratégiques* [afin] *de devenir l'un des dix premiers réseaux publicitaires de la région d'ici 2001 »*, affirme le patron du groupe. True North, devenu leader des agences multiculturelles aux Etats-Unis, avec l'acquisition de 49 % de l'agence Don Coleman, un spécialiste de la communication afro-américaine, cherche à faire grandir dans le monde ses enseignes de relations publiques, BSMG Worldwide, et de marketing relationnel, Marketing Drive Worldwide.

En France, Publicis, qui reste le premier actionnaire de True North, avec 10,6 % du capital, se félicite de l'opération : *« Je considérais que l'acquisition de Bozell à côté de FCB ne pouvait pas fonctionner,* explique Maurice Lévy, le président du directoire, qui s'était opposé à l'opération en 1997. *Cette décision arrive tard, mais elle devrait permettre au cours de l'action de s'apprécier. »* Les Américains ont déjà annoncé que cet *« acte de gestion »* permettra de réaliser 25 millions de dollars d'économie *« sur les loyers et les emplois-doublons dans les fonctions administratives et de direction générale »*. La direction affirme être en mesure d'éviter des licenciements massifs.

Florence Amalou

J.-F. Kahn reprend « L'Evénement »

JEAN-FRANÇOIS KAHN retrouve *L'Evénement* qu'il a créé en 1984 et qu'il avait quitté pour lancer *Marianne* en 1997 (*Le Monde* du 10 septembre). Les syndicats ont été convoqués, jeudi 9 septembre, à un comité d'entreprise extraordinaire, prévu le lendemain matin, sur la cession du journal. C'est par un coup de téléphone de Jean-Luc Lagardère, mercredi soir, que Jean-François Kahn a appris que son projet d'*« hebdomadaire culturel et d'art de vivre »* était retenu, alors que le directeur de la rédaction, Georges-Marc Bénamou, finalisait son plan, avec Pierre Bergé.

Jean-François Kahn prévoit de conserver 40 personnes sur 69 actuellement. Il envisage de suspendre le magazine, le temps d'élaborer le nouveau projet. La CGT menace d'une grève, en cas de licenciements. Jean-François Kahn précise qu'il ne viendra pas *« contre l'avis du personnel »*.

Mouvement de grève aux éditions Milan

UN MOUVEMENT de grève a été largement suivi, jeudi 9 septembre, par le personnel des éditions Milan, groupe de presse spécialisé dans les publications de jeunesse et de territoire, dont le siège est à Toulouse. Le conflit porte sur l'application des 35 heures. Cette disposition, introduite dans l'entreprise depuis de nombreuses années, est compensée par l'abandon du 13e mois.

Avec la mise en œuvre de la loi Aubry, le personnel demande le respect des conventions collectives incluant le rétablissement de ce 13e mois. L'arrêt de travail a été prolongé vendredi alors que des discussions devaient s'ouvrir entre la direction et les représentants de l'intersyndicale.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE : René Habert, président des imprimeries du groupe Amaury** a quitté ses fonctions, jeudi 9 septembre. Un nouvel organigramme des imprimeries, qui connaissent d'importantes difficultés depuis le démarrage de nouvelles rotatives en juin 1998, sera communiqué ultérieurement. René Habert avait rejoint le groupe Amaury en 1996, après avoir dirigé l'imprimerie du *Monde*.

■ **RFM et AB Sat lancent RFM TV.** Présentée jeudi 9 septembre, cette chaîne sera disponible sur le câble et le satellite et diffusera de la *« musique adulte »*. Le programme sera composé de vidéo-musiques des années 80 à nos jours.

■ **PRESSE : les aides à la presse augmenteront de 3,2 % l'an prochain,** a annoncé, jeudi 9 septembre, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui a insisté sur l'aide au multimédia et au portage. Par ailleurs, elle s'est dit prête à *« examiner les questions que suscite le droit à l'image »*.

■ **Le Prix Alexandre Varenne est ouvert à tous les journalistes** de la presse quotidienne régionale et départementale, ainsi qu'aux journalistes de la presse hebdomadaire régionale et départementale. Les candidatures doivent être adressées avant le 4 octobre pour les premiers, et le 20 octobre pour les seconds à la Fondation Alexandre Varenne et Marguerite Varenne pour la presse et la communication, 28, rue Morel-Ladeuil, 63000 Clermont-Ferrand. Tél : 04-73-17-18-30.

Venez découvrir la nouvelle 530d.

Centre d'essai de toute la gamme 320d, 530d et 740d.

44, av. Edouard Vaillant 92 BOULOGNE PORTE DE SAINT-CLOUD

01 46 09 91 63

GRAND JURY RTL Le Monde LCI

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Président de la République Algérienne

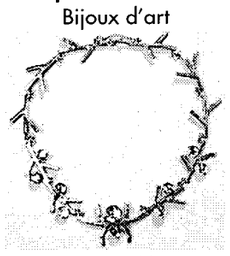
Débat animé par OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE 18H30 SUR RTL & LCI

Jacques Gautier

Bijoux d'art



36, rue Jacob 75006 Paris - Tél/fax 01.42.60.84.33

DETAILLANT GROSSISTE

VEND AUX PARTICULIERS

Recommandé par Paris pas Cher, Paris Combines...

MATELAS & SOMMIERS

Toutes dimensions - Fixes ou relevables

SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS

DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC

Cuirs - Tissus - Alcantara

Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc...

Vente par téléphone possible

Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO

247, rue de Belleville PARIS 19 M° Télégraphe

50, avenue d'Italie PARIS 13 M° Pl. d'Italie

01.42.08.71.00 - 7j/7

LeMonde Job: WMQ1109--0019-0 WAS LMQ1109-19 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 12:43 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0019 Lcp:700 CMYK

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ENI : la société pétrolière italienne envisagerait une fusion avec Elf et TotalFina**, avec le soutien du gouvernement italien, selon le quotidien *La Repubblica* de vendredi 10 septembre.
A Paris, le ministère des finances démentait tout contact au niveau politique, la priorité étant au rapprochement des deux pétroliers français. L'Etat français dispose d'une golden share dans Elf qu'il est en mesure d'utiliser pour contrer d'autres projets concurrents.

● **BRITISH AEROSPACE :** le gouvernement britannique a décidé jeudi 9 septembre de ne pas déférer le rachat des activités défense de GEC par British Aerospace à la commission de la concurrence. Le futur numéro deux mondial devra se conformer à certaines conditions, comme la création de filiales séparées dans les chantiers navals et l'avionique.

● **DANONE : le groupe agro-alimentaire** a racheté 52,8 % de Bakoma, le numéro deux polonais et prévoit l'acquisition de 20 % de Lifeway Foods, petite entreprise américaine spécialisée dans les produits « santé ». Par ailleurs, il vient de prendre 20 % de la société tunisienne de biscuits Sotubi.

● **HASBRO : le numéro deux mondial du jouet (Playskool, Tonka, Monopoly)** va racheter Wizards of the Coast, propriétaire des cartes de figurines Pokemon, pour 325 millions de dollars, soit 310 millions d'euros.

● **NOVO NORDISK : le groupe pharmaceutique danois a reçu le feu vert de l'agence européenne** pour la commercialisation d'un traitement du diabète à partir d'une insuline à effet rapide. Le conseil d'administration de Novo Nordisk a décidé, jeudi 9 septembre, de scinder ses deux activités, la production d'insuline et la fabrication d'enzymes industriels.

● **PRADA : le fabricant britannique de chaussures de luxe** Church and Co a annoncé, jeudi 9 septembre, avoir accepté une offre de rachat de la maison de mode italienne Prada pour un total de 106 millions de livres, soit 161 millions d'euros.

● **EUROFINS SCIENTIFIC : l'entreprise nantaise spécialisée dans la validation scientifique de la traçabilité** des aliments a racheté le Laboratoire de bromatologie du centre-ouest, une société poitevine d'analyse des aliments destinés à la restauration collective.

● **APEX/BP Solarex : la division solaire du groupe pétrolier BP Amoco a annoncé, jeudi 9 septembre, l'acquisition d'APEX, basée à Montpellier (Hérault)** et spécialisée dans l'électricité solaire – elle réalise un chiffre d'affaires de 160 millions de francs. BP Solarex est numéro un mondial de l'électricité solaire.

● **PHARMACIE : trois groupes japonais ont plaidé coupable d'entente sur les prix des vitamines** et vont payer 137 millions de dollars (130,4 millions d'euros) d'amende au département américain de la justice. Takeda Chemical, Eisai et Daiichi Pharmaceutical participaient au "cartel des vitamines", avec les européens Roche et BASF, déjà condamnés.

SERVICES

● **ACCOR : le troisième groupe hôtelier mondial** a reçu le feu vert de la Commission européenne pour la reprise du pôle hôtelier de Vivendi. Cette acquisition d'un montant de 470 millions d'euros concerne 52 hôtels.

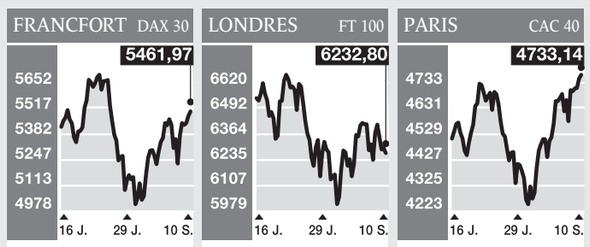
● **AIR CANADA : les pilotes de la compagnie canadienne ont fait part jeudi 9 septembre de leur ferme opposition** à l'offre non sollicitée du conglomérat financier Onex, pour acquérir les actions d'Air Canada et de Canadien International, en vue de fusionner les deux compagnies aériennes canadiennes.

FINANCE

● **AXA : Paribas va assurer la conservation des titres de la compagnie d'assurance**, qui représentent un montant de 116 milliards d'euros, soit 760 milliards de francs. Cet accord porte à plus de 800 milliards d'euros le montant des actifs dont Paribas assure la conservation auxquels s'ajoutent les 200 milliards d'euros conservés par la BNP.

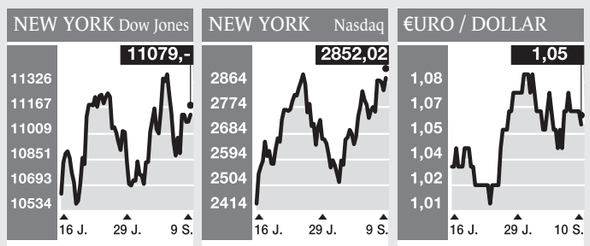
● **SANPAOLO IMI-INA :** un rapprochement est à l'étude entre le groupe bancaire italien Sanpaolo IMI et l'assureur INA, ont conjointement annoncé jeudi les deux groupes. Les prochains conseils d'administration se tiendront respectivement les 21 et 29 septembre.

EUROPE



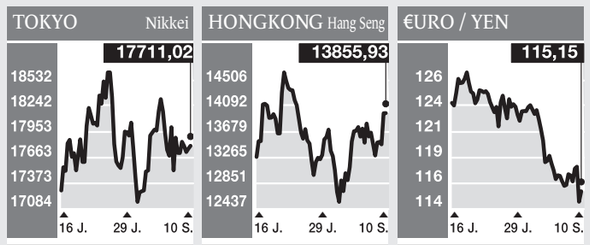
Europe 12 h 30	Indices sélection	cours 10/09	Var. % 09/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3876,39	0,47	15,98
EUROPE	STOXX 50	3785,28	0,16	14,01
EUROPE	EURO STOXX 324	332,99	0,35	11,60
EUROPE	STOXX 653	316,46	0,02	13,35
PARIS	CAC 40	4733,14	0,33	20,05
PARIS	MIDCAC	1960,80	0,26	19
PARIS	SBF 120	3242,67	0,33	22,07
PARIS	SBF 250	3048,97	0,03	21,96
PARIS	SECOND MARCHÉ	2104,86	– 0,01	5,16
AMSTERDAM	AEX	590,34	0,50	9,66
BRUXELLES	BEL 20	3229,93	0,31	– 8,10
FRANCFORT	DAX 30	5461,97	0,46	9,10
LONDRES	FTSE 100	6232,80	– 0,44	5,95
MADRID	STOCK EXCHANGE	9998,40	– 0,30	1,64
MILAN	MIBTEL 30	34513,00	0,45	– 1,82
ZURICH	SPI	7157,50	– 0,50	– 0,04

AMÉRIQUES



Amérique 10 h 15	Indices sélection	cours 09/09	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11079,40	0,39	20,67
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1347,66	0,26	9,63
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2852,02	1,54	30,07
TORONTO	TSE INDEX	7126,48	1,01	9,88
SAO PAULO	BOVESPA	11292,00	1,82	66,45
MEXICO	BOLSA	268,33	– 0,76	15,42
BUENOS AIRES	MERVAL	520,90	1,69	21,12
SANTIAGO	IPSA GENERAL	136,49	2,59	77,26
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4615,42	4,23	– 3,62

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10 h 15	Indices sélection	cours 10/09	Var. % 09/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	17711,02	0,19	27,95
HONGKONG	HANG SENG	13855,93	0,01	37,89
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	53,55
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	116,67	1,11	79,66
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3003,00	– 0,17	6,74
BANGKOK	SET	29,84	– 0,96	16,20
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4756,71	– 0,17	55,68
WELLINGTON	NZSE-40	2124,02	– 0,15	2,84

ÉCONOMIE

Sagesse de l'inflation en France au mois d'août

LES PRIX à la consommation ont augmenté de 0,1 %, en France, en août, sous l'effet de la hausse des produits pétroliers et de la fin des soldes dans l'habillement, selon l'indice provisoire publié vendredi 10 septembre par l'Insee.
Les prix avaient reculé de 0,2 % en juillet et étaient restés stables en mai et en juin. La hausse des prix en glissement annuel augmente légèrement, passant de 0,4 % en juillet à 0,5 % en août.
L'indicateur d'inflation sous-jacente (produits alimentaires non frais, produits manufacturés privés et services), qui donne une meilleure réalité de la hausse des prix, augmente de 0,1 % en août, mais se maintient à 0,7 % sur un an.

■ **ALLEMAGNE : les prix à la consommation ont diminué de 0,1 %** en août comparé à juillet, ce qui porte leur hausse à 0,7 % par rapport à août 1998, selon des chiffres définitifs diffusés jeudi par l'Office fédéral des statistiques.

■ **ITALIE : la dette accumulée par l'Etat italien a continué à se creuser en juin,** pour atteindre un niveau record avec 1 283,1 milliards d'euros (2 484 498 milliards de lires), selon des chiffres publiés, jeudi, par la Banque d'Italie.

■ **ZONE EURO : le président de la Banque centrale européenne (BCE),** Wim Duisenberg, a tablé jeudi sur un regain de croissance dans la zone euro. *« Nous sommes aujourd'hui plus optimistes sur la perspective de croissance réelle pour cette année et pour l'année prochaine que nous ne l'étions en avril »,* a-t-il indiqué, ajoutant : *« Nous avons distinctement le sentiment que ces prévisions seront dépassées. »*

■ **SLOVAQUIE : le produit intérieur brut (PIB) de la Slovaquie** a progressé de 2,4 % en rythme annuel au premier semestre 1999, a annoncé jeudi, à Bratislava, l'Office slovaque des statistiques (SUSR).

■ **SUISSE : le taux de chômage en Suisse** a poursuivi son recul en août, s'inscrivant à 2,4 %, contre 2,5 % le mois précédent, a annoncé, jeudi, le secrétariat à l'économie à Berne. Il s'agit du niveau le plus bas atteint depuis juin 1992.

■ **ASIE-PACIFIQUE : les pays d'Asie-Pacifique réunis au sein de l'APEC** vont se battre pour une interdiction des subventions aux exportations agricoles au cours des négociations qui vont s'ouvrir pour le prochain cycle commercial dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), ont annoncé, vendredi, des ministres des pays concernés à Auckland.

■ **CHINE : le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),** Donald Johnston, a jugé *« très important »,* vendredi à Pékin, que la Chine adhère à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

■ **La Commission de régulation boursière chinoise (CRSC)** a levé une interdiction en vigueur depuis deux ans qui empêchait les entreprises contrôlées par l'Etat et les sociétés cotées en Bourse de réaliser des transactions boursières, selon le journal officiel *Shanghai Securities News* de jeudi.

■ **FMI : le Fonds monétaire international (FMI)** a besoin de renforcer son contrôle sur l'argent qu'il prête, a reconnu jeudi Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI, à propos de l'affaire du blanchiment d'argent par les Russes.
Réfutant les critiques sur le bien-fondé des prêts à la Russie, alors que l'usage d'une partie des fonds internationaux par Moscou a été opaque, voire détourné, Stanley Fischer a indiqué qu'il n'y avait *« pas de décision au Fonds qui ne soit approuvée par le conseil d'administration qui représente tous les pays ».*

■ **ÉTATS-UNIS : le bogue de l'an 2000 ne fait plus peur aux Américains.** Seuls 11 % des personnes interrogées prévoient des complications majeures au Nouvel An, selon un sondage que publie jeudi le quotidien *USA Today.* En décembre 1998, les sceptiques étaient 34 %.

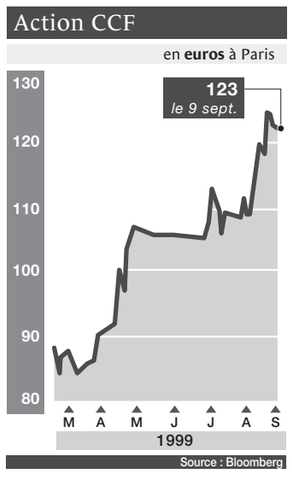
■ **JAPON : les grands patrons japonais sont convaincus que la reprise économique** est bel et bien en marche, mais ils ont souhaité, jeudi, l'adoption rapide d'un nouveau collectif budgétaire pour l'accompagner.

■ **Le Premier ministre japonais, Keizo Obuchi, a indiqué,** jeudi, qu'il allait attendre sa réélection pour mettre au point le collectif budgétaire souhaité par les milieux financiers et patronaux. *« Sachant que la demande du secteur privé est encore faible et que la situation de l'emploi est grave, je pense que nous ne pouvons pas lâcher les rênes maintenant »,* a-t-il dit. Il a discuté avec le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, de la possibilité d'utiliser des réserves de 500 milliards de yens (4,3 milliards d'euros) pour financer un collectif.

VALEUR DU JOUR

Bataille autour du capital du CCF

LES RUMEURS se multiplient depuis plusieurs semaines autour du Crédit commercial de France (CCF), alimentées par les nombreuses spéculations sur le devenir des banques françaises. Les trois principaux actionnaires du CCF, le groupe belge de bancassurance KBC, le géant néerlandais ING et l'assureur helvétique Swiss Life grignotent régulièrement des parts. KBC a annoncé jeudi 9 septembre l'augmentation de sa participation dans le capital du CCF, de 14,76 % à 18,18 %. Remi Vermeiren, président de KBC, a indiqué lors de l'annonce de ses résultats semestriels qu'il pourrait *« imaginer »* à l'avenir une offre publique d'échange (OPE) sur la sixième banque française. Auparavant, il avait toutefois précisé ne pas avoir de *« projet d'OPA sur le CCF »,* sans *« exclure »* une augmentation de la participation de KBC. *« Nous ne sommes pas dans une position de contrôle, mais nous pourrions le devenir. »* KBC a en tout cas mis fin aux rumeurs qui faisaient état de la vente de sa part à ING, qui détient 18,6 % du capital du CCF (18,3 % des droits de vote), Swiss Life contrôlant 14,6 % du capital.
Le CCF a annoncé jeudi de bons résultats pour le premier semestre, qui prouvent sa capacité à créer de la valeur tout en restant indépendant, ce que son président, Charles de Croisset, a martelé à plusieurs reprises. Pressé de questions sur les intentions de ses principaux actionnaires, M. de Croisset a répété



que sa banque disposait d'un actionnariat *« solide et de qualité ».* Pour autant, *« nous n'excluons pas de nous associer éventuellement à un autre projet encore plus créateur de valeur »,* a-t-il ajouté.
L'action CCF a terminé, jeudi, en hausse de 0,41 %, à 123 euros, ce qui représente 24 fois les bénéfices de la banque, soit au-dessus de la moyenne européenne de 18. Le CCF vise un ROE (rentabilité des fonds propres) de 18 % à l'horizon 2001 contre 12 % en 1998 et 15,5 % au premier semestre 1999. La banque présidée par M. de Croisset a enregistré un résultat net, part du groupe, de 227 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année, en hausse de 33,6 % par rapport à celui de la même période de l'an passé.

Pascale Santi

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 0,35 %, à 4733,87 points, vendredi 10 septembre, à la mi-séance. La Bourse avait inscrit jeudi un nouveau record de clôture, à 4 717,42 points, rassurée par la qualité des résultats semestriels publiés par les entreprises. Le précédent record remontait au 5 juillet.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort était en légère progression vendredi en milieu de journée, de 0,42 %, à 5 4599,96 points. La place avait clôturé en hausse de 0,67 %, jeudi, rassurée par l'annonce de la Banque centrale européenne de laisser inchangé son principal taux d'intérêt.

LONDRES

LA BOURSE DE LONDRES n'a enregistré qu'une timide hausse jeudi, l'indice Footsie ayant gagné 0,1 %, à 6 260,6 points. Les investisseurs étaient sous le coup du relèvement des taux d'intérêt par la banque d'Angleterre.

TOKYO

LA BOURSE DE TOKYO japonaise est parvenue à terminer vendredi en léger progrès, le regain de confiance dans l'économie japonaise l'ayant emporté sur les inquiétudes que suscite la vigueur du yen, nonobstant les achats de dollars opérés par la Banque du Japon. L'indice Nikkei clôturait un gain de 0,19 %, à 17 711,02 points.

NEW YORK

A L'ISSUE de la séance de Bourse, jeudi 9 septembre, le principal indice du marché des actions américaines, le Dow Jones, a terminé en hausse de 43,06 points (+ 0,39 %), à 11 079,40 points. Wall Street a connu une séance calme avant d'accroître ses gains dans la dernière heure d'échanges, tandis que le dollar chutait fortement. Le marché a, en revanche, très peu réagi à la publication des statistiques sur les demandes hebdomadaires d'allocation chômage aux Etats-Unis. De son côté, l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a pris 1,54 %, à 2 852,03 points, et le Standard and Poor's 500 a gagné 0,26 %, à 1 347,66 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient stables en début de séance, vendredi 10 septembre, les taux longs français et allemands se situant respectivement à 5,15 % et 5,09 %.

MONNAIES

DANS LES PREMIÈRES transactions, vendredi, le dollar se ressaisissait légèrement face au yen. Il se négociait à 109 yens. La veille, la séance avait été marquée par une nouvelle baisse du dollar face à la devise nippone, le billet vert tombant à ses niveaux les plus bas depuis trois ans, à 107,8 yens. L'euro perdait légèrement du terrain face au billet vert, à 1,0535 dollar, après être monté au-delà de 1,06 dollar jeudi.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	09/09
COURONNE DANOISE	7,4362
COUR. NORVÉGIENNE	8,2220
COUR. SUÉDOISE	8,6125
COURONNE TCHÈQUE	36,610
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6282
DOLLAR CANADIEN	1,5731
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0066
DRACHME GRECQUE	326,92
FLORINT HONGROIS	254,93
ZLOTY POLONAIS	4,2935

Cours de change croisés

10/09 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,91412	1,05275	0,16049	1,62735	0,65712
YEN	109,39500	....	115,15500	17,58000	177,95000	71,85500
€URO	0,94989	0,86839	....	0,15245	1,54600	0,62430
FRANC	6,23090	5,69860	6,55957	....	10,14000	4,09450
LIVRE	0,61450	0,56200	0,64680	0,09860	....	0,40390
FRANC SUISSE	1,52180	1,39185	1,60180	0,24430	2,47600	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 09/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,50	2,47	5,24	5,91
ALLEMAGNE	2,50	2,69	5,08	5,83
GDE-BRETAG.	5	5,26	5,50	4,79
ITALIE	2,50	2,66	5,31	6,01
JAPON	0,05	0,02	1,83	....
ÉTATS-UNIS	5,28	4,84	5,95	6,09
SUISSE	0,58	0,94	3,12	4,15
PAYS-BAS	2,47	2,66	5,27	5,94

Matières premières

En dollars	Cours 09/09	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1806,5	– 0,63
ALUMINIUM 3 MOIS	1528,5	– 0,55
PLOMB 3 MOIS	535	– 0,93
ETAIN 3 MOIS	5545	– 1,07
ZINC 3 MOIS	1224,5	– 0,61
NICKEL 3 MOIS	7245	– 0,69
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,27	1,45
PLATINE A TERME	80363,82	0,32
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	266	– 1,48
MAÏS (CHICAGO)	206	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	148,4	– 0,80
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	930	0,32
CAFÉ (LONDRES)	1271	....
SUCRE BLANC (PARIS)	182	....

Matif

Cours 12 h 30	Volume 10/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
SEPTEMBRE 99	2536	86,93	86,86
Euribor 3 mois			
SEPTEMBRE 99	3428	97,31	97,30

Pétrole

En dollars	Cours 09/09	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	23,04	....
WTI (NEW YORK)	23,14	– 0,26
LIGHT SWEET CRUDE	23,24	1,31

Or

En €uros	Cours 09/09	Var % 08/09
OR FIN KILO BARRE	7750	....
OR FIN LINGOT	7810	+ 0,26
ONCE D'OR (LO) $	259,65	....
PIÈCE FRANCE 20 F	44,70	....
PIÈCE SUISSE 20 F	45,80	– 0,43
PIÈCE UNION LAT. 20 F	45	+ 1,12
PIÈCE 10 DOLLARS US	230	....
PIÈCE 20 DOLLARS US	382,75	+ 0,39
PIÈCE 50 PESOS MEX	287	– 0,35

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

LeMonde Job: WMQ1109--0020-0 WAS LMQ1109-20 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 12:43 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0020 Lcp:700 CMYK

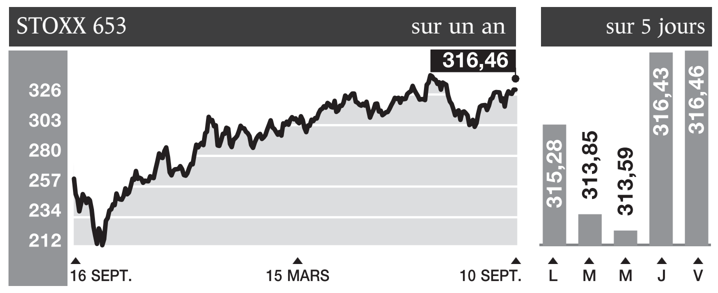
VALEURS EUROPÉENNES

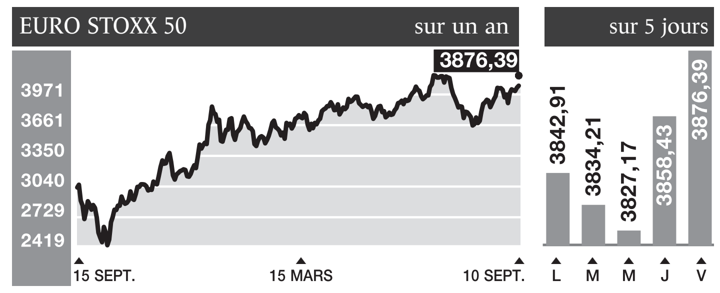
● Le titre **Edison** s'est apprécié, jeudi 9 septembre, de 4,3 %, à 8,03 euros. Le numéro un italien de l'électricité et du gaz a annoncé qu'il envisageait de s'introduire dans le secteur des services de télécommunications. L'action du groupe **Montedison,** qui possède 61 % du capital d'Edison, a bénéficié de cette annonce en s'adjugeant 9,1 %, à 1,62 euro.

● L'action **SAP** a progressé jeudi de 4,2 %, à 429 euros. L'action a presque doublé de valeur depuis le 23 mars. Hewlett-Packard a déclaré que SAP, le numéro un des logiciels pour entreprises, a rejoint un groupe d'entreprises qui travaillent sur les systèmes informatiques qui fonctionnent en continu.

● La valeur **Baan** a grimpé jeudi 9 septembre de 13,11 %, à 13,80 euros. Selon une note de la banque d'investissement américaine Morgan Stanley Dean Witter, le challenger de SAP compte six commandes en cours pour un montant qui dépasse dix millions de dollars chacune.

● Le cours de **Radiotronica** a pris jeudi 9 septembre 3,27 %, à 17,05 euros. Selon *La Gaceta de les negocios,* la première société espagnole d'ingénierie des télécommunications discuterait d'un rapprochement avec Amper, numéro un espagnol du consulting en télécommunications, également fabricant d'équipements.





10/09 12 h 49

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	35,59	+ 0,99
BASF AG	BE ★	44,3	+ 1,14
BMW	DE ★	31	− 0,32
CONTINENTAL AG	DE ★	22,75	− 1,52
DAIMLERCHRYSLER	DE ★	71,95	− 0,21
FIAT	IT ★	31,9	....
FIAT PRIV.	IT ★	15,46	− 0,13
MICHELIN /RM	FR ★	45,87	− 3,94
PEUGEOT	FR ★	193,7	+ 1,41
PIRELLI	IT ★	2,4	+ 0,42
RENAULT	FR ★	53,95	− 0,46
VALEO /RM	FR ★	79	....
VOLKSWAGEN	DE ★	58,4	+ 0,17
VOLVO -A-	SE	26,76	− 0,65
VOLVO -B-	SE	26,76	− 0,43
▶ DJ E STOXX AUTO P		258,35	− 0,35

BANQUES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	15,61	− 1,74
ABN AMRO HOLDIN	NL ★	23,15	− 0,22
ALLIED IRISH BA	GB	18,32	− 0,25
ALPHA CREDIT BA	GR	77,08	....
ARGENTARIA R	ES ★	22,2	+ 0,91
B PINTO MAYOR R	PT ★	17,9	+ 0,11
BANK AUSTRIA AG	AT ★	52,3	+ 2,55
BANK OF IRELAND	GB	17,99	....
BANK OF PIRAEUS	GR	29,15	....
BANKINTER R	ES ★	38,66	− 1,68
BARCLAYS PLC	GB	27,25	− 1,77
BAYR.HYPO-U.VER	DE ★	59,4	+ 0,51
BCA FIDEURAM	IT ★	5,49	− 1,96
BCA INTESA	IT ★	4,22	− 1,40
BCA ROMA	IT ★	1,37	....
BBV R	ES ★	12,51	− 0,08
BCO POPULAR ESP	ES ★	70,2	− 0,57
BSCH R	ES ★	10,15	....
BCP R	PT ★	24,04	− 0,08
BNP /RM	FR ★	77,75	+ 1,44
BSCH R	ES ★	9,63	− 1,03
CCF /RM	FR ★	122,8	− 0,16
CHRISTIANIA BK	NO	4,09	....
COMIT	IT ★	6,54	− 0,61
COMM.BANK OF GR	GR	97,39	....
COMMERZBANK	DE ★	35,45	− 1,12
DEN DANSKE BK	DK	108,93	....
DEN NORSKE BANK	NO	3,78	− 0,64
DEUTSCHE BANK	DE ★	66,6	....
DEXIA CC	BE ★	144,3	− 0,07
DEXIA FCE RM	FR ★	128,9	− 0,69
DRESDNER BANK	DE ★	43,25	....
ERGO BANK	GR	88,25	....
ERSTE BANK	AT ★	50,53	− 0,94
FOERENINGSSB A	SE	14,75	....
HALIFAX GROUP	GB	10,75	− 2,37
HSBC HLDG	GB	11,58	− 0,40
IONIAN BK REG.S	GR	52,67	....
JYSKE BANK REG	DK	85,39	+ 0,79
KAPITAL HOLDING	DK	35,37	− 0,38
KBC BANCASSURAN	BE ★	50,5	− 3,35
LLOYDS TSB	GB	12,45	− 1,34
MERITA	FI ★	4,96	− 1,39
NAT BANK GREECE	GR	76,76	....
NATEXIS BQ POP.	FR ★	60,95	− 1,85
NATL WESTM BK	GB	17,73	− 0,35
NORDBANKEN HOLD	SE	5,31	− 1,08
ROLO BANCA 1473	IT ★	20,02	+ 0,05
ROYAL BK SCOTL	GB	18,69	− 2,80
S-E-BANKEN -A-	SE	10,22	− 0,56
STE GENERAL-A-/	FR ★	195,6	+ 0,36
SV HANDBK -A-	SE	12,66	− 0,91
UBS REG	CH	259,66	− 1,31
UNICREDITO ITAL	IT ★	4,76	+ 2,37
UNIDANMARK -A-	DK	64,01	+ 1,28
XIOSBANK	GR	28,26	....
▶ DJ E STOXX BANK P		281,4	− 0,05

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	54,81	....
ARJO WIGGINS AP	GB	3,59	+ 1,74
ASSIDOMAEN AB	SE	18,23	− 0,63
AVESTA	SE	5,02	− 0,69
BEKAERT	BE ★	446	− 0,56
BOEHLER-UDDEHOL	AT ★	43,8	− 2,21
BRITISH STEEL	GB	2,58	− 1,75
BUHRMANN NV	NL ★	17,35	....
BUNZL PLC	GB	4,96	− 0,31
CART.BURGO	IT ★	7,18	+ 0,14
ELKEM ASA, OSLO	NO	16,54	− 0,37
ELVAL	GR	16,64	....
INPARSA	PT ★	11,5	− 1,03
JOHNSON MATTHEY	GB	9,46	− 0,65
MAYR-MELNHOF KA	AT ★	44,29	− 0,34
METSAE-SERLA A	FI ★	8,8	....
MODO B FR	SE	29,67	+ 1,79
NORSKE SKOGIND-	NO	40,32	+ 1,07
OUTOKUMPU OY -A	FI ★	12,3	+ 0,41
PECHINEY-A-	FR ★	55,1	+ 0,18
PORTUCEL INDUST	PT ★	6,5	....
RAUTARUUKKI K	FI ★	6,32	+ 0,32
RIO TINTO	GB	17,17	− 2,53
SIDENOR	GR	35,18	....
SILVER & BARYTE	GR	41,72	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,84	− 0,54
SONAE INDUSTRIA	PT ★	8,18	+ 0,37
SOPORCEL	PT ★	13,57	− 0,22
SSAB SW ST A FR	SE	13,58	+ 0,86
STORA ENSO -A-	FI ★	13,1	+ 2,75
STORA ENSO -R-	FI ★	13,3	+ 3,10
SVENSKA CELLULO	SE	27,63	+ 0,63
THYSSEN KRUPP	DE ★	22,9	+ 2,23
TRELLEBORG B	SE	9	+ 3,33
UNION MINIERE	BE ★	37,62	+ 0,05
UPM-KYMMENE COR	FI ★	32,4	+ 1,89
USINOR	FR ★	14,7	− 1,67
VIOHALCO	GR	50,78	....
VOEST-ALPINE ST	AT ★	30,84	+ 0,13
▶ DJ E STOXX BASI P		205,16	+ 1,09

CHIMIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGA -A-	SE	16,08	....
AGA -B-	SE	16,08	....
AIR LIQUIDE /RM	FR ★	152,5	....
AKZO NOBEL NV	NL ★	45,1	− 0,22
BASF AG	DE ★	44,3	+ 1,14
BAYER AG	DE ★	41	+ 1,36
BOC GROUP PLC	GB	19,98	+ 0,23
CIBA SPEC CHEM	CH	74,99	....
CLARIANT N	CH	457,44	− 0,41
DEGUSSA-HUELS	DE ★	36,3	+ 1,97
DYNO	NO	20,68	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4699,41	− 0,33
HENKEL KGAA VZ	DE ★	68,15	+ 0,07
ICI	GB	10,84	+ 0,71
KEMIRA	FI ★	5,27	− 0,19
LAPORTE	GB	10,24	− 0,60
PERSTORP -B-	SE	10,91	+ 0,53
SNIA	IT ★	1,16	....
SOLVAY	BE ★	70,85	+ 0,07
TESSENDERLO CHE	BE ★	46,2	+ 0,76
▶ DJ E STOXX CHEM P		356,32	+ 0,91

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	14,59	....
CGIP /RM	FR ★	49,25	+ 0,10
CIR	IT ★	1,55	+ 1,31
D'IETEREN SA	BE ★	422	− 1,86
GAZ ET EAUX /RM	FR ★	48,03	− 0,35
GBL	BE ★	188,3	+ 1,78
GENL ELECTR CO	GB	9,41	....
GEVAERT	BE ★	52	− 0,19
HAGEMEYER NV	NL ★	22,6	+ 4,63
INCHCAPE	GB	6,22	− 0,25
INVESTOR -A-	SE	11,44	+ 1,55
INVESTOR -B-	SE	11,61	+ 1,01
KVAERNER -A-	NO	22,50	....
LVMH / RM	FR ★	288,4	− 0,52
MYTILINEOS HOLD	GR	29,67	....
NORSK HYDRO	NO	43,54	+ 1,56
OERLIKON-BUEHRL	CH	132,48	− 0,47
ORKLA -A-	NO	15,02	....
ORKLA -B-	NO	13,14	....
SONAE INVESTIME	PT ★	31,56	− 0,66
VEBA AG	DE ★	57,6	− 0,43
▶ DJ E STOXX CONG P		277,63	− 0,31

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	14,40	+ 0,11
CABLE & WIRELES	GB	10,82	− 1,81
DEUTSCHE TELEKO	DE ★	43,05	+ 0,35
EUROPOLITAN HLD	SE	8,88	....
FRANCE TELECOM	FR ★	76,6	− 0,78
HELLENIC TELE (	GR	21,53	....
KONINKLIJKE KPN	NL ★	45,35	− 0,33
PANAFON HELLENI	GR	29,67	....
PORTUGAL TELECO	PT ★	38,09	− 0,05
SWISSCOM N	CH	306,52	+ 0,51
TELE DANMARK -B	DK	53,25	− 0,25
TELECEL	PT ★	117,6	− 0,59
TELECOM ITALIA	IT ★	9,37	− 0,74
TELECOM ITALIA	IT ★	5,19	− 0,76
TELEFONICA	ES ★	15,68	− 0,44
TIM	IT ★	5,74	....
VODAFONE AIRTOU	GB	18,58	− 0,98
▶ DJ E STOXX TCOM P		697,8	− 0,19

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCIONA	ES ★	48,68	− 0,02
ACESA R	ES ★	10,82	− 1,55
AKTOR SA	GR	28,02	....
ASKO OY	FI ★	15,7	− 1,26
AUMAR R	ES ★	20,25	− 0,25
AUTOSTRADE	IT ★	7,58	+ 1,07
BCA INTESA	IT ★	4,22	− 1,40
BICC PLC	GB	1,73	....
BLUE CIRCLE IND	GB	6,94	− 0,22
BOUYGUES /RM	FR ★	266,8	+ 0,87
BPB	GB	6,06	− 0,25
CARADON	GB	2,52	....
CBR	BE ★	87,6	+ 1,51
CIMPOR R	PT ★	16,35	− 0,43
COLAS /RM	FR ★	200	+ 1,01
CRH PLC	GB	30,62	− 0,45
CRISTALERIA ESP	ES ★	47,8	− 0,42
GRUPO DRAGADOS	ES ★	11,75	− 1,84
FOM CON CONTRAT	ES ★	56,55	− 0,79
GROUPE GTM	FR ★	106,7	− 1,20
HANSON PLC	GB	7,89	− 1,15
HEIDELBERGER ZE	DE ★	91	− 1,09
HELL.TECHNODO.R	GR	44,02	....
HERACLES GENL R	GR	31,02	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ★	44,5	....
HOLDERBANK FINA	CH	331,83	− 1,67
HOLDERBANK FINA	CH	1192,98	+ 0,53
IMETAL /RM	FR ★	160	....
ITALCEMENTI	IT ★	13,42	+ 0,75
ITALCEMENTI RNC	IT ★	4,81	+ 0,21
LAFARGE /RM	FR ★	104,5	+ 0,48
MICHANIKI REG.	GR	26,55	....
PARTEK	FI ★	12	....
PHILIPP HOLZMAN	DE ★	161	+ 0,63
PILKINGTON PLC	GB	1,70	− 2,63
RMC GROUP PLC	GB	16,54	− 0,46
RUGBY GRP	GB	1,66	− 1,82
SAINT GOBAIN /R	FR ★	188,4	− 0,26
SEMAPA	PT ★	16,1	− 2,01
SKANSKA -B-	SE	37,16	+ 1,91
SUPERFOS	DK	19,23	− 0,69
TAYLOR WOODROW	GB	2,81	+ 0,55
TECHNIP /RM	FR ★	109,9	+ 2,71
TITAN CEMENT RE	GR	106,97	....
UNICEM	IT ★	12,53	+ 2,79
URALITA	ES ★	8,23	− 0,96
VALENCIANA CEM	ES ★	9,85	+ 1,03
WIENERB BAUSTOF	AT ★	23,1	+ 0,22
WILLIAMS	GB	5,37	+ 0,29
▶ DJ E STOXX CNST P		224,37	− 0,05

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR ★	215,2	− 0,83
ADIDAS-SALOMON	DE ★	88,65	+ 0,74
ALITALIA	IT ★	2,65	+ 0,38
AUSTRIAN AIRLIN	AT ★	21,2	+ 0,24
BANG & OLUFSEN	DK	59,17	....
BARRATT DEV PLC	GB	4,56	− 5,11
BEAZER GROUP	GB	2,41	− 4,27
BENETTON GROUP	IT ★	1,91	− 1,04
BERKELEY GROUP	GB	10,64	− 1
BRITISH AIRWAYS	GB	5,99	− 2,26
CHARGEURS RM	FR ★	58	+ 1,84
CLUB MED. /RM	FR ★	98,4	+ 1,18
COATS VIYELLA	GB	0,88	+ 5,56
COMPASS GRP	GB	9,10	− 2,15
COURTAULDS TEXT	GB	2,53	....
DT.LUFTHANSA N	DE ★	18,75	+ 3,31
ELECTROLUX -B-	SE	19,04	− 1,80
EMI GROUP	GB	8,20	+ 0,19
EURO DISNEY /RM	FR ★	1,3	− 1,52
FINNAIR	FI ★	4,61	− 0,65
G WIMPEY PLC	GB	2,21	− 2,70
GRANADA GROUP	GB	8,97	− 1,35
HERMES INTL	FR ★	108	− 1,82
HPI	IT ★	0,6	+ 1,69
HUNTER DOUGLAS	NL ★	29,3	− 0,34
KLM	NL ★	25,55	+ 0,59
HILTON GROUP	GB	3,50	− 1,30
MOULINEX /RM	FR ★	10,02	+ 1,21
NCL HLDG	NO	3,17	− 0,76
PATHE /RM	FR ★	113,3	+ 1,07
PENTLAND GRP	GB	2,18	....
PERSIMMON PLC	GB	3,76	− 3,92
PREUSSAG AG	DE ★	56,15	+ 1,35
RANK GROUP	GB	3,90	+ 0,40
SAIRGROUP N	CH	214,66	+ 0,73
SAS DANMARK A/S	DK	10,49	− 1,27
SEB /RM	FR ★	70	+ 0,50
THE SWATCH GRP	CH	715,54	+ 0,62
THE SWATCH GRP	CH	152,95	+ 0,20
WILLIAM BAIRD	GB	1,57	+ 3,03
WILSON BOWDEN	GB	10,67	− 2,80
WOLFORD AG	AT ★	51	− 0,10
▶ DJ E STOXX CYC GO P		167,13	+ 0,44

PHARMACIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ASTRAZENECA	GB	37,33	− 1,18
ELAN CORP	GB	32,24	....
GLAXO WELLCOME	GB	25,78	− 0,06
HOECHST AG	DE ★	40,3	+ 1,90
NOVARTIS N	CH	1412,32	− 0,48
NOVO NORDISK B	DK	117	− 0,57
ORION A	FI ★	22,4	+ 0,45
ORION B	FI ★	22,2	....
RHONE POUL./RM	FR ★	47,49	+ 0,87
ROCHE HOLDING	CH	17497,81	− 0,09
ROCHE HOLDING G	CH	11464,19	+ 0,08
SANOFI /RM	FR ★	163,8	....
SCHERING AG	DE ★	104,1	+ 0,10
SMITHKLINE BEEC	GB	11,82	+ 0,13
▶ DJ E STOXX PHAR P		384,18	+ 0,77

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	10,22	+ 1,20
BG	GB	6,02	+ 2,35
BP AMOCO	GB	18,41	+ 1,35
BURMAH CASTROL	GB	19,41	− 0,47
CEPSA	ES ★	11,25	− 0,79
ELECTRAFINA	BE ★	118	− 0,84
ELF AQUITAINE /	FR ★	179,8	+ 2,16
ENI	IT ★	5,88	+ 3,34
ENTERPRISE OIL	GB	7,51	+ 2,30
F.OLSEN ENERGY	NO	9,30	....
LASMO	GB	2,56	+ 3,09
OMV AG	AT ★	94,3	− 0,73
PETROLEUM GEO-S	NO	20,68	+ 0,59
PRIMAGAZ /RM	FR ★	77,1	− 1,15
PROSAFE	NO	10,22	− 0,59
REPSOL	ES ★	20,71	+ 1,47
ROYAL DUTCH CO	NL ★	61,95	+ 1,64
SAIPEM	IT ★	4,24	+ 5,47
SHELL TRANSP &	GB	8,01	+ 1,75
SMEDVIG -A-	NO	12,28	+ 2,54
TOTAL FINA /RM	FR ★	129,8	+ 2,29
▶ DJ E STOXX ENGY P		327	+ 1,95

(Publicité)

www.lemonde.fr

FOOT EN DIRECT

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
3I	GB	12,62	....
ALMANIJ	BE ★	52,85	− 0,94
ALPHA FINANCE	GR	74,33	....
AMVESCAP	GB	8	− 0,38
BAIL INVEST /RM	FR ★	124,4	....
BPI R	PT ★	18,89	+ 0,27
BRITISH LAND CO	GB	7,92	− 0,19
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,73	+ 1,62
COBEPA	BE ★	57,3	− 0,17
CORP FIN ALBA	ES ★	28,16	− 0,49
CPR /RM	FR ★	42	− 0,45
CS GROUP N	CH	181,54	− 0,85
EURAFRANCE /RM	FR ★	596	+ 0,17
FONCIERE LYONNA	FR ★	130	+ 1,96
GECINA /RM	FR ★	111,2	− 0,71
HAMMERSON	GB	7,71	− 0,59
KAPITAL HOLDING	DK	35,37	− 0,38
LAND SECURITIES	GB	13,07	− 0,47
LIBERTY INTL	GB	7,19	− 1,06
MEDIOBANCA	IT ★	10,22	− 0,58
MEDIOLANUM	IT ★	7,5	− 0,40
MEPC PLC	GB	7,55	− 2,38
METROVACESA	ES ★	21,02	....
MEDIOLANUM	NL ★	7,5	− 0,40
PARIBAS	FR ★	105,9	+ 1,73
PROVIDENT FIN	GB	12,18	− 0,38
RODAMCO UK	NL ★	45,15	− 0,99
RODAMCO ASIA	NL ★	12,75	− 1,16
RODAMCO CONT. E	NL ★	40,2	− 0,50
RODAMCO NORTH A	NL ★	35,2	....
SCHRODERS PLC	GB	21,03	+ 0,81
SEFIMEG N /RM	FR ★	65,5	− 3,39
SIMCO N /RM	FR ★	82,6	− 0,48
SLOUGH ESTATES	GB	5,74	− 0,53
UNIBAIL /RM	FR ★	128,6	− 0,85
UNIM	IT ★	0,44	....
VALLEHERMOSO	ES ★	9,21	− 0,22
WOOLWICH PLC	GB	5,20	− 1,74
▶ DJ E STOXX FINS P		246,16	− 0,03

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ (	GB	8,95	....
ASSOCIAT BRIT F	GB	6,54	− 1,16
BASS	GB	12,77	− 2,46
BBAG OE BRAU-BE	AT ★	42,54	− 1,07
BONGRAIN /RM	FR ★	366,8	+ 0,22
BRAU-UNION	AT ★	45,15	− 0,77
CADBURY SCHWEPP	GB	6,48	....
CARLSBERG -B-	DK	35,64	+ 2,32
CARLSBERG AS -A	DK	34,96	+ 1,96
CHR. HANSEN HLD	DK	95,48	+ 1,43
CULTOR -1-	FI ★	18	....
DANISCO	DK	42,90	+ 1,59
DANONE /RM	FR ★	238,6	+ 1,71
DELTA DAIRY	GR	34,25	....
DIAGEO	GB	9,67	− 1,10
ELAIS OLEAGINOU	GR	57,20	....
ERID.BEGH.SAY /	FR ★	121,3	− 1,38
GREENCORE GROUP	GB	3,22	+ 0,96
HEINEKEN	NL ★	49,9	− 1,09
HELLENIC BOTTLI	GR	27,22	....
HELLENIC SUGAR	GR	21,66	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI ★	31	− 1,59
KERRY GRP-A-	GB	11,98	+ 2,77
MONTEDISON	IT ★	1,65	+ 1,85
NESTLE N	CH	1892,26	− 0,49
PARMALAT	IT ★	1,29	+ 2,38
PERNOD RICARD /	FR ★	70,15	+ 0,21
RAISIO GRP V	FI ★	9,08	+ 0,89
RIEBER & SON -B	NO	6,32	....
TATE & LYLE	GB	6,20	− 0,25
UNICER R	PT ★	18,05	+ 0,28
UNIGATE PLC	GB	5,80	+ 1,61
UNILEVER	NL ★	66,7	+ 0,15
UNILEVER	GB	9,17	+ 0,34
▶ DJ E STOXX F & BV P		236,4	+ 0,29

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABB PARTI	CH	1687,29	....
ADECCO N	CH	514,94	+ 0,37
ALSTOM	FR ★	33,22	− 1,72
ALUSUISSE LON G	CH	1151,73	+ 0,49
ASSOC BR PORTS	GB	4,82	− 1,57
ATLAS COPCO -A-	SE	28,10	+ 1,47
ATLAS COPCO -B-	SE	27,58	+ 0,85
ATTICA ENTR SA	GR	17,13	....
BAA	GB	9,75	− 0,47
BBA GROUP PLC	GB	7,54	− 1,80
BERGESEN	NO	15,69	....
BONHEUR	NO	29,07	+ 6,22
CMB	BE ★	42,3	+ 0,12
CMG	GB	32,75	+ 0,28
COOKSON GROUP P	GB	3,61	....
DAMPSKIBS -A-	DK	9346,17	− 0,71
DAMPSKIBS -B-	DK	9951,32	− 1,07
DAMSKIBS SVEND	DK	13985,64	− 0,85
DELTA PLC	GB	2,46	− 2,44
DET SONDENFJ NO	NO	7,78	+ 3,23
ELECTROCOMPONEN	GB	8,34	+ 2,26
EQUANT NV	DE ★	82	− 0,61
FINNLINES	FI ★	26	....
FKI	GB	3,27	− 0,93
FLS IND.B	DK	25,28	− 0,53
FLUGHAFEN WIEN	AT ★	38,56	− 1,88
GKN	GB	14,76	− 1,54
GLYNWED INTL PL	GB	3,85	− 0,40
HALKOR	GR	26	....
HAYS	GB	10,27	− 1,18
HEIDELBERGER DR	DE ★	63,2	+ 0,32
HELLAS CAN SA P	GR	55,06	....
IFIL	IT ★	6,02	− 0,33
IMI PLC	GB	4,64	− 5,92
ISS INTL SERV-B	DK	55,14	+ 1,23
KOEBENHAVN LUFT	DK	84,72	+ 0,80
KON.NEDLLOYD	NL ★	27,3	− 0,55
KONE B	FI ★	119,5	....
LEGRAND /RM	FR ★	221,4	− 0,18
LEIF HOEGH	NO	11,55	....
LINDE AG	DE ★	57,8	....
MAN AG	DE ★	33,6	+ 0,60
MANNESMANN AG	DE ★	144,7	− 0,21
METALLGESELLSCH	DE ★	21,7	....
METRA A	FI ★	19	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,74	− 2,83
NFC	GB	3,55	+ 0,43
NKT HOLDING	DK	74,90	− 0,29
OCEAN GROUP	GB	16,43	+ 0,56
PENINS.ORIENT.S	GB	15,57	− 1,27
PREMIER FARNELL	GB	4,67	+ 3,05
RAILTRACK	GB	18,41	+ 0,17
RANDSTAD HOLDIN	NL ★	49,6	− 0,70
RATIN -A-	DK	113,63	....
RATIN -B-	DK	117,80	− 0,74
RENTOKIL INITIA	GB	3,88	+ 0,40
REXAM	GB	4,79	− 0,95
REXEL /RM	FR ★	89,8	+ 3,58
RHI AG	AT ★	28,65	− 0,35
RIETER HLDG N	CH	603,67	− 0,10
SANDVIK -A-	SE	27,34	+ 2,61
SANDVIK -B-	SE	27,46	+ 2,38
SAURER ARBON N	CH	421,20	+ 2,12
SCANIA AB -A-	SE	35,99	− 0,16
SCANIA AB -B-	SE	35,99	− 0,16
SCHINDLER HOLD	CH	1512,31	− 0,17
SCHINDLER HOLD	CH	1562,30	....
SCHNEIDER ELECT	FR ★	70,2	− 0,71
SEAT-PAGINE GIA	IT ★	1,4	+ 0,72
SECURICOR	GB	9,03	....
SECURITAS -B-	SE	14,34	+ 0,82
SGS GENEVA BR	CH	1034,25	− 0,72
SHANKS GROUP	GB	3,62	− 0,84
SIDEL /RM	FR ★	99,9	− 0,10
INVENSYS	GB	4,96	− 0,31
SITA /RM	FR ★	251,5	+ 1
SKF -A-	SE	20,73	+ 0,85
SKF -B-	SE	22,06	+ 1,33
SOPHUS BEREND -	DK	20,17	....
SULZER FRAT.SA1	CH	584,30	− 0,32
SVEDALA	SE	19,62	+ 1,20
SVENDBORG -A-	DK	13447,73	+ 0,27
T.I.GROUP PLC	GB	7,71	− 2,90
TOMRA SYSTEMS	NO	34,78	+ 1,06
VA TECHNOLOGIE	AT ★	83,6	− 1,24
VALMET	FI ★	10,72	− 2,55
▶ DJ E STOXX IND GO P		387,69	− 0,15

ASSURANCES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGF /RM	FR ★	48,85	− 0,77
ALLEANZA ASS	IT ★	9,94	− 0,20
ALLIANZ AG	DE ★	250,3	+ 1,44
ALLIED ZURICH	GB	11,53	− 2,47
ASPIS PRONIA GE	GR	24,16	....
AXA /RM	FR ★	118,1	− 0,34
CGU	GB	14,91	+ 0,73
CNP ASSURANCES	FR ★	26,15	− 1,32
CORP MAPFRE R	ES ★	18,1	− 1,31
ERGO VERSICHERU	DE ★	112,4	+ 0,81
ETHNIKI GEN INS	GR	124,80	....
FONDIARIA ASS	IT ★	5,18	+ 0,39
FORSIKRING CODA	DK	91,44	....
FORTIS (NL)	NL ★	33,1	+ 1,07
FORTIS (B)	BE ★	33,35	+ 1,06
GENERALI ASS	IT ★	31,85	− 0,16
GENERALI HLD VI	AT ★	161,26	− 0,76
INA	IT ★	2,57	+ 1,98
IRISH LIFE & PE	GB	10	+ 0,15
LEGAL & GENERAL	GB	3,06	− 1
MUENCH RUECKVER	DE ★	191,5	− 0,78
NORWICH UNION	GB	7,20	− 0,21
POHJOLA YHTYMAE	FI ★	48,5	+ 2,11
PRUDENTIAL CORP	GB	14,60	− 1,35
RAS	IT ★	9,02	+ 1,35
ROYAL SUN ALLIA	GB	....	....
SAMPO -A-	FI ★	31,3	− 1,57
SWISS RE N	CH	1940,38	− 0,13
SEGUROS MUNDIAL	PT ★	36,6	+ 0,38
SKANDIA INSURAN	SE	20,55	+ 0,85
STOREBRAND	NO	6,45	+ 0,95
SWISS LIFE REG	CH	574,30	− 0,54
TOPDANMARK AS	DK	176,84	+ 0,38
ZURICH ALLIED N	CH	540,56	− 2,81
▶ DJ E STOXX INSU P		319,64	+ 0,26

MEDIAS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	9,14	− 0,34
CANAL PLUS /RM	FR ★	70	+ 1,45
CARLTON COMMUNI	GB	7,19	− 1,27
ELSEVIER	NL ★	10,65	− 0,47
HAVAS ADVERTISI	FR ★	228	+ 4,11
INDP NEWS AND M	IR ★	4,71	....
LAGARDERE SCA N	FR ★	40,9	+ 0,99
MEDIASET	IT ★	8,7	− 0,23
PEARSON	GB	19,75	− 1,53
REED INTERNATIO	GB	6,22	− 0,49
REUTERS GROUP	GB	14,43	....
SCHIBSTED	NO	10,03	....
TELEWEST COMM.	GB	3,88	− 0,78
TF1	FR ★	254	+ 1,24
UNITED NEWS & M	GB	9,64	− 1,10
WOLTERS KLUWER	NL ★	35,6	− 1,66
WPP GROUP	GB	9,53	+ 1,97
▶ DJ E STOXX MEDIA P		313,86	+ 0,06

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AHOLD	NL ★	34,4	− 0,72
ASDA GROUP PLC	GB	3,38	....
ATHENS MEDICAL	GR	54,45	....
AUSTRIA TABAK A	AT ★	48,4	− 0,62
BEIERSDORF AG	DE ★	72,7	+ 0,97
BIC /RM	FR ★	50,25	− 0,50
BRIT AMER TOBAC	GB	8,11	− 0,94
CASINO GP /RM	FR ★	101,5	+ 1,50
CFR UNITS -A-	CH	1811,02	+ 1,86
CPT MODERNES /R	FR ★	564	....
DELHAIZE	BE ★	77,9	+ 0,32
ESSILOR INTL /R	FR ★	326	− 0,31
ETS COLRUYT	BE ★	605	+ 1,42
FYFFES	GB	1,84	− 0,83
GIB	BE ★	43,25	− 0,23
GOODYS	GR	43,44	....
IMPERIAL TOBACC	GB	11,25	+ 0,83
KESKO -B-	FI ★	11,85	+ 1,11
L'OREAL /RM	FR ★	609	− 0,49
MODELO CONTINEN	PT ★	15,52	− 1,77
PAPASTRATOS CIG	GR	45,88	....
PROMODES /RM	FR ★	911	+ 0,11
RECKITT & COLMA	GB	11,72	− 0,13
SAFEWAY	GB	3,98	+ 0,39
SAINSBURY J. PL	GB	6,65	+ 0,46
SEITA /RM	FR ★	57,2	+ 1,24
SMITH & NEPHEW	GB	3,07	+ 0,50
STAGECOACH HLDG	GB	3,19	− 0,48
TABACALERA A	ES ★	19,08	− 1,14
TAMRO	FI ★	3,45	− 0,58
TESCO PLC	GB	2,95	− 1,03
TNT POST GROEP	NL ★	25,6	+ 2,61
▶ DJ E STOXX N CY G P		510,21	− 0,02

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,55	+ 1,76
BOOTS CO PLC	GB	11,67	− 0,65
CARREFOUR /RM	FR ★	156,8	− 0,38
CASTO.DUBOIS /R	FR ★	267,2	+ 1,21
CENTROS COMER P	ES ★	18,34	− 1,34
CONTINENTE	ES ★	23,37	− 0,55
DIXONS GROUP PL	GB	17,67	− 0,78
GEHE AG	DE ★	45	− 4,11
GREAT UNIV STOR	GB	9,52	− 0,16
GUILBERT /RM	FR ★	137	− 1,08
HENNES & MAURIT	SE	26,12	+ 1,81
JERONIMO MARTIN	PT ★	28,5	− 0,11
KARSTADT AG	DE ★	447,5	+ 0,17
KINGFISHER	GB	11,35	− 0,81
MARKS & SPENCER	GB	5,88	− 1,29
METRO	DE ★	54,45	+ 0,37
NEXT PLC	GB	11,48	+ 3,17
PINAULT PRINT./	FR ★	176,8	− 0,06
RINASCENTE	IT ★	7,21	− 0,83
STOCKMANN A	FI ★	17,4	− 0,57
VALORA HLDG N	CH	252,47	+ 0,75
W.H SMITH GRP	GB	9,32	− 0,98
WOLSELEY PLC	GB	7,57	− 0,60
▶ DJ E STOXX RETL P		398,88	− 0,16

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR ★	143,4	+ 0,28
ALTEC SA REG.	GR	23,23	....
BAAN COMPANY	NL ★	14,05	+ 1,81
BARCO	BE ★	122,5	− 0,41
BRITISH AEROSPA	GB	7,19	+ 1,96
CAP GEMINI /RM	FR ★	180,1	+ 1,29
COLOPLAST B	DK	92,12	− 1,01
COLT TELECOM NE	GB	21,27	+ 1,09
DASSAULT SYST./	FR ★	38,95	− 0,64
FINMECCANICA	IT ★	0,81	+ 1,25
FRESENIUS MED C	DE ★	71,9	− 0,14
GAMBRO -A-	SE	9,64	....
GETRONICS	NL ★	50,45	− 0,49
GN GREAT NORDIC	DK	32,01	+ 2,37
INTRACOM R	GR	89,32	....
KON. PHILIPS	NL ★	102,85	+ 3,89
MERKANTILDATA	NO	10,70	− 1,12
MISYS	GB	9,30	+ 1,17
NERA ASA	NO	2,38	+ 2,08
NETCOM ASA	NO	30,04	+ 2,92
NOKIA	FI ★	84	+ 0,42
NYCOMED AMERSHA	GB	6,33	+ 0,49
OCE	NL ★	19,55	+ 0,51
OLIVETTI	IT ★	2,22	+ 2,30
ROLLS ROYCE	GB	3,81	+ 2,48
SAGEM	FR ★	610	....
SAP AG	DE ★	371,6	+ 1,81
SAP VZ	DE ★	433,8	+ 1,95
SEMA GROUP	GB	11,70	+ 0,79
SIEMENS AG N	DE ★	85,6	+ 1,30
SMITHS IND PLC	GB	14,45	+ 0,64
STMICROELEC SIC	FR ★	71,95	+ 1,34
TANDBERG DATA A	NO	4,01	+ 4,10
THOMSON CSF /RM	FR ★	33,65	− 0,88
WILLIAM DEMANT	DK	72,62	....
▶ DJ E STOXX TECH P		493,63	+ 0,99

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	11,25	+ 0,55
BRITISH ENERGY	GB	7,43	− 2,81
CENTRICA	GB	2,52	....
EDISON	IT ★	8,04	+ 0,12
ELECTRABEL	BE ★	330	+ 2,17
ELECTRIC PORTUG	PT ★	15,43	− 0,45
ENDESA	ES ★	19,04	− 0,78
EVN	AT ★	131,54	+ 0,11
GAS NATURAL SDG	ES ★	22,65	− 1,91
HAFSLUND -A-	NO	5,84	+ 1,05
HAFSLUND -B-	NO	3,67	....
IBERDROLA	ES ★	13,8	− 1,08
ITALGAS	IT ★	4,17	+ 0,97
NATIONAL GRID G	GB	6,20	− 1,70
NATIONAL POWER	GB	6,68	− 1,36
OESTERR ELEKTR	AT ★	140,9	− 0,42
POWERGEN	GB	9,83	− 2,59
SCOT POWER	GB	8,09	....
SEVERN TRENT	GB	13,56	....
SUEZ LYON EAUX/	FR ★	157,5	+ 0,77
SYDKRAFT -A-	SE	18,81	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,65	− 0,65
THAMES WATER	GB	13,24	+ 0,35
TRACTEBEL	BE ★	171,2	+ 0,94
FENOSA	ES ★	13,87	− 0,50
UNITED UTILITIE	GB	11,01	+ 0,14
VIAG	DE ★	21,14	+ 2,22
VIVENDI/RM	FR ★	76	+ 0,66
▶ DJ E STOXX PO SUP P		304,43	+ 0,44

EURO NOUVEAU MARCHÉ

10/09 12 h 49

AMSTERDAM

	Cours en €uros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	18,55	+ 0,27
ANTONOV	1,02	+ 10,87
C/TAC	7,4	− 1,33
CARDIO CONTROL	6,2	+ 0,81
CSS	16,8	− 1,18
HITT NV	8,3	+ 3,75
INNOCONCEPTS NV	20,3	+ 0,50
NEDGRAPHICS HOLD	16,7	....
POLYDOC	2,05	+ 2,50
PROLION HOLDING	107,4	+ 0,56
RING ROSA	7,2	+ 0,70
RING ROSA WT	0,83	− 1,19
UCC HOLDING NV	13,6	− 1,09

BRUXELLES

	Cours en €uros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	1,72	+ 0,58
FARDEM BELGIUM B	20,5	....
INTERNOC HLD	3,1	− 1,59
INTL BRACHYTHER B	12	+ 0,17
LINK SOFTWARE B	10,49	....
PAYTON PLANAR	1,74	+ 0,58
SYNERGIA	8	....

FRANCFORT

	Cours en €uros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	87,35	+ 0,40
AIXTRON	97	+ 0,83
AUGUSTA TECHNOLOGI	58,7	+ 2,44
BB BIOTECH ZT-D	51	....
BB MEDTECH ZT-D	15,8	+ 1,61
BERTRANDT AG	68,2	....
BETA SYSTEMS SOFTW	17	+ 3,34
CE COMPUTER EQUIPM	58,5	− 1,02
CE CONSUMER ELECTR	88,52	− 0,54
CENIT SYSTEMHAUS	39,2	+ 1,82
DRILLISCH	8,8	− 1,12
EDEL MUSIC E 98	335	....
ELSA	50	....
EM.TV & MERCHANDI	54,8	+ 7,35
EUROMICRON	20	....
GRAPHISOFT NV	13,9	....
HOEFT & WESSEL	25,5	− 1,16
HUNZINGER INFORMAT	12,7	+ 0,79
INFOMATEC	37,5	+ 4,17
INTERSHOP COMMUNIC	88	− 0,17
KINOWELT MEDIEN	69,9	+ 0,29
LHS GROUP	32,8	+ 3,96
LINTEC COMPUTER	109	− 0,91
LOESCH UMWELTSCHUT	6,6	....
MENSCH UND MASCHIN	30,5	+ 0,99
MOBILCOM	61,6	− 0,16
MUEHL PRODUCT & SE	16,4	+ 1,55
MUEHLBAUER HOLDING	59	+ 0,51
PFEIFFER VACU TECH	36,6	− 0,54
PLENUM	16,2	+ 1,89
PSI	36,5	+ 7,67
QIAGEN NV	39,8	+ 2,18
REFUGIUM HOLDING A	11,45	+ 0,44
SACHSENRING AUTO	15,25	− 0,33
SALTUS TECHNOLOGY	25,5	+ 0,39
SCM MICROSYSTEMS	38,7	+ 3,48
SER SYSTEME	49,2	− 5,28
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	41,6	− 0,24
SOFTM SOFTWARE BER	41,8	+ 0,72
TDS	20,5	− 2,38
TECHNOTRANS	43	+ 2,38
TELDAFAX	17,7	− 3,28
TELES AG	40,75	+ 3,43
TIPTEL	7,32	− 1,08
TRANSTEC	44,5	− 0,22
W.E.T. AUTOMOTIVE	37,5	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne
IT : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande
LU : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche
FI : Finlande - **BE** : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **DK** : Danemark
GB : Grande-Bretagne - **GR** : Grèce - **SE** : Suède.

LeMonde Job: WMQ1109--0021-0 WAS LMQ1109-21 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 12:43 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0021 Lcp:700 CMYK

VALEURS FRANÇAISES

Le titre **Michelin** ouvrait vendredi 10 septembre la séance en baisse de 1,57 % à 47 euros, alors que l'annonce par le fabricant de pneumatiques d'un plan social prévoyant 7500 suppressions d'emplois a suscité un tollé syndical et politique.

● L'action **Elf** gagnait vendredi 0,85 % à 177,50 euros et celle de**TotalFina**, 1,26 % à 128,50 euros dans les premiers échanges. Le ministère des finances français a démenti des informations parues dans le quotidien *La Repubblica* selon lesquelles la société pétrolière et gazière italienne Eni projetterait une fusion avec l'ensemble français Elf et TotalFina.

● La valeur **Canal Plus** s'appréciait vendredi de 1,45 % à 70 euros. La chaîne cryptée accuse une perte nette provisoire de 36 millions d'euros au premier semestre 1999, « *conforme aux prévisions* », pour un chiffre d'affaires en hausse de 12 % à 1,3 milliard d'euros.

● Le cours de **Ciments français** s'appréciait de 2,97 % à 72,90 euros. Le groupe a vu son bénéfice semestriel bondir de 88 % à 82 millions d'euros pour un chiffre d'affaires en progression de 12 %. ● Le cours de **Chargeurs** était vendredi en hausse de 2,19 % à 58,20 euros. Le groupe textile a vu son bénéfice net progresser de 8 % au premier semestre à 30 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires en recul de 15 % à 550 millions d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 10 SEPTEMBRE **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 23 septembre

France	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
B.N.P. (T.P)	148	144,60	948,51	− 2,30	152
CR.LYONNAIS(TP)	142,10	142,10	932,11	....	1000
RENAULT (T.P.)	392,70	394	2584,47	+ 0,33	1000
SAINT GOBAIN(T.P.	174	173,99	1141,30	− 0,01	1000
THOMSON S.A (T.P	145,10	148	970,82	+ 2	1000
ACCOR	217	214,90	1409,65	− 0,97	15
AEROSPATIALE MAT	21,99	21,90	143,65	− 0,41	20
AGF	49,23	48,85	320,43	− 0,77	30
AIR FRANCE GPE N	16,91	16,80	110,20	− 0,65	54
AIR LIQUIDE	152,50	152,20	998,37	− 0,20	11
ALCATEL	143	143,20	939,33	+ 0,14	10
ALSTOM	33,80	33,48	219,61	− 0,95	6
ALTRAN TECHNO. #	274,30	273,50	1794,04	− 0,29	10
ATOS CA	120,30	121,30	795,68	+ 0,83	5
AXA	118,50	117,90	773,37	− 0,51	9
BAIL INVESTIS	124,40	124,40	816,01	....	100
BAZAR HOT. VILLE	125	123,80	812,07	− 0,96	50
BIC	50,50	50,30	329,95	− 0,40	3
BIS	94,90	....	....	....	20
B.N.P.	76,65	77,65	509,35	+ 1,30	4
BOLLORE	166	166	1088,89	....	8
BONGRAIN	366	366,80	2406,05	+ 0,22	50
BOUYGUES	264,50	266,80	1750,09	+ 0,87	50
BOUYGUES OFFS.	38,40	38,28	251,10	− 0,31	10
BULL#	7,76	7,84	51,43	+ 1,03	2
CANAL +	69	70	459,17	+ 1,45	....
CAP GEMINI	177,80	180	1180,72	+ 1,24	8
CARBONE LORRAINE	52,60	52,60	345,03	....	2
CARREFOUR	157,40	156,80	1028,54	− 0,38	2
CASINO GUICHARD	100	101,50	665,80	+ 1,50	10
CASINO GUICH.ADP	62,50	64,30	421,78	+ 2,88	10
CASTORAMA DUB.(L	264	268,60	1761,90	+ 1,74	25
C.C.F.	123	123,50	810,11	+ 0,41	5
CEGID (LY)	182,90	178,70	1172,20	− 2,30	25
CERUS	7,44	7,32	48,02	− 1,61	45
CGIP	49,20	49,25	323,06	+ 0,10	2
CHARGEURS	56,95	58	380,46	+ 1,84	100
CHRISTIAN DALLOZ	52,20	51,60	338,47	− 1,15	10
CHRISTIAN DIOR	151,80	152,30	999,02	+ 0,33	52
CIC -ACTIONS A	85	84,50	554,28	− 0,59	100
CIMENTS FRANCAIS	70,80	73,95	485,08	+ 4,45	4
CLARINS	98,40	100	655,96	+ 1,63	50
CLUB MEDITERRANE	97,25	98,05	643,17	+ 0,82	25
CNP ASSURANCES	26,50	26,11	171,27	− 1,47	25
COFLEXIP	92,75	95	623,16	+ 2,43	10
COLAS	198	200	1311,91	+ 1,01	40
COMPTOIR ENTREP.	1,89	1,88	12,33	− 0,53	5
CPR	42,19	42	275,50	− 0,45	8
CRED.FON.FRANCE	15,70	15,62	102,46	− 0,51	42
CFF.(FERRAILLES)	34,50	33,90	222,37	− 1,74	50
CREDIT LYONNAIS	28,91	28,51	187,01	− 1,38	....
CS SIGNAUX(CSEE)	54	53,15	348,64	− 1,57	100
DAMART	80,90	82	537,88	+ 1,36	1
DANONE	234,60	238,80	1566,43	+ 1,79	10
DASSAULT-AVIATIO	176,50	177,20	1162,36	+ 0,40	8
DASSAULT SYSTEME	39,20	38,80	254,51	− 1,02	5
DE DIETRICH	64	64,55	423,42	+ 0,86	4
DEVEAUX(LY)#	77	77	505,09	....	20
DEV.R.N-P.CAL LI	15	14,75	96,75	− 1,67	100
DEXIA FRANCE	129,80	128,80	844,87	− 0,77	....
DMC (DOLLFUS MI)	6,85	6,85	44,93	....	27
DYNACTION	26,39	26,20	171,86	− 0,72	25
EIFFAGE	72,35	72,50	475,57	+ 0,21	50
ELF AQUITAINE	176	179,30	1176,13	+ 1,88	8
ERAMET	49,10	48,80	320,11	− 0,61	20
ERIDANIA BEGHIN	123	121,20	795,02	− 1,46	10
ESSILOR INTL	327	326,80	2143,67	− 0,06	20
ESSILOR INTL.ADP	335,50	335,60	2201,39	+ 0,03	20
ESSO	80,80	81,10	531,98	+ 0,37	50
EURAFRANCE	595	596	3909,50	+ 0,17	200
EURO DISNEY	1,32	1,30	8,53	− 1,52	....
EUROTUNNEL	1,41	1,41	9,25	....	....
FACOM SA	74,60	73,50	482,13	− 1,47	25
FAURECIA	65,45	63,70	417,84	− 2,67	50
FIMALAC SA	117,40	117,90	773,37	+ 0,43	22
FINEXTEL	19,25	19,25	126,27	....	100
FIVES-LILLE	85,60	85,55	561,17	− 0,06	50
FONC.LYON.#	127,50	130	852,74	+ 1,96	50
FRANCE TELECOM	77,20	76,55	502,14	− 0,84	25
FROMAGERIES BEL	767	760	4985,27	− 0,91	50
GALERIES LAFAYET	161,30	155,80	1021,98	− 3,41	2
GASCOGNE	77,15	76,30	500,50	− 1,10	80
GAUMONT #	63,80	63,95	419,48	+ 0,24	50
GAZ ET EAUX	48,20	48,03	315,06	− 0,35	5
GECINA	112	111,20	729,42	− 0,71	100
GEOPHYSIQUE	58,90	61,20	401,45	+ 3,90	10
GRANDVISION	27,20	27,55	180,72	+ 1,29	10
GROUPE ANDRE S.A	137,60	134,30	880,95	− 2,40	50
GR.ZANNIER (LY)	25,45	25,85	169,56	+ 1,57	10
GROUPE GTM	108	106,70	699,91	− 1,20	8
GROUPE PARTOUCHE	65,75	65,70	430,96	− 0,08	91
GUILBERT	138,50	137	898,66	− 1,08	10
GUYENNE GASCOGNE	515	512	3358,50	− 0,58	20
HACHETTE FILI.ME	223	224	1469,34	+ 0,45	20
HAVAS ADVERTISIN	219	228	1495,58	+ 4,11	8
IMETAL	160	160,30	1051,50	+ 0,19	8
IMMEUBLES DE FCE	19,30	19,60	128,57	+ 1,55	10
INFOGRAMES ENTER	74,90	75,20	493,28	+ 0,40	20
INGENICO	23,83	25	163,99	+ 4,91	10
INTERBAIL	23,85	23,63	155	− 0,92	15
INTERTECHNIQUE	322,40	320	2099,06	− 0,74	100
ISIS	72	74,60	489,34	+ 3,61	50
KLEPIERRE	98,50	99	649,40	+ 0,51	50
LABINAL	132,30	130,10	853,40	− 1,66	8
LAFARGE	104	104,30	684,16	+ 0,29	25
LAGARDERE	40,50	40,70	266,97	+ 0,49	40
LAPEYRE	73,10	73,90	484,75	+ 1,09	10
LEBON (CIE)	48,50	48,79	320,04	+ 0,60	50
LEGRAND	221,80	221,20	1450,98	− 0,27	2
LEGRAND ADP	125	126,50	829,79	+ 1,20	2
LEGRIS INDUST.	38,52	38,86	254,90	+ 0,88	20
LOCINDUS	109,30	109	714,99	− 0,27	150
L'OREAL	612	609	3994,78	− 0,49	2
LVMH MOET HEN.	289,90	288,80	1894,40	− 0,38	1
MARINE WENDEL	157	155,90	1022,64	− 0,70	16
METALEUROP	7,90	7,47	49	− 5,44	25
MICHELIN	47,75	45,90	301,08	− 3,87	2
MONTUPET SA	32,43	32,50	213,19	+ 0,22	10
MOULINEX	9,90	10	65,60	+ 1,01	10
NATEXIS BQ POP.	62,10	60,95	399,81	− 1,85	16
NEOPOST	25,40	27,50	180,39	+ 8,27	1
NORBERT DENTRES.	25,25	25,34	166,22	+ 0,36	10
NORD-EST	25,60	25,30	165,96	− 1,17	50
NORDON (NY)	72,50	....	....	....	70
NRJ #	260	262	1718,61	+ 0,77	10
OLIPAR	8,01	8,15	53,46	+ 1,75	60
PARIBAS	104,10	106	695,31	+ 1,83	100
PATHE	112,10	113,30	743,20	+ 1,07	....
PECHINEY ACT ORD	55	55,05	361,10	+ 0,09	15
PENAUILLE POLY.C	255,50	260	1705,49	+ 1,76	15
PERNOD-RICARD	70	70,15	460,15	+ 0,21	20
PEUGEOT	191	193,10	1266,65	+ 1,10	35
PINAULT-PRINT.RE	176,90	176,20	1155,80	− 0,40	20
PLASTIC OMN.(LY)	109	111,30	730,08	+ 2,11	20
PRIMAGAZ	78	77,10	505,74	− 1,15	10
PROMODES	910	911,50	5979,05	+ 0,16	20
PUBLICIS #	202	200	1311,91	− 0,99	25
REMY COINTREAU	18,35	18,22	119,52	− 0,71	10
RENAULT	54,20	53,85	353,23	− 0,65	25
REXEL	86,70	90,05	590,69	+ 3,86	5
RHODIA	19,98	20,20	132,50	+ 1,10	15
RHONE POULENC A	47,08	47,52	311,71	+ 0,93	3
ROCHETTE (LA)	2,97	2,93	19,22	− 1,35	10
ROYAL CANIN	61,05	63,30	415,22	+ 3,69	20
RUE IMPERIALE (L	1845	1870	12266,40	+ 1,36	200
SADE (NY)	38,10	38,19	250,51	+ 0,24	100
SAGEM S.A.	249	246,20	1614,97	− 1,12	20
SAINT-GOBAIN	188,90	188,20	1234,51	− 0,37	16
SALVEPAR (NY)	79	78,80	516,89	− 0,25	50
SANOFI SYNTHELAB	37,70	38,23	250,77	+ 1,41	2
SAUPIQUET (NS)	74,95	75,70	496,56	+ 1	50
SCHNEIDER ELECTR	70,70	70,35	461,47	− 0,50	50
SCOR	50	50,50	331,26	+ 1	....
S.E.B.	69,65	70	459,17	+ 0,50	3
SEITA	56,50	57,35	376,19	+ 1,50	50
SELECTIBANQUE	13,20	13,17	86,39	− 0,23	100
SGE	48,90	48,95	321,09	+ 0,10	13
SIDEL	100	99,95	655,63	− 0,05	2
SILIC CA	160	161,60	1060,03	+ 1	100
SIMCO	83	82,60	541,82	− 0,48	100
S.I.T.A	249	251,50	1649,73	+ 1	8
SKIS ROSSIGNOL	15,50	15,60	102,33	+ 0,65	25
SOCIETE GENERALE	194,90	196,90	1291,58	+ 1,03	5
SODEXHO ALLIANCE	154,20	157,10	1030,51	+ 1,88	16
SOGEPARC (FIN)	85	85	557,56	....	50
SOMMER-ALLIBERT	28	28,32	185,77	+ 1,14	1
SOPHIA	40,35	40,45	265,33	+ 0,25	75
SPIR COMMUNIC. #	74	75,05	492,30	+ 1,42	20
SR TELEPERFORMAN	123	124,60	817,32	+ 1,30	20
SUEZ LYON.DES EA	156,30	157,40	1032,48	+ 0,70	10
TF1	250,90	256	1679,25	+ 2,03	10
TECHNIP	107	110	721,55	+ 2,80	20
THOMSON-CSF	33,95	33,67	220,86	− 0,82	20
TOTAL FINA SA	126,90	129,50	849,46	+ 2,05	10
UNIBAIL	129,70	128,60	843,56	− 0,85	100
UNILOG	56	57,15	374,88	+ 2,05	1
UNION ASSUR.FDAL	126,60	127	833,07	+ 0,32	10
USINOR	14,95	14,63	95,97	− 2,14	20
VALEO	79	79	518,21	....	3
VALLOUREC	41,70	41,33	271,11	− 0,89	100
VIA BANQUE	29,09	29	190,23	− 0,31	100
VIVENDI	75,50	76,30	500,50	+ 1,06	5
WORMS (EX.SOMEAL	13,80	13,80	90,52	....	1
ZODIAC EX.DT DIV	205	207,50	1361,11	+ 1,22	10

International	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
AMERICAN EXPRESS	131	131,10	859,96	+ 0,08	....
A.T.T. #	44,48	44,70	293,21	+ 0,49	1
BARRICK GOLD #	17,95	18,15	119,06	+ 1,11	....
CROWN CORK ORD.#	25,26	....	....	....	5
DE BEERS #	25,66	25,53	167,47	− 0,51	....
DU PONT NEMOURS	61,20	61,15	401,12	− 0,08	....
ERICSSON #	30,20	31	203,35	+ 2,65	2
FORD MOTOR #	47,46	48	314,86	+ 1,14	1
GENERAL ELECT. #	114,20	113,50	744,51	− 0,61	....
GENERAL MOTORS #	61,60	....	....	....	1
HITACHI #	9,70	9,66	63,37	− 0,41	50
I.B.M #	129	127,40	835,69	− 1,24	....
ITO YOKADO #	73,90	73,65	483,11	− 0,34	50
MATSUSHITA #	19,90	20,38	133,68	+ 2,41	50
MC DONALD'S #	40	40,11	263,10	+ 0,28	....
MERCK AND CO #	65,50	66,35	435,23	+ 1,30	....
MITSUBISHI CORP.	8,08	8,17	53,59	+ 1,11	50
MOBIL CORPORAT.#	100	101,70	667,11	+ 1,70	1
MORGAN J.P. #	120,30	120,90	793,05	+ 0,50	2
NIPP. MEATPACKER	12,61	12,60	82,65	− 0,08	50
PHILIP MORRIS #	35,66	36,99	242,64	+ 3,73	....
PROCTER GAMBLE	97,40	95,80	628,41	− 1,64	....
SEGA ENTERPRISES	18,72	19,47	127,71	+ 4,01	50
SCHLUMBERGER #	65,10	65,65	430,64	+ 0,84	....
SONY CORP. #	122	122,60	804,20	+ 0,49	50

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 10 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADL PARTNER	13,99	91,77	− 0,07
AB SOFT	12,90	84,62	+ 3,20
ALPHAMEDIA	15,89	104,23	− 0,63
ALPHA MOS	3,46	22,70	....
ALTAMIR & CI	139,40	914,40	....
APPLIGENE ON	1,99	13,05	− 0,50
ASTRA	1,73	11,35	....
ATN	10,39	68,15	+ 0,39
AVENIR TELEC	65,40	429	+ 0,31
BELVEDERE	77	505,09	+ 0,13
BIODOME #	12,95	84,95	+ 0,39
BVRP EX DT S	41,60	272,88	+ 1,34
CAC SYSTEMES	8,50	55,76	....
CEREP	17	111,51	....
CHEMUNEX # ♦	0,66	4,33	....
COIL	38	249,26	− 3,80
CRYO INTERAC	24,40	160,05	+ 2,31
CYBER PRES.P	39	255,82	....
CYRANO #	11,55	75,76	− 1,87
DESK #	15,45	101,35	− 0,26
DESK BS 98 ♦	1,29	8,46	....
DMS #	10	65,60	....
DURAND ALLIZ	7,20	47,23	+ 2,86
DURAN DUBOI	90	590,36	− 5,26
EFFIK #	15	98,39	....
ESKER	28,80	188,92	+ 2,49
EUROFINS SCI	72,50	475,57	− 2,36
EURO.CARGO S	10	65,60	....
EUROPSTAT #	96	629,72	− 3,03
FABMASTER #	12,50	81,99	....
FI SYSTEM #	90	590,36	+ 0,22
FLOREANE MED	8,75	57,40	....
GENERIX #	53,30	349,63	− 0,28
GENESYS #	16,45	107,90	+ 1,54
GENSET	32,50	213,19	....
GROUPE D # ♦	19,98	131,06	....
GUILLEMOT #	67,50	442,77	− 1,32
GUYANOR ACTI	0,36	2,36	....
HF COMPANY	73,50	482,13	+ 0,55
HIGH CO.	57,70	378,49	− 2,86
HOLOGRAM IND.	39,90	261,73	− 0,25
IGE + XAO	5,72	37,52	+ 2,14
ILOG #	6,92	45,39	+ 4,85
IMECOM GROUP	4,50	29,52	+ 0,22
INFOSOURCES	16,20	106,27	− 1,22
INFOTEL #	25,49	167,20	....
INTERCALL #	29,27	192	+ 1,99
LEXIBOOK # ♦	25,85	169,56	....
JOLIEZ-REGOL	7,10	46,57	− 0,70
JOLIEZ-REGOL	0,15	0,98	....
LACIE GROUP	7,76	50,90	− 0,89
MEDIDEP #	19,50	127,91	− 1,22
MILLE AMIS # ♦	5,80	38,05	....
MONDIAL PECH	9,50	62,32	+ 5,67
NATUREX	7,90	51,82	+ 5,33
OLITEC	64	419,81	+ 3,23
OXIS INTL RG	0,89	5,84	− 1,11
PERFECT TECH	19,97	130,99	− 1,87
PHONE SYS.NE	8,70	57,07	+ 1,16
PICOGIGA	17,60	115,45	− 1,01
PROSODIE #	92	603,48	− 2,13
PROLOGUE SOF	32	209,91	+ 6,67
QUANTEL	4	26,24	+ 0,50
R2I SANTE	50,10	328,63	+ 0,10
RADOUX INTL	39,64	260,02	− 0,90
RECIF #	19	124,63	− 1,55
REPONSE #	19	124,63	− 1,30
REGINA RUBEN	7,10	46,57	− 4,05
SAVEURS DE F	20,45	134,14	....
SILICOMP #	12,50	81,99	....
SERP RECYCLA	120	787,15	− 1,56
SOI TEC SILI	42,75	280,42	....
STACI #	24,19	158,68	− 0,04
STELAX	0,72	4,72	+ 1,41
SYNELEC #	17,50	114,79	....
LA TETE D.L.	2,10	13,78	....
THERMATECH I	28,50	186,95	....
TITUS INTERA	102,50	672,36	....
TITUS INTER. ♦	101,80	667,76	....
TRANSGENE #	31	203,35	− 0,32
TR SERVICES	11,53	75,63	− 0,60
V CON TELEC	7,98	52,35	+ 2,31
WESTERN TELE	10,50	68,88	− 3,49

(Publicité)

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 10 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	56,40	369,96	+ 4,44
AIGLE #	91	596,92	+ 1,11
ALGECO #	76	498,53	....
APRIL S.A.#(	107	701,87	+ 0,94
ARKOPHARMA #	61,50	403,41	− 0,81
ASSUR.BQ.POP	93,60	613,98	+ 0,54
ASSYSTEM #	35,70	234,18	− 0,28
BENETEAU CA#	214	1403,75	− 1,38
BISC. GARDEI	6,99	45,85	− 0,14
BOIRON (LY)#	59	387,01	....
BOISSET (LY)	37	242,70	− 2,61
BOIZEL CHANO	97	636,28	− 1,02
BONDUELLE	16,70	109,54	− 1,12
BOURGEOIS (L ♦	6	39,36	....
BRICE	55,10	361,43	+ 3,57
BRICORAMA #	62,50	409,97	....
BRIOCHE PASQ	92,50	606,76	− 0,11
SOLERI	60,50	396,85	− 2,10
CDA-CIE DES	32,90	215,81	+ 3,62
CEGEDIM #	46,99	308,23	+ 1,05
CERG-FINANCE	105	688,75	+ 2,94
CGBI	37,65	246,97	+ 2,45
CLAYEUX (LY)	4,90	32,14	....
CNIM CA#	41,50	272,22	− 1,19
COFITEM-COFI	54,10	354,87	− 0,37
CIE FIN.ST-H	66	432,93	+ 1,54
C.A. PARIS I	148,70	975,41	+ 1,16
C.A.ILLE & V	49,30	323,39	+ 0,74
C.A.LOIRE AT	50,30	329,95	....
C.A.MORBIHAN	49	321,42	....
C.A.DU NORD#	77,40	507,71	− 0,13
C.A. OISE CC	65,50	429,65	− 0,53
C.A.PAS CAL	96,40	632,34	....
C.A.TOULOUSE	79	518,21	+ 1,28
CRCAM TOUR.P	65	426,37	+ 0,78
CROMETAL	44,20	289,93	....
DAPTA-MALLIN	....	....	....
GROUPE J.C.D.	59,90	392,92	+ 0,34
DAUPHIN ♦	124,90	819,29	....
DECAN GROUPE	39,80	261,07	....
DU PAREIL AU	78,50	514,93	+ 0,64
ENTRELEC CB	44,90	294,52	+ 2,05
ENTREPRISE I ♦	100,10	656,61	....
ETAM DEVELOP	43,30	284,03	− 1,37
EUROPEENNE C	122	800,27	+ 3,83
EUROP.EXTINC	47,03	308,50	− 6,59
EXEL INDUSTR	52,40	343,72	+ 3,15
EXPAND S.A	34,50	226,31	− 1
FACTOREM	130	852,74	− 4,41
FAIVELEY #	14,90	97,74	− 2,04
FINACOR	4,99	32,73	+ 1,42
FINATIS(EX.L	98,05	643,17	+ 0,05
FININFO	176	1154,48	....
FLO (GROUPE)	46	301,74	− 2,13
FOCAL (GROUP	53,05	347,99	− 0,38
FRAIKIN 2#	57	373,90	....
GAUTIER FRAN	41,65	273,21	− 3,14
GEL 2000 ♦	1,25	8,20	....
GENERALE LOC	30,20	198,10	− 2,39
GEODIS	77,70	509,68	+ 1,44
G.E.P PASQUI ♦	1,01	6,63	....
GFI INDUSTRI	26,20	171,86	− 1,13
GFI INFORMAT	78,15	512,63	+ 3,51
GO SPORT	69,85	458,19	− 1,62
GPRI FINANCI	17	111,51	....
GRAND MARNIE	5140	33716,19	− 2,92
GROUPE BOURB	50	327,98	....
GUERBET S.A	17,90	117,42	+ 0,28
GUY DEGRENNE	32,49	213,12	+ 1,40
GUYOMARC H N	66	432,93	+ 3,94
HERMES INTL	108,50	711,71	− 1,36
HYPARLO #(LY	119	780,59	− 0,67
I.C.C.#	34,15	224,01	− 2,43
IMMOB.BATIBA	53	347,66	+ 3,21
IMS(INT.META	9,30	61	− 2,11
INFO REALITE	46,50	305,02	+ 1,09
INT. COMPUTE ♦	5,19	34,04	....
JET MULTIMED	167,60	1099,38	− 1,99
LATECOERE #	106,20	696,63	− 1,21
L.D.C.	99,90	655,30	− 0,10
LECTRA SYST.	6,99	45,85	− 0,14
LEON BRUXELL	37,01	242,77	+ 0,30
LOUIS DREYFU	17,10	112,17	+ 0,59
LVL MEDICAL	22,50	147,59	....
M6-METROPOLE	223,50	1466,06	− 1,11
MEDASYS DIGI	2,15	14,10	− 2,71
MANITOU #	42,20	276,81	+ 0,48
MANUTAN INTE	58,10	381,11	+ 3,75
MARC ORIAN	110	721,55	+ 1,85
MARIONNAUD P.	51,50	337,82	− 0,96
MECATHERM #	34,40	225,65	+ 2,69
MGI COUTIER	37	242,70	....
MICHEL THIER	134,10	879,64	− 1,40
NAF-NAF #	12,90	84,62	+ 1,18
PHYTO-LIERAC	23,80	156,12	+ 2,15
POCHET ♦	74	485,41	....
RADIALL #	66,50	436,21	+ 0,76
RALLYE(CATHI	65,40	429	+ 1,08
REYNOLDS	40,50	265,66	+ 1,25
RUBIS #	23,10	151,53	+ 0,43
SABATE SA #	117,60	771,41	− 0,34
SEGUIN MOREA	70,05	459,50	....
SIDERGIE	162	1062,65	+ 0,62
SIPAREX (LY)	25,91	169,96	− 1,86
SOCAMEL-RESC	23	150,87	....
SOPRA #	56,90	373,24	+ 4,40
SPORT ELEC S	8,25	54,12	+ 1,35
STALLERGENES	16,50	108,23	− 3,51
STEF-TFE #	39,50	259,10	− 1,25
SUPERVOX (B)	1,90	12,46	− 13,24
SYLEA	54,70	358,81	+ 2,43
TOUPARGEL (L	13,75	90,19	+ 0,36
TRANSICIEL #	115,20	755,66	+ 0,96
TRIGANO	45	295,18	+ 4,63
UBI SOFT ENT	119,40	783,21	+ 0,84
VIEL ET CIE	19	124,63	....
VILMOR.CLAUS	81	531,33	....
VIRBAC	54	354,22	+ 0,56
WALTER #	97	636,28	....
AFIBEL ♦	38	249,26	....
AIRFEU#(NS)	39	255,82	....
ALAIN MANOUK	36	236,14	....

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 9 septembre

Émetteurs	Valeurs unitaires★ €uros	francs★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	26,03	170,75	08/09
AGIPI ACTIONS (AXA)	25,97	170,35	03/09
BNP — 3615 BNP			
BNP ACTIONS EURO	117,16	768,52	09/09
BNP ACTIONS FRANCE	160,13	1050,38	09/09
BNP ACT. MIDCAP EURO	107,24	703,45	09/09
BNP ACT. MIDCAP FR.	38,83	254,71	09/09
BNP ACTIONS MONDE	180,04	1180,98	09/09
BNP ACTIONS PEA EURO	190,90	1252,22	09/09
BNP ÉP. PATRIMOINE	28,95	189,90	09/09
BNP ÉPARGNE RETRAITE	32,18	211,09	09/09
BNP MONÉ COURT TERME	2301,06	15093,96	09/09
BNP MONÉTAIRE C	872,58	5723,75	09/09
BNP MONÉTAIRE D	803,18	5268,52	09/09
BNP MONÉ PLACEMENT C	12687,78	83226,38	09/09
BNP MONÉ PLACEMENT D	11597,34	76073,56	09/09
BNP MONÉ SÉCURITÉ	1779,99	11675,97	09/09
BNP MONÉ TRÉSORIE	143555,57	941662,81	09/09
BNP OBLIG. CT	166,07	1089,35	09/09
BNP OBLIG. LT	34,34	225,26	09/09
BNP OBLIG. MONDE	178,15	1168,59	09/09
BNP OBLIG. MT C	141,13	925,75	09/09
BNP OBLIG. MT D	134,37	881,41	09/09
BNP OBLIG. REVENUS	164,23	1077,28	09/09
BNP OBLIG. SPREADS	168,41	1104,70	09/09
BNP OBLIG. TRÉSOR	1820,34	11940,65	09/09
BNP SECT. IMMOBILIER	139,75	916,70	09/09
CDC Asset Management — www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	190,76	1251,30	09/09
NORD SUD DÉVELOP. C	428,32	2809,60	09/09
NORD SUD DÉVELOP. D	364,44	2390,57	09/09
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	49,71	326,08	09/09
PATRIMOINE RETRAITE D	45,79	300,36	09/09
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	67,26	441,20	09/09
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	17,70	116,10	09/09
ÉCUR. CAPITALISATION C	40,46	265,40	09/09
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA	46,59	305,61	09/09
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	44,44	291,51	09/09
ÉCUR. EXPANSION C	13563,60	88971,38	09/09
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	38,96	255,56	09/09
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	53,02	347,79	09/09
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	208,87	1370,10	09/09
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	188,43	1236,02	09/09
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. C	159,52	1046,38	09/09
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	282,53	1853,28	09/09
ÉPARCOURT-SICAV D	28,61	187,67	09/09
GÉOPTIM C	2100,76	13780,08	09/09
HORIZON C	501,84	3291,85	09/09
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	15,18	99,57	09/09
Fonds communs de placements			
ÉCUR. ÉQUILIBRE C	36,04	236,41	09/09
ÉCUR. PRUDENCE C	32,45	212,86	09/09
ÉCUR. VITALITÉ C	41,27	270,71	09/09
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM Asset Management — 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
ATOUT AMÉRIQUE	43,40	284,69	09/09
ATOUT ASIE	21,89	143,59	09/09
ATOUT CROISSANCE	334,96	2197,19	09/09
ATOUT FONCIER	310,48	2036,62	09/09
ATOUT FRANCE EUROPE	194,47	1275,64	09/09
ATOUT FRANCE MONDE	47,56	311,97	09/09
ATOUT FUTUR C	198,86	1304,44	09/09
ATOUT FUTUR D	184,41	1209,65	09/09
COEXIS	317,63	2083,52	09/09
DIÈZE	420,06	2755,41	09/09
EURODYN	546,55	3585,13	09/09
INDICIA EUROLAND	115,15	755,33	08/09
INDICIA FRANCE	412,75	2707,46	08/09
INDOCAM CONVERT. C	244,85	1606,11	09/09
INDOCAM CONVERT. D	216,46	1419,88	09/09
INDOCAM EUR. NOUV.	1995,88	13092,11	08/09
INDOCAM HOR. EUR. C	181,12	1188,07	09/09
INDOCAM HOR. EUR. D	159,85	1048,55	09/09
INDOCAM MULTI OBLIG	149,71	982,03	09/09
INDOCAM ORIENT C	36,87	241,85	08/09
INDOCAM ORIENT D	32,88	215,68	08/09
INDOCAM UNIJAPON	192,95	1265,67	09/09
INDOCAM STR. 5-7 C	313,96	2059,44	09/09
INDOCAM STR. 5-7 D	214,89	1409,59	09/09
MONÉDYN	1570,36	10300,89	08/09
MONÉ.J C	1915,44	12564,46	10/09
MONÉ.J D	1772,84	11629,07	10/09
OBLIFUTUR C	91,02	597,05	09/09
OBLIFUTUR D	80,95	531	09/09
ORACTION	216,08	1417,39	09/09
REVENU-VERT	174,09	1141,96	09/09
SÉVÉA	18,42	120,83	08/09
SYNTHÉSIS	3074,36	20166,48	09/09
UNIVERS ACTIONS	57,77	378,95	09/09
MONÉ ASSOCIATIONS	184,58	1210,77	10/09
UNIVAR C	199,27	1307,13	10/09
UNIVAR D	182,41	1196,53	10/09
UNIVERS-OBLIGATIONS	38,24	250,84	09/09
Fonds communs de placements			
INDOCAM VAL. RESTR.	289,04	1895,98	02/09
MASTER ACTIONS	43,79	287,24	07/09
MASTER OBLIGATIONS	27,94	183,27	07/09
OPTALIS DYNAMIQ. C	20,23	132,70	08/09
OPTALIS DYNAMIQ. D	19,70	129,22	08/09
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,91	124,04	08/09
OPTALIS ÉQUILIB. D	18,03	118,27	08/09
OPTALIS EXPANSION C	18,28	119,91	08/09
OPTALIS EXPANSION D	18,20	119,38	08/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,06	111,91	08/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,94	104,56	08/09
PACTE SOL. LOGEM.	79,51	521,55	07/09
PACTE VERT T. MONDE	81,84	536,84	07/09
CIC BANQUES			
FRANCIC	35,04	229,85	09/09
FRANCIC PIERRE	31,02	203,48	09/09
EUROPE RÉGIONS	47,88	314,07	09/09
CIC PARIS			
ASSOCIC	168,10	1102,66	09/09
AURECIC	90,42	593,12	09/09
CICAMONDE	32,53	213,38	09/09
CONVERTICIC	75,67	496,36	09/09
ECOCIC	325,90	2137,76	09/09
EPARCIC	792,76	5200,16	09/09
MENSUELCIC	1460,58	9580,78	09/09
OBLICIC MONDIAL	655,85	4302,09	09/09
OBLICIC RéGIONS	175,85	1153,50	09/09
RENTACIC	24,47	160,51	09/09
SECURICIC	365,03	2394,44	09/09
SECURICIC D	329,89	2163,94	09/09
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
LION 20000 C/3 11/06/99	916,14	6009,48	09/09
LION 20000 D/3 11/06/99	835,62	5481,31	09/09
SICAV 5000	169,10	1109,22	09/09
SLIVAFRANCE	293,37	1924,38	09/09
SLIVARENTE	38,39	251,82	09/09
SLIVINTER	168,67	1106,40	09/09
TRILION	761,20	4993,14	09/09
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C *.	196,67	1290,07	09/09
ACTILION DYNAMIQUE D *.	193,54	1269,54	09/09
ACTILION ÉQUILIBRE C *	181,59	1191,15	09/09
ACTILION ÉQUILIBRE D *	178,10	1168,26	09/09
ACTILION PEA ÉQUILIBRE *.	169,66	1112,90	09/09
ACTILION PRUDENCE C *	168,62	1106,07	09/09
ACTILION PRUDENCE D *	165,29	1084,23	09/09
LION ACTION EURO	95,55	626,77	09/09
LION PEA EURO	93,92	616,07	09/09
Crédit Mutuel Finance			
CM EURO PEA	21,75	142,67	08/09
CM FRANCE ACTIONS	35,25	231,22	08/09
CM MID. ACT. FRANCE	28,47	186,75	08/09
CM MONDE ACTIONS	355,13	2329,50	08/09
CM OBLIG. LONG TERME	102,32	671,18	08/09
CM OPTION DYNAM.	30,11	197,51	08/09
CM OPTION ÉQUIL.	49,45	324,37	08/09
CM OBLIG. COURT TERME	150,88	989,71	08/09
CM OBLIG. MOYEN TERME	307,71	2018,45	08/09
CM OBLIG. QUATRE	163,96	1075,51	08/09
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	17,72	116,24	08/09
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	89,86	589,44	09/09
SAINT-HONORÉ CAPITAL	3257,79	21369,70	09/09
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	65,56	430,05	09/09
ST-HONORÉ PACIFIQUE	123,44	809,71	09/09
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	312,92	2052,62	09/09
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	293,57	1925,69	09/09
STRATÉGIE IND. EUROPE	208,51	1367,74	09/09
STRATÉGIE RENDEMENT	321,68	2110,08	09/09
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	25,77	169,04	09/09
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	25,54	167,53	09/09
AMPLITUDE EUROPE C	35,80	234,83	09/09
AMPLITUDE EUROPE D	34,97	229,39	09/09
AMPLITUDE MONDE C	240,98	1580,73	09/09
AMPLITUDE MONDE D	220,74	1447,96	09/09
AMPLITUDE PACIFIQUE C	24,14	158,35	09/09
AMPLITUDE PACIFIQUE D	23,79	156,05	09/09
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	44,19	289,87	09/09
ÉLANCIEL EURO D PEA	110,44	724,44	09/09
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	32,28	211,74	09/09
GÉOBILYS C	107,13	702,73	09/09
GÉOBILYS D	99,66	653,73	09/09
INTENSYS C	19,13	125,48	09/09
INTENSYS D	17,06	111,91	09/09
KALEÏS DYNAMISME C	225,55	1479,51	09/09
KALEIS DYNAMISME D	222,38	1458,72	09/09
KALEÏS ÉQUILIBRE C	195,30	1281,08	09/09
KALEIS ÉQUILIBRE D	192,26	1261,14	09/09
KALEÏS SÉRÉNITÉ C	180,78	1185,84	09/09
KALEIS SÉRÉNITÉ D	177,33	1163,21	09/09
LATITUDE C	23,88	156,64	09/09
LATITUDE D	20,80	136,44	09/09
OBLITYS D	102,29	670,98	09/09
PLÉNITUDE D PEA	43,60	286	09/09
POSTE GESTION C	2411,24	15816,70	09/09
POSTE GESTION D	2255,14	14792,75	09/09
POSTE PREMIÈRE SI	6571,14	43103,85	09/09
POSTE PREMIÈRE 1 AN	38968,24	255614,90	09/09
POSTE PREMIÈRE 2-3	8307,49	54493,56	09/09
REVENUS TRIMESTR. D	787,06	5162,78	09/09
THÉSORA C	167,69	1099,97	09/09
THÉSORA D	144,50	947,86	09/09
TRÉSORYS C	43493,94	285301,54	09/09
SOLSTICE D	360,88	2367,22	09/09
Fonds communs de placements			
POSTE EUROPE C	82,92	543,92	09/09
POSTE EUROPE D	80,25	526,41	09/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	177	1161,04	09/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	170,93	1121,23	09/09
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
CADENCE 1 D	159,09	1043,56	09/09
CADENCE 2 D	157,44	1032,74	09/09
CADENCE 3 D	155,65	1021	09/09
INTEROBLIG C	50,82	333,36	09/09
INTERSÉLECTION FR. D	79,15	519,19	09/09
SÉLECT DÉFENSIF C	181,92	1193,32	09/09
SÉLECT DYNAMIQUE C	240,84	1579,81	09/09
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	165,07	1082,79	09/09
SÉLECT PEA 3	161,94	1062,26	09/09
SG FRANCE OPPORT. C	443,56	2909,56	09/09
SG FRANCE OPPORT. D	416,99	2735,28	09/09
SOGENFRANCE C	498,38	3269,16	09/09
SOGENFRANCE D	450,62	2955,87	09/09
SOGEOBLIG C	102,19	670,32	09/09
SOGÉPARGNE D	46,27	303,51	09/09
SOGEPEA EUROPE	251	1646,45	09/09
SOGINTER C	66,67	437,33	09/09
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	16,62	109,02	09/09
DÉCLIC ACTIONS FRANC	50,87	333,69	09/09
DÉCLIC ACTIONS INTER.	40,53	265,86	09/09
DÉCLIC BOURSE PEA	53,92	353,69	09/09
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	16,09	105,54	09/09
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,32	113,61	09/09
DÉCLIC PEA EUROPE	20,54	134,73	09/09
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	69,13	453,46	09/09

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/5/99.

LeMonde Job: WMQ1109--0022-0 WAS LMQ1109-22 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:17 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0022 Lcp:700 CMYK

Le Monde des
DEBATS
Restez libre, cultivez votre sens critique.

La République en danger ?

Un débat entre Jean-Marc Ferry et Paul Thibaud

Et des contributions de Michel Wieviorka, Claude Hagège, Alain Touraine, François Dubet, Hugues Jallon, Pierre Mounier, Didier Musiedlak, Patric Choffrut et Ronan Le Coadic

La psychanalyse dépassée ?
Joëlle Proust / Pierre Fédida

Le rap, enfermement ou libération ?
Sylvain Desmille, Manuel Boucher et les réponses de Mafia Trece et La Brigade

Littérature : la France est-elle stérile ?
Michel Crépu / Marc Weitzmann
Henri Raczymow

L'énigme Velazquez
Claude Esteban

Les Noirs des ghettos, exclus du miracle américain
William J. Wilson

Pologne : ce que sont devenus les héros de 1989
Elisabeth Kulakowska

Mensuel
En vente 24 F chez votre marchand de journaux
Abonnement découverte :
5 numéros 99 F
70, rue Compans 75019 PARIS - Tél. 01 44 84 85 00

DISPARITIONS

Birgit Cullberg

La fondatrice des Ballets Cullberg

LA DANSEUSE et chorégraphe suédoise Birgit Cullberg est morte, mercredi 8 septembre à Stockholm, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Née le 3 août 1908 à Niköping (Suède) d'un père directeur de banque et d'une mère au foyer, Birgit Cullberg assiste, enfant, à de nombreux récitals de danse et s'amuse à composer de petits divertissements chorégraphiques sans pour autant songer à s'inscrire dans une école de danse. Etudiante en arts plastiques, puis en littérature à Stockholm, elle vit comme une révélation une représentation des Ballets Jooss, dirigés par le chorégraphe expressionniste allemand Kurt Jooss. Après une formation à l'école de Jooss-Leeder en Angleterre, elle retourne en Suède pour fonder, avec quatre danseurs entraînés chez Jooss, sa première compagnie, pour laquelle elle crée des solos plein d'humour, inspirés par l'observation du mouvement des animaux. Son mariage, en 1942, avec l'acteur Anders Ek, dont elle a trois enfants, l'éloigne momentanément de la scène. C'est pour un groupe de danse privé qu'elle conçoit, en 1950, l'adaptation de *Mademoiselle Julie,* d'August Strindberg, qui lui vaut une reconnaissance immédiate.

Dans la Suède des années 50 très marquée par Freud et par le cinéma de Bergman, Birgit Cullberg s'attache à fouiller la psychologie des êtres et forge une écriture dramatique et vigoureuse parfaitement à même d'exprimer les pulsions qui les étreignent. A l'instar de Martha Graham, qu'elle admirait, elle s'attaque aussi aux mythes féminins, dans *Médée* – le jeune Maurice Béjart y interprète le rôle de Jason – ou *Salomé,* dont elle propose des relectures modernes teintées d'érotisme. Pour cette femme que l'on pourrait qualifier de féministe, la relation entre les hommes et les femmes tient plus de l'affrontement que de la fusion.

Sur ce terrain dramatique, voire tragique, son fils Mats Ek, qui lui a succédé à la tête du Ballet – fondé en 1967 – il y a douze ans, a créé des chefs-d'œuvre dont les plus puissants, très marqués par la psychanalyse, sont ses adaptations de *Giselle* et du *Lac des cygnes.*

Rosita Boisseau

■ **THIERRY CLAVEYROLAT,** ancien coureur cycliste, a mis fin à ses jours, mardi 7 septembre, à son domicile de Vizille (Isère). Né le 31 mars 1959 à La Tronche (Isère), Thierry Claveyrolat, père de deux enfants, avait abandonné la compétition en 1994. Surnommé « l'Aigle de Vizille », ancien équipier de Charly Mottet, il s'était en particulier distingué sur le Tour de France, où il avait gagné le classement du meilleur grimpeur en 1990. Il y avait également remporté deux étapes de montagne, l'une à Saint-Gervais, en 1990, et l'autre à Morzine, en 1991. Il avait aussi gagné, notamment, le Tour du Limousin, en 1989, le Tour du haut Var, le Trophée des grimpeurs et la Coupe de France, en 1993. Thierry Claveyrolat avait provoqué le 13 août un accident de la circulation qui avait fait quatre blessés. D'après les gendarmes, il semblait très affecté par cette tragédie.

Lev Razgon

Un portraitiste du goulag

L'ÉCRIVAIN russe Lev Razgon est mort à Moscou, mardi 7 septembre, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Auteur renommé et communiste convaincu, Lev Razgon avait travaillé et servi le régime stalinien sans états d'âme – il est un des rares à décrire la vie des hautes sphères dirigeantes à l'époque de Staline, auxquelles il appartenait par son épouse, fille d'un haut dignitaire – avant d'être arrêté en 1938 lors des grandes purges staliniennes. Les dix-sept ans de son séjour prolongé dans l'univers concentrationnaire du goulag (1938-1955) devaient alimenter ses mémoires, parues aux Etats-Unis au début des années 80 sous le titre de *True Stories* (« Récits véridiques »).

On y découvre une étonnante galerie de portraits qui campent aussi volontiers les bourreaux que leurs victimes. Un témoignage captivant qui illustre l'incroyable gabegie d'un système qui détruisait ses cadres, mais dont Lev Razgon impute la responsabilité au seul Staline. On rencontre le général Lissovski, qui avait lucidement prévu l'effondrement de l'Armée rouge en 1941, interné alors que ses remplaçants s'avèrent être des incapables, ou l'épidémiologiste Zdrovski, tiré de son camp pour soigner un cheptel menacé et récompensé de son succès par un retour au goulag. Les lecteurs français avaient découvert le document en 1991 (*La Vie sans lendemains,* Horay).

Dans les années de la *perestroïka,* Lev Razgon fut un participant actif du mouvement de défense des droits de l'homme. Il était notamment un des fondateurs de Mémorial, qui regroupait d'anciens prisonniers autour du souvenir des camps staliniens, et d'Avril, une association d'écrivains progressistes. Lev Razgon avait été nommé par le président Boris Eltsine membre de la commission présidentielle des grâces.

Philippe-Jean Catinchi

NOMINATION

DÉFENSE

Jean-Pierre Rabault, ingénieur général de l'armement, a été nommé président de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera), lors du conseil des ministres de mercredi 8 septembre. Il remplace Michel Scheller, ingénieur général de l'armement, qui occupait ces fonctions depuis avril 1995.

[Né le 23 mars 1939 à Lyon, ancien élève de l'Ecole polytechnique (1959) et de l'Ecole nationale supérieure de l'armement, Jean-Pierre Rabault a été notamment professeur et chef du département d'études et de recherches en informatique à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique (1967-1973), responsable de la conduite de programmes nucléaires à la délégation générale pour l'armement (1973-1979), directeur du Centre d'analyses de défense (1979-1983), avant d'être conseiller technique aux cabinets de Charles Hernu, puis de Paul Quilès, ministres de la défense (janvier 1985-mars 1986). Il a été ensuite adjoint au chef du service technique des engins tactiques de la direction des engins (1986-1992), puis directeur des missiles et de l'espace (qui a remplacé la direction des engins) à la délégation générale pour l'armement (1992-1997). Depuis janvier 1997, Jean-Pierre Rabault était directeur des systèmes de forces et de la prospective à la délégation générale pour l'armement.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Tristan, Marie, Adèle, Marine, Margaux, Malo, Manon, Alma et **Thomas**
sont fiers et heureux d'annoncer la naissance de leur cousin germain,

Antoine,

frère de
Louise et **Paul,**
fils de
Isabelle et **Kléber CROUZET,**

à Paris, le 9 septembre 1999.

– Mes petits yeux se sont ouverts le 1er septembre 1999, à 14 h 15, pour la plus grande joie de mes parents.

Je me prénomme

Aurélia.

Elisabeth SPANGARO
et Nicolas MÉZIÈRE,
17, rue Feutrier,
75018 Paris.

Marie-Pierre, Marc, Sarah et **Nina**
ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Benjamin,

le 8 septembre 1999, à Paris.

BENSIMON-GAUTIER,
5, rue Faidherbe,
75011 Paris.

Mariages

Laurence WISNIEWSKI
et **Gérard CARAMARO,**

le 11 septembre 1999,

sur des rives océanes, en Armorique, gravent heureux leurs noms au bas d'un parchemin.

Décès

– Ses amis
ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise COISPEAU,

survenu le mardi 7 septembre 1999.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Athis-Mons (avenue Henri-Dunant), le lundi 13 septembre, à 15 heures.

– Françoise Bocca,
son épouse,
Jean-Marc et Viviane Bocca,
François-Régis Bocca,
Bruno et Andreina Bocca,
ses enfants,
Augustin, Jéromine, Marie
et Arianna Bocca,
ses petits-enfants,
Lucette et Théo Bosano,
sa sœur et son beau-frère,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René BOCCA,
ambassadeur
de la principauté de Monaco,

survenu le 4 septembre 1999.

Remerciements affectueux au docteur Pascal Nebot et à Anita Munoz, qui l'ont soigné et assisté à son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Monaco.

6, rue Vulpian,
75013 Paris.

– Les membres du Cedric (Centre d'études et de recherche en informatique – CNAM) du Conservatoire national des arts et métiers
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Philippe FACON,

survenu le vendredi 3 septembre 1999.

Nous regretterons ses qualités humaines et scientifiques.

– Mme Granier Morin,
Ses enfants et petits-enfants,
font part du décès de

M. Guy GRANIER MORIN,

survenu le 5 septembre 1999.

– Les docteurs Edouard et Jacqueline Mawas,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Anthony Adler,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses cousins, cousines,
ont le regret de faire part de la mort de

Mme Corinne Aïda MAWAS,

survenue le 8 septembre 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie a été célébrée dans l'intimité familiale.

Nous rappelons à la mémoire du

docteur Jacques MAWAS,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien médecin en chef
de la Fondation de Rothschild,

et de sa fille, le

docteur Huguette MAWAS,
ophtamologiste,

décédée en 1982.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue du Parc,
78400 Chatou.

– M. et Mme Maurice Baran Marszak,
Mme Martine Baran Marszak
et leurs enfants,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Andrée MARSZAK,
née **FLEURY-LARSONNEAU,**

décédée le 8 septembre 1999.

Ses obsèques auront lieu le 13 septembre, à 9 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Anniversaires de décès

– Le 10 septembre 1969,

Keith BARNES,
poète britannique.

– Il y a vingt ans, le 5 septembre 1979, le

professeur André MEYER

nous quittait.

Que ceux qui en ont gardé le souvenir aient une pensée pour lui.

Associations communiquez vos
Assemblées générales
tous les jours dans le Carnet
Tarif à la ligne
120 F TTC / 18,29 €
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
Parution lundi daté mardi
TARIF ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €
4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €
100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.
- Bouclage vendredi 12 h. -
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

Des Perles de Culture 30% à 50% moins cher qu'au détail ?
Les Ateliers Tamalet importent des perles de Tahiti, du Japon, de Chine. Ils vous font bénéficier de prix exceptionnels et réalisent le modèle de votre choix.
Enfilages, Créations personnalisées de joaillerie sur place.
01.42.00.21.71 - Paris (10è)

l'hebdo de l'actualité sociale la Vie Ouvrière-CGT
15 F le 10 septembre chez votre marchand de journaux
Dossier spécial
35 Heures / 2e loi
EXCLUSIF
Echange entre Martine Aubry ministre de l'Emploi et de la Solidarité et Bernard Thibault secrétaire général de la CGT.

LeMonde Job: WMQ1109--0023-0 WAS LMQ1109-23 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:11 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0023 Lcp:700 CMYK

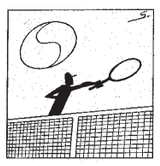
SPORTS **Le Français Cédric Pioline s'est qualifié, jeudi 9 septembre, pour les demi-finales des Internationaux des Etats-Unis en éliminant le Brésilien Gustavo Kuerten, tête de série n° 5, en quatre sets (4-6, 7-6 [8-6], 7-6 [16-14], 7-6 [10-8]. ● LE MATCH, qui a duré trois heures et vingt-deux minutes, a atteint des sommets lors de la troisième manche, conclue par un tie-break marathon, avec huit balles de set pour Pioline et trois pour son adversaire. ● GUSTAVO KUERTEN a rendu hommage au Français en traversant le court pour le féliciter au cours de ce tie-break d'anthologie. ● CÉDRIC PIOLINE, qui a perdu en trois sets la finale de l'US Open en 1993 face à Pete Sampras, disputera, samedi 11 septembre, sa quatrième demi-finale d'un tournoi du Grand Chelem face au 7e joueur mondial, l'Américain Todd Martin, qui a pris le dessus sur le Tchèque Slava Dosedel (6-3, 5-7, 6-4, 6-4).**

Dans un match magnifique, Cédric Pioline a estomaqué Gustavo Kuerten

A l'US Open, son talent et une inflexible détermination lui ont permis d'éliminer en quatre sets – et trois tie-breaks – le Brésilien, qui est venu féliciter son adversaire en plein match. En demi-finale, le Français affrontera l'Américain Todd Martin, septième joueur mondial

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Un set partout, six jeux partout, neuf points partout. Même dans le tie-break, Gustavo Kuerten et Cédric Pioline semblent inséparables.



TENNIS

Brume et clameur, projecteurs allumés en plein jour, dans la moiteur quasi tropicale de New York, le match fait penser au combat de deux boxeurs dont le punching ball serait cette balle qui gicle et fuse. Gustavo a pris le premier set en ravissant un service à Cédric – cela n'arrivera que deux fois –, Cédric a gagné la deuxième manche au tie-break. Sur la balle de set, Gustavo a commis une double faute : une faute de pied – les « morsures » à la ligne de fond au service seront innombrables – et une balle trop longue.

Les deux joueurs ont dû une nouvelle fois changer de côté pour en finir avec cette gémellité que le tennis ne veut pas. Un long échange, encore, pour enfin en finir. Ils ahanent, galopent et frappent des « uppercuts » dans tous les angles possibles. Enfin, au bout d'une séquence d'éternité, le coup droit de Gustavo Kuerten paraît gagnant, mais Cédric Pioline s'arrache et fouette un ultime passing-shot gagnant. Le Français serre le poing et se retourne, il ne voit pas son adversaire estomaqué, puis ébahi, franchir le filet et se rapprocher. Interloqué, il accepte la poignée de main du Brésilien. Rarissime en tennis, ce geste a salué l'un des plus beaux points d'une partie haletante. Drôle d'abnégation qui fait courir les champions vers un absolu dont on ne sait s'il consiste à fuir la défaite ou à courir vers la victoire.

Quelques points magnifiques plus tard, Cédric Pioline a pris l'ascendant sur Gustavo Kuerten et a gagné le tie-break 16 points à 14. « Guga » a eu trois balles de set, il se sent si proche de la victoire qu'il ne se désunit pas. Le match se poursuit, sans basculer. De service en service, à grand renfort d'aces, de multitudes de volées ou de revers croisés, les deux hommes filent jusqu'à un troisième tie-break. Parfois parce que la balle a ricoché sur les deux raquettes plantées à la volée, Gustavo a gesticulé de bonheur. *« C'était si beau, ce match »*, dira-t-il ensuite. Il s'est bien fait masser à un moment, mais rien dans son jeu n'a laissé deviner les crampes qui martyrisent ses cuisses.

Un nouveau tie-break et toujours cette farouche envie. Pioline ne veut pas plier, et son corps se déplie dans toute son amplitude. Il sauve encore trois balles de set. Puis une volée croisée de revers, une autre revenue dans le couloir : c'est fini. Il est en demi-finale des Internationaux des Etats-Unis. Ce fut un match d'absolus. Il fut malheureusement disputé devant un central presque vide : sur le deuxième court principal, les sœurs Williams jouaient un quart de finale du double dames devant une autre paire américaine, Mary Joe Fernandez-Monica Seles.

Il y a eu des moments ternes et resplendissants. Il y a eu cette leçon de plaisir, ce lob posé sur la ligne ou encore cet échange d'amorties casse-mollets, cette atmosphère moite, ce central perdu dans un jour blanc, le plafond si bas que le vrombissement des avions rendait parfois les échanges sourds. Et puis tant de volonté, ce plaisir, et cette leçon de volée de Cédric Pioline, sans doute la plus belle que Flushing Meadows ait pu voir, et dont Wimbledon peut être jaloux.

LA QUATRIÈME FOIS

A trente ans, le Français accède en demi-finale d'un tournoi du Grand Chelem pour la quatrième fois de sa carrière. Il avait commencé son aventure en finale de l'US Open en 1993, il avait récidivé en finale de Wimbledon en 1997 après avoir servi l'un des plus beaux matches de sa carrière en demi-finale contre l'Allemand Michael Stich. Il y avait eu son chemin épineux vers la demi-finale de Roland-Garros en 1998. Ici, il vient en embuscade. Vingt-sixième joueur mondial, il n'était pas tête de série et encore moins un favori. *« L'événement me motive »*, dit-il. *« C'est un champion, et un champion sait se sublimer dans ces moments-là »*, renchérit son entraîneur, Pierre Cheret.

Entre la Coupe Davis, dont il est devenu un héros, et les tournois du Grand Chelem, Cédric Pioline s'est forgé une idée de ce que son tennis peut être : flamboyant et opiniâtre à la fois, imperméable à l'enjeu. Sa réussite, il affirme la modeler lors de ses entraînements : *« On a un peu ce que l'on mérite. »* Aux gens qui sont surpris de le trouver là, il répond : *« Je sais pourquoi je suis là. »* Il se languit pourtant d'un titre, d'un vrai, en Grand Chelem.

A l'US Open, il avait passé le premier tour face à Patrick Rafter, tenant du titre, qui avait abandonné à l'orée du cinquième set pour une blessure à l'épaule (*Le Monde* du 2 septembre). Abandon peut être, mais Cédric Pioline avait été mené deux sets à zéro avant de revenir tenir tête à l'Australien. *« Une victoire est une victoire »*, avait-il rappelé. C'était la première fois dans l'histoire de l'US Open, vieille de 119 ans, qu'un joueur éliminait le tenant du titre au premier tour. En chemin vers sa demi-finale, il avait ensuite éliminé deux joueurs qualifiés, puis l'Allemand Tommy Haas, tête de série n° 14.

Jeudi, sa belle victoire sur Gustavo Kuerten l'a laissé sur la réserve. Toujours ce contraste entre le joueur et l'homme. *« Je ne vais pas me laisser envahir par un sentiment qui peut être dangereux. »* En demi-finale, il rencontrera l'Américain Todd Martin, tête de série n° 7. Cédric Pioline est ravi : *« Un joueur parmi les dix meilleurs mondiaux, et Américain de surcroît, sur le central de Flushing Meadows, c'est le genre de match que j'aime. Je suis prêt. »*

Bénédicte Mathieu

Sandrine Testud et Chanda Rubin en finale du double

***« C'est irréel. »* C'est ainsi que Sandrine Testud a commenté son accession en finale du tournoi de double au côté de Chanda Rubin. La paire franco-américaine a battu, jeudi 9 septembre, Arantxa Sanchez (Espagne) et Larisa Neiland (Lettonie), têtes de série n° 6 (7-6 [7/4], 7-5). En quart de finale, elles avaient déjà battu les Américaines Lindsay Davenport et Corina Morariu (n° 3). Sandrine Testud et Chanda Rubin ont joué ensemble par intermittence depuis deux ans. *« Notre force : notre service, nos retours de service. Nous nous entendons de mieux en mieux »*, explique Sandrine Testud.**

Dans le tournoi de double mixte, le titre est revenu à l'Indien Mahesh Bhupathi et à la Japonaise Ai Sugiyama qui ont battu la paire américaine Kimberly Po-Donald Johnson (6-4, 6-4). Chez les juniors, la journée a été marquée par l'élimination de la Française Virginie Razzano. La numéro 1 mondiale a été battue par l'Américaine Laura Granville 1-6, 7-5, 6-3.

Todd Martin marche à l'ombre

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Planté sur sa chaise, Todd Martin avait versé des larmes de gosse, mardi 8 septembre : il venait de gagner un match de fous. Mené deux sets à zéro par le Britannique Greg Rusedski, qui avait servi pour le match, le joueur américain était revenu dans la partie, porté par un public en transes. Et il était entré dans la légende de l'US Open. Jeudi, encore programmé en session nocturne et soutenu par une foule enthousiaste, il s'est qualifié pour les demi-finales en battant le Tchèque Slava Dosedel (6-3, 5-7, 6-4, 6-4).

A vingt-neuf ans, Martin est un anti-héros dans la saga des joueurs américains. Coincé entre Pete Sampras, Jim Courier, Michael Chang ou Andre Agassi, il a fini par se faire une petite place. Ni premier de la classe, ni mauvais garçon, ni génie cossard, il a récolté les prix de camaraderie. Son jeu résolu lui a permis de s'insérer parmi les 20 meilleurs joueurs mondiaux depuis 1993. Une année brillante : 1994, avec une finale en Australie et deux demi-finales à Wimbledon et l'US Open. Une anné noire : 1997, où il fut blessé. Joueur modèle, il l'est surtout en Coupe Davis. L'épreuve est boudée par les meilleurs joueurs américains, comme Pete Sampras ou Andre Agassi, et Todd Martin a payé de sa personne pour permettre à son pays de conquérir le saladier d'argent. En avril, il a secondé le héros, Jim Courier, lors du premier tour gagné contre la Grande-Bretagne à Birmingham. Et contre l'Australie, en juillet, il a marqué les esprits en perdant le match décisif en jouant le 5e set au bord de l'inconscience.

Hors des courts, Todd Martin fait l'unanimité auprès de ses collègues et les représente au sein du bureau exécutif de l'association des joueurs professionnels. Très loin de l'effervescence de ses aces et de son jeu d'attaquant, ce garçon calme aime le golf et le billard.

« SACRÉS BONS VIEUX JOUEURS »

Avec ses tempes blanchies, comme si son organisme n'aimait pas le rythme qu'il lui fait subir sur un court, Todd est devenu fragile. Son genou et son coude droit sont bandés et munis de protections. Dans leurs affrontements, Cédric Pioline mène 5 victoires à 3, et si l'Américain a gagné trois de leurs quatre dernières parties, le Français s'est imposé lors de la dernière, en juillet 1999, au tournoi sur gazon du Queen's (1-6, 6-3, 7-5). Todd Martin a analysé la demi-finale à venir avec humour : *« Ce sera un match de sacrés bons vieux joueurs. »*

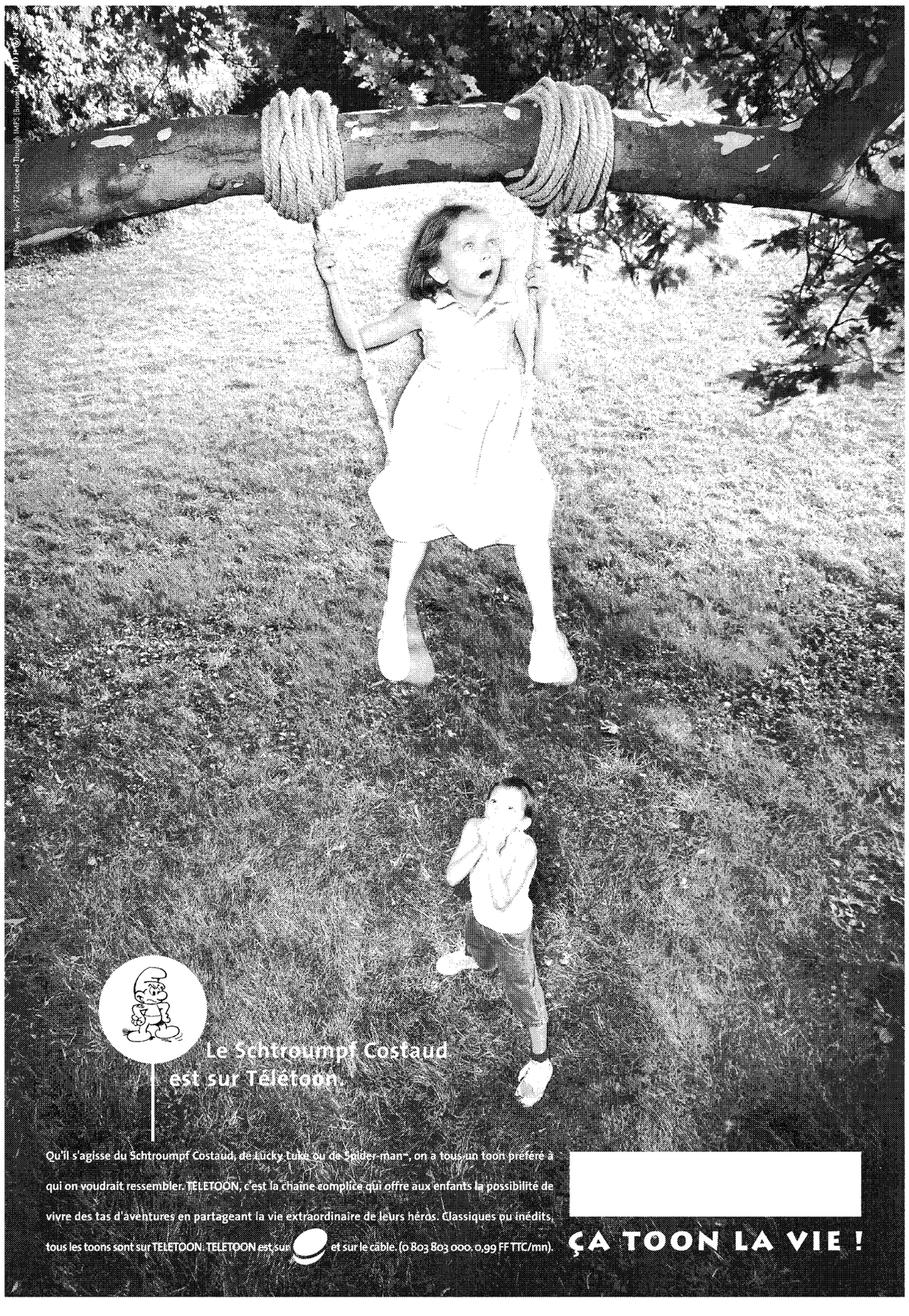
B. M.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'Allemand Jan Ullrich (Telekom)** a gagné, jeudi 9 septembre, la 5e étape du Tour d'Espagne. L'Espagnol Abraham Olano (Once), vainqueur en 1998, a endossé le maillot de leader.

■ **FOOTBALL : Bruno Rodriguez**, recruté en décembre 1998 par le Paris-SG, a signé, jeudi 9 septembre, un contrat de prêt (avec option d'achat) jusqu'à la fin de la saison avec le club anglais de Bradford (D1).

■ **VOLLEY-BALL : la France a été battue** 3 sets à 2 par la République tchèque en championnat d'Europe (messieurs), jeudi 9 septembre en Autriche, et ne participera donc pas aux demi-finales.



LeMonde Job: WMQ1109--0024-0 WAS LMQ1109-24 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 08:59 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0024 Lcp:700 CMYK

L'Espagne de la mode se pique de classicisme

La movida est bien finie, mais la femme espagnole résiste encore un peu à la normalisation

MADRID
de notre correspondante

C'est cruel pour le vieux fantasme masculin, mais Carmen n'habite plus en Espagne. Laissant à Bizet ses songes de femmes fatales, crinières déployées et fleur entre les dents, les petites filles de la cigarière explosive sont bien sages, à la veille de l'an 2000. Habillées classique, en majorité, elles se sont « normalisées ».

Il est vrai qu'on les y a bien aidées. Car comment sortir indemnes de quarante ans d'une dictature franquiste qui avait enserré le pays dans une chape grise de conformisme timoré ? Se faire interpeller par la Guardia Civil sur une plage, à cause d'un trop petit bikini, ou montrer du doigt pour l'échancrure d'un corsage, alors que le reste de l'Europe, dérivait, en minijupe, sur la vague du « sea, sex and sun », n'encourageait guère l'audace et la créativité. Aussi, dans ce désert esthétique où la valeur la plus sûre était de ne pas se faire remarquer, les génies de la couture espagnole, tel Balenciaga, étaient-ils partis ailleurs chercher fortune et permissivité.

« *Leur première revanche,* explique l'écrivain Lourdes Fernandez Ventura, *les Espagnoles la prendront dans les années 80 : enhardie par l'affirmation de la démocratie et les revendications féminines, la mode va enfin prendre la parole. Quitte à le faire avec tous les excès d'un plaisir longtemps défendu.* » Dans le laboratoire effervescent de la rue Almirante, sanctuaire de la movida, le couturier Jesus Del Pozo fera voler en éclats couleurs, formes et structures. Ce sera le règne des « chicas Almodovar », ces jeunes actrices délurées, chères au cinéaste fétiche de cette explosion de liberté. Flamboyantes, et presque toujours au bord de la crise de nerfs, elles donneront, avec allégresse, le ton de la démesure tant espérée.

Ce sera bientôt aussi le bouillonnement de la déferlante socialiste. Le jeune chef du gouvernement Felipe Gonzalez, encore mince et plein d'illusions, venait d'Andalousie, mais c'est surtout du vieux Finisterre de Galice, et de son renouveau des industries textiles, que viendra la bouffée d'air frais, dans la mode. L'Espagne rêve légèreté et changement ? Une petite foule de créateurs, autour d'Adolfo Dominguez et de son slogan « *le pli est beau* », lui proposeront lignes épurées et fluides. Ils ont pour nom, entre autres, Antonio Pernas, Purificacion Garcia, Roberto Verino, Agatha Ruiz de la Prada ou Sybilla.

INDICES DE SÉRIEUX

Aujourd'hui, que reste-t-il de tout cet élan ? « *Peu de chose*, dit prudemment une journaliste d'*El Pais* : *on est revenu à plus de classicisme.* » Est-ce, comme l'affirment certains, en plaisantant, l'effet « pacificateur » de l'arrivée au pouvoir du centre réformateur de José Maria Aznar, dont les égéries affectionnent épaulettes et tailleurs structurés ? Ou bien l'adoption d'un « uniforme européen », qui irait de pair avec l'entrée du pays dans le groupe de tête de l'euro ? En tout cas, la joyeuse cacophonie des couleurs et des formes s'est un peu figée.

La récréation de la movida terminée, des indices peuvent faire croire que l'Espagne se prendrait à nouveau au sérieux. A Madrid, un magasin-culte des fameuses « chicas Almodovar », Caracol Cuadrado (L'escargot carré), avoue s'être reconverti dans le classique italien, une valeur plus sûre, et l'étonnante boutique des Vacas flacas (Les Vaches maigres), qui produisait la plus amusante des collections – des robes faites de gants de caoutchouc ou de serpillières –, vient de déclarer forfait. Un peu déçue, Miriam Cobo, une des deux créatrices de Vacas flacas qui repart en solitaire, avec des vêtements plus conventionnels, nous a confié : « *Difficile de lutter, on impose trop les tendances au niveau international. On veut que la femme espagnole soit ce qu'elle n'est pas.* »

Alors, comment est-elle, cette femme espagnole de l'an 2000 ? « *Ambiguë*, répond sans hésiter, la chroniqueuse de mode Isabel Vaquero. *Elle est très féminine, libérée, sensible à cette sensualité des couleurs du Sud que prolongent nos liens avec Cuba, mais elle a aussi une peur panique du ridicule. Pendant trop longtemps, en Espagne, nous avons appris à imiter des styles, pas à nous habiller. De plus, ici, le passage à l'ère commerciale de la mode s'est mal fait. Les créateurs se sont retrouvés abandonnés à eux-mêmes comme des coureurs de fond, beaucoup sont allés trouver clients et soutien au Japon, à Londres ou ailleurs. Il a fallu du temps pour que ce pays valorise la mode.* »

Et pourtant, il suffit d'observer une terrasse de café dans la capitale pour voir que, face à l'uniformisation européenne qui menace, beaucoup d'Espagnoles font de la résistance. Comme le dit, amusée, Lourdes Fernandez Ventura, « *c'est la deuxième révolution ! Avant, l'Espagnole disait "non", bruyamment, au modèle imposé par la dictature ; maintenant elle dit "non", mais plus doucement, à la standardisation. Elle désire, simplement, être elle-même.* »

Veut-elle du tout-fait ? Une nouvelle génération de créateurs anticonformistes est née. Ils jouent avec la laine et bousculent les couleurs comme Duyos et Paniagua, révélations de la saison 98, dont le slogan ironique était « *Stop Model* ». Ils misent sur le romantique et la poésie des tissus comme le Catalan Josep Font ; asymétrisent et affolent le classique d'une touche sexy, comme Amaya Arzuaga.

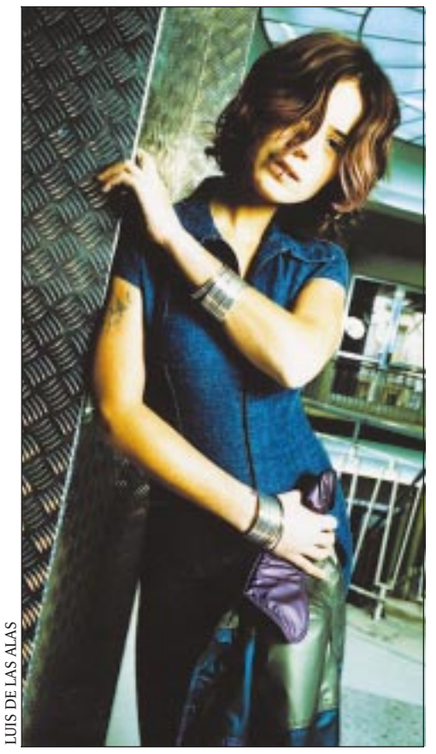
SE JOUER DU RIDICULE

Depuis l'irruption spectaculaire, il y a quinze ans, de Zara, supermarché de l'éphémère, qui met à portée de tous les tendances de la saison, les Espagnoles n'ont plus qu'à moduler. Un haut ou un accessoire Zara avec un pantalon « vintage », un carré de soie Loewe (le Hermès espagnol), ou une robe Dolce et Gabbana dénichée dans un stock, et le tour est joué.

Les Espagnoles auraient peur du ridicule, mais les jeunes générations montrent qu'elles savent parfaitement l'apprivoiser : néo-hippies, post-grunge, guerrières urbaines, cool punk, les nouvelles tribus de la mode manient avec aisance le piercing et les teintures capillaires (l'Espagne a l'une des plus hautes consommations européennes). Rétives comme leurs aînées aux boutiques de deuxième main, elles vont se servir dans des temples commerciaux (post ou néo ?) kitsch. Là, comme au marché Fuencarral, dans le Madrid populaire, entre un bar cybernétique et un coiffeur rasta, trônent artisanat lointain et tissus de la troisième génération, parmi les sacs de silicone et les cuirs peints, assortis aux tatouages.

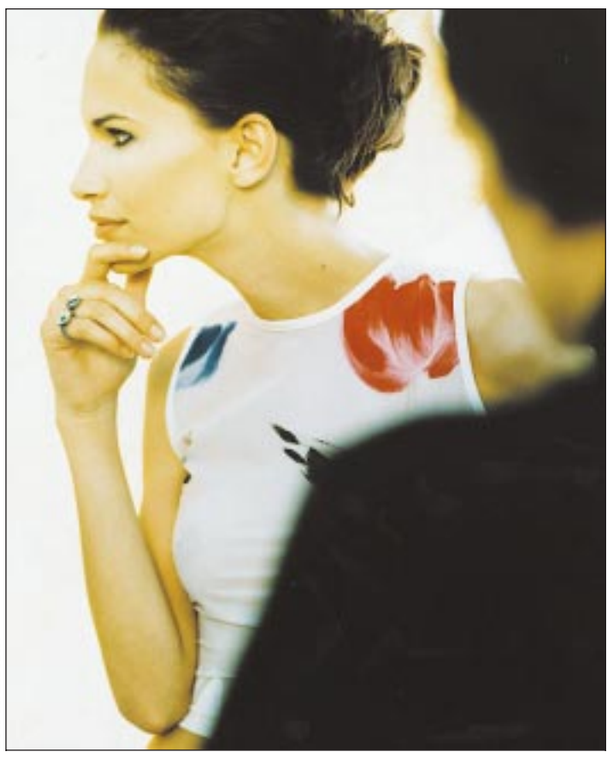
En somme, rien d'original. Peut-être, mais ce serait sans compter avec cette féminité innée, cette façon inimitable de nouer un châle, de laisser s'alanguir une manche de corsage, qui montre que les femmes espagnoles sont bien dans leur peau. Et si un soir de fête, l'une d'elles, « *vestida para matar* » (« habillée pour tuer »), selon l'expression consacrée, s'autorise un regard plus appuyé, vous saurez que, malgré la globalisation, le centre réformateur et le reste, fugitivement, Carmen rentre encore parfois chez elle.

Marie-Claude Decamps



LUIS DE LAS ALAS

Ci-contre, dans une boutique du marché Fuencarral, à Madrid, repère des résistantes à l'uniformisation par le gris. On y trouve des vêtements « vintage » ou hippies, comme des cuirs peints ou de l'artisanat indonésien.



LUIS MALIBRAN

Ci-dessus, un modèle d'Amaya Arzuaga, un des leaders, avec Duyos et Paniagua et le Catalan Josep Font, de la nouvelle génération de créateurs anticonformistes.

LUIS MALIBRAN

Ci-contre, une rue et une terrasse de café madrilènes, postes privilégiés d'observation de l'évolution du style des Espagnoles d'aujourd'hui, que la chroniqueuse de mode Isabel Vaquero décrit comme « féminines et libérées ».

Adresses à Madrid

● **Boutiques de revente de stocks**. Il Grifone, 62, calle Lagasca (tél. : 91-575-98-38). Vêtements italiens, modèles parfois uniques de Versace, Dolce e Gabanna, Moschino. KGR, 337, calle Alcala (tél. : 91-407-07-45). Plutôt pour les jeunes et les petites tailles. Caracol Cuadrado, 8, calle Justinian (tél. : 91-308-47-46). Stocks surtout italiens.

● **Marché cybernétique**. Mercado Fuencarral, 45, calle Fuencarral. On y trouve chez Enter des vêtements « vintage » jamais portés ; de l'artisanat indonésien chez Molucas, du hippy revisité chez Drumbalo, du cuir chez Yolanda Rueda.

● **Boutiques et créateurs**. Adolfo Dominguez, 18, calle Serrano (tél. : 915778280) et 28, Paseo de la Habana (tél. : 91-561-55-46). Amaya Arzuagashow room, 12, calle Campoamor (tél. : 91-310-26-90). Collection vendue chez Cassandra, calle Serrano, et chez Mezcla, 14, calle O'Donnell (tél. : 91-431-03-20). Agatha Ruiz de la Prada, 8, calle Marqués de Riscal (tél. : 91-310-44-83). Angel Schlesser, 46, calle Claudio Coello (tél. : 91-435-48-69). Antonio Pernas, 46, calle Claudio Coello (tél. : 91-578-16-76). Duyos et Paniagua, vendus chez Scooter, 12, callejon de Jorge Juan (tél. : 91-576-47-49) et chez Bat Cave, 13, calle Gaztambide (tél. : 91-543-40-29). Jesus Del Pozo, 9, calle Almirante (tél. : 91-531-36-46). Loewe, 8, Gran Via et 26, calle Serrano (tél. : 91-522-68-15 et 91-577-60-56). Purificacion Garcia, 28 et 92, calle Serrano (tél. : 91-435-80-13 et 91-576-72-76). Roberto Verino, 27, calle Claudio Coello (tél. : 91-577-73-81). Miriam Cobo (ex-Vacas flacas) s'est installée 6, calle Baleares à Leganes (code postal 28913). Victorio e Lucchino à Séville, 8, calle Sierpe (tél. : 95-422-79-51), à Madrid, vendus chez Maria Allegre, 26, calle Argensola (tél. : 91-308-38-04-05). Zara, 32, Gran Via (tél. : 91-522-30-75), 14, calle Preciados (tél. : 91-521-25-08) et 61, calle Serrano (tél. : 91-576-70-35).

Petit glossaire des tendances ibériques

● **A la ultima :** être très tendance.

● **Bakalao :** c'est la musique techno rebaptisée à l'espagnole, sur laquelle on danse en tee-shirt court et collant, avec des chaussures à plates-formes vertigineuses.

● **Cursi :** être *cursi,* c'est prétendre être élégant par une accumulation voyante de vêtements et d'accessoires, en général griffés.

● **Golfo :** style voyou.

● **Guapeton :** lunettes du brun ténébreux de la publicité Martini sur le nez, cheveux grassement gominés, portable à l'oreille, c'est le petit coq du quartier, le gomeux de province.

● **Hippie :** prononcez « rippie », la grande tendance de l'été 1998 pour les plus jeunes, avec tatouages fleuris et pantalons à taille basse. L'expression stigmatise aussi, de façon plus générale et péjorative, quelqu'un d'un peu négligé.

● **Hortera :** façon de s'habiller très « beauf », mal dégrossie.

● **Majuja :** style poupée, avec épaulettes, boutons dorés, brushing, le tout très féminin, mais trop étudié.

● **Mujer-mujer :** style « femme-femme », très sensuel.

● **Pija :** équivalent de notre BCBG ou de l'expression NPA (Neuilly-Auteuil-Passy), ce qui, à Madrid, n'existe pas, mais donnerait Salamanca-Moraleja-Conde de Orgaz.

● **Pesada :** lourde, empruntée.

● **Vestirse en plan Tombola :** s'habiller comme pour aller à la très controversée émission de télévision « Tombola », le temple du mauvais goût, façon paillettes et fourreaux collants, où s'affrontent les célébrités de la presse du cœur du moment. Une version toute ibérique de la mode qui sévissait dans le feuilleton américain « Dallas ».

● **Moda tonadillera :** mode folklorique évoquant les *tonadilleras,* ces chanteuses espagnoles à voix, usant de volants, de peignes et de mantilles, et dont la plus célèbres est Isabel Pantoja, « la Pantoja ».

● **Vestirse para matar :** littéralement « s'habiller pour tuer », c'est-à-dire porter des vêtements sexy et très ajustés destinés à produire un certain effet dans une soirée.

Libertés de presse
France Culture - Le Monde
par Alain Rollat
«La Radio des Mille Collines : un génocide programmé»
le dimanche 12 septembre, 16h-17h
France Culture
Le Monde

SAMEDI 11 SEPTEMBRE
QUESTIONS ORALES
Louis GALLOIS
Président de La SNCF
Attention ! Questions Orales c'est désormais chaque
Samedi de 9H à 10H
Paris-Ile-de-France 101.1
Toutes nos fréquences sur 3615 Radio Classique (2,23F/mn)
RADIO CLASSIQUE

Devenez ingénieur d'affaires ou manager de projet high-tech
DIPLÔME BAC + 5
Visa du Ministre de l'Education Nationale
Trois filières :
• informatique et communications numériques
• biotechnologies/bioindustries*
• matériaux avancés et ingénierie intégrée*
* demande d'extension du visa en cours
2ème session
Clôture : 15 septembre 1999
Admission : DEUG, DUT, Math Spé ou équivalent
Pour tout renseignement :
Tél. 01 45 92 60 04
mh.cottavoz@istm.fr
istm
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LeMonde Job: WMQ1109--0025-0 WAS LMQ1109-25 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 09:22 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0025 Lcp:700 CMYK

La recherche informatique française en quête de débouchés nationaux

Le tissu industriel hexagonal n'est pas en mesure de profiter des travaux menés à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique. En réponse à cette situation, l'Inria multiplie les initiatives visant à freiner la fuite des cerveaux et des investisseurs vers les Etats-Unis

L'ordinateur est, aujourd'hui, partout. Mais il est fabriqué aux Etats-Unis et il utilise un processeur aussi américain que la plupart de ses logiciels. Résultat : si la qualité de la recherche française en informatique est reconnue internationalement, nos chercheurs et nos entrepreneurs les plus innovants ont une fâcheuse tendance à faire carrière outre-Atlantique. La stratégie de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) pour la période 1999-2003, dévoilée jeudi 9 septembre par son PDG, Bernard Larrouturou, tient compte de cette situation. Cet établissement public, qui emploie 2 100 personnes et qui, depuis sa naissance, en 1967, a été à l'origine de la création d'une quarantaine d'entreprises, a décidé de se transformer lui-même en investisseur. Il a mis en place une filiale, Inria-Transfert, dotée d'un « fonds d'amorçage » et d'un « incubateur d'entreprises ». Le PDG de l'Inria voudrait, par ailleurs, pouvoir *« augmenter et moduler »* la rémunération de ses chercheurs, afin de les retenir en France.

LA STRATÉGIE à cinq ans de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), dévoilée jeudi 9 septembre par son PDG, Bernard Larrouturou, ressemble plus à un plaidoyer qu'à un programme détaillé. *« Il est urgent de mettre en place une politique de recherche ambitieuse dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC) »*, plaide-t-il. Et de rappeler que *« l'Europe, notamment la France, possède plusieurs très beaux atouts pour prendre place dans la compétition économique, technologique et scientifique mondiale »*. Mais si ces atouts sont indéniables – la qualité de la recherche française en informatique est reconnue internationalement –, leur exploitation apparaît problématique.

« Visible ou invisible, l'ordinateur est partout », remarque le PDG de l'Inria. Pourtant, cet outil est fabriqué aux Etats-Unis et il utilise un processeur aussi américain que la plupart des ses logiciels. La France et l'Europe ont raté un des virages majeurs du développement technologique du XXe siècle : l'ordinateur personnel. Moins distancées en électronique, les entreprises européennes sont néanmoins absentes de la compétition des microprocesseurs (centrale dans ce domaine), dominée par Intel, AMD et autres IBM ou Motorola. Et côté logiciels, malgré ses talents, la France n'a toujours pas réussi à générer une entreprise de taille mondiale.

CINQ DÉFIS

Un tel contexte rend délicate l'activité d'un centre de recherche comme l'Inria. Surtout lorsqu'il ambitionne de ne pas se cantonner dans les travaux fondamentaux, mais de favoriser le transfert de technologies dans un domaine où *« le cercle vertueux liant recherche de base et applications joue à plein »*. Faute d'un tissu industriel capable de faire fructifier le résultat des recherches, le risque de voir le bénéfice des recherches menées en France se concrétiser outre-Atlantique est devenu une réalité, illustrée par la fuite des cerveaux et l'aspiration du potentiel de création d'entreprises innovantes.

Les grands objectifs du plan stratégique de l'Inria pour la période 1999-2003 reflètent en partie ce malaise. Ils se concentrent sur cinq grands défis : la maîtrise de l'infrastructure numérique, la conception de nouvelles applications sur la Toile, la production de logiciels sûrs, l'automatique des systèmes complexes (capteurs miniaturisés, microrobots destinés notamment à la santé) et la combinaison de la simulation et de la réalité virtuelle. Les *« efforts particuliers en direction des sciences du vivant »*, qui font partie des axes de travail affichés, constituent une nouvelle orientation notable.

L'Inria se déclare, par ailleurs, déterminé à *« obtenir des succès de renom international en matière de transferts technologiques, que ce soit par la valorisation des résultats de recherches en milieu industriel, par la création de sociétés de technologie ou par la diffusion de logiciels »*. L'Institut souligne que *« l'écoute des problèmes du monde extérieur »* fait partie de ses points forts. Il juge néanmoins nécessaire *« d'amplifier ses efforts pour mieux connaître les domaines de la santé, des transports et de l'environnement »*. Si la collaboration avec les PME *« reste difficile »*, l'heure est aux partenariats, avec pour impératif de *« choisir les meilleurs »*, fussent-ils hors de la France et de l'Europe.

Ces déclarations d'intention, auxquelles il faut ajouter la volonté de perfectionner les méthodes d'évaluation du travail des chercheurs, ne semblent guère de nature à bouleverser la recherche française en informatique.

PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES

Conscient des limites que lui impose la situation de l'industrie française, l'Inria a décidé de prendre le taureau par les cornes avec la création d'un fonds d'amorçage, I-Source Gestion, et d'un « incubateur », Inria-Transfert. Las d'attendre que les banquiers prennent la mesure des nouvelles technologies, il a décidé de se transformer lui-même en investisseur. Depuis sa naissance, en 1967, l'Institut est à l'origine de la création d'une quarantaine d'entreprises. D'ici à la fin de l'année, huit ou neuf sociétés seront soutenues par le fonds d'amorçage. C'est dire l'accélération que le procédé a engendrée.

Reste à assurer la pérennité d'un système de financement géré par des chercheurs. Bernard Larrouturou réclame un renforcement de ses moyens propres. *« Il est indispensable de redéployer, au profit de ce secteur, une partie des effectifs des universités et des organismes de recherche »*, affirme-t-il. Il souhaite, enfin, *« un aménagement réglementaire permettant d'augmenter et de moduler la rémunération des chercheurs de l'Inria »*. C'est que, pour créer des entreprises en France, il faut d'abord faire en sorte que les chercheurs y soient restés. Il convient donc de les aider à résister au chant des sirènes américaines.

Michel Alberganti

Le démarrage réussi d'Inria-Transfert

Créée en 1998, Inria-Transfert, filiale à 100 % de l'Inria dotée d'un capital de 86,5 millions de francs (13,2 millions d'euros), a pour vocation de détecter et de soutenir la création de sociétés de technologie. Laurent Kott, qui la dirige, dresse un bilan satisfaisant de la période de démarrage. *« Cinq investissements ont été réalisés avant l'été, trois sont en cours, et deux devraient s'ajouter avant la fin de l'année »*, indique-t-il. Le fonds d'amorçage I-Source Gestion, associé à Inria-Transfert, n'est pas réservé aux chercheurs de l'Institut. Pour l'instant, il est majoritairement utilisé par des entrepreneurs venant de l'extérieur et installés principalement en province. Inria-Transfert gère également un « incubateur d'entreprise » en cours de démarrage, qui a reçu six dossiers provenant de chercheurs de l'Institut. *« Le lancement a réussi,* juge Laurent Kott. *Maintenant, il faut tenir... »*

Recherche, enseignement et production

● **Statut.** Créé en 1967, l'Inria, est devenu, en 1985, un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) placé sous la double tutelle des ministères de la recherche et de l'industrie.
● **Effectifs.** 2 100 personnes dont 1 300 scientifiques parmi lesquels 346 chercheurs sur postes Inria et 543 doctorants (les autres relevant du CNRS ou de l'université).
● **Ressources budgétaires 1998.** 408 millions de francs de dotations de l'Etat et 146 millions de francs de ressources propres.
● **Sites.** Cinq unités de recherches à Rocquencourt (Yvelines), Rennes, Sophia-Antipolis, Nancy et Grenoble.
● **Contrats.** Plus de 400 contrats de recherche pour l'industrie actifs dont 160 signés en 1998.
● **Production.** 1 200 publications internationales, 5 000 heures de cours dans l'enseignement supérieur, 35 logiciels. Quatre sociétés créées en 1998, sept brevets initiaux déposés en 1998.

Les Européens et les Européennes ne sont pas égaux face à l'ordinateur

PLUS DE TROIS Européens sur quatre estiment qu'Internet est le moyen de communication qui modifiera le plus les relations entre les individus dans le futur. Ce résultat provient d'une enquête réalisée par l'institut Louis-Harris pour le Packard Bell Institute of Home Computing. L'étude porte sur 3 414 Européens équipés d'un ordinateur et répartis dans huit pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède). Globalement, les résultats témoignent d'une vision largement positive de la révolution informatique.

Environ 75 % des personnes interrogées estiment que la présence d'un ordinateur dans la famille donne plus d'atouts aux enfants pour réussir dans la vie et que la possession d'une telle machine fait partie des signes de modernité. En revanche, ils ne sont que 40 % à juger qu'il s'agit d'un facteur de valorisation sociale, ce qui témoigne d'une certaine banalisation de l'informatique. Internet semble, selon eux, favoriser plutôt l'ouverture vers l'extérieur. Ainsi, 80 % des moins de dix-huit ans affirment que le réseau mondial multiplie les relations, rend les dialogues plus simples et directs et permet de réapprendre à s'écrire. Mais, malgré leur attrait pour le PC, 22 % seulement des sondés pensent qu'il améliore le dialogue entre les membres d'une même famille.

DISPARITÉS ENTRE PAYS

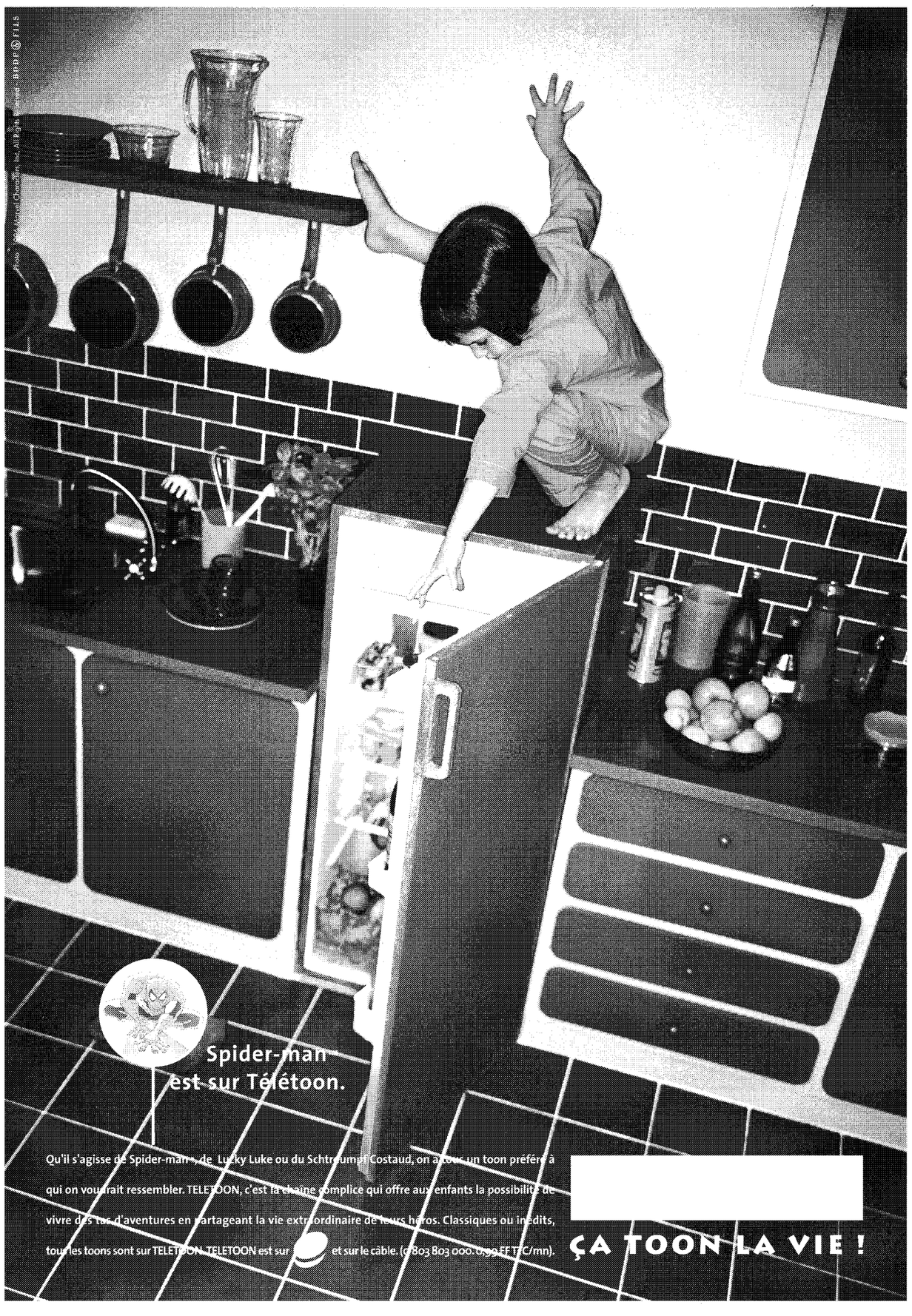
Les résultats révèlent d'assez fortes disparités en fonction des pays. Le taux d'équipement des familles en ordinateurs varie de 52 % aux Pays-Bas à 18 % en Espagne en passant par les 23 % de la France. Un facteur qui influence, selon l'étude, *« les valeurs véhiculées par l'ordinateur »*. C'est ainsi que les plus équipés, les Hollandais, ne sont que 33 % à estimer que l'ordinateur est un facteur de modernité, alors que 81 % des Français et 75 % des Espagnols en sont convaincus.

Fort de cette analyse, Packard Bell va pouvoir appliquer son nouveau slogan : *« C'est à l'ordinateur de comprendre l'homme. »* Interprété par le designer Pierluigi Molinari, invité par l'institut Packard Bell à commenter le sondage, le mot d'ordre devient : *« Les PC doivent être conçus par des génies pour être utilisés par des idiots. »* Le professeur et futurologue Ray Hammond renchérit en se déclarant persuadé que *« dans trois ans, chaque ordinateur passera une partie de son temps à déchiffrer les paroles de ses utilisateurs »*.

Face à la promesse de tant de bonne volonté, la sociologue Dominique Pasquier, directeur de recherche au CNRS, joue les trouble-fête. S'appuyant sur une enquête sur la *« domestication de l'ordinateur »*, elle note plusieurs *« points d'achoppement »*. L'utilisation d'un PC se révèle, en effet, une pratique beaucoup plus individuelle que celle de la télévision qui, *« malgré le multi-équipement, reste plus collective »*, souligne-t-elle. En outre, lorsqu'on s'installe devant un écran d'ordinateur, il s'avère impossible de pratiquer une autre activité en parallèle. *« Certains médias se fondent dans la vie domestique, mais pas le PC »*, remarque Dominique Pasquier.

Cette caractéristique engendre un clivage par le sexe. Même si les femmes *« ne montrent pas de réticences »* vis-à-vis de l'ordinateur, *« elles ne sont pas prêtes à lui consacrer beaucoup de temps »*, du fait de leurs multiples occupations domestiques. D'où une désaffection naturelle des femmes pour les jeux vidéo sur PC qui réclament de nombreuses heures d'apprentissage. La sociologue remarque que ce clivage *« n'a pas diminué en Europe du Nord »* malgré un fort taux d'équipement. Elle note néanmoins que *« les femmes peuvent facilement passer deux heures au téléphone »*. D'où l'espoir que les outils de communication directe associés à Internet contribuent à augmenter la féminisation de l'utilisation de l'ordinateur.

M. Al.



LeMonde Job: WMQ1109--0026-0 WAS LMQ1109-26 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:00 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0026 Lcp:700 CMYK

Sylvie Vauclair, chanteuse d'astres

Cette astrophysicienne invite des concertistes à coanimer ses conférences de vulgarisation

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

« Un petit bout de femme de cinq ans. La nuit noire. Trois heures du matin. Une caresse dans les cheveux.

PORTRAIT
Spécialiste de la composition chimique de l'Univers et musicienne

Maman est là. Sur la pointe des pieds, car papa dort. Chut. C'est l'heure. Mon cœur bat très fort. On s'habille. On se glisse dehors. La main dans la main. Nous marchons sur le chemin creux qui monte vers la campagne. Nous voici sur le plateau, immense plaine beauceronne où l'horizon s'étend à l'infini. Le Baudrier d'Orion scintille dans sa splendeur. Et là, nous attendons, en silence, le cœur battant. Va-t-elle bien se montrer, une nouvelle fois ? Fidèle à elle-même, Sirius se lève. L'étoile la plus brillante du ciel. Nous la saluons (...). *Puis nous rentrons, furtivement. Ce matin-là, je dormirai tard. La nuit dernière, j'avais rendez-vous avec une étoile. »*

D'une vivacité intacte, le souvenir a pourtant presque cinquante ans. Celle qui le raconte n'est plus une enfant mais une astrophysicienne mondialement respectée, une vulgarisatrice hors pair qui, dans ses conférences publiques, mêle avec bonheur musique et science. Cependant, les racines de sa passion pour les astres s'enfoncent là-bas, quelque part dans la nuit du passé, auprès de cette mère institutrice qui, tous les dimanches matin, lisait à sa petite Sylvie des passages de l'*Astronomie populaire* de Camille Flammarion.

LINE ROSSIGNOL
Sylvie Vauclair mène des recherches sur la composition et l'évolution chimiques de l'Univers.

EXPÉRIENCES MIMÉES

Après un cursus scolaire brillant, Sylvie Vauclair se retrouve en classe préparatoire au lycée Masséna de Nice. Un lycée de garçons où la pression, notamment sexiste, pousse sa meilleure amie à se suicider. Traumatisée, l'étudiante quitte la course à l'élite pour rejoindre l'Université, *« avec l'idée d'être prof de maths ou de physique »*. Suivent quelques années de fac à Paris et l'obtention d'un diplôme d'études supérieures qui exigeait, à l'époque, que l'étudiant passe un an dans un laboratoire. Toujours passionnée d'astronomie, Sylvie Vauclair se retrouve à l'observatoire de Meudon *« à analyser des plaques photographiques de Jupiter prises à la caméra électronique du pic du Midi »*. Un premier pas vers ses chères étoiles.

En 1968, les « événements » perturbent la tenue des examens. Sylvie Vauclair manque l'agrégation mais réussit son Capes, notamment grâce à une épreuve de physique où, en l'absence totale de matériel, les candidats doivent mimer et simuler les expériences devant le jury. Faisant du théâtre deux fois par semaine, l'étudiante s'en tire à merveille. Mais collégiens et lycéens ne profiteront jamais de son enseignement : l'appel de la recherche est le plus fort. Avec des professeurs nommés Evry Schatzman et Hubert Reeves, Sylvie Vauclair explose dans l'astrophysique.

Elle a profité aussi de ces années 70 pour rencontrer et épouser Gérard Vauclair – lui aussi astrophysicien, lui aussi la tête dans les étoiles –, donner la naissance à deux garçons, s'expatrier quelques mois en Russie, puis près de deux ans aux Etats-Unis... A son retour, le couple ne veut plus de Meudon. Direction Toulouse, où il participe à la création de l'Observatoire Midi-Pyrénées, une structure rassemblant plusieurs centres de recherche, dont le Laboratoire d'astronomie de Toulouse (LAT). Depuis 1981, Sylvie Vauclair partage ainsi son temps entre l'enseignement à l'université Paul-Sabatier et ses recherches sur la composition et l'évolution chimiques de l'Univers.

A l'impertinent qui lui demande à quoi servent ses travaux ardus, la présidente de la Société française des spécialistes d'astronomie répond – sans s'énerver – par une image : *« Prenez un petit enfant dans son berceau. Qu'apporte-t-on à ce bébé pour qu'il puisse vivre ? On le nourrit, on le soigne, on lui parle, mais cela ne suffit pas. Le bébé a besoin de regarder, d'écouter, de toucher, d'étudier le monde autour de lui. Puis il sort de son berceau, etc. Pourquoi ? A quoi ça sert ? Tout simplement parce qu'il est vital de comprendre le monde et de se situer par rapport à lui. »*

Et parce que la soif d'apprendre du public est immense, Sylvie Vauclair, dans la lignée de son ancien maître Hubert Reeves, multiplie les conférences rassemblant plusieurs centaines de personnes. Des conférences d'un genre un peu particulier, puisque l'astrophysicienne, musicienne confirmée – elle chante lieder et airs d'opéra –, y invite des instrumentistes qui, à leur manière, lui donnent la répartie. Le big bang, les réactions nucléaires au cœur des étoiles, l'explosion des supernovae, tout prend une autre dimension en musique. Un désir d'harmonie certes, mais pas la recherche de l'harmonie des sphères chère à Kepler, théorie irréaliste qui s'est noyée dans la complexité de l'Univers.

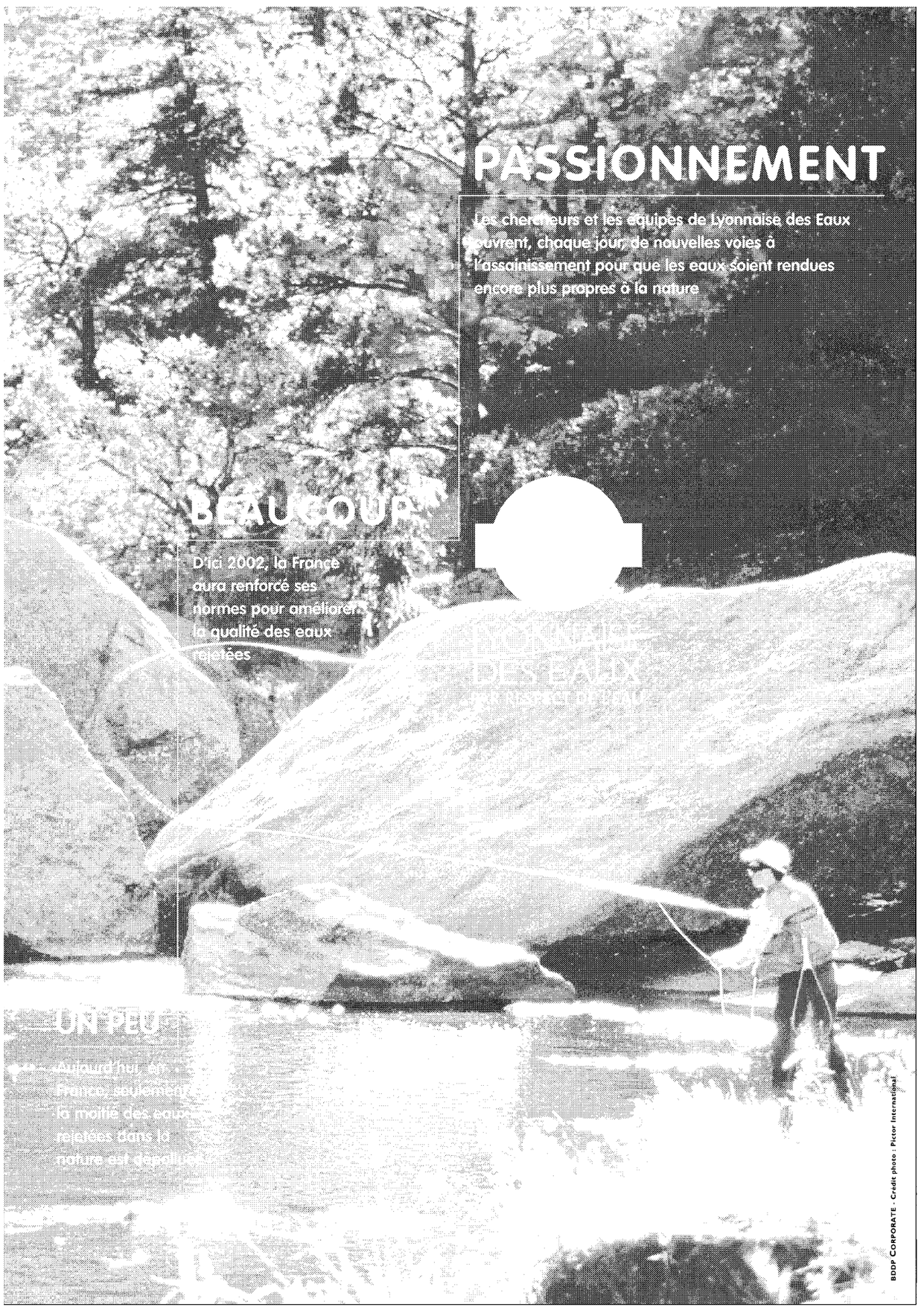
HARMONIE INSTABLE

Pour Sylvie Vauclair, le parallèle entre musique et science n'est pas innocent : toutes deux ont évolué de concert de façon similaire. *« Les constructions harmoniques traditionnelles, qui reposaient sur l'accord parfait, ont laissé place à d'autres formes, comme la musique sérielle et dodécaphonique,* écrit-elle dans son livre intitulé *La Symphonie des étoiles* (Albin Michel). *Les agrégats, ensemble de notes dissonantes, sont venus compléter les accords de base. Les tons et les demi-tons se sont subdivisés pour des évolutions musicales plus subtiles. »*

Ainsi vont la musique, la peinture, la poésie... Ainsi va aussi la science, toujours plus compliquée, une découverte déstabilisant aujourd'hui la théorie énoncée hier. *« Le rêve de nombreux scientifiques, à chaque étape de l'évolution des connaissances, serait de découvrir une belle théorie universelle, complète, sans faille, qui explique tout, d'une manière logique,* poursuit Sylvie Vauclair. *Mais, lorsque la théorie est poussée dans ses derniers retranchements, apparaît toujours le hiatus, le défaut qui lui permet de passer dans une dimension nouvelle. »* La science est une exaltante spirale ouverte sur l'infini.

Après les conférences viennent les insatiables questions d'un public toujours plus curieux, jamais stupide. Et, bien souvent, parmi les personnes présentes, il s'en trouve une pour demander : *« Et Dieu dans tout ça ? »* Agnostique, Sylvie Vauclair laisse à chacun le soin de répondre à cette question métaphysique. Convaincue que ce si riche Univers doit avoir un sens – *« sans toutefois savoir lequel »* –, elle aime citer la parole d'un ami dominicain : *« Dieu n'est pas de ce monde. »* Le Ciel n'est pas le ciel.

Pierre Barthélémy



La cécité liée au trachome pourrait ne plus être une fatalité

L'ÉLIMINATION du trachome semble aujourd'hui envisageable avec la mise au point d'un traitement antibiotique par l'azithromycine, ou Zithromax, efficace et facile à mettre en œuvre, rapporte une étude publiée le 21 août par la revue médicale britannique *Lancet*. Première cause de cécité évitable dans le monde, le trachome est dû à la bactérie *Chlamydia trachomatis*. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les régions où cette bactérie est endémique (Afrique équatoriale, Afrique de l'Est et Asie tropicale) comptent 600 millions d'habitants. 150 millions d'enfants y développent une forme active de la maladie et 6 millions de personnes sont aveugles du fait du trachome.

L'OMS a développé, en 1998, une nouvelle stratégie de lutte contre le trachome, avec pour but de le contrôler, sinon de l'éradiquer, aux alentours de 2020. Elle consiste d'abord à encourager les pays à procurer aux habitants de l'eau propre permettant une amélioration de l'hygiène corporelle et à pousser les villages à mettre en place la petite chirurgie oculaire nécessaire. Ces mesures seraient accompagnées de l'administration, au moins une fois par an, du Zithromax, un antibiotique à longue durée d'action. En complément de cette action envisagée par l'OMS, la fondation Edna McConnell Clark et la compagnie pharmaceutique Pfizer – qui fait don du Zithromax – ont financé à la hauteur de 66 millions de dollars (415 millions de francs, 63 millions d'euros) le programme International Trachoma Initiative (ITI), pour apporter assistance aux pays désignés par l'OMS.

TRAITEMENT SYSTÉMATIQUE

L'infection par la *Chlamydia trachomatis* entraîne un écoulement nasal et se manifeste par des yeux collés, puis guérit. Mais cette guérison ne protège pas des infections ultérieures qui, après des années, attaquent l'intérieur des paupières. Ces dernières se rétractent, se retournent vers l'intérieur, et les cils attaquent la cornée, finissant par entraîner la cécité. La contamination se fait de personne à personne et aussi, sans doute, par l'intermédiaire des mouches attirées par les yeux collants des enfants qui sont la première source de dissémination de la bactérie. Deux à trois fois plus de femmes que d'hommes sont aveugles, vraisemblablement parce qu'elles sont plus au contact des enfants. Mais l'œil n'est pas la seule cible de la bactérie. Elle infecte aussi le nez, la gorge et le rectum, si bien que les traitements locaux oculaires contre le trachome n'empêchent pas les réinfections. Celles-ci peuvent être quasi immédiates dans les régions de forte endémie.

Une grande part de l'intérêt de l'étude publiée dans *Lancet* par le groupe de Julius Schachter (université de Californie, à San Francisco) est qu'elle est fondée sur le traitement de l'ensemble de la communauté. Les résultats ont été comparés à ceux obtenus dans d'autres villages par le traitement classique qui consiste en l'application journalière pendant six semaines d'une pommade oculaire contenant un autre antibiotique, la tétracycline. Les deux traitements sont actifs mais, à terme, il semblerait que l'antibiothérapie par voie orale, mieux acceptée et mieux suivie par la population, serait plus à même de permettre l'éradication de la maladie. Un modèle mathématique, développé par des chercheurs de San Francisco et publié en mai 1999 par la revue scientifique *Nature Medicine*, conduit à recommander un traitement antibiotique annuel lorsque moins de 50 % des enfants sont atteints et un traitement semestriel là où le taux dépasse 50 %.

L'ensemble de ces résultats appuie la stratégie recommandée par l'OMS. Mais, comme pour beaucoup de problèmes médicaux, le développement reste le réquisit du succès thérapeutique.

Elisabeth Bursaux

LeMonde Job: WMQ1109--0027-0 WAS LMQ1109-27 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:13 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0027 Lcp:700 CMYK

Un samedi estival

Une grève à Météo-France ne nous permet pas de publier un tableau complet des températures. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Après quelques bancs de brume ou brouillards le début de journée sera agréable. Les nuages deviendront ensuite plus nombreux et seront parfois accompagnées d'ondées. Les températures seront encore élevées entre 23 et 28 degrés.

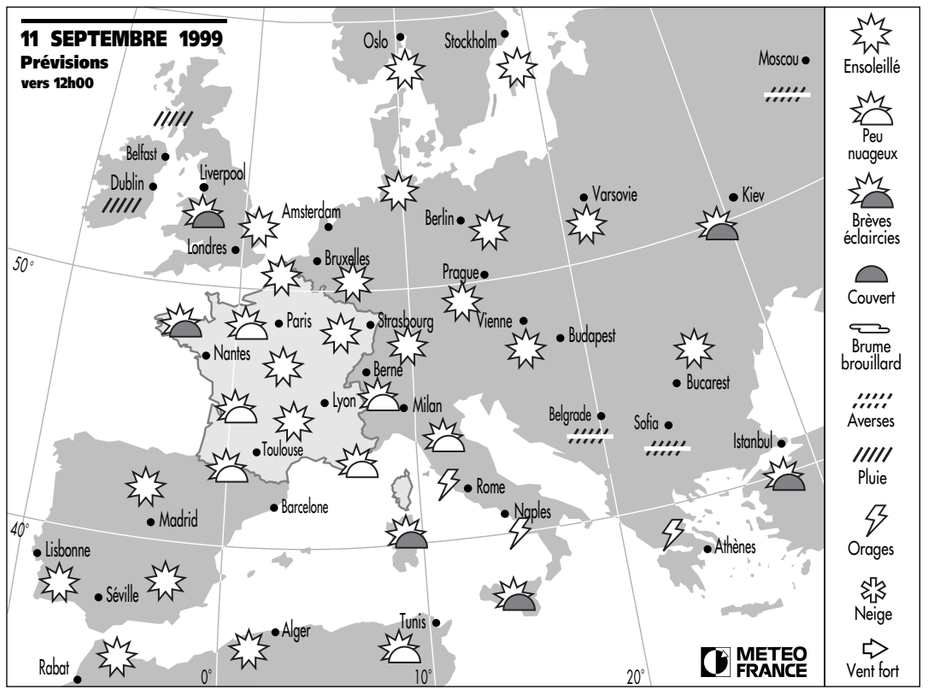
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après des brouillards matinaux, la journée sera bien ensoleillée. Sur la Haute-Normandie, des nuages se formeront et seront accompagnés d'ondées en soirée. Le thermomètre indiquera des valeurs estivales entre 23 degrés près de la Manche et 26 à 30 ailleurs.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Après quelques brouillards matinaux, le temps ensoleillé va dominer. Les températures seront élevées entre 26 et 29 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Des bancs de brume ou brouillards sont possibles au lever du jour puis le soleil dominera. Des nuages se formeront sur les Charentes et seront parfois accompagnés d'ondées en soirée. Quelques entrées maritimes arriveront sur le Pays basque en soirée. Il fera chaud entre 27 et 33 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La journée s'annonce estivale avec du soleil et des températures voisines de 30 degrés. Des nuages se formeront sur les Alpes l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Ce sera une belle journée ensoleillée. Quelques cumulus se formeront sur les Alpes du Sud, la Corse et la Côte d'Azur. Quelques nuages rentreront sur le Languedoc apportés par un petit vent marin. Les températures seront comprises entre 25 et 33 degrés.



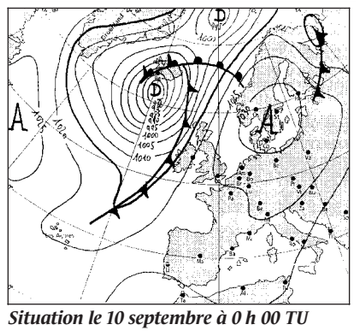
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ASIE.** Jusqu'au 31 octobre, les hôtels Holiday Inn et Crowne Plaza situés en Asie offrent une nuit gratuite aux clients payant avec une carte de crédit Visa. A Hongkong, par exemple, l'Holiday Inn Golden Mile offre la deuxième nuit, les établissements du Sud-Est asiatique, la troisième, et ceux d'Australie la quatrième.

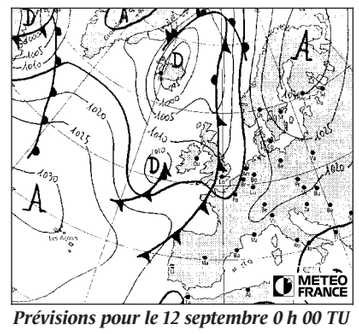
■ **PALMARÈS.** Aux places d'honneur du palmarès annuel publié par le magazine américain *Travel and Leisure* figurent l'Oriental, à Bangkok (Thaïlande), meilleur hôtel du monde ; le Ritz-Carlton, à Laguna Niguel (Californie), meilleur hôtel des Etats-Unis ; Sydney et San Francisco, les deux villes à visiter en priorité ; Maui et Key West, meilleures destinations insulaires ; les Bahamas et les Bermudes, meilleurs lieux de villégiature ; Singapore Airlines et Alaska Airlines, respectivement meilleures compagnies internationale et américaine.

PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole						PAPEETE		KIEV		VENISE		LE CAIRE	
AJACCIO	19/28	N	NANCY	14/27	S	POINTE-A-PIT.		LISBONNE		VIENNE		MARRAKECH	
BIARRITZ	16/27	S	NANTES	15/28	N	ST-DENIS-RÉ.		LIVERPOOL		**AMÉRIQUES**		NAIROBI	
BORDEAUX	17/31	S	NICE	19/27	N	**EUROPE**		LONDRES		BRASILIA		PRETORIA	
BOURGES	15/30	S	PARIS	16/28	S	AMSTERDAM		LUXEMBOURG		BUENOS AIR.		RABAT	
BREST	13/23	N	PAU	16/31	S	ATHENES		MADRID		CARACAS		TUNIS	
CAEN	16/23	S	PERPIGNAN	18/29	N	BARCELONE		MILAN		CHICAGO		**ASIE-OCÉANIE**	
CHERBOURG	14/23	S	RENNES	14/28	N	BELFAST		MOSCOU		LIMA		BANGKOK	
CLERMONT-F.	15/30	S	ST-ETIENNE	15/30	S	BELGRADE		MUNICH		LOS ANGELES		BOMBAY	
DIJON	14/27	S	STRASBOURG	15/29	S	BERLIN		NAPLES		MEXICO		DJAKARTA	
GRENOBLE	16/30	S	TOULOUSE	17/32	S	BERNE		OSLO		MONTREAL		DUBAI	
LILLE	13/24	S	TOURS	15/29	S	BRUXELLES		PALMA DE M.		NEW YORK		HANOI	
LIMOGES	16/29	S	**FRANCE outre-mer**			BUCAREST		PRAGUE		SAN FRANCIS.		HONGKONG	
LYON	16/30	S	CAYENNE			BUDAPEST		ROME		SANTIAGO/CHI		JERUSALEM	
MARSEILLE	19/31	N	FORT-DE-FR.			COPENHAGUE		SEVILLE		TORONTO		NEW DEHLI	
			NOUMEA			DUBLIN		SOFIA		WASHINGTON		PEKIN	
						FRANCFORT		ST-PETERSB.		**AFRIQUE**		SEOUL	
						GENEVE		STOCKHOLM		ALGER		SINGAPOUR	
						HELSINKI		TENERIFE		DAKAR		SYDNEY	
						ISTANBUL		VARSOVIE		KINSHASA		TOKYO	



Situation le 10 septembre à 0 h 00 TU



Prévisions pour le 12 septembre 0 h 00 TU

La cigogne noire a retrouvé le chemin des forêts françaises

ELLE VA PASSER, elle passe... Elle est passée ! Bien que la saison ne soit guère avancée, la migration de la cigogne noire a commencé. On l'a vue planer au-dessus de la Normandie et de la Charente-Maritime, on l'a signalée franchissant la frontière des Pyrénées. Aux dernières nouvelles, elle se reposait en Espagne. Bref répit avant d'entreprendre le grand voyage qui la mènera en une vingtaine de jours dans le delta du Niger, à plusieurs milliers de kilomètres de son point de départ.

HISTOIRES NATURELLES

Comme la cigogne blanche, sa cousine, l'espèce *Ciconia nigra* se reproduit dans les régions tempérées et prend ses quartiers d'hiver au cœur de l'Afrique. Comme elle, elle emprunte pour s'y rendre le détroit de Gibraltar, ou celui du Bosphore quand elle part d'un pays de l'Est. Mais, contrairement au bel oiseau blanc coiffant dans les livres d'images les cheminées alsaciennes, la cigogne noire ne choisit jamais la proximité de l'homme pour nicher. Elle lui préfère une vieille futaie feuillue, où un arbre de bonne taille – car le nid pèse son poids – assurera à ses cigogneaux le gîte idéal. Surtout s'il est situé sur une colline ou en rupture de pente, ce qui facilitera ses allées et venues nourricières.

SANS INTERVENTION HUMAINE

Solitaire et sauvage, la cigogne noire aurait-elle péché par excès de discrétion ? Il y a trente ans encore, elle avait en tout cas disparu de nos forêts. Sans que personne ne s'en émeuve, tant on s'y était habitué : depuis un siècle au moins, elle ne nichait plus en Belgique ni en France.

Puis, sans aucune intervention concertée de l'homme, elle commença à recoloniser le terrain perdu. L'arrivée à maturité des terrains reboisés au siècle dernier eut-elle l'heur de lui plaire ? Quoi qu'il en soit, le premier cas de nidification fut signalé en 1973 en Indre-et-Loire. En 1977, ce fut au tour de la Franche-Comté, puis des Deux-Sèvres, du Cher et de l'Indre.

Aujourd'hui, une trentaine de couples nicheurs reviennent chaque année en France. L'espèce est désormais inscrite sur la liste des oiseaux protégés, et certains sites de nidification bénéficient d'une surveillance permanente durant les périodes de reproduction.

Avec ses trois kilos de bec et de plumes, ses cent cinquante centimètres d'envergure et ses dix-huit ans de longévité, la belle voyageuse est donc revenue. Et, avec elle, ses fabuleuses migrations en vol plané, qu'elle pratique en véritable experte des « thermiques ». Que ne ferait-elle pas, en effet, pour privilégier ces courants d'air chaud ascendants qui, en l'aspirant, lui évitent de battre des ailes ! C'est pour eux qu'elle survole les détroits les plus resserrés (les thermiques n'existent pas au-dessus des mers), pour eux qu'elle décolle seulement quand le soleil est chaud, pour eux, enfin, qu'elle se déplace en groupe. Dès que les participantes au périple atteignent le point le plus élevé d'un thermique, elles se dispersent en planant à la recherche d'un nouveau courant ascendant, la première à le trouver conviant aussitôt les autres à la rejoindre...

Le nombre aidant, elles parcourent de la sorte 200 à 400 km par jour. Depuis leur regain d'intérêt pour nos contrées, ce sont ainsi 1 500 à 2 000 cigognes noires qui, chaque année, migrent par le détroit de Gibraltar (elles étaient quelques centaines dans les années 1970). D'où qu'elles viennent, et quel que soit leur âge, elles maintiennent le cap. Comment ? C'est là que réside l'énigme.

Lorsqu'un jeune migre pour la première fois, il se contente de suivre ses aînés. Sans doute en profite-t-il pour mémoriser les principaux repères topographiques survolés et leurs directions relatives, grâce à sa « boussole interne ».

« SENS CARTOGRAPHIQUE »

Mais comment l'oiseau, quand il revient d'Afrique vers le milieu du mois de mars, peut-il se diriger avec une telle précision, rejoignant sans se tromper sa forêt d'origine, et même, souvent, le nid qu'il occupait précédemment ? Comme à bien d'autres migrateurs, il faut attribuer à la cigogne noire un « sens cartographique » supplémentaire... dont la nature reste à déterminer.

Autre inconnue : que fait l'élégant volatile, au plumage brillant irisé de vert et de bordeaux, lors de ses pérégrinations africaines ? Comment traverse-t-il le Sahara ? Où, quand, et pourquoi s'arrête-t-il ? La technologie répondra peut-être prochainement sous la forme de balises Argos. Mis en œuvre en 1996, le programme international « Cigogne noire sans frontières », qui associe Belges, Luxembourgeois, Tchèques, Allemands et Français, a pour mission d'équiper chaque année une dizaine d'oiseaux de ces petits émetteurs, accrochés en harnais sur leur dos.

Leurs déplacements étant ainsi suivis journellement par satellite, le projet a déjà apporté un nombre appréciable de détails sur la vie des quelques cigognes qui y ont participé. Et une première, pour suivre « en direct » la migration 1999 : le site www.explorado.org/solon, qui affirme informer les internautes *« de toute l'actualité de la campagne en cours »*. A partir du 10 septembre, et pendant trois mois.

Catherine Vincent

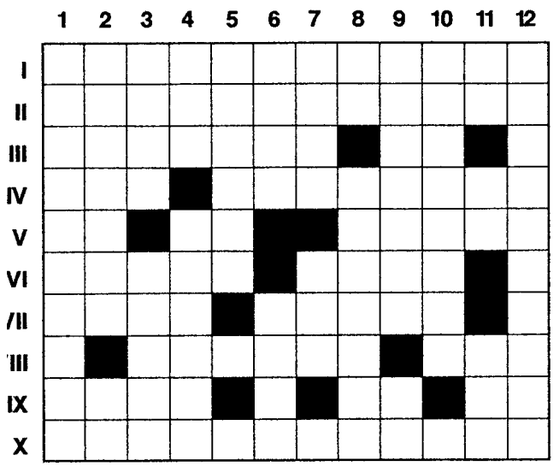
La divinité des Ngisakole

A l'extrême sud-ouest de l'Ethiopie survit une petite peuplade isolée, appartenant à la tribu des Ngiangatom (« Ceux qui mangent des éléphants »). Son nom ? Ngisakole, ou « Cigogne noire ». Selon la revue bimestrielle *Science et Nature,* qui consacrait à cet oiseau, en 1998, un numéro spécial très documenté, les hommes et les femmes de cette sous-tribu n'ont pas d'autre dieu que lui. Il lui ont offert une danse, qui s'exécute bras écartés et tête dodelinante pour mimer sa manière de pêcher au ras de l'eau. Et ils l'honorent d'un chant, qui dit qu'il est l'oiseau des nuages, celui qui n'aime pas le soleil et apporte la pluie nécessaire aux cultures. Universalité des saisons, des climats et des rites : alors que la cigogne blanche symbolise pour toute l'Europe l'arrivée du printemps et la fécondité, c'est à son homologue en négatif que ce peuple oublié des confins de l'Afrique a confié le retour de la vie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99216

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Met fin à chaque tour. – II. On peut lui faire confiance pour tout mettre en place. – III. Soldat prêt à entrer dans la danse. Reste sur la touche. – IV. Supprime. Douceur à prendre avec modération. – V. Négation. En pente. Plutôt salées. – VI. Transparent et léger. Agriculteur africain. – VII. Un vieux souci qui ne devrait pas déranger le ténor. Apporter sa contribution. – VIII. Mordante. Circule depuis l'Ancien Régime, mais que vaudra-t-il en euros ? – IX. Le premier fut le Bon. Vieille cité. Roule au hasard. – X. Piquées pour être plus moelleuses.

VERTICALEMENT

1. Toujours prêt à partir. – 2. S'il prend la parole, c'est pour la garder un moment. Préposition. – 3. Ardent. Permet à l'ensemble de tenir. – 4. Bruit métallique. Mettre au bon endroit dans l'espoir de récolter un jour. – 5. Partisan du rapprochement avec Rome. – 6. Bagatelle de peu d'importance. Grand lac salé. – 7. Un sire en piteux état. Demoiselle de choc. – 8. Epreuve pour le scout. Fait la jonction. – 9. Apporte la preuve. Queue de billard. – 10. *Le Monde* les aime quand ils sont fidèles. – 11. Article. Personnel. Pour célébrer les grands événements. – 12. Auront beaucoup de mal à prendre parti.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99215

HORIZONTALEMENT

I. Décapitation. – II. Echelle. Aspe. – III. Boira. Micmac. – IV. Ornes. PC. – V. Une. Mélimélo. – VI. Le. Mite. Alep. – VII. Bide. DS. SO. – VIII. NB. Meute. Ail. – IX. Note. Licorne. – X. Exaspérantes.

VERTICALEMENT

1. Déboulonné. – 2. Ecorné. Box. – 3. Chine. Ta. – 4. Aéré. Mimes. – 5. Plasmide. – 6. Il. Eteule. – 7. Temple. Tir. – 8. Ici. Déca. – 9. Tac. Mas. On. – 10. Ismaël. Art. – 11. OPA. Lésine. – 12. Nécropoles.

PHILATÉLIE

La Coupe du monde de rugby

UN TIMBRE OVALE un an après un timbre rond ! Même symbolique, même réussite ? Un timbre à 3 F (0,46 euro) en forme de ballon de rugby sera mis en vente générale lundi 13 septembre à l'occasion de la 4e Coupe du monde de rugby, organisée du 1er au 6 novembre.

Ce troisième timbre émis en France sur le thème du rugby est inspiré d'une photo représentant deux joueurs, dont un attaquant français victime d'une tentative de placage... dans lequel certains ont cru reconnaître, à tort semble-t-il, Philippe Carbonneau, savamment maquillé par l'agence Desdoigts et Associés, conceptrice de la maquette. Long de 39 mm et large de 24,95 mm, l'ovale est positionné en diagonale dans un carré de 38 mm de côté. Le timbre est imprimé en héliogravure en feuilles de trente et est aussi disponible sous la forme d'un feuillet de dix avec une vignette centrale, sans valeur d'affranchissement, représentant la coupe Webb-Elis qui sera remise à l'équipe gagnante.

La vente anticipée est organisée dans les bureaux temporaires « premier jour » ouverts les 11 et 12 septembre à la salle de la Légion d'honneur, 2, place de la Légion-d'honneur à Saint-Denis ; au Théâtre Le Colisée à Lens ; à la salle de la délégation Midi-Pyrénées de La Poste, 15, rue Judaïque à Bordeaux ; à l'hôtel de ville de Toulouse ; à la Maison de la Coupe du monde, place Lavabre à Béziers.

P. J.

Ozanam

FONDATEUR, en 1833, de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, Frédéric Ozanam (1813-1853) est commémoré par un timbre à 4,50 F (0,69 euros), qui sera mis en vente générale le 13 septembre. Frédéric Ozanam fut l'un des inspirateurs du christianisme social, en compagnie de Lamennais et de Lacordaire, « timbrifiés » respectivement en 1957 et 1961. Au format vertical 22 × 36 mm, le timbre, dessiné et gravé par Yves Beaujard – qui signe là son premier timbre –, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

■ **Le Monde des philatélistes.** Les singes de l'Ancien Monde sont à la « une » du numéro du *Monde des philatélistes* de septembre, le mensuel offrant à ses lecteurs un feuillet de timbres de Madagascar consacré à ce sujet. Egalement au sommaire : Quand l'histoire postale rejoint l'actualité, ou la poste de Bosnie-Herzégovine qui fonctionne sous un régime triple, chaque entité émettant ses propres timbres (84 p, 29 F en kiosques). *Le Monde des philatélistes* est désormais installé 16-18, quai de la Loire, 75019 Paris. Tél. : 01-53-38-43-50 ; fax : 01-53-38-43-78 ; e-mail : camps@lemonde.fr.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

LeMonde Job: WMQ1109--0029-0 WAS LMQ1109-29 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 08:59 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0029 Lcp:700 CMYK

THÉÂTRE **A partir du 1er octobre, au Palais des congrès de Paris, Robert Hossein crée un grand spectacle autour du général de Gaulle, *Celui qui a dit « non »*. ● DÉTENTEUR des records d'affluence avec ses spectacles historiques, mais resté sans le sou après l'échec d'*Angélique,* Robert Hossein a pu remettre en route sa lourde machinerie – 40 millions de francs de budget – grâce au soutien financier de l'homme d'affaires François Pinault. Dès le mois de janvier, une campagne de publicité a été lancée, et 200 000 réservations seraient déjà enregistrées. ● ROBERT HOSSEIN se défend de toute appartenance politique. Il a cependant reçu le soutien de la Ville de Paris et le mouvement gaulliste s'intéresse au spectacle. ● ALAIN PEYREFFITTE, ancien ministre du général, est un des coauteurs de la pièce, avec l'historien Alain Decaux, collaborateur de longue date de Robert Hossein, et le metteur en scène lui-même.**

De Gaulle, Robert Hossein et les lapins de la porte Maillot

Du 1er octobre au 6 février, Robert Hossein met en scène de Gaulle au Palais des congrès de Paris. Le détenteur du record d'affluence des théâtres parisiens voulait depuis longtemps monter un grand spectacle sur la guerre et la Résistance, et se défend de toute approche politique

QUI n'a pas été intrigué par cette photo de jeune homme affichée en janvier dans les couloirs du métro et les rues de Paris, avec pour tout commentaire : *« Celui qui a dit "non" »* ? Aujourd'hui, ce n'est plus un secret pour personne. L'adolescent n'a pas tardé à vieillir, et toute la France a reconnu le général de Gaulle et l'annonce du spectacle dont il allait faire l'objet du 1er octobre au 6 février, mis en scène par Robert Hossein, au Palais des congrès de Paris. Et une croix de Lorraine géante a été érigée devant ledit palais, au milieu de la porte Maillot.

Il se passe des choses bizarres, porte Maillot. *1940-1945, de Gaulle, celui qui a dit « non »* n'a pas encore commencé ; les répétitions s'intercalent quand elles le peuvent entre deux congrès et s'achèvent le soir à minuit. Là, à minuit, quand tout est fini, dans le jardin qui entoure la croix de Lorraine, *« il y a un miracle »,* rugit Robert Hossein sur le ton d'un prophète exalté. De celui qui, à soixante-douze ans, est à la fois homme de théâtre, homme de foi et russe des pieds à la tête, on s'attend à tout. Il le sait. *« On va encore dire que j'ai des visions, que je suis un allumé, un cinglé. Bon, c'est vrai, ça m'arrive d'avoir des visions. Mais là... »* Se dressant soudain, il revêt la voix grandiloquente du général, y met tous les tremblements, et récite ces propos de De Gaulle rapportés par Malraux (*Les Chênes qu'on abat*) : *« On dressera une grande croix de Lorraine sur la colline qui domine les autres. Tout le monde pourra la voir, et comme il n'y a personne, personne ne la verra. Elle incitera les lapins à la résistance. »* Or, un soir, après la « répète », Hossein avait le bourdon et s'est assis sur un banc, à côté de la fameuse croix. Et qu'a-t-il vu ? *« Des lapins. Des dizaines, des centaines de lapins vivants. C'est un scoop, c'est la plus belle histoire du monde, et on dit que je divague. »* C'est vrai, *Le Monde* l'a vérifié. Tous les soirs, porte Maillot, des lapins entrent en résistance et gambadent au pied de la croix de Lorraine.

MICHELINE PELLETIER/SYGMA

Robert Hossein entre Jacques Boudet (de Gaulle) et Robert Hardy (Churchill).

« UN GRAND TRUC »

Forcément, pour Robert Hossein, c'est un signe. Son *De Gaulle* démarre sous de bons auspices. Pourtant, il revient de loin. Bien qu'entré dans *Le Livre Guinness des records* avec *Un homme nommé Jésus* (1983) – 96 % de taux de fréquentation et record d'affluence des théâtres parisiens –, le dramaturge s'est endetté avec le dernier grand spectacle qu'il a mis en scène et coproduit, *Angélique, marquise des anges*, victime des attentats et des grèves de 1995. Il a aussi pour habitude d'investir une bonne partie de ses gains dans des compagnies théâtrales. *« Des fois je gagne, des fois je perds »*, note-t-il avec désinvolture. Il lui fallait quelque chose pour se remettre la tête hors de l'eau, et l'idée d'une pièce sur de Gaulle et la Résistance le taraudait depuis près de cinq ans.

Hossein, qui, de Dostoïevski à Victor Hugo en passant par Jésus, la Révolution ou les erreurs judiciaires, a décrit dans tous ses spectacles *« les itinéraires exemplaires des humiliés, des offensés, des laissés-pour-compte »*, s'entêtait depuis longtemps à faire *« un grand truc sur la guerre »*. Et à prendre pour fil rouge cet homme du 18 Juin auquel il n'est pas loin de s'identifier : *« Un inconnu viré comme un pestiféré qui dit « non » à la lâcheté, tout seul, avec un culot grand comme lui. »* Le sujet n'emballait personne. Robert Hossein, le héros des grands spectacles populaires, réputé pour attirer les foules les plus hostiles au théâtre, ne trouvait pas de producteur. A gauche, raconte-t-il, on avait peur de se *« mouiller »* avec de Gaulle ; à droite on n'y croyait pas. En dînant un soir avec un ami, ils font le tour : *« Qui a du pognon ? »* Un nom tombe, François Pinault, ami intime du président Jacques Chirac. Par l'intermédiaire de l'actrice Line Renaud, Robert Hossein lui écrit. *« Pinault m'a juste demandé : « C'est quoi, c'est où, c'est combien ?" J'étais scié. Je me fous de ce qu'on dit de lui, cet homme est exceptionnel, c'est le marquis de Carabas. »* Baptisée Productions du 18 juin, la nouvelle société de François Pinault a financé l'intégralité du budget du spectacle : 40 millions de francs (6,10 millions d'euros), dont moins de 3 millions (460 000 €) pour la promotion.

Dès lors, la « machine Hossein » s'est mise en route. Les 117 représentations prévues devront couvrir, entre autres frais, 180 feuilles de paie par mois (dont celles de plus de 100 comédiens) et la location d'une salle de 3 700 places coûtant 86 000 francs (13 111,75 €) par jour, hors taxes. Le seuil de rentabilité serait atteint avec environ 280 000 entrées.

Tout est organisé pour attirer le grand public : rencontre au mois de juin avec les responsables des collectivités, principaux clients des mises en scène d'Hossein (plus de la moitié des spectateurs), des places à des prix peu élevés, des partenariats d'échanges avec des afficheurs (Metrobus) et des médias (RTL, TF 1, *Le Parisien*).

« AU NOM DE PARIS »

A la demande de Robert Hossein, Florent Pagny et Philippe Labro ont composé une chanson (*Celui qui a dit « non »*, prévue pour le disque du spectacle), et le maire de Paris, Jean Tiberi, a fait édifier la croix de Lorraine provisoire de la porte Maillot. *« C'est au nom de Paris, ville compagnon de la Libération »*, précise Bernard Bled, secrétaire général de la Mairie de Paris, pour écarter tout soupçon de manœuvre politique. Il n'empêche : de Gaulle, Pinault, la Mairie de Paris et une croix de Lorraine, cela fait beaucoup pour le RPR. Mais Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, assure se refuser à *« trouver ambiguës les valeurs de la libération de Paris »*. Robert Hossein, lui, rejette tout en bloc : *« Si j'avais été gaulliste, si j'avais fait partie d'un machin politique, je n'aurais pas monté ce spectacle. »*

C'est lui qui a trouvé le slogan : *« Celui qui a dit "non" »*. En souvenir de Sophia Loren qui lui avait dit un jour : *« J'ai mis quarante ans à apprendre à dire non. »* Ce coup de publicité tombe à pic dans l'air du temps, au moment où l'on se réclame de De Gaulle à droite et à gauche, et alors que l'exaltation du *« non »* a pris, récemment, une forme citoyenne : du mouvement en faveur des sans-papiers, où fut exhumée la formule de l'écrivain Henry David Thoreau, *« la désobéissance civile »*, au procès Papon qui servit à mettre en valeur *« le devoir de désobéissance »*. Le « teasing » publicitaire a eu du succès : des centaines d'appels téléphoniques, des demandes de locations colossales – déjà près de 200 000, selon l'administrateur du spectacle, Stéphane Prouvé –, sans compter la carrière de la formule elle-même : l'hebdomadaire *Marianne* a dressé en août un catalogue de *« ceux qui ont dit non »*, d'Abd El Kader à Stefan Zweig en passant par... Robert Hossein. Alain Peyrefitte, coauteur de la pièce, a même reçu des lettres lui reprochant de *« donner à la jeunesse le goût de se rebeller, au lieu de former des citoyens qui disent oui »*. Hossein, lui, n'a qu'un regret. S'il fallait recommencer, son spectacle s'appellerait, il en est sûr, *Les Lapins de la porte Maillot.*

Marion Van Renterghem

Un publicitaire casse l'icône

« Avec de Gaulle, il fallait casser l'icône et frapper un grand coup de cymbales »*, dit le publicitaire Bruno Chalmandrier, chargé de la campagne du spectacle de Robert Hossein. Un premier projet d'affiche représentait le képi du général en soucoupe volante, au milieu d'étoiles. On lui a préféré ce *« regard neuf »* de l'adolescent, associé à une formule de refus *« à laquelle chacun pouvait s'identifier »*. Le *teasing* (décliné dans la presse, à la radio et à la télévision) a commencé le 18 janvier avec la photo anonyme du jeune de Gaulle. Dix jours plus tard, le mystère était levé par l'image du général en 1943 et les coordonnées du spectacle. Au cours de la semaine symbolique du 18 juin, les affiches montraient *« ceux qui ont dit "non" »* : de Gaulle, mais aussi Moulin, Môquet, Leclerc. Une dernière affiche sera mise en place lundi 13 septembre, avec l'image de 1943 regardée et commentée par deux enfants : *« Qui c'est, lui ? – C'est celui qu'a dit "non". »

★ ***1940-1945, De Gaulle, celui qui a dit « non »*, à partir du 1er octobre, à 20 h 30 du mardi au samedi, et à 15 h 30 les samedis et dimanches. Palais des congrès de Paris, 2, place de la Porte-Maillot, 75017 Paris. Tél. : 01-40-68-00-05. De 140 F (21,34 €, tarif collectivités) à 280 F (42,69 €).**

Le coup de Charles

EN PLEINE campagne pour les élections européennes, l'affiche avait suscité bien des inquiétudes à droite. Obsédés par leur débat sur le traité d'Amsterdam, les « europhiles » du RPR s'indignaient devant les mystérieux clichés, couleur sépia, qui exaltaient sur les kiosques de Paris *« Celui qui a dit non »*. Pardi ! on ne prête qu'aux riches : ce ne pouvait être qu'*« un coup de Charles »* – Charles Pasqua –, qui, il est vrai, en a fait bien d'autres, et des plus pendables, au cours de sa carrière... Mais, cette fois, le président du conseil général des Hauts-de-Seine n'était pour rien dans ce détournement de « non ». La promotion du spectacle de Robert Hossein le faisait, toutefois, doucettement rigoler, tant elle tombait à point nommé pour son propre combat contre les abandons de souveraineté de la France... Au milieu du printemps, il se tramait pourtant bien quelque chose, porte Maillot, aux abords du Palais des congrès. Dans l'axe du Louvre, de la Concorde, de l'Arc de triomphe de l'Etoile et de l'arche de la Défense, à un jet de pierre de Neuilly-sur-Seine, fief de Nicolas Sarkozy, Paris se dotait, sans trop le dire aux Parisiens, d'un monument de vingt-deux mètres de haut en métal peint façon granit, représentant la croix de Lorraine, emblème de la France libre. On avait connu bien des polémiques dans le passé pour l'aménagement de cet axe à la fois triomphal, royal et impérial ; sa conversion gaullienne fut rondement menée : le 18 juin, le maire de Paris, Jean Tiberi, inaugurait cette réplique de la vraie croix – celle de Colombey-les-Deux-Eglises –, officiellement destinée à ouvrir les festivités de la capitale pour l'an 2000, et saluait ce qu'il y avait *« d'extraordinaire, d'incongru même »* dans l'engagement du général de Gaulle.

MOINS CHER AVEC « LA NATION »

Venu en voisin, le député du 17e arrondissement, Bernard Pons, avait déjà fait le rapprochement entre la croix et le spectacle historique que préparait Robert Hossein au Palais des congrès. Président de l'Association des amis de Jacques Chirac, il décidait de réserver une avant-première, le 30 septembre, à laquelle, se promettait-il, il inviterait le chef de l'Etat. M. Chirac n'a pas encore fait connaître sa réponse, mais 3 600 places ont été réservées pour la confrontation, ce soir-là, entre le général « incongru » et ses lointains héritiers. Plus modeste, le RPR souhaite simplement inviter un soir, non encore fixé, la trentaine de membres de sa commission exécutive. Avant les vacances, l'organe du mouvement, *La Lettre de la Nation-Magazine*, a toutefois proposé à ses lecteurs d'assister à l'une des représentations au tarif de 170 francs la place (au lieu de 240 francs), dans la limite des places disponibles. Selon le RPR, les retours ont été bons.

Il est vrai que l'invitation à *« dire non »* commence à faire de nouveaux émules : par courrier posté de l'Assemblée nationale, l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), mouvement des jeunes gaullistes, invite en ce moment la nouvelle génération à *« rejoindre la rébellion »*. Derrière M. Chirac, est-il précisé. Mais aussi *« en référence au nouvel épisode de* La Guerre des étoiles ».

Jean-Louis Saux

L'imprimatur du gaullisme et de l'Académie

***« TOUT LE MONDE** croit que j'ai fait un truc à la gloire de De Gaulle,* dit Robert Hossein. *Mais je raconte ses faiblesses, ses emmerdements, ses ennemis. »* Cela durera un peu plus de deux heures, avec une centaine de personnages célèbres, autant d'acteurs quasi inconnus, et des images historiques projetées sur une toile de fond. L'académicien Alain Decaux, coauteur du scénario après avoir écrit avec Hossein deux films et une dizaine de pièces, tient à ménager l'effet de surprise. Cette fresque de la guerre, dont de Gaulle est le fil, *« est l'histoire d'un homme qui n'est rien, arrive à Londres et défile quatre ans plus tard sur les Champs-Elysées »*. A force, il finit par lâcher qu'il y aura deux personnages principaux, *« de Gaulle et Churchill, et aussi Moulin et des tas d'autres »*.

Alain Decaux, qui s'est notamment inspiré des Mémoires de Churchill et de Colleville, son secrétaire particulier, avoue que cette aventure-ci *« aura été la plus difficile »* : *« J'ai fait parler des centaines de personnages historiques. Mais c'est plus simple avec Napoléon ou Fouché qu'avec de Gaulle,* [alors que] *bien des témoins vivent toujours. »*

ALAIN PEYREFITTE CONSEILLER

Pour la justesse des dialogues, il valait mieux avoir l'imprimatur d'un proche du général, et tant mieux s'il était aussi de l'Académie. En 1995, Hossein et Decaux sont donc allés trouver Alain Peyrefitte. *« Je n'entends rien au théâtre,* raconte celuici, *ni à ses malices ni à ses coulisses. J'ai accepté d'être conseiller. Et je me suis retrouvé coauteur. »*

Chargé d'abord du découpage des scènes, il contrôle la vérité des dates, des faits, des personnages en situation, observant les inventions spontanées des acteurs lors des répétitions. *« C'est sur la voix que je suis vigilant, sur les phrases qui sonnent faux. »* Ainsi, l'académicien n'a rien trouvé à redire à certaines inventions de Robert Hossein, telle cette phrase de Churchill, lors d'une scène de réconciliation avec de Gaulle : *« Et si on s' tapait un verre ! »* Pour Alain Peyrefitte, *« ce dialogue révèle bien le vieux couple qu'ils formaient »*. Il a la même indulgence pour le coup de téléphone entre de Gaulle, à Damas, et Churchill, tout nu dans sa baignoire, *« comme Marat »*, à Londres : *« Il n'y avait pas de téléphone entre Damas et Londres. Ils ont échangé des télégrammes. Mais cette licence théâtrale ne change rien au contenu de leur engueulade. »*

En entendant Leclerc, encore capitaine de Hauteclocque, se présenter à de Gaulle et se vanter d'être *« sorti major de l'Ecole de guerre »*, Peyrefitte a mis son veto. *« Ce n'était pas possible. Pour se faire mal voir de De Gaulle, il n'y avait pas mieux que d'être reçu premier à un concours. »* Leclerc dira donc : *« J'ai été blessé en Champagne. »* Pour le reste, Hossein n'en fait qu'à sa tête. *« Je respecte l'Histoire et je fais ce que je veux avec la forme. J'ai décidé que je préférais Moulin à tel autre. J'ai aussi décidé de faire descendre les Champs-Elysées par les gens que j'aime : Môquet, bien que mort, quelques mecs morts dans leurs habits rayés des camps, avec ceux qui les ont vraiment descendus. C'est à eux que je rends hommage. »*

M. V. R.

LeMonde Job: WMQ1109--0030-0 WAS LMQ1109-30 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 09:22 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0030 Lcp:700 CMYK

Revueltas, guérillero de la nouvelle musique mexicaine

Deux disques témoignent du néoclassicisme comme du non-conformisme de ce compositeur influencé par les rythmes afro-cubains

APRÈS être demeuré au cours de sa brève existence dans l'ombre de Carlos Chavez (1899-1978), dont il fut l'exact contemporain, Silvestre Revueltas (mort à quarante et un ans des suites d'un alcoolisme aigu) pourrait légitimement disputer *post mortem* à son « frère ennemi » la place de représentant principal de la musique mexicaine au XXe siècle. C'est en tout cas ce que laissent entendre deux entreprises discographiques utilement complémentaires.

Le portrait publié par Sony tend à faire de Revueltas un musicien brillamment néoclassique, capable d'équilibrer inspiration nationale et expression universelle. Sur un ton léger avec *Ocho por radio*, octuor sibyllin dans lequel le compositeur brasse des mélodies populaires mexicaines avec malice et tendresse ; sur un plan monumental avec *La Noche de Los Mayas*, musique de film rapportée sous forme de suite à l'exotisme rutilant.

Les timbres aigres-doux des *Dos pequeñas piezas serias* (« deux petites pièces sérieuses ») et la polytonalité très ouvragée de l'*Homenaje a Federico Garcia Lorca* (« hommage à Federico Garcia Lorca ») invitent aussi à considérer Revueltas comme une sorte de Darius Milhaud latino-américain. Mais pas *Ventanas* (« fenêtres »), œuvre de jeunesse qui révèle, au-delà de l'identité mexicaine du compositeur (associant nervosité convulsive et retenue exsangue), le type d'homme qu'il est : un artiste prêt à s'engager. *Sensemaya*, la seule œuvre qui lui ait à ce jour procuré un semblant de postérité, se réfère au texte d'un poète cubain dont il partagea les idées politiques dans les années 30. Idées qui poussèrent Revueltas à participer à la guerre civile espagnole du côté des Brigades internationales...

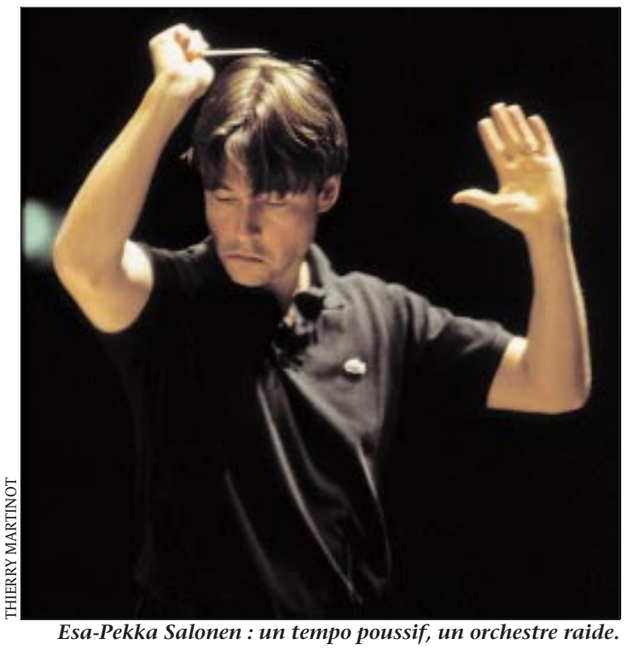
Sensemaya restitue l'atmosphère d'un rituel afro-cubain articulé autour du sacrifice d'une couleuvre. Il en existe deux versions. L'une, originale (1937), pour orchestre de chambre ; l'autre, habituellement exécutée (1938), pour grande formation. L'ampleur de cette dernière rend plus difficile la transmission des rythmes chaloupés d'origine cubaine. Excessivement raides et peu aidés par le tempo poussif d'Esa-Pekka Salonen, les membres de l'Orchestre philharmonique de Los Angeles limitent la séduction de l'œuvre à des gerbes de timbres étincelants. On a peine à croire qu'il s'agit de la même musique à l'écoute de la version originale gravée pour le label Dorian par les Mexicains de la Camerata de las Americas ! Les notes ont exactement le poids qu'il faut pour produire un mouvement lancinant, irrésistible. Le magnétisme de *Sensemaya* opère alors à plein.

VERVE STRAVINSKYENNE

Il en va de même du pouvoir d'attraction de Revueltas dans presque chaque plage d'un CD qui tient bien les promesses de son affiche : *The Unknown Revueltas*. Cela tient moins à la présentation d'inédits (comme la version originale de *Sensemaya*) qu'à l'édification éloquente d'un programme à valeur de synthèse. L'oppressant *Cauhnahuac* évoque Copland par son lyrisme complexe tandis que les *Escenas infantiles* (« scènes d'enfance ») distillent une verve très stravinskyenne. *Parian* (« marché ») exalte la truculence mexicaine alors que *El Afilador* (« le rémouleur ») dévoile le tréfonds mélancolique du compositeur. Si les *Cinq mélodies* illustrent bien le non-conformisme de Revueltas, elles ne permettent pas de cibler son originalité, comme le fait l'extraordinaire *Troka* (d'un an postérieur à *Sensemaya*). On y décèle un penchant varésien pour les cuivres graves et les percussions métalliques, un art du télescopage des motifs digne de Charles Ives et un brio orchestral propre aux grands Américains Bernstein et Piston.

Les séquences éclatantes se doublent de passages équivoques lorsqu'un piccolo trouble l'univers tempéré à la manière des ocarinas de Ligeti (un demi-siècle plus tard) ou quand les cordes chantent dans un orchestre ouvert à tous vents avec l'aisance d'un violoneux coincé dans un orphéon révolutionnaire ! Procédant par salves toujours inattendues, Revueltas s'impose alors en authentique guérillero de la nouvelle musique mexicaine.

Pierre Gervasoni



THIERRY MARTINOT

Esa-Pekka Salonen : un tempo poussif, un orchestre raide.

★ ***Sensemaya – Ocho por radio – La Noche de Los Mayas – Homenaje a Federico Garcia Lorca – Ventanas – Dos pequeñas piezas serias,*** **par Los Angeles Philharmonic New Music Group, Los Angeles Philharmonic, Esa-Pekka Salonen (direction) : 1 CD Sony Classical SK 606 76.**

★ ***The Unknown Revueltas : Troka – Cauhnahuac – Five Songs – Escenas infantiles – Cuatro Pequeños Trozos – El Afilador – Parian – Sensemaya*** **(version originale pour orchestre de chambre), par Lourdes Ambriz (soprano), Jesus Suaste (baryton), Cuarteto Latinoamericano, Octeto vocal Juan D. Tercero, Camerata de las Americas, Enrique Arturo Diemecke (direction) : 1 CD Dorian DOR-90244. Distribué par Abeille.**

DÉPÊCHES

■ **VENTES : selon le classement IFOP/Tite-Live mis en place par le SNEP,** *Au cœur du stade* , album live de Céline Dion enregistré au Stade de France, no 1, détrône *Jusqu'au bout de la nuit* d'Emile et Image, qui prolongent leur succès estival à la 2e place. Plus de quatre mois après sa sortie, *Hors saison*, de Francis Cabrel, se maintient au 3e rang. Trois groupes de Français festifs suivent : *Mamagubida*, de Tryo, Zebda, avec *Essence ordinaire*, et *Panique celtique*, de Manau. Le nouvel album de Mano Solo, *International Cha la la* (live au Tourtour), fait son entrée à la 14e place. En tête des singles, Zebda ne cesse de *Tomber la chemise*.

■ **ROCK : *Heartland,*** nouvel album du groupe Crosby, Stills, Nash & Young, formation mythique des années Woodstock, devrait paraître en octobre chez Warner.

■ **SALSA : le salsero et homme politique panaméen Ruben Blades** a dénoncé, le 8 septembre, dans un entretien au *Los Angeles Times*, la mauvaise qualité des productions américaines de musique latino, regrettant les années 70, quand musiciens latinos et américains jouaient ensemble par goût, et *« non dans l'unique but de vendre »*. Ruben Blades, qui vient de faire paraître un nouvel album, *Tiempos*, a regretté d'avoir lui-même cédé aux pressions et enregistré un disque en anglais en 1988.

SÉLECTION DISQUES

EUSTACHE DU CAURROY

Requiem des rois de France
Doulce Mémoire, Denis Raisin Dadre (direction)

On connaissait de belles versions de cette *Missa pro defunctis,* dont la tradition – non confirmée – veut qu'elle ait été jouée, peu après la mort de Du Caurroy (1609), aux obsèques d'Henri IV. Aucune n'avait eu l'intelligence confondante de cette reconstitution qui ne sacrifie ni la spiritualité spécifique du rituel ni l'engagement musical (les chantres sont admirables, Philippe Vallepin un récitant stupéfiant de crédibilité rhétorique). Un moment bouleversant – écoutez l'*Antiphona ad offertorium* –, où l'émotion transcende le strict contexte de référence.

Philippe-Jean Catinchi

★ CD Astrée/Naïve E 8660.

MARK ISHAM
Miles Remembered : The Silent Way Project

Le répertoire électrique de Miles Davis entre 1968 et 1975, comme les grands classiques, est dorénavant réinterprété, recyclé, remixé (Bill Laswell ne rate jamais une mode). Contemplatif (souvent) ou sauvage, le trompettiste Mark Isham s'y essaie avec de l'à propos. Les mélodies sont exposées comme des standards d'aujourd'hui (thème prétexte à l'improvisation), les références sont musicales (*All Blues,* monument acoustique extrait de *Kind of Blue* semble appartenir au Miles des années 80, des citations lient les morceaux), le foisonnement rythmique *(Black Satin)* a été adapté à une formation à cinq (avec Isham, inévitablement davisien comme il y a des coltraniens, deux guitares, basse et batterie). C'est assez futé, respectueux sans être docile, animé par le plaisir de jouer une musique qui aura suscité l'une des dernières querelles des Anciens et des Modernes.

Sylvain Siclier

★ 1 CD Columbia CK 69901. Distribué par Sony Music.

MOBY
Play

Pionnier de la scène techno new-yorkaise, vite excommunié par les puristes parce que incapable de s'en tenir à un genre identifiable, Moby prolonge son parcours erratique (de l'hymne électro underground *Go* au ratage de la fusion hardcore d'*Animal Rock*) d'un nouvel album qui célèbre joliment les croisements et le non-conformisme. Les « chansons » de *Play* (en tout cas des morceaux tous portés par une voix) se partagent en deux groupes contrastés. D'un côté, les titres que l'Américain chante de sa voix atone, complaintes diaphanes (*Porcelain, Machete*) réminiscentes des synthétiseurs mélancoliques de Beloved et de New Order. De l'autre, la chaleur sensuelle et hypnotique de litanies construites à partir d'échantillons puisés dans la musique américaine d'avant le rock. Blues primitif, gospel, country rustique, mélopée amérindienne... Montées en boucle par les machines, ces chants deviennent des incantations, préservant, malgré les mutations, leur puissance mystique et viscérale. ***Stéphane Davet***

★ 1 CD Mute 7243 8475762 5. Distribué par Labels/Virgin.

Return of The Grievous Angel
A Tribute To Gram Parsons

Mort de surdose en 1973 à l'âge de vingt-sept ans, Gram Parsons fut à l'initiative, en groupe (International Submarine Band, The Flying Burrito Brothers, The Byrds pour l'album *Sweetheart of The Rodeo*) ou en solo (deux merveilleux disques cultes, *G. P.* et *Grievous Angel*), des rapprochements entre rock et country. Privées de hit-parade de son vivant, les chansons de « l'Ange grave », émouvantes et désespérées, devinrent des standards après sa mort. L'exercice de l'hommage sombrant neuf fois sur dix dans les pièges de l'exercice de style, on se félicitera de la réussite de ce *Tribute* supervisé par l'ancienne choriste du chanteur, Emmylou Harris. Pour une ou deux banalités, une bonne dizaine d'interprétations vibrantes et habitées dont celles des Pretenders *(She),* des Cowboy Junkies *(Ooh Las Vegas),* d'Elvis Costello *(Sleepless Nights),* Evan Dando & Julianna Hatfield *($ 1000 Wedding),* Lucinda Williams & David Crosby *(Return of The Grievous Angel),* Gillian Welch *(Hickory Wind),* Beck & Emmylou Harris *(Sin City)* ou Wilco *(One Hundred Years From Now).*

S. D.

★ 1 CD Almo Sounds 0103712ALM. Distribué par Edel.

PHILIPE KATERINE
Les Créatures
L'Homme à trois mains

« Jésus-Christ mon amour, comme les femmes sont belles dans les rues du faubourg, dans le quartier résidentiel... Jésus-Christ mon amour, si tu savais comme le monde vit toujours. » Philipe Katerine promène de drôles de pensées sur des trames légères, un air de légèreté irrésolue – rythme binaire de synthétiseur de poche, balancement de la bossa-nova, désinvolture de la nouvelle vague française. Katerine nous avait habitués à puiser dans le vivier des années 60, du feuilleton culte anglais aux élucubrations textuelles de Fontaine-Areski *(Gare du Nord).* Le voici poursuivant ces explorations twisteuses *(Je vous emmerde),* ces considérations métaphoriques sur les effets positifs du facile-à-écouter *(easy-listening),* sans la prétention des productions Tricatel (Burgalat-Houellebecq), de l'ennui naïvement exposé au piano, flûte, saxophones. Ce double CD, qui porte deux titres distincts, pile avec orchestre, face avec une guitare comme seul support, affirme l'originalité de ce Nantais amateur de télé, de cinéma, de faits courants et d'idéalisme éthéré.

Véronique Mortaigne

★ 1 double CD Rosebud 547 880-2. Distribué par Barclay.

CESARIA EVORA
Remixes par François K. et Joe Claussell

On savait la chanteuse cap-verdienne Cesaria Evora objet d'intérêt des stars de la chanson mondiale et de la musique underground (Madonna, Caetano Veloso, Marisa Monte, Goran Bregovic, Arto Lindsay), mais aussi de DJ très influents de la scène américaine, tels François Kevorkian, Français de New-York, et Joe Claussel, Portoricain passé aux machines de la house. François K., qui fut l'un des personnages-clés de la dance (ancrage disco), et Joe Claussell sont les tenants d'une musique électronique festive, mélangée, d'où la voix, le plaisir, la sensualité ne sont pas exclus. Ils animent les célèbres soirées new-yorkaises du Body and Soul, haut lieu de la house « organique ». Sortis en vinyle il y a quelques années sous le label de François K., Wave, les quatre remixes de *Sangue de Beirona*, une *coladeira* extraite de *Cabo Verde,* précédent album de la diva de Sao Vicente, sont agrémentés d'un travail identique sur une joyeuse chanson carnavalesque, *Carnaval de Sao Vicente* : jazzy, acoustic, ambient, dub, etc. Bons à écouter, bons à danser en club, ces *remixes* en finissent avec l'image tristounette de Cesaria. ***V. Mo.***

★ 1 CD Lusafrica 743216811582. Distribué par BMG.

THE CHANTELLS AND FRIENDS
Children of Jah

Voici quelques enseignements sur la vigueur du reggae, passée (ici, en 1978 et 1979) et présente, illustrée par The Chantells et quelques autres complices (le batteur Sly Dunbar, de Sly and Robbie, le bassiste Lloyd Parkes, pour les fondations, le DJ U-Brown ou des chanteurs méconnus à la voix superbe, tels Lopez Walker ou Errol Davis pour le déroulé). Les chemins du dub sont ici ouverts avec une foi simple (*Cool Rastaman Cool*, avec Steve Boswell et Jah Berry). The Chantells, un trio dont le meneur, Samuel Bramwell, tué par la police en 1983 lors d'un casse dans une mine de bauxite, aurait pu aussi bien chanter du gospel, en appellent à la suppression de la peur et à l'unité des *Children of Jah*, The Terrors à la solidité retrouvée d'une jeunesse jamaïcaine qui prend de mauvaises routes de traverse. Ces enregistrements proviennent du catalogue du label Phase One, créé par Roy Francis en 1977, dont *Waiting in the Park* des Chantells avait assuré la pérennité l'année suivante. ***V. Mo.***

★ 1 CD BAFCD028 Blood and Fire. Distribué en France par Night and Day.

AUX CAHIERS DE COLETTE
23-25, rue Rambuteau, Paris 4e
rencontre avec
MICHÈLE GAZIER
le samedi 11 septembre à 16 h 30
et
MICHAEL CUNNINGHAM
le mardi 14 septembre à 17 h 30
Tél. 01 42 72 95 06

U.C.S. ANTIQUITÉS
Recherche : Meubles anciens
Argenterie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ
ACHAT TABLEAUX IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

LeMonde Job: WMQ1109--0031-0 WAS LMQ1109-31 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 10:27 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0031 Lcp:700 CMYK

Au Festival de Venise, des films en guerre contre l'argent

Trois cinéastes s'interrogent sur la mutation économique et morale de la société

La Mostra se pose, avec plusieurs films, la question, non pas principalement du sexe, mais de son infernal corollaire : l'argent. L'argent tel que Robert Bresson lui a fait de longue date un sort cinématographique, corrupteur et vicié par essence, inaltérable ferment d'injustice et de discorde dans la société des hommes.

VENISE
de notre envoyé spécial

Mercredi 8 septembre, 12 heures tapantes, à la terrasse du plus grand palace du Lido, zigzaguant entre les groupes, apparaît une file indienne d'amazones, copieusement fardées et férocement déshabillées, accompagnées d'une nuée de photographes. Mais qui sont ces jeunes femmes ? Des prétendantes à un équivalent vénitien des Hot d'or cannois ? Des modèles pour une marque de lingerie sexy ? Ou un événement médiatique autour de *Guardami*, film italien de Davide Ferrario racontant l'histoire d'une actrice porno ? La question ne semble pas préoccuper la faune locale, il est vrai habituée à voir 24 heures sur 24 des nymphettes à moitié nues vanter sur les chaînes de télévision les vertus de la literie ou d'une nouvelle panacée amincissante.

On se gardera bien de dénuder davantage le mystère, d'autant que la vraie question posée par le Festival de Venise concerne moins le sexe que son infernal corollaire : l'argent. L'argent tel que Robert Bresson lui a fait de longue date un sort cinématographique, corrupteur et vicié par essence, inaltérable ferment d'injustice et de discorde dans la société des hommes.

Trois œuvres en compétition s'y seront frottées, en provenance de Chine et de France. Zhang Yimou (*Not One Less*) et Zhang Yuan (*Seventeen Years*) dressent ainsi dans leurs films un constat similaire, particulièrement amer, de la mutation économique et morale qui affecte aujourd'hui leur pays.

Le premier met en scène le départ temporaire du maître d'école d'un petit village, remplacé en son absence par une jeune adolescente, Minzhi. Poussé par la misère de sa famille, un des jeunes adolescents rejoint la ville pour tenter de gagner de l'argent. Minzhi, qui a promis au maître que pas un élève ne manquera à son retour, part à sa recherche, dans une quête qui révèle les mœurs de la nouvelle cité chinoise, rongée par l'appât du gain, l'égoïsme et l'exploitation clandestine des enfants. Zhang Yuan ouvre, quant à lui, son film sur la monumentale dispute d'un couple au sujet d'un billet de banque qui a disparu. Injustement accusée de l'avoir volé après que sa demi-sœur eut caché le billet sous son oreiller, Tao-Lin tue celle-ci sous l'emprise de la colère. Dix-sept ans plus tard, libérée à Noël au titre ironique de la réunion des familles, elle affrontera la honte de sa mère et l'inconsolable douleur de son beau-père.

BOUFFÉE D'AIR

Si l'argent n'est pas aussi directement au centre du film de Marion Vernoux, c'est bien à ses effets sociaux que la réalisatrice s'en prend dans *Rien à faire*. Soit une banale ville de province française, un homme (Patrick Dell'Isola) et une femme (Valéria Bruni Tedeschi) qui se rencontrent dans un supermarché, réunis par l'ennui de leurs vies conjugales respectives et la perte de leur emploi, mais séparés par leur classe sociale (il est cadre supérieur, elle fait des ménages). Nouant avec habileté l'intrigue sentimentale au conditionnement culturel des personnages, le film ne pose qu'une seule question : ces deux-là pourront-ils s'aimer ?

Mais aucun de ces trois films n'apporte de réponse satisfaisante. Zhang Yimou n'échappe ni au soupçon de la nostalgie des temps anciens ni à la complaisance dans sa manière d'utiliser les enfants, et signe un film-enquête qui semble démarquer le cinéma de l'Iranien Kiarostami en le privant de tout mystère. Zhang Huan sacrifie, pour sa part, trop délibérément aux conventions du mélodrame et aux ressources du numéro d'acteur pour espérer convaincre de l'intérêt de son propos. Quant à Marion Vernoux, trop confiante dans les vertus d'un scénario bien ficelé, elle ne laisse à son histoire et à ses personnages d'autre choix que d'illustrer, en une lente mais inexorable asphyxie, le programme affiché par son titre.

C'est finalement de la section non compétitive des « Nouveaux Territoires » qu'est venue, sur le même thème mais à la manière d'une grande bouffée d'air, la surprise. Signé de l'Ukrainienne Kira Muratova, un film de vingt minutes séduit par sa modestie inspirée et l'aveu de son désarroi moral, fictionnel et politique. *Pismo V Ameriku* (Lettre en Amérique) se fonde sur la vieille trame romantique du poète et de la prostituée, à la façon d'un vaudeville de notre temps où les obsessions pécuniaires ont remplacé pour tout le monde celles de la chair. A sa manière, distanciée et rageuse, il en dit plus long sur le délabrement social de l'ex-Union soviétique que la plupart des fictions mafieuses récemment venues de l'Est.

Jacques Mandelbaum

Première apparition parisienne de l'Esprit Orchestra

LE CIEL ET LA TERRE. Alexina LOUIE : Les Etoiles palpitent. Claude VIVIER : Zipangu. John REA : Vanishing Points. Robert AITKEN : Berceuse (For Those Who Sleep Before Us). Robert Aitken (flûte), Esprit Orchestra, Alex Pauk (direction). Eglise Notre-Dame-du-Travail, le 9 septembre.

La musique d'aujourd'hui à connotation sacrée verse souvent dans l'imagerie académique. On a encore pu le vérifier avec le programme canadien conçu par l'Esprit Orchestra pour sa première apparition parisienne. *Les Etoiles palpitent* d'Alexina Louie (née en 1949) multiplient les clichés du surnaturel musical. De bruissements mirifiques en jaillissements enchanteurs, cette œuvre inspirée d'un vers de Pablo Neruda (« *La nuit éclate et les étoiles bleues frissonnent dans le lointain* ») ne paraît exister qu'à travers des effets coloristes, empruntés notamment à Penderecki et à Messiaen. Si Claude Vivier (1948-1983) recourt également à certains procédés de suggestion typée, il parvient toutefois à leur ôter toute apparence d'artifice.

Destiné à un effectif de treize cordes, *Zipangu* (nom donné au Japon à l'époque de Marco Polo) s'apparente alors à une angoissante crise existentielle où l'effroi vient envahir la foi. De sereine, l'activité musicale devient source d'épouvante au détour d'une plage d'apparence accueillante. A l'instar de ces accords parfaits de *mi* majeur (tonalité souvent associée à la lumière divine) qui se désagrègent subitement après avoir incarné une sorte de refuge suprême, *Zipangu* se présente comme une musique de l'effondrement. Organique (les coulées de matière qui débordent de la mélodie principale), esthétique (les cloisons entre tonalité et atonalité qui s'abattent) et moral (l'état d'esprit communiqué à l'auditeur)...

Les deux autres étapes de ce parcours musical portant sur « Le Ciel et la Terre » confirment avant tout l'excellence (finesse des timbres, gradation de la dynamique, exemplarité de la cohésion, sincérité de l'engagement) de l'Esprit Orchestra (formation fondée en 1983 à Toronto pour servir exclusivement les compositeurs contemporains), dirigé avec conviction par Alex Pauk. Dans *Vanishing Points*, motivé par « *le caractère sacré de l'art* », John Rea (1944) rappelle Alexina Louie, la béatitude en moins. Même ampleur des mouvements (principalement ondulatoires), même volonté illusionniste (dans une perspective picturale peut-être liée à l'optical art), même forme en éventail (dilatation/compression). Et même sensation de déjà entendu.

Soumise à une inflation de modes de jeu inédits, la *Berceuse (For Those Who Sleep Before Us)* de Robert Aitken sacrifie à son tour au culte de l'effet. Elle « papillonne » d'abord dans des sphères expérimentales au potentiel expressif très limité puis se range à l'autorité martiale d'une écriture essoufflée qui ravale la flûte au rang de sifflet et le soliste à celui d'impuissant agent de la circulation.

Pierre Gervasoni

3e cycle du CNAM
MARKETING INDUSTRIEL
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Cours et séminaire d'études de cas (150 h sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 100 F/an
Brochure sur demande écrite au : Marketing Industriel CNAM : 292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS
Tél. : 01 40 27 22 24 - 01 40 27 21 30
PRESENTATION DU CYCLE SAMEDI 25 SEPT 11h
Limite d'inscription : 1er OCT

SORTIR

PARIS

Fête de « L'Humanité »
L'Espace fêtes du parc départemental de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) accueille pour la première fois la Fête de *L'Humanité*. La traditionnelle Fête de *L'Huma* se déroulait depuis 1972 dans le parc paysager qui se transformait en champ de boue en cas de fortes pluies. Parmi les artistes à l'affiche figurent notamment Juliette Gréco, Jacques Higelin, Hubert-Félix Thiéfaine, Allain Leprest, Driss, Enzo Enzo et Kent. Une dizaine d'espaces thématiques sont prévus, ainsi que des expositions, bals, concerts, dégustations et un village du livre rassemblant une centaine d'auteurs.
Parc départemental de La Courneuve (93). Les 10, 11 et 12 septembre.

Al Foster Quintet
Le batteur Al Foster a formé avec le bassiste Michael Henderson la rythmique flamboyante de la première période électrique de Miles Davis, dans les années 70, avant de participer au retour triomphal du trompettiste au début des années 80. C'est aujourd'hui à la tête d'un quintette plutôt acoustique – où l'on trouve le saxophoniste Chris Potter, qui vient d'être récompensé par le Jazzpar Prize – que Foster rend hommage à Miles Davis mais aussi à quelques autres stylistes du jazz. L'une des dernières occasions de se rendre sous la tente du Parc floral, qui accueille depuis le mois de juin le jazz dans tous ses états.
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 11, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95. Entrée libre.

Fragment d'Alex
La pièce est composée d'extraits de *Ma Solange, comment t'écrire mon désastre, Alex Roux*, de Noëlle Renaude. Une belle langue au quotidien, multiple, avec ses coq-à-l'âne, ses prétentions, ses naïvetés, son jamais fini. Présentés il y a deux ans au Festival universitaire du théâtre, Alex Roux et ses beaux parleurs étaient un peu perdus sur le plateau immense des Amandiers. Philippe Calvario, le metteur en scène, a trouvé au Ranelagh l'espace qui convient à son joyeux défilé de personnages feuilletonesques, trimballant leurs poncifs, leurs passifs, dans une joyeuse cacophonie qui touche au burlesque. Lieux communs, lectures absconses, propos dérisoires extraits de la presse provinciale trouvent leurs équivalents physiques. Et ça tourne rond et en rond.
Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. Mo Muette ou Passy, RER Boulainvilliers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-42-88-64-44. De 75 F à 150 F. Jusqu'au 26 septembre.

(Publicité)
SAISON 1999/2000
PETIT THÉÂTRE
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION ALAIN FRANÇON
LE CHANT DU DIRE-DIRE
Daniel Danis/Alain Françon
LA NUIT DE L'ENFANT CAILLOU
Caroline Marcadé et Michel Vittoz/Caroline Marcadé
JEANNE
Charles Péguy/Christian Schiaretti
DU MATIN À MINUIT
Georg Kaiser/Robert Cantarella
ANÉANTIS
Sarah Kane/Louis Do de Lencquesaing
Pour les lecteurs du Monde, jusqu'au 15/09, tarif exceptionnel sur les cartes Colline : 10 spectacles 600 F - 8 spectacles 500 F
Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

Chardin
Galeries nationales du Grand Palais, square Jean-Perrin, entrée Champs-Elysées, 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. De 10 heures à 13 heures, les visites uniquement sur réservation, au 08-03-80-88-03. Fermé mardi. Du 10 septembre au 22 novembre. 50 F ; avec réservation : 56 F. Lundi 35 F ; avec réservation : 41 F.
Sophie Ristelhueber : autoportrait
Galerie Arlogos, 6, rue du Pont-de-Lodi, 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-44-07-33-50. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 10 septembre au 24 octobre.
Guillaume Paris
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 10 septembre au 3 octobre. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
De si bons amis
de Joe Penhall, mise en scène de Stefan Meldegg, avec Pierre Cassignard, Samuel Labarthe et Hélène Médigue.
Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9e. Mo Saint-Georges. A partir du 10 septembre. Du mercredi au vendredi, le mardi, à 21 heures ; le samedi, à 17 h 30 et 21 heures. Tél. : 01-48-74-76-99. De 70 F à 210 F. Jusqu'au 31 décembre.
Dîner entre amis
de Donald Margulies, mise en scène de Michel Fagadau, avec Didier Sandre, Catherine Frot, Jean-Pierre Malo et Liana Fulga.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8e. Mo Alma-Marceau. A partir du 10 septembre. Du mercredi au vendredi, le mardi, à 20 h 45 ; le samedi, à 17 h 30 et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-53-23-99-19. De 110 F à 250 F. Jusqu'au 30 décembre.
Histoires d'être : Chlore.
Froissements de nuits. Délire d'amour
d'après *Cœur à deux*, de Guy Foissy, et *Lettre d'amour n° 1*, de Gilles Costaz, mise en scène de Patrick Simon, avec Monica Companys, Monie Meziane et Bruno Netter.
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, à 20 heures ; les 12 et 19, à 16 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. 50 F.
Pierre-Laurent Aimard (piano), Isabelle Faust (violon), Valérie Aimard (violoncelle), Romain Guyot (clarinette).
Haydn : *Trio pour piano, violon et violoncelle.* Brahms : *Trio pour piano, violoncelle et clarinette.* Messiaen : *Quatuor pour la fin du temps.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mo Bourg-la Reine. Le 11, à 17 h 30. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.
Marc Berthoumieux Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, 1er. Mo Châtelet. Les 10 et 11, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Alex Tassel Quintet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1er. Mo Châtelet. Les 10 et 11, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Gino Siston Band
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1er. Mo Châtelet. Les 10 et 11, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Mi Son
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10e. Mo Château-d'Eau. Le 10, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 130 F.

RÉSERVATIONS

Les Indes galantes
de Jean-Philippe Rameau, mise en scène d'Andréi Serban.
Palais Garnier, 9e. A partir du 17 septembre. Tél. : 08-36-69-78-68.
Chants de femmes du Maroc
Bouffes du Nord, 10e. Du 21 septembre au 3 octobre. Tél. : 01-46-07-34-50.
Whitney Houston
Zénith, 19e. Le 21 septembre. Tél. : 01-42-08-60-00.
Hélène Grimaud
Salle Pleyel, 8e. Le 21 septembre. Tél. : 01-45-61-53-00.
Pretenders
La Mutualité, 5e. Le 22 septembre. Tél. : 01-40-46-15-71.
Brad Mehldau Trio
Olympia, 9e. Le 22 septembre. Tél. : 01-47-42-25-49.

DERNIERS JOURS

18 septembre :
La Collection de la fondation COPRIM
Fondation Coprim, 46, rue de Sévigné, 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 heures à 18 heures ; samedi de 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Entrée libre.
Riken Yamamoto
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, 6e. Mo Mabillon. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

BOX MAN
BUENA VISTA SOCIAL CLUB
Buena Vista Social Club
99 F
Prix TTC valable jusqu'au 31/10/99, hors frais d'expédition
Plus de musique pour plus de monde.
www.boxman.fr

LeMonde Job: WMQ1109--0032-0 WAS LMQ1109-32 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:02 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0032 Lcp:700 CMYK

EN VUE

■ www.soniagandhionline.com répondra *« dans les vingt-quatre heures »* aux questions des électeurs, promet la présidente du Parti du congrès indien.

■ La Commission électorale pour les législatives en Inde, où la moitié de la population est illettrée, attribue des symboles aux petits partis politiques : pompe Diesel, pain en tranches, charrue, flûte, ciseaux, parapluie...

■ Des malfaiteurs ont attaqué au bazooka, dans la nuit de dimanche à lundi 6 septembre, un cabaret à Limassol, sans faire de victimes. *« Il s'agit du premier attentat à l'aide d'un lance-roquette antichar dans la ville touristique »*, précisent les policiers chypriotes.

■ Les baptistes du sud des Etats-Unis – l'Eglise de **Bill Clinton** – publient un guide incitant les fidèles à prier pour la conversion des juifs pendant *« les jours de l'effroi »*, de Rosh Hashana à Yom Kippour.

■ Après avoir perdu son père et son frère, victimes de l'alcoolisme, **Kwamina,** « Femme Aigle », séropositive contaminée par un Blanc, parcourt les réserves pour alerter les prudes Indiens d'Amérique, à qui les missionnaires ont imposé la crainte de Dieu et le tabou du sexe.

■ Alors que les places manquent dans les cimetières de Harare, décimée par le sida, la municipalité encourage sans succès la crémation, pratique qui offense l'esprit des morts.

■ En quinze jours, vingt-quatre voleurs, aspergés d'essence et brûlés vifs par des foules en colère, ont succombé à la *« justice de la jungle »*, selon l'expression courante au Nigeria.

■ A Pietro Vernotico, en Italie, les policiers ont retrouvé chez **Massimo Chiriatti,** alias **Don Pietro**, faux prêtre accusé de violences sexuelles, parmi des quantités de crânes, d'ossements, de pattes d'animaux, d'images de cercueils et de prises de vue d'enfants nus, une photographie du misérable en soutane baisant la main du pape, lors d'une audience, à Rome, en 1982.

■ *« Qu'on nous donne des moyens ! Nous sommes une grande puissance, nous devons être à la hauteur de nos lubies »,* estime **Roger Minard**, qui, après avoir perdu, l'an dernier, 38 brebis, n'estive plus dans les pâturages du Queyras sans un aide berger, un chien, un âne – animal sans peur qui s'attaque au loup –, un *« tonne fort »* et un *« bruiteur »*.

■ Une mère qui reconnaissait avoir giflé son fils a été condamnée pour maltraitance, mercredi 8 septembre, par le tribunal correctionnel de Mulhouse, l'enfant ayant perdu trois dents.

Christian Colombani

Les amours du prince héritier des Pays-Bas

Le protestant Willem Alexander épousera-t-il une catholique, de surcroît fille d'un ancien ministre du général Videla ? La presse néerlandaise s'interroge d'autant plus que l'idylle s'annonce sérieuse

TOUT, tout, tout, vous saurez tout sur Maxima Zorreguieta ! Du moins, si vous lisez le néerlandais et si vous vous intéressez à la vie des familles royales. Il y a peu, personne aux Pays-Bas ne connaissait ce nom. Depuis une semaine, les photos de cette jeune Argentine ornent les premières pages des journaux populaires, et des autres. Car cette Maxima *« à la beauté aveuglante »,* pour citer le *Telegraaf,* jamais en manque d'exagération, est la nouvelle conquête du prince héritier Willem Alexander. Et l'affaire semble sérieuse car, pour la première fois, le Service d'information du royaume (que les journalistes appellent « Service de rétention d'informations ») a confirmé non seulement l'existence d'une relation entre le prince et cette jeune salariée de la filiale new-yorkaise de la Deutsche Bank, mais aussi le fait que *« le premier ministre Wim Kok, la reine, et le*

prince ont eu une discussion au sujet de l'amitié de ce dernier avec Maxima Zorreguieta ». De là à penser que l'annonce de fiançailles est imminente...

L'information publiée en première page du quotidien de gauche *De Volkskrant* a fait sensation. D'une part, bien sûr, du fait que les Néerlandais, monarchistes à plus de 90 %, espèrent que Willem Alexander a enfin trouvé l'âme sœur, après plusieurs idylles interrompues (la dernière en date sous la pression de la reine Beatrix, qui, affirme la rumeur, ne trouvait pas à l'intéressée, appelée Emily, l'étoffe d'une future épouse de monarque). D'autre part, parce que les médias « sérieux » ont rompu la tradition selon laquelle ce genre d'information était laissé à la presse populaire ou à scandale.

Pourtant, le débat a rapidement pris un tour plus politique. En effet, Mlle Zorreguieta est catholique, alors que la maison royale est protestante. A La Haye, les petits partis minoritaires de la droite religieuse pourraient se prononcer contre une union lors d'un scrutin parlementaire prévu par la Constitution. Une telle éventualité entacherait le processus censé aboutir au mariage, sans pour autant le mettre en danger. Autre difficulté : Maxima étant la fille de l'ancien ministre de l'agriculture du général Videla, la presse s'interroge : Jorge Zorreguieta était-il au courant des assassinats et des tortures perpétrés par les sbires du dictateur ? Le quotidien *NRC Handelsblad* rappelle que le gouvernement Videla a été *« exceptionnellement répressif ».*

Certains parlementaires avancent une solution pour concilier les sentiments du prince héritier et l'opinion publique néerlandaise, toujours prompte à distribuer des leçons en matière de droits de l'homme : Maxima pourrait prendre publiquement ses distances avec le régime militaire argentin de l'ère Videla et déclarer officiellement son amour de la démocratie. L'ironie n'a pas échappé à Elsbeth Etty, éditorialiste au *NRC Handelsblad : « Exiger que l'épouse d'un roi soit une démocrate pursang, quelle idiotie ! »*

Alain Franco

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ
Jean-Emmanuel Ducoin

■ Comme le disait hier le patron des patrons, la *« règle »* est assez simple : *« L'économie mondiale commande »*, les *« actionnaires veulent des résultats »*, les *« fonds de pension »* engendrent des *« contraintes »*, la France *« doit donc s'adapter »*. Simple, dit-il : le libéralisme dicte, la France doit s'agenouiller. Le gouvernement lui-même doit-il abandonner le destin de nos entreprises – Michelin est l'une des plus symboliques – et de leurs salariés à la seule sanction des marchés ?

LES ÉCHOS
Patrick Lamm

■ La tentation a toujours été grande dans la classe politique en France de se mêler de la vie des entreprises. L'intérêt général, les hommes politiques le défendraient mieux si, plutôt que de tancer Michelin, ils élargissaient la marge de manœuvre des chefs d'entreprise vis-à-vis des marchés qu'ils condamnent en mettant en place les fonds de pension susceptibles de densifier le capitalisme français. Ou bien s'ils réduisaient les charges et les impôts. Les concurrents de Michelin, Goodyear en tête, n'agissent pas différemment lorsqu'ils veulent se moderniser et pour cela réaliser les indispensables gains de productivité. Sans émotion et sans tapage médiatique. Et, au bout du compte, ils gagnent souvent.

RFI
Dominique Burg

■ La nouvelle est ennuyeuse pour l'opposition : le libéralisme n'a plus la cote. Il ne faisait déjà pas l'unanimité dans les rangs de la droite française. Mais les événements de l'été ont ruiné les espoirs de ceux qui pensaient redonner une identité à la droite en la plongeant dans des eaux purement libérales. La guerre des banques a traumatisé les politiques, soudain confrontés à leur propre impuissance. Les concentrations dans le secteur de la distribution n'ont pas favorisé la concurrence, mais renforcé les monopoles. L'annonce de licenciements massifs chez Michelin a choqué, bien au-delà du monde syndical. Quant à l'élan de solidarité envers les petits paysans, il a révélé l'ampleur des interrogations face à la mondialisation.

RTL
Alain Duhamel

■ La coïncidence chronologique absolue entre le séminaire gouvernemental de Rambouillet et le discours important de Jacques Chirac autour des retraites est peut-être fortuite, mais le parallélisme des démarches, lui, est éclatant. Jacques Chirac comme Lionel Jospin commencent en effet, petite touche par petite touche, à dessiner leurs projets de société pour les années 2000. Deux projets de société vont progressivement prendre figure au fil des mois : ce que l'on pourrait appeler *« le réformisme tranquille »* de Lionel Jospin et ce que l'on pourrait nommer *« le libéralisme à visage humain »* de Jacques Chirac.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Comme chaque année, le PCF s'apprête à faire la fête au Bourget. Mais, cette année, moins encore que l'an passé, le Parti communiste et son chef ne sont à la fête, incapables qu'ils sont d'enrayer le déclin de leur famille politique. Les communistes français hésitent entre deux stratégies inconciliables : devenir l'aile gauche des partis sociaux-démocrates, les accompagner dans leur gestion sociale de la mondialisation et tenter d'en corriger les dérives trop libérales ; ou bien fédérer l'ensemble de ceux qui, à des titres divers, sont victimes de cette mondialisation et s'y opposent frontalement.

www.lafriche.org

L'espace artistique alternatif marseillais La Friche se visite aussi sur le Web

ON LES APPELLE les résidents. Plasticiens, acteurs de théâtre, danseurs ou musiciens, ils sont une quarantaine à occuper l'ancienne Manufacture des tabacs du quartier de la Belle-de-Mai à Marseille, reconvertie voilà sept ans en un atelier d'artistes de 40 000 m². Rebaptisé La Friche, cet espace sans équivalent dans la région se visite aussi sur le Web. Le site lafriche.org, mis à jour une fois par mois, permet, d'une part, de suivre les concerts organisés en divers endroits de la ville et retransmis en direct sur le Net et, d'autre part, de découvrir en version numérique les dernières créations des artistes. Pour animer son site, La Friche dispose d'une équipe de quatre personnes, installée dans le cybercafé créé sur place : *« Nous aidons également les résidents à créer leurs propres sites-satellites »,* précise Jean-François Rivière, vingt-cinq ans, animateur multimédia. Une dizaine d'entre eux se sont déjà jetés à l'eau, les derniers en date étant les deux chorégraphes du groupe pluridisciplinaire Dunes. Ils ont invité les internautes à envoyer leur définition personnelle d'une série de mots affichés sur le site, allant de « frontière » à « trouble » et de « territoire » à « émotion ». Les réponses obtenues ont inspiré la nouvelle création de Dunes, une série d'installations visuelles et sonores exposées sur le toit-terrasse de La Friche, que les Marseillais peuvent arpenter toutes les nuits depuis le 9 septembre, tandis que trois caméras diffusent les images de l'exposition en direct sur Internet. Parmi les autres résidents actifs sur le Web, on trouve Le Dernier Cri, un atelier d'édition associatif où l'on vient fabriquer à la main des livres de dessin en sérigraphie, au rythme de ses envies. Le catalogue en ligne propose déjà une cinquantaine d'ouvrages. De son côté, Vidéochroniques, un collectif de plasticiens et de créateurs vidéo, a ouvert une galerie d'exposition virtuelle *« présentant les œuvres réalisées par les quarante-cinq créateurs qui se sont succédé dans notre atelier ».*

Fin septembre, Vidéochroniques accueillera une collection de cinq cents nouvelles créations : *« Nous allons aussi exposer en ligne des œuvres spécialement créées pour Internet, qui seront téléchargeables. A partir du moment où un artiste expose sur le Web, il doit accepter l'idée de la réappropriation de son œuvre par le public. Cette démarche colle parfaitement à l'esprit Friche, c'est-à-dire la mise en commun et l'ouverture de l'art à tous. »*

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

HYPERTEXTE

■ Selon une étude statistique réalisée par l'université de Notre-Dame (Indiana, Etats-Unis) et publiée par le magazine scientifique *Nature,* les liens entre les centaines de millions de sites Web sont désormais si denses que la distance moyenne entre deux pages prises au hasard n'est que de 19 clics. Même si, à l'avenir, le nombre de sites Web était multiplié par dix, le chiffre passerait seulement à 21. – *(AP).*

ÉCRITURES DU MONDE

■ Le ministère de la culture a ouvert un site consacré aux « Ecritures du monde », qui entend *« illustrer l'action de la France pour le plurilinguisme dans les nouvelles technologies ».* Dans sa première version, le site propose notamment une description historique et technique des principales écritures issues des grandes traditions (chinoise, arabe, russe, tamoule, inuit...), des informations techniques sur les normes permettant d'ouvrir l'Internet à la diversité des écritures et des langues, et une bibliothèque de ressources pour créer des documents multilingues et multi-écritures.
www.culture.gouv.fr/edm

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom.....
Prénom.....
N° .....rue.....
Code postal ..... Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal ..... Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year *"Le Monde"* 21, *bis,* rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Professionnels et amateurs

par Alain Rollat

LA TÉLÉVISION portugaise aura été la première à mettre un visage sur les assassins de la démocratie au Timor-Oriental. Filmé par la RTP1 en train de pavoiser, sous la protection de l'armée de Djakarta, jeudi après-midi, le commandant des milices pro-indonésiennes, un certain Herminio da Costa, justifiait le recours à la violence contre les indépendantistes par une nécessité d'autodéfense contre *« les communistes ».*

« Les communistes » ! Ce personnage au verbe corpulent n'avait que ce mot à la bouche. Il ne faisait aucune différence entre *« les communistes »* et *« les catholiques ».* Il reprochait aux uns et aux autres de ne pas l'aider à réunifier le Timor-Oriental et le Timor-Occidental. Les uns et les autres n'étaient, à ses yeux, que des saboteurs. Il revendiquait le droit de les éliminer au nom du droit du sol : *« Je suis chez moi,* disait-il. *J'ai le droit de construire ma maison à ma façon ! »* Il était content du résultat de ses mots d'ordre. Il riait pendant que, dans son dos, mission accomplie, ses hommes, alignés en bon ordre sur un stade, remettaient gentiment leurs armes aux soldats de l'armée régulière. Sa bonne conscience semblait sans faille. Il ne comprenait pas *« l'aveuglement »* de l'ONU et des pays occidentaux.

Le rire gras de cet homme prolongeait celui, un peu forcé, affiché en gros plan, pour les besoins de sa propagande, par le chef de l'Etat indonésien, désormais assuré de passer à la postérité pour avoir infligé à l'ONU la plus spectaculaire des humiliations. Le président Jusuf Habibie était content de ses soldats. Il tenait à le dire et, surtout, à le montrer pour couper court aux rumeurs de putsch. La caméra convoquée dans son bureau avait été priée de bien enregistrer sa conversation avec le secrétaire général des Nations unies. Il parlait, en direct, avec Kofi Annan. Il le rassurait : *« Les soldats indonésiens savent ce qu'ils doivent faire,* disait-il. *Ce sont de vrais professionnels. »* Il insistait sur le *« very professionnal ».* Il parlait en professionnel du double sens des mots. Les émissaires de l'ONU lui prodiguaient des courbettes. C'était un spectacle de marionnettes javanaises.

Cela faisait, de toute façon, deux énormités de trop. On a emboîté le pas à ce Timorais inconnu aperçu, quelques images auparavant, sur un trottoir de Dili, fuyant le professionnalisme des soldats indonésiens. Ce pauvre hère n'emportait qu'un seul bagage. Il serrait contre sa poitrine une statue de la Sainte Vierge. Il processionnait tout seul. Il avait l'air ridicule, il était héroïque. On s'est surpris à murmurer *« Je vous salue, Marie... ».*

LeMonde Job: WMQ1109--0033-0 WAS LMQ1109-33 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 09:22 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0033 Lcp:700 CMYK

VENDREDI 10 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.00 Excision, un différend culturel ? **Forum Planète**
23.00 Primo Levi ou la tragédie d'un optimiste. **Forum Planète**

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Arno, Liv Ullman ; Anthony Kavannagh. **Canal +**
19.00 Tracks. **Arte**
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. **LCI**
20.10 Le Talk Show. **LCI**
20.55 Thalassa. La chambre d'amour de Bella-Bella. **France 3**
21.05 T'as pas une idée ? Claude Rich. **Canal Jimmy**
22.05 Faut pas rêver. Invité : Gilles Clément. **France 3**
22.15 Ça se discute. Que faire quand on n'aime pas l'école ? **TV 5**
22.35 Bouillon de culture. Jean d'Ormesson. **France 2**
23.10 Sans aucun doute. Escroqueries en série. **TF 1**

DOCUMENTAIRES

19.10 Primo Levi. Et mon tout est un homme. **Planète**
20.00 Jean Derval, 50 ans de céramique d'art. **Odyssée**
20.15 Mon pays, mon amour. [2/6]. Catherine Clément et l'Anjou. **Arte**
20.15 N.U. **Histoire**
20.25 Opération survie. L'Écosse entre terre et mer. **Odyssée**
20.30 Les Déserteurs du Reich. [1/2]. **Planète**
20.45 Les Pyramides du Pérou. **Histoire**
21.00 Metheny Group. More Travels. **Muzzik**
21.00 Qiuci. [1/4]. Un royaume bouddhique sur la route de la soie. **Odyssée**
21.45 Roumanie 1944-1999, goulag au pays frère. **Histoire**
21.50 L'Ile aux plongeuses nues. **Planète**
21.50 Objectif nature. Les contrées sauvages du Rio Tortuguero. **Odyssée**
22.10 One Irish Rover, Van Morrisson. **Canal Jimmy**
22.15 Grand format. Quatre petites filles. **Arte**
22.15 Le Triangle des Bermudes. **Planète**
22.15 Martial Solal. **Muzzik**
23.15 A la redécouverte du monde. Bornéo, la forêt sans terre. [2/2]. **TMC**
23.35 L'Islam en questions. [1/3]. L'ex-URSS. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

20.00 Tennis. US Open. Demi-finales dames. **Eurosport**

DANSE

20.45 Napoli. Chorégraphie d'Auguste Bournonville. Par le Royal Danish ballet. **Mezzo**

MUSIQUE

23.00 Le Chevalier à la rose. Opéra de Strauss. Mise en scène de Pier Luigi Pizzi. Par l'Orchestre de l'Opéra Massimo de Palerme, dir. John Neschling. **Paris Première**
23.40 Jerry Lee Lewis & Friends. Avec Van Morrison ; Stuart Adamson, de Big Country ; Dave Davis, des Kinks ; John Lodge, des Moody Blues ; Brian May, des Queen ; James Burton ; Phil Chen ; Jim Isbell. **Canal Jimmy**

TÉLÉFILMS

20.30 Chasseurs d'écume. Denys Granier-Deferre [2/3]. **Festival**
20.55 L'Implacable Vérité. Olivier Hirschbiegel. **M 6**
22.10 Un printemps de chien. Alain Tasma. **Festival**
23.30 L'Ange de la vengeance. Craig Baxley. **France 3**

SÉRIES

20.45 Pepe Carvalho. Le Petit Frère. **Arte**
20.45 Earth 2. [1/2]. La morganite. **13ème RUE**
20.50 Stargate SG-1. Les désignés. **Série Club**
20.55 Quai n° 1. Panique sur la gare. **France 2**
23.40 Total Security. Les dentistes prêtèrent les blondes. **M 6**
0.30 Chapeau melon et bottes de cuir. Un Steed de trop. **M 6**
0.40 Millennium. La malédiction de Frank Black. **France 2**

FILMS

14.15 **Razzia sur la chnouf** ■■ Henri Decoin (France, 1954, N., 105 min) ✪. **Cinétoile**
14.30 **Portrait de femme** ■■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 140 min) ✪. **Cinéstar 2**
14.35 **A la poursuite du diamant vert** ■■ Robert Zemeckis (Etats-Unis, 1984, v.o., 105 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**
14.50 **Les Compagnons de la marguerite** ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1966, N., 85 min) ✪. **Ciné Classics**
16.05 **Le Mariage de mon meilleur ami** ■■ Paul J. Hogan (Etats-Unis, 1997, 100 min) ✪. **Canal +**
16.20 **Snake Eyes** ■■ Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, 105 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**
16.30 **Descente aux enfers** ■■ Francis Girod (France, 1986, 90 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**
17.15 **Les Anges aux figures sales** ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**
19.30 **Le Danseur du dessus** ■■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 110 min) ✪. **Cinétoile**
20.30 **Je sais où je vais** ■■ Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1947, N., v.o., 95 min) ✪. **Ciné Classics**
22.45 **Descente aux enfers** ■■ Francis Girod (France, 1986, 85 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**
22.55 **Le Monde perdu** ■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1997, 124 min) ✪. **Canal +**

COLLECTION CHRISTOPHE L.

23.55 **L'Auberge de la Jamaïque** ■■ **Alfred Hitchcock. Avec Charles Laughton, Maureen O'Hara** (GB., 1939, N., v.o., 95 min) ✪. **Arte**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 **Sunset Beach.** ✪.
17.35 **Melrose Place.** ✪.
18.25 **Exclusif.**
19.05 **Le Bigdil.**
19.55 et 1.54 **Clic et net.**
20.00 **Journal, Météo, Trafic infos.**
20.50 **Les Enfants de la télé.**
23.10 **Sans aucun doute.** Escroqueries en série.
1.00 **Les Coups d'humour.**

FRANCE 2

16.55 **Des chiffres et des lettres.**
17.25 et 22.20 **Un livre, des livres.**
17.30 **La Vie de famille.** ✪.
17.55 **Le Prince de Bel-Air.** ✪.
18.25 **Hartley, cœurs à vif.** ✪.
19.20 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
19.25 **Qui est qui.**
20.00 **Journal, Météo, Point route.**
20.55 **Quai n° 1.** Panique sur la gare ✪.
22.25 **Bouche à oreille.**
22.35 **Bouillon de culture.**
23.50 **Journal, Météo.**
0.10 **Histoires courtes.** ✪.

FRANCE 3

16.10 **Les Zinzins de l'espace.**
16.35 **Les Minikeums.**
17.40 **Le Kadox.**
18.12 **Comment ça va aujourd'hui ?**
18.20 **Questions pour un champion.**
18.50 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Météo.**
20.05 **Fa Si La.**
20.35 **Tout le sport.**
20.55 **Thalassa.**
22.05 **Faut pas rêver.**
23.05 **Météo, Soir 3.**
23.30 **L'Ange de la vengeance.** Téléfilm. Craig Baxley. ✪.
1.05 **Libre court.** ✪.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 20.30**
18.20 **Nulle part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma.**
21.00 **187, Code meurtre** ■ Film. Kevin Reynolds. ✪.
22.55 **Le Monde perdu** ■■ Film. Steven Spielberg. ○.

ARTE

19.00 **Tracks.**
19.45 **Météo, Arte info.**
20.15 **Mon pays, mon amour.** [2/6].
20.45 **Pepe Carvalho.** Le Petit Frère ✪.
22.15 **Grand format.** *Quatre petites filles.* Documentaire. Spike Lee (1997, v.o.).
23.55 **L'Auberge de la Jamaïque** ■■ Film. Alfred Hitchcock (v.o.). ✪.
1.30 **Le Dessous des cartes.**
1.45 **Rock'n roll Jacky.**

M 6

18.25 **The Sentinel.** ✪.
19.20 **Dharma & Greg.** ✪.
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**
20.10 **Une nounou d'enfer.** ✪.
20.40 **Politiquement rock.**
20.55 **L'Implacable Vérité.** Téléfilm. Olivier Hirschbiegel. ✪.
22.45 **Players, les maîtres du jeu.** ✪.
23.40 **Total Security.** ✪.
0.30 **Chapeau melon et bottes de cuir.**
1.30 **Le Live du vendredi.** Pierpoljack.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 **Appel d'air.**
20.30 **Black & Blue.**
21.20 **Expresso, Poésie sur parole.**
22.10 **Carnets de notes.**
22.30 **Gouhahanouka.**
0.05 **Du jour au lendemain.** Leslie Kaplan (*Le Psychanalyste*).

FRANCE-MUSIQUES

20.00 **Prélude.**
20.30 **Concert.** Donné en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Colin Davis, Janice Watson, soprano, Petra Lang, mezzo-soprano, Robert Dean Smith, ténor, Marcus Jupither, basse : Œuvres de Mozart et Beethoven.
22.30 **Alla breve.**
22.40 **Jazz Club.**

RADIO CLASSIQUE

20.15 **Les Soirées.** *Concerto pour violon n° 1*, de Mozart, par The Academy of St. Martin-in-the-Fields, dir. Neville Marriner, Anne-Sophie Mutter, violon.
20.40 **Frédéric Chopin et Franz Liszt.**
22.40 **Opéra.** Hommage à Karajan.

Le Monde TELÉVISION

ARTE

20.45 Pepe Carvalho
« Mélancolique et nihiliste actif », Pepe Carvalho, privé connu dans le monde entier *via* son auteur, Manuel Vàzquez Montalbàn, revient dans une série, la première d'Arte, dans laquelle apparaît un *« héros récurrent »*. Six aventures du détective, réalisées par six cinéastes européens, donnent à voir un héros rajeuni, modernisé, mais qui reste marqué par une Barcelone combattante et libertaire.

ARTE

22.15 Quatre petites filles
Le cinéaste new-yorkais Spike Lee a consacré son premier documentaire à la « bataille de Birmingham », qui scella, en 1963, la fin de la ségrégation sudiste aux Etats-Unis. Le réalisateur s'attarde avec délicatesse sur les destins brisés par la violence du Ku Klux Klan et rend hommage à quatre petites filles qui n'ont jamais grandi, tuées par l'explosion d'une bombe dans l'église baptiste de Birmingham .

ARTE

23.55 L'Auberge de la Jamaïque ■■
Adaptée d'un roman de Daphné du Maurier, cette *Auberge de la Jamaïque* est l'une des grandes œuvres d'Alfred Hitchcock, un surprenant mélange de suspense, de violence et d'érotisme. Le film consacra la jeune actrice débutante Maureen O'Hara et permit à « Hitch » de réaliser ensuite *Rebecca,* une autre adaptation de Daphné du Maurier. En v.o.

SAMEDI 11 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10, 4.15 Le Monde des idées. **LCI**
22.00 Le Printemps de Prague. Invités : André Gratchev, Antonin Liehm, Lucie Svobodova, Michel Tatu, Serge Wolikow. **Forum Planète**
23.00 Eau, ressource à préserver. Invités : Malia Bouayad, Mosché Cohen, Frédéric Encel, Jean Margat, Jean A. Vergnes. **Forum Planète**

MAGAZINES

13.50 Savoir plus santé. Tous diabétiques ? **France 2**
14.15 Bouillon de culture. Jean d'Ormesson. **TV 5**
18.15 Des racines et des ailes. Angkor : Halte au pillage. Compostelle : A chacun son chemin. Un palais pour ambassade. **TV 5**
18.45 Union libre. Invitée : Michèle Laroque. **France 2**
19.00 T.V. +. **Canal +**
19.00 Histoire parallèle. 11 septembre 1949. Année Goethe, Pouchkine, Chopin. Invitée : Jutta Scherrer, historienne allemande. **Arte**
19.00 Paris modes. Le jean. **Paris Première**
21.05 Thalassa. La Traque aux crocos. **TV 5**
21.45 Metropolis. Marilyne Desbiolles. Endre Rozsda. Carnets du Maroc : Ahmed Essyad. Federico Zeri. **Arte**
22.15 Envoyé spécial. Musiques aux sources. Dyslexie : l'intelligence cachée. Sectes sur ordonnance. **TV 5**
23.20 Tout le monde en parle. **France 2**
23.50 Un siècle d'écrivains. Alexandre Soljénitsyne. **France 3**

DOCUMENTAIRES

17.45 Roumanie 1944-1999, goulag au pays frère. **Histoire**
17.50 Le Crocodile, les dents du fleuve. **TSR**
18.00 Portrait rêvé, Stéphane Grappelli. [2/2]. **Muzzik**
18.05 Les Derniers Navigateurs. **Odyssée**
18.35 Base-Ball. [10/18]. **Planète**
18.35 Francis Blanche, à la vie à l'humour. **Ciné Classics**
19.00 Assassinés, derniers jours de Robert Kennedy et Luther King. **Odyssée**
19.40 Le Partage des eaux. **Planète**
19.50 Juan-Manuel Fangio. **Odyssée**
20.30 Sexe, censure et cinéma. [1/6]. **Planète**
20.30 Femmes dans le monde. Palestine. **Téva**
20.40 Une année avec Céline ! **TSR**
20.45 L'Aventure humaine. Le Concorde. **Arte**
20.45 Une histoire de la médecine. [2/8]. Les sociétés devant l'épidémie : stratégie contre l'inconnu. **Histoire**
20.45 L'Europe des pélerinages. [2/11]. Amsterdam. **Odyssée**
20.50 Planète animal. Masaï Mara. [1/3]. **TMC**
21.00 Ombres et lumières. Joaquin Rodrigo. **Muzzik**
21.15 Jean Derval, 50 ans de céramique d'art. **Odyssée**
21.25 Cinq colonnes à la une. **Planète**
21.45 Planète Terre. Nomades du Pacifique [1/5]. **TMC**
21.45 Terre François Joseph. Au cœur de l'Arctique mystérieux. **Odyssée**
22.15 Tags. **Planète**
22.30 Rendez-vous avec le crime. L'affaire Turquin. **France 3**
22.45 Benazir Bhutto, sur le fil du rasoir. **Histoire**
23.00 Les Déserteurs du Reich. [1/2]. **Planète**
23.35 Les Esprits de l'île de la Princesse. **Odyssée**
23.45 Roland Barthes. [1/4]. **Histoire**
23.50 Sam Giancana, gangster. La face cachée du rêve américain. **Canal Jimmy**
0.00 Music Planet. Crossroads, du jazz à l'ethno-pop. **Arte**
0.00 Les Cerfs de Hollande. **Odyssée**
0.20 L'Ile aux plongeuses nues. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

14.05 Rugby. Elite 1. Narbonne - Colomiers. **Canal +**
14.25 Athlétisme. Grand Prix IAAF. Meeting de Munich. Finale. **TSR**
14.40 et 19.40, 0.25 Motocyclisme. Bol d'Or 1999. Au Castellet. **M 6**
15.00 Motocyclisme. Bol d'Or 1999. **Eurosport**
15.10 Athlétisme. Grand Prix IAAF. Meeting de Munich. **France 2**
15.30 Athlétisme. Grand Prix IAAF. Meeting de Munich. **Eurosport**
16.00 Volley-ball. Euroligue. 1re demi-finale. **Pathé Sport**
18.00 Tennis. US Open. 1re demi-finale messieurs. **Eurosport**
20.00 Football. D1 : Montpellier - Marseille. **Superfoot**
21.00 Tennis. US Open. 2e demi-finale messieurs. **Eurosport**
23.30 Tennis. US Open. Finale dames. **Eurosport**

MUSIQUE

18.30 Karajan dirige Beethoven. Les Symphonies n° 1, 2 et 3, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. **Mezzo**
19.00 Symphonie n° 3 en ré mineur de Gustav Mahler. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, le Tölzer Knabenchor et le Ernst Senff Chor, dir. Bernard Haitink. **Muzzik**
20.30 Les Proms de la BBC. Les Chanteurs de la BBC et l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la BBC, dir. Andrew Davis, Willard White, Gillian Weir et Jeremy Irons. **Mezzo**
20.59 Soirée hommage à Joaquin Rodrigo. **Muzzik**
23.25 Massive Attack. Amsterdam 1998. **Paris Première**
23.35 Mozart en tournée, Prague. Par les Virtuoses de Prague, dir. Jiri Belholavek. **Muzzik**
0.35 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.30 Chasseurs d'écume. Denys Granier-Deferre [3/3]. **Festival**
20.45 Sans foi ni loi. Jonathan Heap. **13ème RUE**
20.55 Chauffeur de maître. Alain Nahum. **France 3**
22.45 Haïfa. Rachid Masharawi. **Arte**

SÉRIES

17.10 Chapeau melon et bottes de cuir. Remontons le temps. **M 6**
17.25 Buffy contre les vampires. Halloween. **Série Club**
17.50 Stargate SG-1. L'ennemi intérieur. **RTBF 1**
18.05 Visions d'Escaflowne. La fille de la lune des illusions. ○. **Canal +**
18.10 Homicide. Le vieil homme et la mort. Course contre la mort. **Série Club**
19.45 La Vie à cinq. Verdict. **Téva**
20.05 Les Simpson. La dernière invention d'Homer. ✪. **Canal +**
20.50 Le Caméléon. Troubles mentaux. ✪. **M 6**
21.05 Spin City. Pas de bol. ✪. **Canal +**
21.25 Seinfeld. Les vieux. ✪. **Canal +**
22.10 Gun. Ricochet. **Canal Jimmy**
22.25 Code Quantum. L'ouragan. L'ombre du passé. **Série Club**
22.40 Buffy contre les vampires. Un charme déroutant. La boule Thesulah. **M 6**
23.55 La Quatrième dimension. La ville déserte. **Série Club**

FILMS

13.00 **La Gloire de mon père** ■■ Yves Robert (France, 1990, 105 min) ✪. **Cinéstar 1**
13.25 **Parrain malgré lui** ■ Mark Malone (Etats-Unis, 1998, 85 min) ○. **Canal + Vert**
14.25 **L'Impossible Monsieur Bébé** ■■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1938, N., 110 min) ✪. **Ciné Classics**
14.30 **O toi ma charmante** ■ William A. Seiter (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 95 min) ✪. **Cinétoile**

COLLECTION CHRISTOPHE L.

16.05 **Le Danseur du dessus** ■■ **Mark Sandrich. Avec Fred Astaire, Ginger Rogers** (Etats-Unis, 1935, N., 105 min) ✪. **Cinétoile**
16.15 **Je sais où je vais** ■■ Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1947, N., v.o., 90 min) ✪. **Ciné Classics**
17.50 **Sur les ailes de la danse** ■■ George Stevens (Etats-Unis, 1936, N., 100 min) ✪. **Cinétoile**
19.50 **Aladdin et le roi des voleurs** ■ Tad Stones (Etats-Unis, 1996, 60 min) ✪. **Disney Channel**
23.00 **Le Port de la drogue** ■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 85 min) ✪. **Ciné Classics**

23.00 **Bad Lieutenant** ■■ **Abel Ferrara. Avec Harvey Keitel, Frankie Thorn** (Etats-Unis, 1992, v.o., 95 min) ○. **Ciné Cinémas 3**
23.00 **Harry dans tous ses états** ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1997, 90 min) ✪. **Canal + Vert**
23.00 **Les Griffes de la nuit** ■ Wes Craven (Etats-Unis, 1984, 90 min) ✪. **Cinéfaz**
0.25 **Les Anges aux figures sales** ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1938, N., v.o., 100 min) ✪. **Ciné Classics**
0.35 **Snake Eyes** ■■ Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, v.o., 105 min) ✪. **Ciné Cinémas 3**
0.45 **Go Now** ■■ Michael Winterbottom (GB., 1996, 85 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
1.10 **Le Roman de Marguerite Gautier** ■■■ George Cukor (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 110 min) ✪. **Cinétoile**
2.30 **L'Esclave libre** ■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, v.o., 120 min) ✪. **Ciné Cinémas 1**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.45 **Flipper.** ✪.
16.40 **Dingue de toi.** ✪.
17.15 **Hercule.** ✪.
18.05 **Sous le soleil.** ✪.
19.05 **Beverly Hills.** ✪.
19.58 **Bloc mode.**
20.00 **Journa, Météo.**
20.50 **Plein les yeux.**
23.10 **Hollywood Night.** **Lien fatal.** Téléfilm. Mark L. Lester ✪.
0.45 **Formule F 1.**
1.20 **Formule foot.**

FRANCE 2

13.50 **Savoir plus santé.**
14.45 **Samedi sport.**
14.50 Tiercé.
15.10 Athlétisme : meeting de Munich.
17.25 Cyclisme : Tour d'Espagne.
18.40 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
18.45 **Union libre.**
19.55 et 20.45 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Météo.**
20.55 **Tapis rouge.**
23.20 **Tout le monde en parle.**
1.10 **Journal, Météo.**

FRANCE 3

14.30 **Les Pieds sur l'herbe.**
15.00 **Destination pêche.**
15.30 **Couleur pays.**
18.10 **Expression directe.**
18.20 **Questions pour un champion.**
18.48 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.02 **Météo.**
20.05 **Magazine olympique.**
20.35 **Tout le sport.**
20.55 **Chauffeur de maître.** Téléfilm. Alain Nahum. ✪.
22.30 **Rendez-vous avec le crime.** L'affaire Turquin.
23.25 **Météo, Soir 3.**
23.50 **Un siècle d'écrivains.** Alexandre Soljénitsyne.
0.40 **Plumes et paillettes.**
1.10 **Nocturnales.** Chaliapine.

CANAL +

13.30 **C'est ouvert le samedi.**
14.05 **Rugby.** Narbonne - Colomiers.
16.10 **Basket.**
17.10 **A la une.** ✪.
▶ **En clair jusqu'à 20.40**
17.30 **Entre chien et chat.** ✪.
17.35 **Décode pas Bunny.**
18.05 **Visions d'Escaflowne.** [2/26] ○.
18.30 **Daria.** ✪.
19.00 **T.V. +.**
20.05 **Les Simpson.** ✪.
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.40 **H.** Une histoire de croyance. ✪.
21.05 **Spin City.** Pas de bol. ✪.
21.25 **Seinfeld.** Les vieux. ✪.
21.45 **South Park.** Les jakovasaures. ○.
22.10 **Jour de foot.**
23.05 **U-Turn, ici commence l'enfer** ■ Film. Oliver Stone. ✪.
1.05 **Parrain malgré lui** ■ Film. Mark Malone (v.o.). ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 **100 % question.**
14.00 **Econoclaste.**
14.30 **Correspondance pour l'Europe.**
15.00 **Le Journal de la santé.**
15.30 **Pi égale 3,14...**
16.00 **Les Trésors de l'humanité.** [10/13].
16.55 **Jangal.** [1/13].
17.25 **Va savoir.**
18.05 **Daktari.** ✪.
19.00 **Histoire parallèle.**
19.45 **Météo, Arte info.**
20.00 **Le Dessous des cartes.**
20.15 **Black Adder.** Le sceau noir. ✪.
20.45 **L'Aventure humaine.** Le Concorde.
21.45 **Metropolis.**
22.45 **Haïfa.** Téléfilm. Rachid Masharawi (v.o.). ✪.
0.00 **Music Planet.** Crossroads, du jazz à l'ethno-pop [1 et 2/2].

M 6

13.50 **V.** ✪.
14.40 et 19.40, 0.25 **Bol d'or moto.**
15.10 **Les Mystères de l'Ouest.** ✪.
16.10 **Mission impossible, 20 ans après.**
17.10 **Chapeau melon et bottes de cuir.**
18.10 **Amicalement vôtre.** ✪.
19.10 **Turbo.**
19.50 **Mieux vaut prévenir.**
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**
20.05 **Plus vite que la musique.**
20.40 **Cinésix.**
20.50 **La Trilogie du samedi.** Le Caméléon : Troubles mentaux. ✪. **21.45** L'Immortelle : Manipulation. ✪. **22.40** Buffy contre les vampires : Un charme déroutant ✪. La boule Thesulah. ○.
0.50 **M comme musique.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 **L'Assemblée du désert.**
20.00 **Jazz à l'affût.** Jazz à Rouen.
20.50 **Expresso.**
21.00 **Mauvais genre.** Spécial Stephen King.
22.00 **Fiction.** *Idylle à Oklahoma*, de Claude Duparfait ; *L'Homme exposé*, de Philippe Crubézy.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUES

19.10 **Concert.** Jérôme Ducros, piano.
20.30 **Festival d'été euroradio.** Par The BBC Singers, le Chœur et l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Andrew Davis : œuvres de Nielsen, Boïto, Stravinsky, Gounod, Poulenc, J. Strauss, Kern, Rodgers, Vaughan-Williams, Coward, Elgar, Wood, Arne.
23.00 **Le Bel Aujourd'hui.**

RADIO CLASSIQUE

20.00 **Edvard Grieg, compositeur.**
22.00 **Da Capo.** Œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn, Brahms, Schubert.

Le Monde TELÉVISION

CINÉ-CLASSICS

23.00 Le Port de la drogue ■■
Un authentique film noir sur la corruption et l'avilissement, signé Samuel Fuller. Le film ne sortit en France qu'en 1961. Fuller, en partant d'un fait divers – un pickpocket trouve un microfilm destiné à un agent communiste dans le portefeuille d'une jolie fille –, y rend compte du climat de la guerre froide et du maccarthysme, en portant la mise en scène à son paroxysme émotionnel.

FRANCE 3

23.50 Soljenitsyne
Une émission exceptionnelle de la série « Un siècle d'écrivains », par le personnage portraituré – Alexandre Soljenitsyne –, par ses textes que lit Jean-Louis Trintignant et surtout par l'entretien que Nikita Struve a réalisé à cette occasion. L'écrivain y parle de son trajet personnel et de sa passion : témoigner pour tous les « zeks », ces victimes du goulag, à qui il s'est juré de redonner une voix.

FRANCE 3

1.10 Chaliapine l'enchanteur
Elisabeth Kapnist évoque ce chanteur à l'étonnante trajectoire, ce baryton qui limitait la puissance de sa voix par une infinie palette de couleurs, et dont le rôle fétiche fut celui de Boris Godounov. Archives, témoignages et extraits sont réunis pour tracer le portrait d'un homme dont Gorki dit un jour qu'il aurait pu convaincre Dieu, s'il existe, d'avoir pitié de l'humanité.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
✪ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
✪ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ1109--0034-0 WAS LMQ1109-34 Op.: XX Rev.: 10-09-99 T.: 11:05 S.: 111,06-Cmp.:10,13, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0034 Lcp:700 CMYK

Le Monde
SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1999

A tu, à toi

par Pierre Georges

CE N'EST PAS sans une certaine émotion, voire une émotion certaine, que l'on a appris que Lionel et Dany, ou Dany et Lionel, ont dîné ensemble. Qu'ils ont brisé le pain, partagé le sel, la langouste et le rosbif. Qu'ils ont bu un excellent rouge. Qu'ils se sont apprivoisés l'un l'autre, comme pluriels fiancés faisant connaissance, enfin.

Moi Dany, toi Lionel ! Comme ce dut être émouvant, autour de la nappe du Drap d'or qu'on suppose vert et rose. A preuve, cette information majeure : les deux hommes se sont tutoyés. Comme il est de rigueur, dira Dany, entre gens de gauche. C'est qu'on est pour le tutoiement, à gauche, C'est même à cela qu'on la reconnaît la gauche, à tu à toi, qui se tutoie. On peut ne pas se connaître et se reconnaître d'emblée ! « Vous êtes de gauche, toi aussi ! »

Allons, trêve de sarcasmes. Le dîner fut excellent. On goûta à tout. On parla de tout, même des sujets qui fâchent. On fit durer la découverte au-delà du raisonnable, quatre heures d'horloge. On évoqua le passé, le présent, l'avenir, de la gauche comme du reste, la France notamment. Et l'on se quitta copains comme de gauche.

Dîne-t-on à droite ? Et se tutoie-t-on ? Evidemment oui, même si, ces temps-ci, certains semblent plutôt dans la phase dînatoire très « delicatessen » du « *je te tue, toi !* ». Aussi n'est-ce pas sans une certaine émotion, voire, etc. etc., que l'on a pu lire dans *Le Monde*, jeudi, la proclamation vibrante du secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy. En substance : « *L'époque du RPR clanique est révolue !* » Cela va sans dire. Et même mieux en le disant, notamment à Paris où l'horrifique guerre des deux T, Tiberi et Toubon, qui ne se tutoient plus comme avant, ravage les donjons RPR et ravit la gauche.

Donc en prônant l'abolition des clans, comme d'autres l'extinction des feux, Nicolas Sarkozy ne fait que son devoir de modernité. C'est qu'elle a bien des soucis, la vieille-jeune droite, et notamment celui de paraître antique en ses déchirements et comme percluse de douleurs sociétales. Du clanisme, comme frein à la nécessaire modernité en marche. En cela, Nicolas Sarkozy est rejoint, ce vendredi, par Alain Madelin qui dans *Le Figaro* appelle à en finir « *avec les querelles de boutique* » pour construire une « *opposition ouverte, libérale, nationale et populaire* ». Bigre, c'est pas gagné ! Il va en falloir des dîners en ville !

Autre sujet d'actualité constante, les retraites. Par une sorte de conspiration amicale ou de tutoiement du coude vers la sortie, il semble établi que, dès que le mot retraite est prononcé dans ce journal, on sort son chroniqueur ! C'est aimable. En parler toujours, n'y penser jamais ! Rien à dire sur la retraite. Même si les Français sont très majoritairement pour, ils ont, démonstration implacable de quelques hurluberlus diplômés, économiquement tort !

Rien à dire, si ce n'est, signalé par une collègue, un fabuleux et hilarant décret au *Journal officiel* du jour. Ce décret n° 99-777 est « *relatif à la prévention des risques liés à l'usage des sièges pliants de types chilienne, transatlantique et flâneuse* ». Rien n'est pire en effet que la chaise longue qui se replie sur le retraité sans défense. Donc, Français, que votre retraite soit chilienne, transatlantique ou flâneuse, achetez du matériel performant !

Jacques Chirac presse à nouveau Lionel Jospin d'engager sans tarder la réforme des retraites

QUEL PLUS BEAU SUJET aborder, si l'on veut se projeter à un horizon de dix ans, que celui du vieillissement de la population et de la réforme des retraites ? Alors que ce dossier était au programme du séminaire qui réunit, vendredi 10 septembre, à Rambouillet, l'ensemble des ministres autour de Lionel Jospin (*lire page 7*), le président de la République a invité, le même jour, le gouvernement à engager sans tarder une réforme du système de retraites. Depuis la nomination de M. Jospin à Matignon, Jacques Chirac n'a guère manqué une occasion de lui rappeler que ce « *problème prioritaire* » appelle « *des réponses courageuses* ».

Le chef de l'Etat est revenu à la charge, vendredi, à l'occasion des rencontres internationales organisées au CNIT de Paris-La Défense dans le cadre de l'Année internationale des personnes âgées. Son propos se voulait, certes, plus ambitieux qu'un rappel à l'ordre sur la seule question de l'équilibre à long terme du système de retraites, le vieillissement de la population devant pousser à « *une autre organisation de la société* » et à des « *transformations sociales très profondes* ». Il a annoncé qu'il « *proposera que la question du vieillissement actif soit débattue lors du prochain sommet du G8* », qui doit se tenir en juin 2000 à Okinawa.

M. Chirac n'a pas manqué de dénoncer une forme d'exception française marquée par l'éviction des plus de cinquante-cinq ans du marché du travail. « *Le recours systématique aux préretraites* (...), *c'est l'aveu d'un échec collectif* », a-t-il souligné, préconisant d'« *ouvrir un nouvel avenir aux travailleurs de plus de 50 ans* ». « *Il n'est pas normal que l'Etat vienne constamment effacer les conséquences sociales de gestions à courte vue* », a-t-il ajouté, rejoignant là une des principales préoccupation de Martine Aubry.

AIDER « LE TRAVAIL FAMILIAL »

La dépendance étant souvent inévitable, a-t-il poursuivi, il faut « *mieux reconnaître et encourager le travail familial auprès des personnes âgées* », réfléchir à « *un congé de solidarité familiale* » (temps partiel, congés), comme il existe pour les enfants de moins de trois ans, et, surtout, renforcer l'aide aux 700 000 personnes âgées lourdement dépendantes. « *Je souhaite que le gouvernement et les conseils généraux redoublent d'efforts* », a-t-il déclaré. Quel que soit le système retenu (cinquième branche de la Sécurité sociale, protection complémentaire plus individuelle...), « *l'objectif doit être d'élargir les conditions de l'aide, qu'il s'agisse du degré de perte d'autonomie ou du critère de ressources* ».

Le chef de l'Etat a prévenu qu'on ne pourra progresser sur cette voie « *sans avoir consolidé l'avenir des retraites et celui de l'assurance maladie* ». Une érosion des prestations dans ces deux domaines pour financer la dépendance « *serait évidemment un marché de dupes* », a-t-il indiqué, tout en avertissant M. Jospin : « *Prolonger l'incertitude sur les retraites, c'est retarder le jour où il deviendra possible de traiter en profondeur le problème de la dépendance* ». Aussi l'a-t-il invité à aborder le problème « *lucidement, sans pessimisme excessif, mais avec le sens des responsabilités* ». Et en s'inspirant notamment des principes de liberté et de justice.

La liberté, c'est de choisir l'âge de son départ en retraite et de pouvoir se constituer une épargne « *attractive* (...), *sans hypothéquer les ressources de régimes de base et complémentaires* ». La justice, c'est de « *préserver les droits des travailleurs déjà en retraite* », mais aussi de « *répartir équitablement l'effort* » entre salariés du privé et du public. Les premiers ont déjà consenti de gros efforts, a-t-il constaté ; il faudra donc, pour les fonctionnaires, « *savoir prendre à temps, et dans la concertation, les mesures qui s'imposent* », ce qui ne signifie pas, selon lui, une remise en cause de leur statut. « *Je serai particulièrement attentif à ce qu'on ne laisse pas se creuser un fossé artificiel entre deux France* », a-t-il conclu.

Jean-Michel Bezat

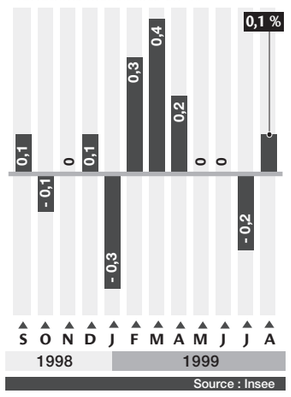
■ **SONDAGE : selon une enquête IPSOS-Seniors Association publiée par *L'Express*** (9-15 septembre), 42 % des 50-75 ans estiment que, dans dix ans, leur qualité de vie sera équivalente à celle d'aujourd'hui, 36 % moins bonne et 14 % meilleure. Ils pensent (64 %) que la charge des enfants sera le premier souci des plus de 50 ans, suivi par celle de leurs propres parents (22 %). Ce sondage a été réalisé du 24 juillet au 7 août auprès de 962 personnes âgées de 18 ans et plus et de 900 personnes âgées de 50 à 75 ans.

L'inflation est restée faible au mois d'août : 0,1 %

SELON LES CHIFFRES publiés par l'Insee vendredi 10 septembre, les prix à la consommation ont progressé de seulement 0,1 % en août, après avoir reculé de 0,2 % en juillet. Ce qui porte la progression sur un an à 0,5 %, soit à peine au-dessus du point bas de 0,3 % constaté en début d'année. Le chiffre d'août s'explique par la fin des soldes dans le secteur de l'habillement et des chaussures, avec un renchérissement, de 3,8 %, de ce poste de dépenses. L'augmentation des produits pétroliers, de 2,7 %, a également pesé : sur un an, les produits pétroliers ont vu leurs prix augmenter de 8,9 %. Mais ces hausses ont été atténuées par le net recul des produits frais, dont les prix ont diminué de 7,8 %.

PRIX À LA CONSOMMATION

variations mensuelles en %



Source : Insee

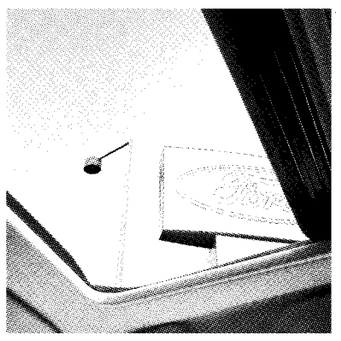
Retour contesté de Michael Portillo sur la scène politique britannique

LONDRES. Michael Portillo, l'ancien ministre conservateur qui aurait naturellement repris le manteau de John Major à la tête de l'opposition britannique, si son propre mandat de député n'avait été emporté dans la débâcle électorale de 1997, revient dans l'arène politique avec des habits neufs. Si tout se passe comme prévu, cet ancien ministre de la défense et chef de file de la droite thatchérienne, qui s'est déclaré, jeudi 9 septembre, candidat à la succession du flamboyant Alan Clark, détenteur du mandat de Kensington and Chelsea jusqu'à son décès, en début de semaine, pourrait retrouver son siège aux Communes avant Noël. A une condition : que les électeurs traditionnellement conservateurs de cette très chic circonscription de Londres se révèlent finalement moins... conservateurs que ne l'était M. Portillo il y a seulement trois ans : il avait refusé de voter l'abaissement à seize ans de la légalité des relations homosexuelles au Royaume-Uni (une mesure toujours bloquée à la Chambre des lords).

L'impétrant vient en effet d'avouer publiquement une homosexualité latente qui l'a conduit, dans ses années estudiantines, « *et seulement à ce moment-là* » précise-t-il, à se livrer à quelques expériences que la morale conservatrice, jusqu'il y a peu, réprouvait. *(Corresp.)*

DÉPÊCHE

■ **FISCALITÉ : les locataires payant moins** de 2 500 francs de loyer mensuel seront exonérés de droit de bail dès 2000. Soit plus de 90 % des locataires HLM et environ 60 % de ceux du privé. La contribution du droit de bail représente 2,5 % du loyer. Les locataires dont le loyer dépasse 2 500 francs par mois devront attendre 2001 pour bénéficier de cet allégement. Au total, la mesure devrait priver le fisc de 7 milliards de francs.



Tirage du *Monde* daté vendredi 10 septembre 1999 : 536 452 exemplaires. 1 – 3